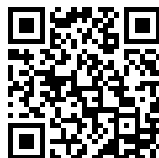

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

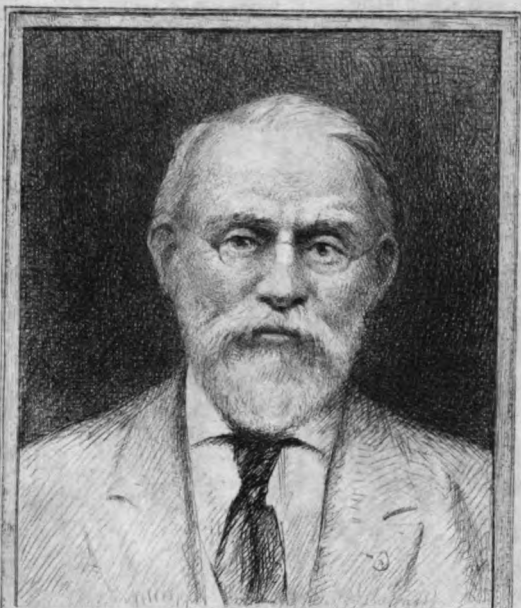
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

A 544827



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

1902 March 1900

57
27
123

MÉMOIRES

DE LA

SOCIÉTÉ D'EMULATION

DU JURA.

MÉMOIRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉMULATION
DU JURA

SIXIÈME SÉRIE

DEUXIÈME VOLUME.

1897



LONS-LE-SAUNIER
IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE LUCIEN DECLUME
55, Rue du Commerce, 55

1897

100

LES CHEVALIERS

DU

NOBLE & HARDY JEU

DE

L'ARQUEBUSE

DE LA VILLE DE DOLE

PAR

Julien FEUVRIER,

PROFESSEUR AU COLLÈGE DE L'ARC,
ARCHIVISTE DE LA VILLE DE DOLE.

100

Dunning
night
3-16-18
15088

LES CHEVALIERS

DU

NOBLE & HARDY JEU DE L'ARQUEBUSE

DE LA VILLE DE DOLE

Au lendemain d'événements douloureux dont notre génération ne perdra jamais le souvenir, l'esprit militaire a semblé se réveiller en France, et de nombreuses sociétés de tir se sont organisées chez nous à l'imitation de nos voisins du Nord et de l'Est. Les mêmes causes produisent les mêmes effets ; ainsi qu'au moyen-âge les milices bourgeoises avaient donné naissance à des corporations à la fois civiles et militaires, aujourd'hui le principe de la nation armée a pour conséquence l'établissement de sociétés analogues, où l'arc, l'arbalète ou l'arquebuse de nos ancêtres est remplacée par un engin autrement redoutable, le moderne fusil.

Le présent évoque ainsi le passé et contribue à lui assurer auprès des esprits sérieux un regain d'intérêt.

Aussi avons-nous cru le moment favorable pour présenter à ceux qui aiment le vieux pays de Comté et aux Dolois en particulier, fiers à juste titre des brillantes annales de leur ville, l'histoire des *Chevaliers du noble et hardy jeu de l'Arquebuse de la ville de Dole*. Cette histoire se trouve

tout entière dans les archives de l'ancienne capitale de la Franche-Comté d'où, avec un respect pieux, nous venons de l'exhumer.

Pour l'intelligence du récit, nous exposerons d'abord succinctement l'organisation et le fonctionnement des anciennes compagnies de l'arquebuse et dirons ensuite quelques mots des armes dont elles se servaient.

I

La création des milices bourgeoises remonte à l'époque de l'affranchissement des communes. En possession d'une autonomie longtemps désirée et souvent acquise au prix de sanglantes luttes, la cité nouvellement constituée en *commune* dut pourvoir à sa police intérieure et à sa défense contre l'ennemi extérieur. Alors les bourgeois valides se disciplinèrent et s'exercèrent au maniment des armes sous des chefs choisis par eux, et formèrent ainsi ces milices communales qui rendirent de si grands services à la royauté au *xiv^e* et au *xv^e* siècle.

Bientôt dans ces milices, les plus braves et les plus actifs se groupèrent volontairement pour composer des corps d'élite qui devinrent pour la plupart des villes un élément important de force, de sécurité et de liberté. Ces associations portaient le nom de *confréries*, *serments*, *corporations*, ou *compagnies*, et leurs membres, armés de l'arc, et plus tard de l'arbalète, celui d'*archers* ou d'*arbalétriers* (1).

Les souverains, en échange des services qu'elles étaient appelées à rendre, favorisèrent de tout leur pouvoir la

(1) Dans les Pays-Bas, on appelait *gildes* ou *serments* des confréries militaires de ce genre. A Bruxelles, il y eut la gilde de l'arc à main, la gilde des arbalétriers, la gilde de l'épée, la gilde des arquebusiers.

formation des compagnies d'archers et d'arbalétriers et octroyèrent à beaucoup d'entre elles de nombreux privilèges ; c'est pourquoi on ne tarde pas à les voir s'organiser en France dans un grand nombre de villes, voire dans de simples bourgs.

Lorsque l'usage des armes à feu portatives commença à se répandre, des compagnies d'arquebusiers furent instituées sur le modèle de celles d'archers et d'arbalétriers. Comme ces dernières, elles entretenirent dans les villes la discipline, l'esprit militaire, et constituèrent une force permanente pour le service du roi et la défense de la cité.

La création des corporations d'arquebusiers remonte, non au ^{xv}^e siècle comme le prétendent quelques auteurs, mais aux premières années du règne de François I^{er}, c'est-à-dire à l'époque où l'arme qui devait donner son nom aux arquebusiers, devenue d'un maniement relativement facile, tomba pour ainsi dire dans le domaine public. On constate l'existence de compagnies de l'arquebuse à Annecy, en 1519, à Chaumont-en-Bassigny, en 1520, à Paris et à Dijon, en 1523, à Auxonne, en 1526, à Beaune, en 1531, etc. (1). Un grand nombre s'instituèrent de leur autorité privée sous les auspices des municipalités dont elles ne cessèrent de dépendre ; ce n'est que plus tard que leur institution fut régularisée par des édits, des lettres patentes ou des ordonnances (2).

La constitution de ces nouvelles corporations réduisit singulièrement le rôle des anciennes qui cependant ne

(1) Dans la partie du duché de Bourgogne qui avoisine la Franche-Comté, on comptait des compagnies d'arquebusiers dans les villes suivantes : Dijon, Beaune, Auxonne, Saint-Jean de Losne, Seurre, Nelay, Châtillon, Semur, Nuits, Chalon, Chagny, Autun, Mâcon, Louhans, Tournus, Avallon.

(2) V. Fouque, *Recherches historiques sur les corporations des archers, des arbalétriers et des arquebusiers*. Paris et Chalon-sur-Saône, 1852 (p. 86).

disparurent pas partout : archers, arbalétriers et arquebusiers vécurent souvent dans l'enceinte de la même ville, mais non toujours en bonne intelligence. L'arc et l'arbalète furent dès lors considérés comme armes roturières et abandonnés aux petits bourgeois et au peuple, tandis que les arquebusiers se recrutèrent dans la bonne bourgeoisie, et nous entendons par bourgeoisie non seulement les roturiers de condition franche, mais encore les nobles habitant les villes et jouissant des privilèges de cette habitation.

Aussi bien que les compagnies d'archers, celles d'arquebusiers eurent leurs privilèges sur la nature desquels on peut consulter l'œuvre si complète de V. Fouque et l'intéressante étude de M. L. A. Delaunay (1).

En France, lorsque le roi faisait séjour dans quelque ville, à la compagnie de l'arquebuse était réservé l'honneur de monter la garde autour de sa personne. Dans les cérémonies publiques, elle avait presque partout le pas sur les archers et les arbalétriers.

Dans chaque ville, plusieurs fois par an, les arquebusiers, ou, comme ils aimaient à se qualifier, *les chevaliers du noble jeu*, du *noble et gentil jeu*, du *noble et hardy jeu de l'arquebuse* se réunissaient pour se livrer à leurs exercices de tir.

Une fois l'an, on tirait l'*oiseau de privilège*. On plaçait au sommet d'une tour, ou à l'extrémité d'un mât, un oiseau de bois appelé *papegay*, *papeguay*, *papegal* ou *papegault* (2) sur lequel on tirait d'en bas. Celui qui l'abattait

(1) L. A. DELAUNAY, *Etude sur les anciennes compagnies d'archers, d'arbalétriers et d'arquebusiers*. Paris, Champion, 1879, in 4^e, illustré.

Pour l'ouvrage de V. Fouque, voir l'indication bibliographique de la note précédente.

(2) Ce mot dans le français du moyen-âge signifie perroquet. Les Italiens appellent cet oiseau *papagallo* et les Espagnols *papagayo*.

A Chalon-sur-Saône, l'oiseau avait trois pouces et demi de

était *roi de l'oiseau* pour l'année; il recevait un signe distinctif (1) et les autres chevaliers étaient tenus de lui obéir.

Celui qui abattait l'oiseau trois années consécutives était *empereur*. Dans certaines villes de France, on appelait *connétable* celui qui l'abattait deux fois. Le roi jouissait de certaines immunités. Généralement, il était, pendant l'année de sa royauté, exempt d'impôts, de guet, de garde et de logements de gens de guerre. L'empereur possédait les mêmes privilèges sa vie durant.

Dans la réunion qui suivait le tir de l'oiseau, avait lieu, aux frais du roi, subventionné par la municipalité, celui du *prix franc*. Ce tir, ainsi que tous les autres de l'année, se faisait à la cible (2).

Pour parer aux inconvénients qui résultaient du changement fréquent de chef, on vit au xvii^e siècle apparaître dans les compagnies une hiérarchie d'officiers : capitaine, lieutenant, sergents, nommés par les chevaliers pour exercer le commandement.

Chaque corporation avait, pour ses exercices, un emplacement que l'on nommait *jardin*, *butte*, *abbaye*, *chevalerie* ou *jeu*, habituellement situé sur les remparts ou aux abords de la ville. Un pavillon s'y élevait ; auprès se dressait le mât pour le tir à l'oiseau ; à l'une des extrémités du jeu étaient disposées les cibles.

Avec leur jeu, les compagnies de l'arquebuse étaient parfois propriétaires d'un hôtel en ville, où les chevaliers délibé-

diamètre et était distant des tireurs de 140 à 150 pieds. A partir de 1662, les arquebusiers de cette ville réduisirent son diamètre à 6 lignes et le fixèrent sur la broche d'une cible à une distance de 400 pieds.

(1) Depuis 1674, le roi de l'oiseau à Dijon était gratifié d'une médaille représentant Louis XIV au siège de Besançon récompensant les arquebusiers dijonnais.

(2) Le tir à la cible était, paraît-il, cultivé dès 1392 par les archers allemands

Le mot *cible* qu'on écrivait autrefois *sible* dériverait du tudesque *sciba*, disque. rond, d'où *scheibe* et son diminutif *scheibel* (allemand), *schijf* (hollandais), *skiive* (danois), *esquive* (arch. de Dole, xvi^e siècle).

raient et donnaient leurs fêtes. Quelques-unes de ces maisons affectaient des formes monumentales ; à Bruges et à Anvers notamment, elles attirent encore l'attention des touristes.

Les corporations d'arquebusiers avaient des statuts réglant les conditions d'admission, les droits et les devoirs des membres réunis pour les tirs ou les cérémonies publiques. Les infractions aux règlements étaient punies soit par l'exclusion, soit par des amendes au profit de la caisse de la compagnie.

Les différentes compagnies d'une même province et des provinces voisines avaient entre elles des relations : elles s'invitaient pour tirer des *prix de province* ou *prix d'honneur*. Fort empressées à paraître à ces tirs régionaux qui duraient une huitaine de jours, elles s'y rendaient musique en tête et étendard au vent. C'était à qui y déploierait le plus de luxe et de magnificence. La compagnie qui emportait le prix devait le rendre l'année suivante ou sinon dans un laps de temps peu éloigné. Au grand prix tiré à Dijon, en 1658, 200 chevaliers parurent ; à Chalon-sur-Saône, en 1700, on y vit 29 compagnies ; à Beaune, en 1778, on tira un prix de 15.000 livres.

Toutes ces compagnies eurent leur époque d'éclat et de splendeur au *xvi^e* et au *xvii^e* siècle ; mais après que Louis XIV eût constitué de grandes armées régulières, elles devinrent des organismes sans fonction directement utile et leurs réunions ne furent plus que des occasions de réjouissances et de plaisirs. Le ridicule avait tué le peu de prestige qui leur restait (1) lorsque la Révolution arriva qui balaya, avec leurs privilèges, l'institution elle-même.

(1) Au *xviii^e* siècle, on les compare aux confréries burlesques de la *Bazoche*, de la *Mère Folle*, des *Fous*, du *Père Fol*, de la *Sottie*, etc. En 1778, Piron persifla si cruellement une fête organisée à Beaune par les chevaliers de l'arquebuse, que ceux-ci, furieux, faillirent le mettre en pièces (B. PROST, *Notice historique sur les chevaliers du noble jeu de l'arquebuse de la ville de Poligny*. Poligny, Maréchal, 1872).

II

Les premières armes à feu portatives apparurent en France au milieu du xv^e siècle sous les noms de *canons à main* et de *coulevrines*. Simples tubes de fer, de cuivre ou de bronze, terminés en arrière par une queue en fer ou en bois, on les portait sous l'aisselle ou sur l'épaule. Pour tirer, on les fixait sur un chevalet et on enflammait la poudre avec la main. Plus tard, on allégea le canon, et on le plaça dans un fût de bois terminé par une crosse de façon qu'on pût appuyer l'arme contre l'épaule. Enfin, on donna à la crosse une forme arquée afin de pouvoir en même temps épauler et viser. L'arme ainsi modifiée fut appelée dans les pays de langue française *hacquebute* (1) et plus tard *arquebuse*.

Au moment de s'en servir, l'arme étant soutenue de la main gauche, le tireur, avec la droite, approchait une mèche allumée de la lumière percée dans la partie supérieure de la paroi du tonnerre. A cause du poids de l'arme et de son défaut de fixité pendant le tir, on ne l'employa guère qu'en l'appuyant sur un pieu dans la tête duquel s'enfonçait une pointe ou croc de fer fixé sur le fût : de là le nom d'*arquebuse à croc*.

L'emploi de cet engin en rase campagne donnait lieu à d'autres difficultés : lorsqu'il était amorcé, on ne pouvait facilement le déplacer sans faire tomber la poudre d'amorce, et celle-ci était sans protection contre le vent et la pluie ; aussi s'en servait-on surtout comme arme de rempart.

(1) De l'allemand *Hakenbüchse* (*Hake*, croc, *Buchse*, canon d'arme à feu).

Au xv^e siècle : *hacquebut* ; au xvi^e : *haquebute*, *acquebuthe*, *hoquebutte*, *arqbute*, *arquebuse*.

Un mécanisme d'invention espagnole destiné à suppléer à ces inconvénients fut mis en usage au commencement du xvi^e siècle. La lumière fut percée, non plus au-dessus, mais sur le côté droit du canon ; au-dessous se trouvait un bassinet contenant le *pulvérin* ou poudre d'amorce maintenue et protégée par un couvre-bassinets, sorte de couvercle qui se relevait au moment du tir ; une pièce appelée *serpentin*, mobile autour d'un axe horizontal, tenait entre deux mâchoires une mèche allumée, se rabattait sur le bassinet lorsque le doigt pressait une détente, et, sous l'action d'un ressort, reprenait ensuite sa position primitive. La nouvelle arquebuse était plus légère que l'arquebuse à croc, mais d'une portée moindre.

Quelques années plus tard, vers 1520, un arquebusier allemand inventa la *platine à rouet*. La mèche du serpentins était remplacée par un morceau de pyrite sulfureuse qui, sous la pression d'un ressort, venait appuyer contre un *rouet* ou roulette en acier cannelée pénétrant à l'intérieur du bassinet. Le rouet était mis en mouvement par un ressort qu'on remontait au moyen d'une clef. En pressant sur la détente, le rouet devenu libre tournait avec rapidité et produisait par son contact avec la pierre à feu des étincelles qui enflammaient le pulvérin. Il y eut dès lors deux espèces d'arquebuses, l'*arquebuse à mèche* et l'*arquebuse à rouet*, cette dernière surtout en usage dans la cavalerie.

Une nouvelle arme, le mousquet (1) fut imaginée sous le règne de Philippe II. Il ne différait de l'arquebuse que par la forme de sa crosse qui était moins recourbée, et par son calibre qui, plus considérable, permettait de lancer des projectiles plus lourds. Le mousquet était si pesant qu'on ne pouvait le tirer qu'appuyé sur une fourchette ou *four-*

(1) Etymologie : *mouquet*, *mouchet*, *moschet*, *mosquet*, *mousket* ou *muschet*, émonchet, oiseau de proie.

guine, mais son tir était plus juste que celui de l'arquebuse. Le mousquet des fantassins était à mèche, celui des cavaliers à rouet.

Les arquebusiers et mousquetaires portèrent d'abord séparément la poudre, le pulvérin et les balles au moyen d'une bande de cuir faisant le tour du corps, de l'épaule gauche à la hanche droite. Cet appareil, nommé *fourniment* ou *bandoulière*, fut en usage jusque vers 1640. On créa alors la cartouche dont une partie de la poudre servit à amorcer l'arme.

C'est aussi dans la première moitié du xvii^e siècle qu'apparut la *platine à silex*. Le rouet était remplacé par une pièce en acier, qui, faiblement maintenue par un ressort, servait en même temps de couvre-bassinnet. Le doigt, en agissant sur une détente, mettait en mouvement un chien entre les mâchoires duquel était fixé un morceau de silex. Lorsque le silex venait frapper la pièce d'acier, celle-ci céda et découvrait le bassinet. Le choc produisait des étincelles qui, en tombant sur la poudre du bassinet et de la lumière, enflammaient la charge. La pièce en acier, nommée *fusil*, qui recevait le choc du silex, donna son nom à la nouvelle arme, adoptée seulement en 1670 par l'administration française.

L'arme que nous venons de décrire devint, après des perfectionnements de détail, le fusil de la fin du xviii^e siècle.

III

Les Franc-Comtois, passionnés de tout temps pour les exercices militaires, avaient fondé au moyen-âge des corporations d'archers et d'arbalétriers dans toutes les villes de notre province. « Se façonner et s'adextrer aux armes » devint pour eux d'une particulière nécessité quand

la France eut reculé les bornes de son empire jusqu'aux rives de la Saône et que la petite nation comtoise resserrée entre cette rivière et les crêtes du Jura, se trouva en face d'un peuple puissant et ambitieux qui la guettait comme une proie.

Aussi dès que l'arquebuse eut en tant qu'arme de guerre détrôné l'arc et l'arbalète, des compagnies d'arquebusiers s'organisèrent dans nombre de localités du Comté. Neuf villes comprises aujourd'hui dans le département du Jura en possédaient au ^{xvii}^e siècle, c'étaient : Dole, Salins, Arbois, Poligny, Lons-le-Saunier, Bletterans, Orgelet, Saint-Claude (1). A la même époque, il y en avait également à Besançon, à Gray, à Vesoul, à Montbéliard, à Baume-les-Dames, à Pontarlier, à Quingey, à Ornans et même à Vuillafans et à Loraing (2).

La première mention qui soit faite dans les registres municipaux d'une compagnie de l'arquebuse à Dole, se trouve à la date du 28 mai 1527. « Sur la requeste des arquebusiers, y lit-on, a esté ordonné que pour ceste année leur sera donné quatre payres de chaulces pour tirer les mois de juing, juillet, aoust et septembre, chacune payre de xx sols » (3). En cette année 1527, existait donc et fonctionnait dans notre ville une corporation d'arquebusiers.

Au duché de Bourgogne, à deux pas de la frontière, des corporations semblables venaient de se former : Dijon avait

(1) ROUSSET, *Dictionnaire des communes du Jura*.

(2) D^r J. MEYNIER, *Essai historique sur Ornans* (Société d'émulation du Doubs, année 1892). — *Arch. mun. de Dole*, n° 1103.

(3) L'unité de monnaie comtoise était le franc, monnaie de compte valant 13 sols 4 deniers de France, soit 65 centimes 8436 en unités métriques. Ce franc avait une double série de sous-multiples :

1^o le gros, qui valait $\frac{1}{12}$ de franc ; le blanc, $\frac{1}{4}$ [•] de gros ; l'engrogne, $\frac{1}{3}$ de blanc.

2^o le sol, $\frac{1}{20}$ de franc ; le denier, $\frac{1}{12}$ de sol ; la pite $\frac{1}{4}$ de denier ; le niquet, $\frac{1}{4}$ de pite.

la sienne dès 1523 (1), Auxonne depuis 1526. Dole, capitale du Comté de Bourgogne, qui, en toute occasion, affectait de se poser en égale de la capitale du Duché, ne voulut vraisemblablement pas lui être inférieure sur ce point et s'empessa de l'imiter. La corporation des arquebusiers dolois, comme beaucoup d'autres à cette époque, se passa de lettres patentes du souverain et s'institua de sa propre autorité avec l'agrément et sous les auspices du Magistrat (municipalité) ; on ne peut par suite donner la date exacte de sa fondation, mais tout porte à croire qu'elle n'est pas antérieure à 1525.

En 1528 et 1529, nous voyons, comme en 1527, les Compagnons arquebusiers solliciter du Conseil de Ville des chausses pour leurs quatre prix annuels.

Pour accroître le nombre des tireurs et stimuler leur adresse, l'administration municipale, avant l'année 1550, élevait le nombre de ces prix à six, à raison de vingt sols l'un, en argent, et en 1552, décidait que les soldats de la garnison pourraient prendre part au concours, sauf pour le papegay, le roi de l'oiseau devant être de Dole.

Les premiers statuts de la corporation, qui avaient été dressés par le Magistrat à une date qu'on ne peut préciser, mais antérieurement à 1550, furent en usage jusqu'en 1556.

En cette année, quelques compagnons refusèrent de les observer par la raison spécieuse que la copie qui était entre les mains du roi de l'Arquebuse n'avait pas de caractère officiel puisqu'elle n'était revêtue d'aucune signature. L'original, resté parmi les papiers de l'ancien secrétaire du Conseil, Jean de Saint-Mauris, mort depuis six ans, ne put être recouvré à cause de la peste qui régnait dans la maison des héritiers. Le roi, avec d'autres compagnons, pria le Magistrat de vouloir bien prendre connaissance de

(1) Ses statuts furent rédigés en 1525.

la copie non signée pour leur délivrer une seconde fois des statuts en bonne forme.

Le nouveau règlement, à quelques mots près et sauf sur un point que nous indiquerons, est la reproduction de l'ancien (1). Ses dispositions principales rappellent celles de tous les règlements élaborés à la même époque pour les corporations d'arquebusiers ; mais il offre dans le détail des particularités intéressantes. Nous en donnons ci-dessous l'analyse.

Pour faire partie du « serement de l'acquebute », il fallait jurer sur les Evangiles en présence du roi de la corporation d'être fidèle au Comte de Bourgogne et à la Ville et verser un sol dans la boîte (caisse) de la compagnie.

Chaque année, le dimanche qui suivait la fête de Saint-Georges (23 avril), si le temps était propice, ou sinon le plus prochain dimanche, les Compagnons se réunissaient devant la demeure du roi, puis, de là, tous se rendaient au logis du vicomte-mayeur de la Ville ou de son délégué et le conduisaient tambour en tête au lieu où sur un mât était érigé l'oiseau de privilège.

Le mayeur tirait le premier coup d'arquebuse au nom du Souverain et le second en son propre nom. Puis venaient le roi et les Compagnons arquebusiers selon leur ordre d'inscription sur les rôles de la compagnie.

Tous les membres du serment n'étaient pas admis à tirer le papegay ; il fallait, pour cela, non seulement avoir la qualité d'habitant de Dole, mais aussi ne pas être exempt de guet, de garde et d'impôts.

Celui qui abattait l'oiseau était proclamé roi pour l'année. Il jouissait, à ce titre, des exemptions de guet, de garde, d'impôts levés par la Ville et de taxes sur les vins destinés à l'usage de son ménage.

L'empereur, c'est-à-dire le vainqueur au papegay trois

(1) *Arch. mun.*, n° 1101.

années consécutives, possédait pareilles franchises pendant sa vie à charge par lui, à moins d'excuse raisonnable et légitime, d'assister, mais sans concourir, à tous les tirs à l'oiseau, sous peine de perdre ses privilèges.

Comme partout ailleurs, le roi devait faire replanter l'oiseau à ses frais l'année suivante.

Le commandement de la compagnie lui appartenait, et pouvoir lui était accordé de régler, en s'adjoignant deux ou trois arquebusiers, tous les différends qui pourraient, dans les exercices, surgir entre confrères. Celui qui refusait de se soumettre à la décision du jury ainsi constitué, payait deux blancs au profit de la caisse. La cause était alors portée devant le mayer qui jugeait sans appel.

Peu après le tir de l'oiseau, le premier de l'année, et le seul qui se fit à la perche, avait lieu, un dimanche, celui du prix franc. De la valeur d'au moins vingt sols tournois, il était fourni par le roi auquel la municipalité donnait une indemnité égale à cette somme.

Dans les nouveaux statuts, les six prix fondés par la Ville sont portés à neuf, « en considération du bon et grand nombre des aquebutiers habitans ceste ville hantans et fréquentans le jeu de l'aquebute et pour à ce donner et induyre les jeunes gens à l'exercice dud. jeu » (1). Ces prix sont tirés les premiers dimanches de chaque mois, de mai à janvier inclusivement.

En outre, les Arquebusiers peuvent avec les deniers de la boîte établir autant de prix qu'il leur plaît. Il leur est loisible d'en tirer plusieurs le même jour à condition que celui de la Ville soit disputé le premier.

Chaque fois que le roi a commandé un exercice de tir, les Compagnons vont, avant l'ouverture, le prendre en son logis et l'y ramènent après la clôture.

La Compagnie a un greffier nommé par le roi entre les

(1) *Délib.*, 7 août 1556.

main duquel il prête serment. Il tient un rôle des membres du serment, par ordre d'ancienneté ; il enregistre, à chaque tir, les coups qui portent dans l'esquive (cible) et en remet la liste au roi. Pour chaque prix tiré, il reçoit trois petits blancs prélevés sur la caisse.

Les coups en cible sont annoncés par un second agent, le marqueur, assermenté comme le premier. Dans chaque prix le vainqueur lui est redevable de trois petits blancs. Il est tenu de fournir le bois de la cible, mais en compensation il a droit au plomb tiré dans le jeu.

Chaque confrère, avant de concourir pour un prix, verse trois liards à la caisse sous peine de nullité des coups tirés et d'un liard d'amende. Le roi est affranchi de cette obligation pendant toute l'année, mais seulement au premier prix d'une séance : si l'on tire un second prix dans la même journée, il contribue comme les autres.

Tous les concurrents tirent le même nombre de balles. Le prix franc, auquel ne sont admis que les compagnons habitants de Dole, est gagné par celui qui a le plus grand nombre de balles restées en cible ; les autres prix sont décernés à la balle la plus rapprochée de la broche.

Un compagnon ne peut gagner qu'un prix par an ; cependant si dans un autre concours il a l'avantage, il prélève la plus grosse part du prix. Le vainqueur est tenu de fournir le feu dans la loge pour le tir suivant et, ainsi que le doivent ses confrères, prendre part à tous les concours.

Deux arquebusiers qui, sans la permission de leurs compagnons, se servent de la même arme perdent leurs coups et encourent une amende ; il est même interdit de manier l'arquebuse d'un autre membre du serment.

Plusieurs compagnons de la même famille habitant ensemble peuvent dans la même année gagner chacun un prix. Si l'un est roi, les autres jouissent des mêmes privilèges que lui à condition toutefois que chacun d'eux ait une arquebuse munie de son fourniment au complet.

Dès que le feu est ouvert, nul ne doit approcher de la cible ou traverser le jeu. Chacun à tour de rôle se rend, pour tirer, dans la loge disposée à cet effet. C'est là seulement qu'il amorce avec le pulvérin, bande l'arquebuse et met le feu. Il a eu soin de ne glisser qu'une balle dans son arme : différemment il serait exclu des tirs pendant un an et frappé d'amende.

Il ne prend aucun point d'appui à moins d'être âgé de plus de soixante ans : l'arquebuse est lourde entre les mains d'un vieillard. Avant de tirer, il crie trois fois : garde !

Si la malechance ou la maladresse veut que l'arme rate trois fois, le coup est perdu ; le tireur sort de la loge le canon de l'arquebuse relevé.

Ce n'est pas assez pour les auteurs du règlement de faire régner l'ordre dans les exercices, ils ont souci de maintenir entre les membres la concorde et l'harmonie en proscrivant toute tromperie et toute parole « rictieuse » ou injurieuse des uns envers les autres.

Ils veulent aussi que la religion soit respectée et que nul ne soit un sujet de scandale pour ses confrères. Il est interdit, dans les réunions, de jurer par Dieu, par la Vierge ou par les saints du Paradis, d'envoyer soi ou les autres au diable et même de prononcer le nom de celui-ci. Remarquons en passant que le règlement n'est pas trop sévère sur cet article, le contrevenant ne paie qu'un niquet. Ce qui peut surprendre, c'est que la même amende soit infligée à celui qui a connaissance de l'infraction sans la dénoncer. Au xvi^e siècle, on usait couramment de ce système de surveillance mutuelle ; dans les collèges, c'était un des moyens employés par les maîtres pour assurer l'ordre et la discipline parmi les écoliers (1).

(1) J. FEUVRIER, *Un collège franc-comtois au xvi^e siècle*. Dole, Krugell, 1889, p. 92.

Toute transgression du règlement est punie d'une amende de deux blancs, un blanc, un liard ou un niquet, selon les cas.

Tout compagnon qui veut se retirer du serment doit trois sols à la boîte ou une demi-livre de cire.

La cotisation des membres avec le produit des amendes est consacrée chaque année à établir des prix et à faire les réparations d'entretien au jeu.

Enfin en compensation des avantages accordés aux Arquebusiers, ceux-ci sont tenus de s'assembler toutes et quantes fois qu'il plaira à Messieurs du Magistrat de Dole. C'est ainsi que par leur présence ils rehaussent l'éclat des cérémonies publiques et des réceptions solennelles de personnalités importants. A la procession de la fête de la Ville qui se célèbre le jour de la Notre-Dame de septembre, ils escortent le Saint-Sacrement (1) avec les compagnons de l'Arc sur lesquels ils ont le pas.

Où les confrères de l'Arquebuse procédaient-ils à leurs exercices? Jusqu'en 1576, les archives ne donnent aucune indication à ce sujet.

L'ingénieur de Charles-Quint, Ambroise Précipiano, en ceignant Dole d'une nouvelle cuirasse de pierre, modifia le périmètre de la place. Le polygone bastionné enveloppa en plusieurs endroits la vieille muraille féodale qu'on laissa subsister. Entre le boulevard du Vieux Château et celui d'Arans, l'ancienne fortification était distante de la courtine élevée par Precipiano de huit à dix mètres (2). C'est ce terrain occupé par des jardins que le Conseil de Ville, par délibération du 7 juillet accorde aux Arquebusiers pour

(1) « Sur requeste des arquebuziers quérans que lon leur accorde quelque somme pour la récompense des frais qu'ilz ont faict au jeux de l'arquebuze à la N^{re}-Dame derrières, *fiat* mandement de vingt frans » (*Délib.* 12 sept. 1603).

(2) J. GAUTHIER et J. FEUVRIER. *Les fortifications de Dole*, Caen, Delesques, 1894.

y placer leur jeu. En 1577 et 1578, ceux-ci reçoivent encore deux allocations de cinquante francs l'une, pour les aider à élever un bâtiment ; mais ils ne prennent définitivement possession de l'emplacement concédé qu'au mois d'avril 1579 (1).

Malgré la générosité du Magistrat à l'endroit des Arquebusiers, leur zèle paraît s'être refroidi. On a laissé tomber le règlement en désuétude et les tirs du papegay sont désertés. Le mayeur essaye de ramener les compagnons par la persuasion, en même temps qu'il ordonne au roi d'appliquer à la lettre les pénalités édictées contre ceux du serment qui n'assistent pas au tir de l'oiseau (2). Convaincus et avec raison que la corporation peut en cas de siège rendre de grands services à la défense, les édiles dolois poursuivent sans se lasser son relèvement : afin d'attirer les concurrents, on supprime les prix mensuels pour les remplacer par un prix franc unique d'une valeur décuple et la ville fait à ses frais des travaux pour l'ornement et l'embellissement du jeu de l'Arquebuse (3).

Cependant le moment est proche où nos compagnons arquebusiers auront à faire leurs preuves.

Au commencement de l'année 1595, Henri IV, mécontent de l'appui prêté à la Ligue par l'Espagne, lance sur la Franche-Comté les bandes de l'aventurier lorrain Tremblecourt, et lui-même, avec une seconde armée, envahit la province quatre mois plus tard.

Les Dolois se préparèrent à soutenir un siège. Les bourgeois au nombre de 800 au maximum furent répartis en neuf compagnies. La corporation des Arquebusiers au lieu de former, comme dans la plupart des villes de France, en temps de guerre, une compagnie d'élite, servit à constituer de solides cadres à la milice urbaine.

(1) *Délib.*, 7 juillet 1576, 8 mai 1577, 29 août 1578 et 1^{er} avril 1579.

2) *Délib.*, 24 mai 1578.

(3) *Délib.*, 28 mai et 2 sept. 1588.

Cependant l'ennemi, n'osant se heurter aux imposantes murailles élevées par le grand Empereur, se contenta d'envoyer pour ravager le pays environnant des coureurs qui poussèrent parfois l'audace jusqu'à s'avancer sous le canon de la place.

On résolut de pourchasser ces pillards effrontés et des sorties furent organisées. Lorsque Pierre Choblanc, le guetteur du clocher signalait l'approche de l'ennemi, le riche comme le pauvre, le conseiller au Parlement comme le simple artisan se précipitait en armes pour lui courir sus et lui faire payer cher sa témérité.

Des cavaliers français s'étant un jour aventurés dans la prairie d'Assaut pour y voler du bétail, les Dolois armés de mousquets, d'arquebuses et de piques leur donnèrent la chasse, en tuèrent trente, en prirent quatre et blessèrent nombre d'entre eux.

Quelques semaines auparavant, les mêmes bourgeois n'avaient pas craint de pousser jusqu'à Parcey où ils refoulèrent une colonne de cavalerie ennemie qui tentait de passer la Loue pour venir piller les villages de la rive droite (1).

Ces traits témoignent de la valeur dont fit preuve la milice de la Ville pendant la double invasion de 1595, et il nous a semblé légitime d'attribuer une part dans ces exploits à nos arquebusiers.

Après l'évacuation du pays, les exercices de l'arquebuse reprirent leur cours ; mais en 1597, les confrères prièrent la municipalité de transporter leur jeu ailleurs. L'emplacement qu'il occupait était, en effet, peu spacieux, et de plus fort incommode. Le tir se faisait, comme nous l'avons dit, entre l'ancien et le nouveau rempart, parallèlement à leur direction et en travers du passage qui conduisait de

(1) *Délib.*, année 1595. — *Journal de Jean de Grivel*, édition Chereau, p. 95 et 115.

la Ville à la porte d'Arans, de sorte que, pendant les exercices, la circulation devait être interrompue (1). La requête des Arquebusiers tarda plusieurs années à recevoir une solution, on ne pouvait trouver d'emplacement convenable (2). Enfin, en 1606, le jeu fut installé dans la presqu'île du pré Marnoz (jardin Philippe), proche la porte du Pont (3). Une loge ou *parquet* pour les tireurs fut construite du côté du pont et la cible placée à la pointe de la presqu'île.

Avec le xvii^e siècle s'établit en Franche-Comté la coutume de tirer des prix de province. Ces concours n'eurent pas au début l'éclat qu'ils devaient revêtir dans la seconde moitié du siècle sous l'influence des sociétés du Duché. Ils n'étaient pourtant pas dénués d'apparat.

Lorsqu'une compagnie voulait offrir un prix d'honneur, elle s'y faisait autoriser par le Magistrat et demandait au Conseil de ville une subvention destinée à couvrir les frais de la fête. Le roi des arquebusiers invitait ensuite toutes les compagnies de la Province et celles du duché de Bourgogne.

La veille du jour fixé pour l'ouverture du prix était consacrée à recevoir les invités. Ceux-ci se faisaient un point d'honneur de représenter dignement leur cité par la correction de leur tenue. Chaque société, à cheval, conduite par un des notables de la localité dont elle portait le nom, précédée de tambours, de fifres ou de trompettes, l'enseigne déployée, se présentait à la porte de la ville. On lui offrait le vin d'honneur au bruit du canon, puis on la conduisait à son hôtellerie.

Le lendemain, les compagnies, au son des instruments, se rendaient en ordre sur le champ de tir où chacune avait

(1) *Délib.*, 22 avril 1597.

(2) *Délib.*, 29 sept. 1600, 10 avril et 2 juin 1602. — *Arch. mun.*, n° 1102.

(3) *Arch. mun.*, n° 1102.

sa loge ou pavillon surmonté d'un guidon. Le concours était ouvert par le personnage le plus éminent de la réunion, lequel tirait le premier coup au nom du souverain. Venaient ensuite les rois ou les capitaines des différentes compagnies selon l'ordre des préséances de leur ville. Ceux du Duché, en qualité d'étrangers, avaient le pas sur ceux du Comté; la réciprocque avait lieu lorsque les Franc-Comtois allaient concourir en Bourgogne. D'autres prix étaient encore disputés après le prix d'honneur. Le tir durait ainsi huit jours pendant lesquels la ville faisait servir dans les loges de ses invités des collations se composant de vins, pâtisseries, confitures et fruits. La corporation qui avait remporté le grand prix regagnait triomphalement son lieu d'origine non sans avoir promis de rendre le prix à bref délai.

A notre connaissance, le plus ancien prix de province en Franche-Comté fut tiré à Besançon, en 1600. Au mois de mai 1609, les arquebusiers de la même ville adressent pour un second concours une invitation à ceux de Dole. Ceux-ci sollicitent du Conseil une subvention pour s'y rendre (1). Ils ont avis que les autres villes du Comté font de grands préparatifs, qu'elles ont vêtu de leurs livrées les tambours et les fifres et que leurs sociétés se feront conduire par des personnages qualifiés. Eux aussi désirent faire bonne figure à Besançon et y paraître « non comme des derniers, mais comme étant de la capitale du pays. » Il leur est alloué cent francs pour les huit jours que doit durer la fête à condition « qu'ils seront parés, armés et équipés convenablement pour la réputation de lad. ville, pourtant chascun escharpe rouge, et se conduiront de telle sorte que lad. ville soit honorée de leurs bons deportemens. » De plus, à l'échevin du Tartre est confié le soin de les diriger et présenter.

(1) *Arch. mun.*, n°. 1102.

Au mois d'août 1621, le Conseil accorde cent francs à nos arquebusiers se rendant à un prix à Saint-Jean de Losne. On peut penser qu'ils en furent les lauréats, car nous les voyons l'année suivante offrir un prix aux compagnies de la région (1).

A leur arrivée à Dole, la bienvenue leur fut souhaitée par le mayeur et les échevins. Le jour de l'ouverture et l'un des derniers jours du tir, on envoya en leur logis et aux loges, du vin, des tartes, des rortes (2), des biscuits et des fruits.

En 1623, ce fut le tour d'Auxonne ; en 1624, celui d'Ornans où fut tiré un prix de 3.600 francs. Besançon, en 1625, Salins, en 1626, Dole et Chalon, en 1627, Poligny, en 1628, continuèrent la série des concours régionaux.

C'est dans ces années que de nouveaux statuts furent rédigés pour les arquebusiers de Dole (3). Nous signalons ci-dessous les principales modifications apportées à l'ancien règlement.

Le roi n'est plus le chef unique de la compagnie ; il a sous ses ordres le vice-roi, l'enseigne ou alphère et le sergent. Les tirs se font non seulement à l'arquebuse, mais aussi au mousquet, et les chevaliers pour tirer le papegai et le prix franc doivent avoir l'épée au côté. L'usage de certaines arquebuses dites *sturbées* est proscrit. Pour qu'un coup soit valable, il faut que la balle ait percé la cible et de plus que la cheville mise dans le trou déterminé par le projectile soit assez peu rapprochée du bord pour qu'elle puisse tenir en place pendant qu'on fait tourner trois fois la cible ou qu'on y met trois balles. Les coups qu'on appelle *champelés* sont déclarés nuls. Quel que soit l'âge du tireur, il lui est interdit de prendre un appui pour le tir. Les différends entre compagnons pendant les exercices

(1) *Délib.*, 11 août 1622.

(2) Pâtisserie confectionnée en forme de couronne circulaire.

(3) *Arch. mun.*, n° 1101.

sont réglés sans appel par le roi et quatre arquebusiers désignés par lui. Si les parties récusent le roi, on le remplace par le vice-roi ou un ancien roi. Le taux des amendes et des droits perçus par la caisse est considérablement augmenté ; c'est ainsi que l'amende d'un niquet de laquelle était passible celui qui avait proféré un juron ou invoqué le diable est portée à deux blancs, c'est-à-dire multipliée par 160.

En 1629, le tir du papegay se fit le dimanche 29 avril. Le vicomte-mayeur Claude Chaillot tirant le premier coup au nom du roi abattit l'oiseau (1). Cet événement, considéré comme un présage de bonheur pour la cité fut salué par les acclamations de toute la ville de Dole. De grandes réjouissances eurent lieu et le vainqueur du jeu réunit dans un banquet les principaux de la Ville et les chevaliers ses compagnons. Le surlendemain, à la séance du Conseil de Ville, après que le premier échevin Vauchard eût au nom de l'assemblée congratulé le mayeur, on résolut d'informer le roi Philippe IV et la Sérénissime Infante Isabelle, gouvernante des Pays-Bas et de Bourgogne du coup d'adresse qui faisait le souverain roi des Arquebusiers.

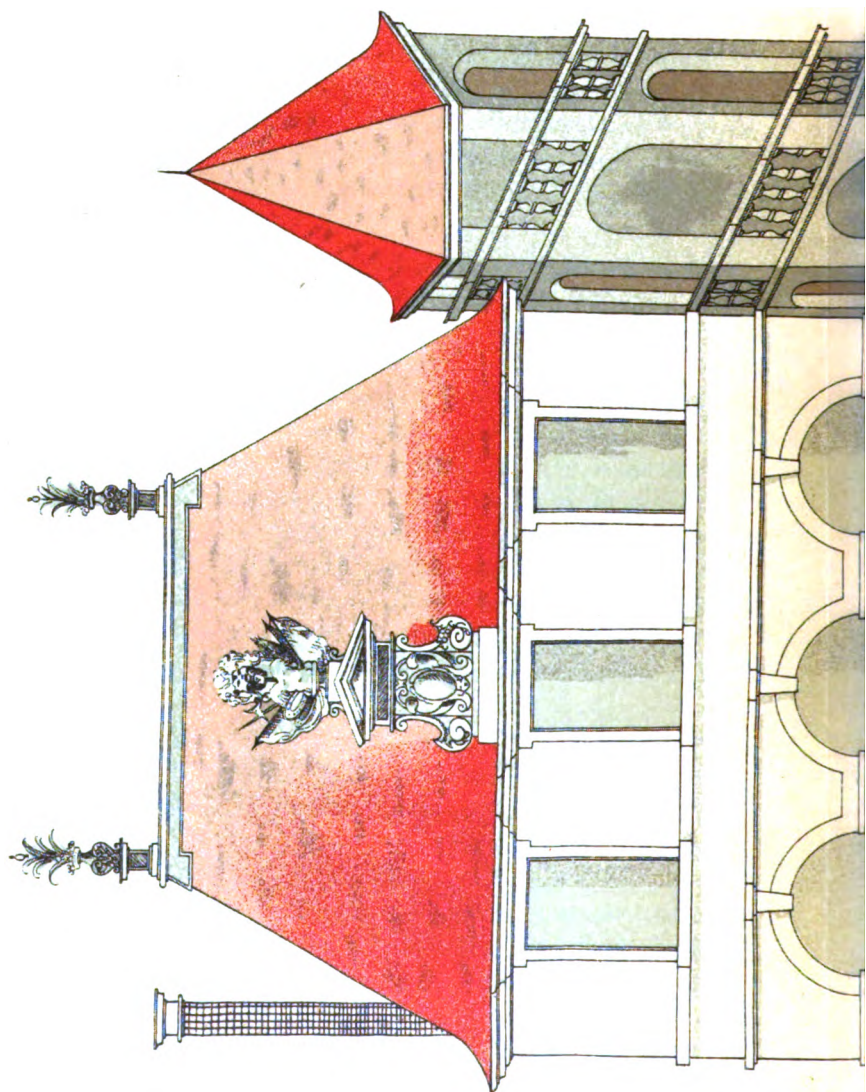
Des députations furent envoyées, pour leur faire part de l'heureuse nouvelle, à la Cour de Parlement, à la Chambre des Comptes, à Clériadus de Vergy, gouverneur de la Province, qui fut en même temps prié de solliciter à cette occasion quelques libéralités en faveur de la Ville.

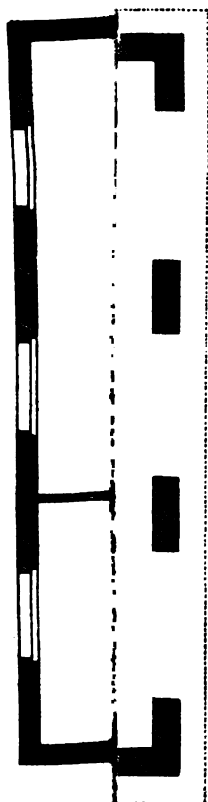
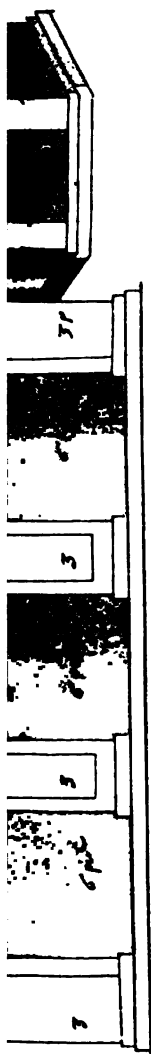
En outre, le Conseil, en témoignage de reconnaissance, fit présent à Claude Chaillot d'un bassin et d'une aiguière d'argent gravés aux armes de Dole et d'une valeur supérieure à 350 francs

Le Roi d'Espagne fit au Magistrat la réponse suivante :

(1) Pareille chose était déjà advenue en 1570 et devait se reproduire en 1640.







LA MAISON DE L'ARQUEBUSE au pré Marnoz (*jardin Philippe*)

1634

Attribution à la société de l'original.

Archives municipales de Dole, n° 1103

« LE ROI, DUC ET COMTE DE BOURGOGNE,

« **CHERS ET BIEN AMÉS**, ce nous a été contentement d'entendre ce que Nous signifiez par la vôtre du sept May dernier ; de vous être réussi en conformité de vos souhaits (ce que n'étoit arrivé de mémoire des vivans dans notre ville de Dole) que selon la coûtume y observée de temps immémorial d'y tirer de l'Arquebuse au Papegay tous les premiers jours de May, y ayant eu celui l'an présent tiré en notre Nom le premier coup ; le mayeur de notred. Ville, auroit eu si bon rencontre de l'emporter, avec tels applaudissemens des Bourgeois et solennités de réjouissances, que les étrangers voisins ont eu sujet d'admirer votre affection vers Nous. Nous sommes tant satisfaits de celle que de tout temps avez portée à nos Ancêtres et Nous portez pareillement, que ne doutons nullement du témoignage qu'en aurez donné en cette occasion. Vous pouvez aussi être assurés qu'en faisons telle estime que de raison. Et pour maintenant en faire quelque démonstration, Nous remettons l'effet de notre intention à la Sérénissime Infante, notre bonne Tante, la priant que lorsqu'elle vous fera encheminer cette Présente nôtre, vous soit jointement remis, ce qu'elle aura ordonné pour une marque de mémoire : A tant **CHERS ET BIEN AMÉS**, Notre-Seigneur vous ait en sa sainte garde. De Madrit, le quinze septembre mil six cent vingt-neuf. *Signé PHILIPPE. Et plus bas : JOSEPH DE BRITO* » (1).

De son côté, l'Infante Isabelle accordait aux Dolois mille

(1) L'original de cette lettre existait autrefois aux archives. Elle a disparu de ce dépôt ainsi que beaucoup d'autres pièces non moins précieuses. Le texte que nous donnons est celui de Dunod (*Mémoires pour servir à l'histoire du Comté de Bourgogne*. Besançon, 1740, p. 576) qui n'a pas, comme il est facile de s'en convaincre, respecté l'orthographe du temps.

francs à prendre sur le don gratuit, pour la construction d'un bâtiment destiné aux Arquebusiers et pareille somme pour fonder un prix franc à tirer chaque année au nom de S. M. (1).

Voici en quels termes fut remerciée la généreuse donatrice :

MADAME,

« Nous nous abaissons avec le plus de respect et de soumission qu'il nous est possible aux pieds de V. A. S^{me} pour luy rendre les très humbles remerciements de l'honneur que nous venons de recevoir de sa royale main en nous accordant la somme de deux mille frans pour donner de l'éclat à l'heureuse action du mayeur de cette ville qui abatit l'oiseau au nom de S. M. Il y a longtemps, Madame, que nous marquons le cours de la félicité publique par celui des années de V. A. S^{me} et que nous estimons nos fortunes dignes d'envie puisqu'elles reposent sous la domination de la plus généreuse princesse que tous les siècles aient formée et en qui seule l'est reserrée toute la gloire des grands monarques ses magnanimes prédécesseurs ; mais outre ce sentiment général, Madame, qui nous est commun

(1) Quelques années auparavant le sieur de Vellemot, cogouverneur de la cité impériale de Besançon, pour avoir abattu l'oiseau dans les mêmes circonstances que le mayeur de Dole, avait, ainsi que la Ville, éprouvé la munificence de l'Empereur (*Arch. mun.*, n° 1103).

Le 9 mai 1666, le mayeur de Poligny, Gabriel Renaudot, ayant abattu le papegay pour le coup du roi, les habitants, encouragés par l'exemple de la royale gratification accordée à la ville de Dole, résolurent de présenter une requête au marquis de Castel-Rodrigo, gouverneur général des Pays Bas et du Comté de Bourgogne au nom du roi d'Espagne, à l'effet d'obtenir pour leur ville « franchise et exemption de toutes charges par elle devenues à Sadite Majesté, pour autant de temps qu'il luy plairoit » et une subvention pour la réparation des fortifications. Malgré diverses recommandations et des démarches actives du Magistrat on ne voit pas que Poligny ait obtenu une réponse favorable (B. Prost, *loc. cit.* p. 25).

avec tous les peuples sur lesquels s'étend le pouvoir de V. A. S^{me}, nous en avons en ceste ville de Dole de bien particuliers, comme y ayant esté aussy plusieurs fois honorés des marques particulières de sa précieuse bienveillance, et tout nouvellement en cette récompense si glorieuse qu'il luy a pleu de nous outrayer. Nous ne scaurions exprimer, Madame, le prix auquel nous le mettons, puis que ce sont des fruicts de la libéralité de V. A. S^{me} qui se treuvent incorruptibles aussy bien que ceulx du Ciel et qui suivant la nature du lieu d'où ils sortent sont infinis. Nous les annoncerons au peuple avec la recommandation et la pompe qu'il convient affin qu'il joigne ses vœux et ses acclamations aux nostres pour obtenir de Dieu l'heureux succès de tous les glorieux desseins de V. A. S^{me} et pour nous faire recoignoistre avec des effects proportionnés à l'estendue de nostre fidélité,

Madame

de V. A. S^{me}

Les très humbles, très
obéissants serviteurs et fidelles subjects » (1).

Un plan et un devis sont aussitôt dressés pour le nouveau bâtiment des Arquebusiers qu'on veut à la fois digne des royaux donateurs et de la capitale de la Province. Le dessin que nous avons sous les yeux lui donne en plan la forme d'un rectangle de 4 toises et demie de longueur et de 3 toises de largeur (2). Sa hauteur de 21 pieds le Comte jusqu'à la base du toit est percée de dix arcades au rez-de-chaussée et de neuf fenêtres au premier étage. Sur l'un des flancs, une élégante tourelle hexagonale ajourée par des baies rampantes et des balustrades renferme une viorbe établissant la communication entre les deux étages. En exécution d'une délibération du Conseil de Ville, les armes

(1) *Arch mun.*, n° 1103.

(2) La toise le Comte (2^m 485) se subdivisait en 7 pieds le Comte (0^m 355).

du Roi et celles de la Ville surmontées de trophées d'armes et de drapeaux ornent chacune des faces, et le flanc opposé à la tourelle porte les armes du mayeur Chaillot (1).

Les prévisions dépassant sensiblement les sommes dont il peut disposer, le Conseil de Ville obtient de l'Infante que les deux mille francs de gratification soient entièrement consacrés à l'édification du bâtiment.

L'ingénieur Vernier alors occupé à compléter l'ensemble des fortifications de Dole détermine au pré Marnoz l'emplacement de la future bâtisse. Elle s'élèvera un peu en aval de la porte du Pont, les deux façades seront perpendiculaires à la courtine voisine, la tourelle sur le flanc regardant le dehors ; de la sorte aucun obstacle ne sera apporté à la construction de la demi-lune projetée en avant du pont-levis et le feu de la place pourra battre tout le pourtour de la construction.

Le nouvel édifice dont la première pierre fut posée le 27 avril 1632 par Leonel Laborey, sieur de Byarne, lors mayeur, était achevé au mois de février 1634. Il avait coûté 2.618 francs 8 gros. La somme de 2.000 francs accordée à la Ville sur le don gratuit, et payée par le trésorier général du Comté, celle de 560 francs provenant de la vente de l'ancien jeu de l'arquebuse à la porte d'Arans et enfin 58 francs 8 gros puisés dans la caisse de la Ville couvrirent cette dépense (2).

(1) Armes des Chaillot :

D'Azur à un chevron d'or accompagné de 3 trèfles de même, 2 en chef et 1 en pointe.

(2) *Arch. mun.*, n° 1103.

Les frontons sculptés par Jean et Aimé Rabicand furent payés 112 francs. La maçonnerie fut l'œuvre de Louis Prevost qualifié dans les comptes de maître maçon et « architecte ».

Prevost, qui occupa pendant le siège de 1636 le poste de contrôleur des fortifications eut une fin horrible. Ayant voulu, du haut du bastion du Vieux Château, rejeter dans la tranchée ennemie une bombe française encore entière, celle-ci lui éclata dans les mains et le mit en pièces. (BOYVIN, *édit. d'Anvers*, p. 281).

Les Arquebusiers jouissaient depuis deux ans de leur coquette et confortable installation lorsque le cardinal de Richelieu fit envahir la Province par une armée de quinze à vingt mille hommes sous le commandement du prince de Condé, et mettre le siège devant Dole.

Pendant soixante-dix-neuf jours les batteries françaises criblèrent de plus de 10.000 boulets et 500 bombes les remparts et les maisons de la malheureuse cité. Les bourgeois répartis par compagnies furent héroïques et nombre d'entre eux payèrent de la vie l'attachement qu'ils montrèrent pour leurs antiques libertés. Ils étaient, dit Boyvin (1) « tout le long de la journée aux aguets sur les bastions, affustés avec leurs mousquets et longues arquebuses de chasse et de sible, dont plusieurs tenoient deux ou trois prestes pour changer ; et ne voioient paroître une seule teste qu'ils ne la saluassent à l'instant de cinq ou six bales. Entre ceux que l'on y rencontroit presque à toutes les heures de la journée, estoit l'avocat Michoutey (2), aujourd'hui conseiller de ville, qui par sa dextérité avoit abattu par trois années de suite l'oiseau de jeu de l'arquebuse : il estoit ordinairement en quelque coin du boulevard, la teste couverte d'un pot à l'Hongroise et à la preuve qu'il avoit gagné sur l'ennemy en une sortie, et l'arquebuse en jouë ; et ne perdoit aucune commodité de lascher son coup si à propos, qu'on tient pour assuré qu'il en a fait mourir plus de soixante, sans compter ce qu'il a fait au-dehors en diverses occasions, où il paroissoit tousjours entre les plus avancés ; se faisant connoître aussi adroit et courageux au maniment des mains et des armes, comm'il est en celui de la langue et de la plume parmy les Advocats mieux disans. D'autres habitans en grand nombre, de

(1) *Edit d'Anvers*, p. 299.

(2) Antoine Michotey, fils de Marc Michotey, docteur es droits, (1608-1664).

diverses conditions, n'en faisoient pas moins ; mais il seroit trop long et trop malaisé de les nommer tous. »

Au pré Marnoz, le capitaine Georget avait fait creuser une tranchée de la maison de l'Arquebuse à la pointe de la presqu'île. Il pouvait, ainsi abrité, venir par des feux de mousqueterie, inquiéter le flanc droit de l'ennemi qui dirigeait son principal effort contre le saillant du bastion du Vieux Château.

L'opiniâtreté de la défense permit à une armée de secours de se former et d'accourir. Le prince de Condé découragé et peu désireux de se mesurer avec des adversaires résolus se hâta de repasser la frontière.

Les Français qui n'avaient pas renoncé à leurs projets de conquête ne tardèrent pas à reparaitre en Franche-Comté et notre province fut jusqu'en 1644, et même plus tard, en proie à toutes les horreurs de la guerre et de l'invasion.

Cependant nos arquebusiers, aussitôt le siège levé, avaient repris leurs exercices avec une nouvelle ardeur, sous la protection du canon de la place. Au tir du papegay de 1640 qui eut lieu comme en 1629, le 29 avril, l'avocat Béreur, mayor, (1) abattit l'oiseau pour le coup du roi. Le Conseil de Ville qui tenait séance, en ayant été averti, quatre conseillers furent députés pour aller le complimenter, six autres montèrent à cheval pour le prendre aux fossés et le conduire par la Ville ; les trois échevins le haranguèrent à la porte de Besançon ; du vin et des confitures lui furent, ainsi qu'à ceux qui l'accompagnaient, offerts devant la maison de ville, et le soir toute l'artillerie de la place salua le vainqueur du jeu.

Jamais mieux que dans la rude épreuve que traversait la nationalité comtoise n'était apparue aux yeux des Dolois la nécessité pour tout homme valide d'être à la fois un soldat

(1) Antoine Béreur, plus tard greffier du Parlement.

brave et discipliné et un tireur habile. Le siège de leur ville eût du reste suffi à le leur prouver. Aussi en 1643, voyons-nous le Magistrat dans le but d'exercer les habitants, instituer des prix francs mensuels d'arquebuse et de mousquet, d'une valeur de douze ou quinze francs à tirer pendant la belle saison. En 1654, c'est-à-dire six ans après la paix de Westphalie, les Arquebusiers, ou comme ils se plaisent dès lors à se qualifier, les *Chevaliers du noble jeu de l'arquebuse* reçoivent encore de la municipalité des subventions pour les cinq prix francs de l'année.

Afin d'augmenter leurs revenus, ils demandent au Conseil de Ville, en 1657, de vouloir bien modifier le règlement alors en vigueur. Le taux des cotisations à verser à la caisse par les chevaliers ainsi que les amendes sont augmentées : elles sont portées à cinq sols si elles étaient inférieures à ce chiffre, celles qui étaient supérieures sont doublées. Et pour mettre leur règlement en harmonie avec ceux des sociétés voisines on réforme l'article relatif à la prohibition dans les tirs de l'emploi de certaines espèces d'arquebuses : un chevalier pourra désormais se servir de telle arquebuse qu'il lui plaira, à la seule condition d'en être propriétaire.

Depuis quelques années suivant un usage venu de France, la compagnie était placée sous le commandement d'un capitaine, fonction qui n'était pas prévue par l'ancien règlement. La nouvelle rédaction donne à cet officier une existence officielle : il sera élu par les chevaliers en présence de deux délégués du Magistrat sauf ratification de l'élection par le Conseil de Ville. Le titre de roi devient purement honorifique, la direction de la compagnie passant entièrement entre les mains de son corps d'officiers : capitaine, alphère ou enseigne, sergent (1).

Les relations de confraternité entre les sociétés des deux

(1) Les statuts ainsi modifiés furent imprimés ; mais on n'en connaît actuellement aucun exemplaire.

Bourgognes, interrompues pendant la guerre de Dix Ans, n'avaient pas tardé à se renouer, la paix signée. De nombreux tirs régionaux eurent lieu dans l'une et l'autre province entre 1650 et 1660.

Au mois de juin 1656, les arquebusiers dolois assistèrent au grand prix, consistant en vaisselle d'argent, donné par les chevaliers de Beaune. Une somme de dix pistoles avait été votée pour les frais du voyage (1); le sieur Alix, auditeur à la Chambre des Comptes, délégué par le Magistrat, présenta la compagnie qui fut reçue avec grands « honneurs et civilités » et eut le pas sur toutes celles de la Province. Salins, qui se prétendait capitale du Comté et dont le mayer disputait la préséance à celui de Dole aux assemblées des Etats, n'y eut que le second rang.

L'année suivante. Autun et Ornans eurent leurs prix régionaux. Les Chevaliers de Dole optèrent pour Autun. Vingt pistoles (2) leur furent allouées pour s'y rendre. Ce concours eut une importance particulière tant par la valeur des prix, qui s'éleva à huit mille francs, somme considérable pour l'époque, que par le nombre des chevaliers qui affluèrent de toutes les provinces avoisinantes. Les arquebusiers de Paris vinrent s'y mesurer avec leurs confrères des provinces de France et de Franche-Comté. La compagnie de Dole, commandée par le capitaine Matherot, sieur de Labarre (3), fut l'objet des attentions les plus délicates de la part de leurs hôtes. Pour honorer la capitale d'un Etat voisin, et peut-être aussi pour rendre hommage aux combattants de 1636, on lui attribua la première place dans le défilé, ayant ainsi le pas sur Dijon et Paris, et ce fut elle qui ouvrit le feu (4).

(1) *Délib.*, 30 mai et 14 juin 1656.

(2) La pistole valait alors 16 francs, monnaie comtoise.

(3) Vincent Matherot, sieur de Labarre, devint en 1660, lieutenant-général au bailliage de Dole.

(4) *Délib.*, 17 juillet 1657. — *Arch. mun.*, n° 80.

En 1658, le grand prix fut offert par les arquebusiers de Dijon. Les compagnies de Dole et de Salins, de même qu'à Beaune, se trouvèrent en présence à Dijon ; mais, comme la question de préséance pour laquelle les deux villes étaient en procès devant le Parlement n'avait pas été prévue avant leur arrivée, aucune des deux ne voulut céder le pas à l'autre. Les chevaliers du Duché ne désirant en aucune manière s'immiscer dans un conflit déjà ancien et qui ne pouvait intéresser que les deux cités, déléguèrent quelques-uns de leurs capitaines pour prendre des dispositions qui, tout en laissant intacts les droits des parties, permissent l'ouverture du tir. D'un commun accord ils signèrent et firent publier une déclaration par laquelle, du consentement des arquebusiers du Comté, la préséance était supprimée pour ce concours et les contestations qui pourraient se produire seraient réglées par les capitaines des villes de Dijon, Autun, Semur, Auxonne et Beaune. Malgré ces sages précautions, la mauvaise foi du mayor de Salins fit surgir, dès le début du tir, un grave incident. Voici le récit qu'en fit au Conseil de Ville le capitaine de la Barre à son retour de Dijon (1). « Led. sieur a dict qu'il avoit esté obligé et ses consors à ne pas tirer pour la supercherie que le sr Fourneret, cap^{me} des archers (arquebusiers) aud. Dijon avoit fait contre ce qui s'est pratiqué par cy devant et sa parole, en sorte que le sieur de Champagne (2), maieur de la ville de Salins, à l'assistance de diverses personnes se seroit glissé au parquet et delasché son coup si tost après l'ouverture du pris, que led. sieur de la Barre auroit demandé d'estre déclaré nul. Ce n'aïant pu obtenir, led. sieur de Champagne seroit venu si avant qu'il avoit déclaré que fust à droict, fust à tort, il estoit de longtems déterminé que la ville de Salins précéderoit ».

(1) *Délib.*, 28 août 1658.

(2) Henri de Champagne, écuyer, avait été lieutenant du marquis de Conflans et colonel d'un régiment d'infanterie levé à ses frais, pendant la Guerre de Dix ans.

Le capitaine de Dole indigné de l'affront qui venait de lui être fait en présence de 200 chevaliers, fit défense à ses hommes de tirer et se retira après avoir demandé acte de ce qui venait de se passer. Voici ce document tel qu'il fut livré à l'impression par le Magistrat de Dole (1).

*Acte donné à Messieurs les Capitaine & Cheualiers du leu de l'Arquebuse de la Ville de Dole, Capitale de la Franche Comté de Bourgongne, par Messieurs les Capitaines des Jeux de Dijon, Authun, Semeur, Auxonne & Beaune, Deputez pour terminer les différens qui pourroient arriuer en l'Assemblée des Cheualiers, conuoquez à Dijon pour le
Pris y tiré le vingt-cinquième Aoust 1658*

Pour euitier les difficultez qui pourroient arriuer entre les Sieurs du Comté de Bourgongne il a esté résolu qu'après l'ouverture dudit Pris qu'aucuns desdits sieurs du Comté ne tiroient, mais que ce seroient indifferemment des sieurs Cheualiers du Duché de Bourgongne, ce qui auroit esté publié par vn ban par toutes les loges, Au contraire de quoy estant arriué que le sieur Mayeur et Capitaine de la Ville de Salins se seroit placé dans le pas à la faueur de quelqu'vns de sa suite, & auroit tiré son coup, d'où il pourroit pretendre de l'aduentage au préjudice de Messieurs de la Ville de Dole ; Ce qu'estant par Nous Messieurs les Deputez, des Villes de Bourgongne considéré, & desirans de donner ausdits sieurs de Dole une ample Declaration de nos Intentions, qui ont esté de ne vouloir décider ny juger du fait de la preseance pretenduë par l'une & l'autre desdites Villes, Auons déclaré par le présent Acte, que le coup tiré par ledit sieur Mayeur de Salins n'estoit receu par l'Assemblée que comme vn coup deslasché par vn Cheualier du Noble leu de l'Arquebuse, en sorte que ladite Ville de Salins ne puisse à l'aduenir se préualoir dudit coup au préjudice de ladite Ville de Dole, ayant esté tiré par surprise, & non pas preference. En foy de quoy nous nous sommes soubsignez ce vingt-sixiesme d'Aoust mil six cent cinquante-huit.

FOVRNERET.

BALLART.

MOISSOT.

SVREMAIN.

GANIART.

(1) Placard imprimé de 34 sur 21 cm. (Arch. mun, n° 1104).

Trois jours après, le 28 août, le mayeur de Dole convoquait le Conseil de Ville pour entendre le rapport du capitaine qui venait de rentrer. Les Conseillers furieux députèrent incontinent trois des leurs avec le capitaine de la Barre pour porter plainte à la Cour et lui demander de rendre promptement un arrêt dans la cause de préséance pendante devant elle. Il leur fut répondu qu'on « n'approuvoit aucunement ce procédé et donneroit ordre pour contenir ceulx de Salins (1) à la participation de Son Exc^e » (2).

Le Magistrat ne s'en tint pas là. Les Salinois en revenant de Dijon devaient passer par Dole qu'ils traverseraient, comme c'était l'habitude, guidon déployé au son des trompettes. Afin d'éviter ce qui avec quelque raison eût pu paraître une bravade, le mayeur donna des ordres pour les empêcher d'entrer en ville et de jouer d'aucun instrument en vue des remparts.

Deux arquebusiers de Dole, les sieurs Perrier et Agnelot qui avaient tiré au prix malgré l'ordre contraire de leur capitaine furent incarcérés à l'Hôtel de Ville pour y être « entendus en response et mulctés de bonne et grosse amende. »

Le lendemain, on rapporta au Conseil que quelques semaines auparavant, un certain docteur Mouret, de Salins (3), de séjour à Dole, aurait dit « qu'il serait bon de terminer la cause et préséance qu'avoit la ville de Salins avec cette ville, que s'il s'y pouvoit treuver dix hommes

(1) Un arrêt du Parlement du 5 juillet 1664 défendit à la ville de Salins de prendre à l'avenir la préséance sur celle de Dole, et de se qualifier capitale du Comté, à peine de 200 écus d'amende.

(2) Claude de Bauffremont. baron de Scey, marquis de Meximieux, gouverneur de la Franche-Comté depuis 1654.

(3) Probablement le même que Denis Mouret, docteur es droits, amodiateur des sauneries dont parle Jules Chifflet en ses *Mémoires* (t. I, p. 91 et p. 129).

d'honneur, que celle de Salins enourniroit aultant et que luy led. Mouret feroit le dixième et qu'au bout du pont de cette ville en la campagne lon videroit le différent. » Mouret appelé à venir immédiatement s'expliquer devant le Conseil prétexta un mal de jambe. On lui dépêcha un conseiller avec le secrétaire afin de savoir s'il avait véritablement prononcé les paroles qu'on lui attribuait. Le docteur salinois voyant l'affaire prendre une tournure fâcheuse s'empressa de nier et l'incident n'eut pas d'autre suite (1).

A partir de ce moment, jusqu'à la conquête de 1668, les annales des Arquebusiers sont remplies par les procès que soutiennent leurs rois et empereurs contre la Ville et le fermier du droit d'entrée des vins.

Autrefois l'arquebuse à cause de son prix élevé n'était portée que par les nobles et les gens de condition aisée ; mais à l'époque où nous sommes arrivés, elle n'est plus une arme de luxe, et nous voyons figurer parmi les *Chevaliers du noble jeu* de simples artisans. Le Roux, roi en 1661, est vitrier et sa femme cabaretière. Forts de leurs privilèges, les rois et empereurs achètent au dehors des vins qu'ils font entrer sans payer la taxe et qu'ils revendent ensuite. Il s'établit ainsi une pratique préjudiciable à l'amodiateur du droit d'entrée et aux autres débitants de vin. De là procès. La Ville prend fait et cause pour son fermier et les différends sont soumis à la Cour de Parlement. Les prétentions des dignitaires de l'Arquebuse sont rejetées ; l'exemption du droit d'entrée sur les vins stipulée par les statuts ne doit s'entendre que du droit ancien et

(1) Deux factums parurent sur l'affaire de Dijon, l'un publié par les Dolois, l'autre par les Salinois, ils ne nous sont point parvenus (*Note du Dr Coste, bibl. à Salins*).

On peut rapprocher cet épisode de la rivalité entre les villes de Dole et de Salins de celui qui naquit en 1647 de l'antagonisme de Dole et de Besançon (V. nos *Notes historiques sur la ville de Dole*. Dole, Krugell, 1892, p. 94).

non du droit nouveau qui est un impôt extraordinaire établi pour acquitter les dettes contractées pendant la guerre et empêcher l'introduction des vins de France (1) ; de plus cette exemption ne peut porter que sur les quantités consommées dans le ménage.

Pendant que se débattaient ces petits intérêts, un différend autrement grave était élevé par le roi de France au sujet des droits de la reine sur la succession de son père Philippe IV ; il mettait aux prises la France et l'Espagne et avait pour conséquence l'invasion du Comté par Louis XIV. L'année 1668 ne vit point renaître l'élan patriotique de 1636 : sauf le peuple qui n'avait pas abdiqué sa vieille haine contre les Français, personne ne songeait sérieusement à se défendre. Du reste, lutter n'était pas facile aux Franc-Comtois avec les faibles moyens dont ils disposaient (2). Lorsque le grand Roi parut devant Dole, la défense ne comptait que 390 soldats, 600 bourgeois, 250 miliciens environ et quelques retrahants. Une brusque attaque de l'ennemi lui permit de prendre logement dans le fossé et rendit une prise d'assaut imminente. Les Dolois sans aucun espoir d'un secours extérieur ouvrirent leurs portes.

Pendant les six années qui s'écoulèrent entre le traité d'Aix-la-Chapelle, par lequel la Franche-Comté fut rendue à l'Espagne et l'invasion de 1674, Dole avait eu le temps de relever ses remparts abattus. Quand pour la seconde fois Louis XIV se présenta devant Dole avec une puissante armée, le 27 mai, il y rencontra une résistance à laquelle il ne s'attendait point. Les défenseurs de la place, au

(1) La taxe qui faisait le sujet du litige était de 6 francs par queue (480 litres).

(2) Consulter sur cette intéressante période de notre histoire, le remarquable travail de Ph. Perraud : *Les Etats, le Parlement de Franche-Comté et la conquête de 1668* (Société d'Emulation du Jura, année 1873).

nombre de 3.000, tant soldats que miliciens et bourgeois, sous le commandant de Borgo-Manero, luttèrent avec énergie ; mais les assaillants, beaucoup plus nombreux, avaient, pour répondre aux quatre canons de fonte et au petit nombre de fauconneaux des assiégés, la grosse artillerie qui venait de foudroyer la citadelle de Besançon. La partie n'était pas égale.

Le 7 juin, les Français étaient établis dans le fossé, le mineur s'appêtait à faire sauter la pointe du bastion Bergère, et deux fourneaux de mine avaient fait brèche dans la face gauche du bastion de Chassagne. La Ville allait être emportée de vive force et livrée à la merci du vainqueur. Malgré les bourgeois qui voulaient continuer la lutte, le gouverneur capitula et Louis XIV entra dans la place par la porte de Besançon. Dole était définitivement une ville française.

La *Gazette de France* rendit hommage à la valeur déployée par les assiégés, et un certificat délivré par Borgo-Manero aux habitants, leur attribua le principal mérite de la résistance. Il y est déclaré que « les bourgeois et habitants de ladite ville ont plus que suffisamment satisfait à leur devoir dans ce rencontre, s'étant acquittés de tous points des obligations qui touchent à de bons et fidèles sujets ; que s'ils ont donné les mains à une capitulation, çà été par nos ordres et instances et en conséquence du mauvais état où la place étoit réduite (1) ».

D'après l'article xvi de la capitulation accordée par Louis XIV à la Ville, les armes des bourgeois sont déposées à l'Hôtel de Ville pour leur être rendues « s'ils se conduisent bien (2) ». De ce fait, la Compagnie de l'arquebuse se trouve licenciée.

La soumission des Dolois à leur nouveau maître leur vaut bientôt d'être remis en possession de leurs armes, et,

(1) *Délibérations*, année 1674, f° 69.

(2) *Arch. mun.* n° 19.

en 1679, les Chevaliers reprennent leurs exercices accoutumés.

Le jour de la Saint-Louis de cette même année a lieu un tir régional à Nolay, où ils se rendent. Le Conseil leur accorde dix pistoles pour leurs frais et leur donne pour instructions au départ de prendre le pas sur ceux de Salins, mais de le céder à ceux de Besançon, ville que le roi avait déclarée capitale de la Province. On n'était plus aux beaux temps de 1657 où les Dolois, à Autun, précédaient les arquebusiers parisiens : au mépris de la capitulation, le Parlement vient de leur être enlevé, demain la place sera démantelée, la Monnaie supprimée et l'Université transférée à Besançon. Nous traversons l'une des phases les plus douloureuses de l'histoire de Dole.

IV

Avec la conquête française, l'âge héroïque ou pour employer un terme moins ambitieux, la période guerrière de l'Arquebuse de Dole prend fin.

Les milices dont on connaît le rôle dans la formation de l'unité territoriale de la France ont perdu de plus en plus de leur importance à mesure que l'autorité royale s'est fortifiée. Louis XIV, roi absolu, a son armée à lui, forte et disciplinée, organisée à la fois pour la défense du territoire et pour la conquête. Il ne lui convient nullement en acceptant leurs services de se mettre à la merci des bourgeois. S'il tolère l'existence des milices urbaines et des compagnies d'arquebusiers, c'est pour les placer sous les ordres des lieutenants-généraux de province et des lieutenants de roi. Devenues corporations civiles, il ne reste de militaire à ces dernières que l'arquebuse et l'habit de plus en plus chamarré. Leur rôle se réduit à parader dans les cérémonies

publiques avec les archers qui souvent leur disputent le pas. Parfois le Grand Roi condescend cependant à leur laisser faire acte de soldats. Les arquebusiers dijonnais assistent au siège de Besançon en 1674 ; Louis XIV les passe en revue, les complimente sur leur vaillance et remet à leur chef une épée. On leur laisse croire que la prise de la citadelle est due à l'adresse de l'un des leurs.

Coïncidence fortuite sans doute, mais à noter en passant, c'est au moment même où cessait le rôle militaire de nos arquebusiers que furent abandonnés le pavillon et le champ de tir du pré Marnoz qui rappelaient aux Dolois les exploits de leurs pères aux jours mémorables de la Guerre de Dix Ans. La cause de cet abandon fut le mauvais état du bâtiment qui tombait littéralement en ruine (1).

Le jeu de l'Arquebuse, dès 1679, est transporté au Pasquier, en bordure du canal Charles-Quint. L'année suivante, des allées sont tracées, des tilleuls, — dont une partie est encore debout aujourd'hui — et des charmillles plantées, des parquets ou loges pour les tireurs construits, en même temps qu'un pont de bois est établi vers la pointe du bastion de Chassagne pour communiquer avec la Ville par la porte de Besançon.

Pendant les vingt-cinq ou trente premières années qui suivent, la Compagnie de l'Arquebuse paraît, pour diverses raisons, avoir végété. Les réunions des chevaliers, fautes d'un bâtiment et probablement aussi de l'émulation patriotique qui excitait leurs aînés n'ont plus l'entrain et l'animation d'autrefois. Les Arquebusiers ont beau se parer — toujours à l'imitation de ceux du Duché — d'un second qualificatif et s'intituler « Chevaliers du noble et *hardy* jeu de l'Arquebuse » (2) la faveur est lente à leur revenir. La

(1) Le pré Marnoz, d'abord loué à des particuliers, fut au XVIII^e siècle converti en promenade publique et prit le nom de jardin Philippe.

(2) On trouve la double épithète *noble et hardy* en usage à Auxonne dès 1634 (Arch. d'Auxonne, délibération du 10 juin 1634).

Ville étant maintenant sous la domination d'un roi, le Magistrat prétend qu'il ne doit plus y avoir d'empereur du jeu ; de là des mécontentements et des réclamations auxquelles on finit cependant par faire droit. Les règlements ne sont plus observés. En 1701, Le Roux, huissier au bailliage, abat l'oiseau au tir du papegay ; mais comme il n'avait pas à son entrée dans la compagnie prêté le serment requis, le Conseil est obligé d'annuler le coup.

En 1702, intervient un traité entre le Magistrat et la Compagnie (1) par lequel il est convenu que celle-ci élèvera, au Pasquier, dans le délai de trois ans, un pavillon à son usage, qu'au bout de vingt ans la propriété en reviendra à la Ville, mais que les chevaliers auront gratuitement la jouissance perpétuelle du premier étage et du terrain du jeu. La Ville installera au rez-de-chaussée un locataire qui sera chargé de l'entretien des arbres, haies, allées et palissades du jeu. Le bâtiment commencé en 1703 est celui que nous voyons encore actuellement à l'entrée de la promenade du Pasquier.

Pour mettre fin aux désordres qui s'étaient glissés dans le jeu et sans doute aussi pour mettre son règlement en harmonie avec ceux des compagnies bourguignonnes, le Conseil de Ville, en 1706, lui en rédige un nouveau où, en 42 articles, sont minutieusement énumérés les devoirs des membres. Il apporte quelques modifications peu importantes aux statuts précédents :

Tout chevalier devra charger son arme dans le parquet et en présence d'un autre chevalier. Les coups qui porteront dans la cible, même si celle-ci n'est pas traversée, seront valables. Si plusieurs balles frappent la broche, le coup le plus rapproché de la pointe sera le meilleur. A distances égales, le coup supérieur à la broche sera préféré au coup inférieur, et celui de droite à celui de gauche. Au

(1) *Arch. mun.*, n° 1107

cas où quelque difficulté se produirait pendant un tir, la cible sera mise à bas incontinent et ne sera relevée qu'après le règlement du différend, en présence des chevaliers, par le roi, l'empereur, les officiers et quatre juges élus annuellement le lendemain du tir au papegay. Le nouveau roi, chaque année, présidera à l'élection par les arquebusiers, d'un trésorier, d'un contrôleur chargé de faire appliquer le règlement et d'un procureur aux causes. Les taux des cotisations et des amendes, étant donnée la diminution du pouvoir de l'argent depuis la confection des précédents statuts, sont de nouveau augmentés.

Entre temps, et pour rendre quelque lustre à leur compagnie, les chevaliers de Dole avaient pris part en 1700 au grand prix de Chalon-sur-Saône.

Après de nombreuses et pressantes démarches, les arquebusiers de cette ville avaient obtenu du Roi la permission de rendre le prix de province qu'ils avaient remporté à Chaumont en 1688. L'ouverture du prix se fit avec solennité le dimanche 22 août. Vingt-huit compagnies y assistèrent, au nombre desquelles, outre celle de Dole, les compagnies comtoises de Besançon. Arbois, Poligny, Lons-le-Saunier et Saint-Claude.

Chaque corporation précédée de son étendard en soie à franges d'or avait fait son entrée à Chalon au son des trompettes et des timbales. Les chevaliers richement vêtus et montés sur de beaux chevaux étaient suivis par des fourgons couverts de tapis, des chevaux de main et quelquefois par des carrosses où avaient pris place des dames et des demoiselles qui joignaient aux grâces du visage l'élégance de la mise.

Les compagnies riveraines de la Saône au lieu de carrosses avaient, pour amener les jeunes personnes du sexe, des bateaux en forme de gondoles décorées avec luxe et ornées de banderolles.

« Ce fut au pâquier de la Gloriette que le prix fut tiré.

Dès longtemps à l'avance, on y fit de grands préparatifs. On y éleva quarante loges décorées avec goût pour y recevoir les compagnies d'arquebusiers invitées. Chaque loge portait le nom de la ville à laquelle appartenait la corporation, et elle était surmontée d'un drapeau aux armes de ladite ville et de celles de ladite corporation. Outre ces loges, il y en avait une autre très vaste, d'architecture corinthienne, et décorée d'inscriptions et d'emblèmes à la louange du roi. Le fronton de cet édifice était surmonté d'un immense drapeau blanc aux armes de France, et de deux autres drapeaux, dont l'un aux armes de la Bourgogne et l'autre aux armes de la Ville et des arquebusiers de Chalon. Cette loge était destinée aux magistrats, aux étrangers de distinction, aux notables et aux arquebusiers de Chalon. A côté de ce bâtiment et y attenant, on avait élevé un grand pavillon, également décoré, dans lequel les magistrats municipaux tinrent table ouverte tout le temps que dura le prix (1) ».

Le tir ouvert le 22, fut clos le 26. Durant ces cinq jours, « la ville de Chalon fut loin de présenter ce calme et cette paix dont elle jouissait dans son état normal. Pendant cette solennité, ce ne fut, sur tous les points de la cité, que mascarades et comédies, que diners, collations et soupers, que bals et concerts, que feux d'artifice et illuminations, et autres amusements plus vulgaires ; sans oublier les tables de jeu, sur lesquelles il fut gagné et perdu des sommes plus ou moins considérables (2) ».

Des dix prix qui furent disputés, Chalon en gagnant le premier conservait ainsi son rang ; mais les arquebusiers de cette ville ne pouvant d'après les conventions usitées rendre deux fois de suite le grand prix de province, cet

(1) V. FOUQUE, *loc. cit.*, p. 244.

(2) *Idem*, p. 256.

Nous n'avons rapporté de ces fêtes que les principaux traits ; on en trouvera le récit détaillé dans l'ouvrage de M. Fouque.

honneur fut dévolu à la corporation de Dijon dont l'un des chevaliers avait remporté le second prix.

Les arquebusiers dijonnais attendirent du Roi jusqu'en 1715 l'autorisation de rendre le prix de Chalon. L'ouverture du tir fût fixée au dimanche 2 juin.

Comme d'habitude, on invita non seulement les compagnies du Duché, mais encore celles des provinces voisines. Les chevaliers de Dole avec l'assentiment du Magistrat firent plus d'un mois d'avance des préparatifs pour se rendre au prix.

Sur un avis que les arquebusiers de Besançon se proposaient de disputer le pas à ceux de Dole, le Conseil de Ville, sans tenir compte d'une délibération prise à l'occasion du concours de Nolay en 1679, qui acceptait la suprématie de Besançon sur les autres villes du Comté, donna pouvoir au capitaine Duchamp de s'opposer par tous les moyens qu'il jugerait convenables aux prétentions des Bisontins, et de faire toutes protestations nécessaires au cas où l'assemblée des capitaines déciderait en faveur de Besançon (1).

En même temps le marquis de Saint-Germain-Beaupré à Lons-le-Saunier fut prié de prêter deux trompettes de son régiment pour renforcer la musique des arquebusiers dolois pendant les fêtes (2).

Les Chevaliers du noble et hardy jeu de l'Arquebuse de la ville de Dole au nombre de vingt-huit arrivèrent en pompeux équipage à Dijon, le 31 mai, sous la conduite de leur capitaine l'écuyer Duchamp, seigneur de la Motte. Ils entrèrent en ville précédés de trompettes, timbales, tambours et hautbois, amenant avec eux plusieurs carrosses, 9 chevaux leur appartenant outre les 28 qu'ils montaient, et 20 chevaux de louage, le tout conduit par 28 valets.

Ils descendirent chez Bernard Billot à l'enseigne du

(1) *Arch., mun.*, v^o 1108.

(2) *Idem.*

Cheval blanc où la nourriture et le logement furent donnés à raison de 3 livres 10 sols par jour aux maîtres, de 25 sols aux domestiques et aux chevaux (1). Le capitaine et le lieutenant eurent chacun leur lit, les chevaliers un lit pour deux.

Les fêtes de Dijon coïncidaient avec la tenue des États du Duché. Le prince de Condé, gouverneur de la province tira le coup d'honneur, et le premier grand prix fut enlevé par un arquebusier de Beaune nommé Arbinet.

Nous ne savons comment fut réglée la question de préséance entre Dole et Besançon, nos archives sont muettes sur ce point ; mais les Dolois eurent leur revanche sur les Salinois qui battirent en retraite sans tirer.

Les chevaliers de Dole reprirent le chemin de leur ville le samedi matin 8 juin, après huit jours d'absence. La dépense ordinaire à l'hôtel du *Cheval blanc* s'éleva à la somme de 1.292 livres, l'extraordinaire à 175 livres 15 sols (1). Il y eut pour 10 livres de verrerie cassée.

Les Franc-Comtois habitués dès longtemps à un régime de sage liberté, tout en acceptant loyalement le nouvel ordre de choses ne se pliaient encore qu'avec peine, au bout d'un demi-siècle, au formalisme étroit et tracassier de l'administration française. Les chevaliers de Dole avaient demandé au comte de Grammont, commandant militaire

(1) Aux termes des conventions faites entre les Arquebusiers et l'hôtelier, la table fut ainsi servie :

Dîner : soupe, bouilli (*sic*), entrée, rôti, dessert, une bouteille de vin à chacun ;

Souper : entrée, rôti, salade, une bouteille de vin.

Le surplus payé à part.

(Arch. mun., n° 1108).

(1) La note des extras comprend les déjeuners et les provisions envoyées au jeu pendant les tirs. Nous y relevons 62 bouteilles de vin, surtout blanc, du jambon, du pâté, du sanglier, des poulets, des pigeons, des artichaux, des asperges, des raves.

(Arch. mun., n° 1108).

de la Province, l'autorisation de prendre part au concours de Dijon, mais ils avaient cru pouvoir se passer de celle de l'intendant M. Le Guerchoys. L'expression de son mécontentement ne se fit pas attendre, et malgré une lettre d'excuses des plus humbles, les Dolois purent bientôt s'apercevoir qu'il ne leur avait point pardonné.

Deux mois plus tard, le comte de Grammont apprend que les arquebusiers de Dole se réunissent sans sa permission et se disposent à faire tirer des prix ; il écrit au Magistrat la lettre suivante qui peut se passer de commentaire :

« A Besançon, le 4 aoust 1715.

« Il me revient par bien des endroits de la province, Messieurs, que vous vous disposés à faire tirer des prix par vos prétendus chevaliers de l'arquebuse et qu'abusivement lesd. chevaliers s'assemblent pour tirer et même se croient en liberté de pouvoir aller de ville en ville tirer les prix sans m'en demander la permission. Il est vray que je l'ay accordé à ceux de quelques villes comme à ceux de la vostre pour aller tirer un prix à Dijon pendant les Estats, par raport au respect que j'ay pour Mons^r le Duc que pareille assemblée pourroit divertir un moment, mais cette course passée, la chose est différente, et les villes, comme les particuliers de cette arquebuse, peuvent faire un meilleur usage de leur revenu que de l'employer à faire une assemblée qui n'est pas permise et qui n'est propre qu'à former des querelles entr'eux. Ainsy, Messieurs, vous n'avez qu'à deffendre très expressément de ma part auxd. Chevaliers de l'arquebuse de vostre ville de s'assembler dans la suite sans une permission de moy, et leur dire que je leur deffens non-seulement de s'assembler dans leur ville ny ailleurs, mais encor de tirer à l'arquebuse en gros ny en détail, les avertissant que j'ordonne à la maréchaussée d'arrester tous ceux qui se trouveront avec des armes à feu, soit dans leur ville ou en campagne, de leur con-

fisquer et de leur donner assignation pardevant Mons^r l'Intendant pour estre condannéz en l'amande de cent livres, à moins que ceux qui sont assignéz ne se trouvent avoir une permission par écrit moullée et signée de moy. Je vous prie, Messieurs, de tenir la main très exactement que cette deffense que je fais auxd. chevaliers de l'arquebuse soit fidelment observée après que vous leur auréz deffendu de ma part comme je vous en charge, et de me rendre compte de vos usages dudit jeu d'arquebuse, et en vertu de quoy ledit usage avoit esté autrefois établi. Je suis parfaitement, Messieurs, vostre très humble et très affectionné serviteur (1) ».

LE COMTE DE GRAMMONT.

Le Conseil de Ville en appelle au comte mieux informé et lui envoie les statuts de l'arquebuse. Revenant sur sa première décision, M. de Grammont permet aux chevaliers de tirer des prix à Dole, mais leur interdit de sortir en armes, sauf exception pour ceux d'entre eux qui auront une permission signée de lui. C'est alors que l'Intendant rentre en scène. Au cours d'un voyage à Dole, il est informé que des dissentiments ont surgi entre le capitaine Duchamp de la Motte et les chevaliers, que ceux-ci ont contracté des dettes en ville et qu'ils n'ont pas rendu compte des sommes qui leur ont été allouées pour le voyage de Dijon ; il suspend alors les exercices du jeu jusqu'à nouvel ordre. Pour les reprendre, il faudra la double autorisation du commandant militaire et de l'intendant.

Au mois de juin 1716, des tentatives pour le rétablissement de l'arquebuse sont faites en même temps par le Magistrat qui avait pris parti pour les chevaliers contre leur capitaine, et par celui-ci. L'intervention de ce dernier fait surgir de nouvelles difficultés.

(1) *Arch. mun.*, n° 1108.

La Compagnie de l'arquebuse est sous la dépendance du Conseil de Ville qui la subventionne et ratifie les élections de ses officiers ; aussi le mayeur proteste-t-il auprès du commandant de la Province contre l'ingérence dans cette affaire du sieur Duchamp. C'est au Magistrat seul qu'il appartient de demander le rétablissement du jeu et de faire les démarches nécessaires.

Toute cette affaire embrouillée comme à plaisir par les intéressés et les autorités de la Province amène entre eux l'échange d'une volumineuse correspondance.

Au mois de juin 1717, les Chevaliers convoqués par la municipalité décident qu'il y a lieu de nommer un nouveau capitaine et que dorénavant pour occuper ce poste on prendra chaque année le mayeur en exercice. Le comte de Grammont satisfait de cette résolution accorde l'autorisation de rétablir le jeu à condition comme plus haut de ne point sortir en armes pour tirer des prix dans les villes voisines, « ces sortes de sorties engageant à des dépenses excessives que quelques-uns des bourgeois ne sont pas en état de faire, et qu'ils ne laissent pas de faire au préjudice du bien et de l'intérêt de leur famille, et cela causant encore souvent des bruits et des querelles, des jeux et des repas d'où s'ensuivent beaucoup d'inconvénients ; ils peuvent se divertir sagement et prudemment dans la ville et dans leur jeu sans ces sortes de sorties. Voilà mon intention et vous la trouverez sans doute conforme à la justice et à la raison... (1) » La défense fut du même coup étendue à toute la Province.

Le tir à l'oiseau eut lieu sous la présidence du mayeur Guillot, le 17 juin 1717. Le 22 août suivant, les arquebusiers de Beaune devaient rendre le grand prix d'honneur remporté par eux en 1715. Les Dolois furent invités, mais la défense du comte de Grammont était formelle et il la

(1) *Arch. mun.*, n° 1108.

maintint malgré les nombreuses sollicitations dont il fut l'objet.

La Compagnie comptait alors 32 membres dont peu de nobles. Citons quelques noms encore connus : MM. Balland, Bouveret, de la Bretenière, de Brevans, Grison, d'Hôtelans, de Jallerange, Perrenot, Rigollier, de Saint-Martin, Viton. Des marchands et même des artisans en faisaient partie : la corporation n'avait alors plus rien d'aristocratique.

A défaut de l'émulation guerrière qui n'existait plus depuis la conquête, les compagnies franc-comtoises avaient jusque-là conservé un élément de prospérité, l'attrait des plaisirs : jeux, spectacles, banquets qui accompagnaient toujours les solennités des prix d'honneur. Cet élément supprimé, ces corporations ne pouvaient que végéter obscurément dans le petit cercle où on les condamnait à se mouvoir.

Les chevaliers de Dole, sans faste et sans tapage, poursuivirent leurs exercices au Pasquier jusqu'au jour où un incident détermina une crise qui mit en péril l'existence même de la Compagnie.

En 1734, le tir à l'oiseau s'ouvrit le dimanche 2 mai en présence de Claude-François Perrenot, écuyer tenant la place du mayeur absent, et du premier échevin Navillet (1). Au cours de cette première séance, des particuliers ramassèrent autour du jeu des balles encore chaudes et dites *ramées*, c'est-à-dire jointes par un fil de fer de manière à ne pouvoir s'écarter après être sorties de l'arme. Le lendemain matin, avant l'ouverture de la seconde séance, — l'oiseau n'avait pas été abattu la veille — plusieurs chevaliers protestèrent auprès des délégués du maire contre les fraudes commises. Une délibération des Chevaliers prise séance tenante et inscrite au registre de l'Arquebuse rap-

(1) Le roi de l'année précédente était Jean-Claude Montmayeur. Le capitaine, Duchamp d'Assaut, ayant donné sa démission et personne n'ayant voulu accepter son poste, l'enseigne avait pris le commandement de la compagnie.

pela aux intéressés que tous, conformément aux statuts, devaient charger leurs armes en présence de deux confrères au moins, sous peine de nullité des coups tirés.

Or il arriva qu'un chevalier, Etienne Dourlot, maître taillandier, abattit l'oiseau sans que personne lui ait vu charger son fusil, pas même les deux témoins dont il invoquait le témoignage. Les juges du jeu décidèrent que le coup de Dourlot était nul et que l'oiseau serait replanté à ses frais, sauf toutefois l'agrément de Messieurs du Magistrat, protecteurs et chevaliers-nés du jeu.

Ce Dourlot était en somme un assez piètre personnage. Violent et querelleur, perpétuellement en révolte contre le règlement, les Chevaliers de l'Arc l'avaient exclu de leur société. Entré à l'Arquebuse, il y avait apporté les mêmes habitudes et nos chevaliers n'étaient pas fâchés d'avoir un motif de s'en débarrasser. Mais Dourlot ne l'entendait pas ainsi. Il prétendait que son adresse — il avait conquis trois fois la médaille d'or décernée au vainqueur du papegay (1) — lui avait suscité des envieux parmi lesquels le sieur Montmayeur, roi sortant. Dans une contre-enquête dirigée par le Conseil de Ville, il produisit des témoins qui lui avaient vu charger son arme et rallia le Magistrat à son parti. La sentence des arquebusiers fut cassée, Dourlot proclamé roi et mis en possession de la médaille. Cette décision émut les chevaliers qui se retirèrent en tellement grand nombre que la Compagnie se trouva dissoute en fait.

L'incident Dourlot n'avait que précipité un dénouement devenu inévitable. En effet, les articles les plus essentiels du règlement n'étaient plus observés, de simples chevaliers recevaient des membres sans les présenter ou sans consulter qui que ce fût, pas même le roi entre les mains duquel les nouveaux membres se dispensaient de prêter le serment exigé. La compagnie s'était ainsi peuplée de gens

(1) Cette médaille avait en 1734 une valeur de 23 livres 13 sols 4 deniers.

peu recommandables qui par leurs fraudes, leurs disputes et leurs querelles avaient amené la retraite des personnes de distinction. En cette année 1734, l'Arquebuse comptait 42 membres n'ayant pas prêté serment, c'est-à-dire la presque totalité.

Cette disparition de la Société de l'Arquebuse parut aux Dolois un déshonneur, et quatre ans plus tard, alors que le Conseil de Ville fut renouvelé dans la plupart de ses membres et les passions calmées, le nouveau Magistrat entreprit de rétablir l'ancien jeu. Une commission du conseil nommée à cet effet le 4 juin 1738 décida qu'il y avait lieu de réviser les statuts pour prévenir de nouveaux abus et de procéder à des élections de chevaliers en se conformant au règlement de 1706 ; les membres dont l'admission avait été irrégulière seraient autorisés à se présenter de nouveau aux mêmes conditions que les autres postulants.

Le règlement fut modifié dans un sens beaucoup plus rigoureux : les cotisations et les amendes furent doublées ou même quadruplées, et de nombreux cas d'exclusion introduits. A l'avenir, les admissions seraient prononcées par le Magistrat après avis des officiers et juges de l'Arquebuse. Les gens de métier faisant usage du marteau, à cause des difficultés qui en pourraient résulter, ne pourraient en aucun cas être admis dans le jeu. Le vicomte-mayeur de Dole serait capitaine-né du jeu ou à défaut de celui-ci son représentant.

Enfin pour relever le prestige de l'Arquebuse, les chevaliers soit dans leurs assemblées soit aux cérémonies où ils seraient conviés par le Magistrat porteraient un uniforme qui se composerait d'un habit rouge de camelot, d'une veste de toile jaune, d'une culotte de calamandre rouge — le tout à boutons d'argent — de bas noirs et d'un chapeau galonné d'argent et orné d'une rosette blanche (1).

(1) *Arch. mun.*, n° 1101.

Les mesures prises par le Conseil furent approuvées et les statuts complémentaires homologués par l'intendant de Vanolles à la date du 12 mars 1739.

Les demandes d'admission affluèrent bientôt et au mois de juin la Compagnie était reconstituée. On pensa à tirer l'oiseau au bout de quelques semaines, dès que l'on aurait l'autorisation du duc de Duras, commandant militaire de la Franche-Comté.

Dourlot, exclu du jeu par un article du nouveau règlement, n'avait pas désarmé. Après avoir protesté vainement auprès de M. de Vanolles, il porta ses doléances devant le duc. Lorsque le Magistrat et les Chevaliers adressèrent à ce dernier une requête pour reprendre comme du passé les exercices de l'arquebuse, il leur répondit par l'ordonnance suivante :

« LE DUC DE DURAS, PAYR DE FRANCE, CHEVALIER DES ORDRES DU ROY, LIEUTENANT-GÉNÉRAL DE SES ARMÉES, GOUVERNEUR PARTICULIER DU CHATEAU TROMPETTE ET COMMANDANT EN CHEF POUR LE SERVICE DE SA MAJESTÉ DANS LE COMTÉ DE BOURGOGNE.

« Veu les placets et requêtes à nous présentées par les sieurs Dusillet et Magdelaine du corp du Magistrat de Dole, celles des soy disant chevaliers du jeu de l'arquebuse, et les plaintes à nous portées par le sieur Dourlot et autres pièces. Veu aussy que lesdits députés du Magistrat, ny les soy disans chevaliers de l'arquebuse, ne nous ont présentés aucune permission du Roy ny pattentes qui les autorise, nous leur deffendons de s'assembler sous quelques prétextes que ce soit, ny de faire aucune de leurs fonctions et exercices, à quoy ils sont accoutumés selon leur dire, sauf à eux s'ils ont des titres à nous les produire ou à recourir par devant le Roy pour être ordonné ce qu'il avisera bon être.

« Ordonnons au s^r Boillot exempt de la maréchaussée à la résidence de Dole de faire signifier la présente ordon-

nance au cap^{no} de la soy disante compagnie ainsi qu'au s^r mayre de la ville pour que la présente soit exécutée. Le tout à forme et teneur.

Fait à Besançon, le 30 juillet 1739.

« Signé : DURAS.

« Et plus bas :

« Par Mgr

FAYET (1) ».

On chargea le juriconsulte Dunod de dresser un mémoire rappelant l'ancienneté de la corporation de l'Arquebuse, les services rendus, les lettres flatteuses des souverains pouvant tenir lieu de lettres patentes qui n'avaient jamais été délivrées (2); le duc resta inflexible et l'on dut recourir au Roi.

Les années 1739, 1740, 1741 se passèrent en démarches à la Cour pour l'obtention de lettres patentes. Malgré les bons offices du maréchal de Tallard, gouverneur de la Franche-Comté, du duc de Randan qui avait succédé à M. de Duras, de l'intendant de Vanolles et même du ministre de la guerre M. de Breteuil, l'affaire trainait en longueur. Enfin au mois de mai 1742, sur de pressantes sollicitations des Dolois, le duc de Randan permit aux Chevaliers d'accompagner en armes l'hostie miraculeuse de Faverney à la procession du mardi de la Pentecôte et de continuer ensuite leurs exercices en attendant la décision royale. Celle-ci ne vint jamais, mais les Arquebusiers n'igno-

(1) Arch. mun., n^o 1109.

(2) Dunod de Charnage (François-Ignace), professeur en droit à l'Université de Besançon, est l'auteur des *Mémoires pour servir à l'histoire du Comté de Bourgogne* et de plusieurs ouvrages de jurisprudence, parmi lesquels les *Observations sur la coutume du Comté de Bourgogne* (1679-1752).

La minute du mémoire de Dunod existe encore dans les papiers de l'Arquebuse (la fin manque); il lui fut payé 12 livres.

rant probablement pas que le provisoire est souvent ce qui a le plus de chances de durée, se tinrent pour satisfaits.

Le règlement de 1738, en écartant de la Compagnie les éléments de désordre, y attira des membres de la meilleure société de la Ville. Dès lors la paix et la concorde, la cordialité entre les chevaliers ne cessèrent de régner dans la Société ; mais celle-ci ne devait pas recouvrer son éclat d'antan ; l'institution se mourait, nous en avons donné les raisons.

Seize années s'écoulèrent paisiblement au bout desquelles les Chevaliers du noble et hardy jeu se virent obligés de défendre leurs privilèges jalousés par une société rivale, la Compagnie de l'Arc. De temps immémorial les Arquebusiers avaient possédé sans trouble le poste d'honneur dans les assemblées et cérémonies publiques. En 1758, les Archers demandèrent à être mis sur le pied d'égalité avec eux. Le différend soumis au lieutenant-général duc de Randan, celui-ci rendit une ordonnance dont nous transcrivons le passage important :

« ... Nous ordonnons que ces deux compagnies seront à la tête de toutes les autres compagnies bourgeoises dans tous les cas sans exception où on en assembleroit.

« Que la compagnie des chevaliers de l'Arquebuse sera regardée comme étant celle des grenadiers de cette milice, attendu qu'elle nous paraît avoir eû cette destination dès son origine, où en prenant l'arquebuse, qui étoit alors une arme de nouvelle invention, son poste a dû être celui d'honneur, Qu'elle aura donc le rang, et les honneurs qu'ont les grenadiers dans les troupes réglées, Qu'elle gardera le dais à la procession de la S^{te} hostie ; Que la compagnie des chevaliers de l'Arc marchera en avant du dais de façon qu'elle n'embarrasse pas la procession, Que deux de leurs officiers marcheront à la queue, et leur haubois à la tête, Que s'il arrive quelque garde de fatigue où d'honneur, celle de l'Arquebuse montera la première,

Et sera relevée par celle de l'Arc, Que dans les occasions ou elles borderont toutes deux la haye, celle de l'Arquebuse aura la droite, et celle de l'Arc la gauche ainsi que cela s'est pratiqué lors du passage du Roy à Vesoul en 1744 (1).

A l'époque où nous sommes arrivés, la lutte était vive entre les parlements et la royauté. Le gouvernement avait été abandonné aux mains des intrigants et des favorites qui laissaient humilier nos drapeaux et dilapidaient nos finances ; de nouveaux impôts étaient établis coup sur coup malgré les énergiques remontrances de ces compagnies judiciaires.

En Franche-Comté, une opposition considérable s'était formée au sein du Parlement pour protester contre les dilapidations, les prévarications, les exactions abusives et revendiquer les antiques franchises de la Province. Afin de briser cette résistance, le duc de Randan et l'intendant de Boynes sollicitèrent du Roi l'exil de trente conseillers. Des lettres de cachet des 21 et 24 janvier 1759 les dispersèrent aux quatre coins du territoire. Rappelés de l'exil par le duc de Choiseul, ils rentrèrent dans la Province au mois de novembre 1761. Leur retour fut un triomphe. Dans toutes les villes, des salves d'artillerie, des actions de grâces, des banquets accueillirent ces victimes de l'arbitraire.

A Dole, la Chambre des Comptes, le Magistrat, les gens de lois, les corps d'arts et métiers, les religieux, toute la ville enfin, manifesta son enthousiasme. Sans entrer dans d'autres détails, nous nous bornons à transcrire au sujet des Arquebusers le passage suivant d'une brochure parue à l'époque (2) :

« La Compagnie des Chevaliers de l'Arquebuse, com-

(1) 28 oct. 1758 (*Bibl. de Dole*, pièces non classées).

(2) *RELATION DES FÊTES que le retour de Messieurs les trente Exilés, et la retraite de M. de Boynes ont occasionnées dans la Province de Franche-Comté*. Lyon, 1762 (p. 35).

posée, en partie, de la jeune Noblesse qui s'y exerce au maniment des armes, pour se mettre en état de servir utilement notre auguste Monarque, fit célébrer le jour suivant, dans l'Eglise des RR. PP. Cordeliers, une Messe avec toute la solennité qu'elle put imaginer ; elle fut annoncée la veille par des billets d'invitation, et le jour par le bruit d'une nombreuse artillerie ; le Maire de la Ville étoit à la tête. Le soir toutes les maisons, ornées d'emblèmes et de devises analogues à l'événement que la joie célébroit, furent garnies de lampions et de pots à feu.

« Cette Compagnie donna encore le même soir un magnifique repas, dont la Noblesse faisoit la plus grande partie des Convives ; et au-devant de la maison où étoit l'assemblée, couloit une fontaine de vin, dont le jet, quoique fort gros, fut néanmoins entretenu pendant toute la nuit ; et elle termina cette journée par un bal que le plaisir prolongea jusqu'au jour. »

Depuis leur fondation, les Arquebusiers n'avaient cessé de considérer le corps municipal comme le protecteur de leur corporation, les différents réglemens en sont le témoignage. En 1763, les chevaliers, ou du moins une partie d'entre eux appartenant à la noblesse émit la prétention de se soustraire à l'autorité du Magistrat.

Le 23 mai, lendemain de la Pentecôte, M. Clupiet, lieutenant de maire, ayant donné l'ordre par écrit aux Arquebusiers de faire tenir ouvertes les deux portes de la Sainte-Chapelle, M. de Chaillot, chevalier, qui s'y trouvait de garde déchira le billet qu'on lui apportait. Le roi, les trois empereurs, le lieutenant et les quatre juges du jeu convoqués le lendemain à l'Hôtel de Ville furent invités à déclarer qu'ils reconnaissaient le maire ou son représentant comme capitaine-né de la compagnie. Aucun ne fit de difficulté, sinon M. de Froissard-Bersaillin, l'un des juges. Comme le Conseil de Ville avait appris que les simples chevaliers différaient d'avis sur la question, il

résolut de brusquer la situation. Par provision, toute assemblée des Arquebusiers fut interdite et un mémoire de Chupiet adressé à toutes les autorités de la Province.

La mesure fut trouvée un peu vive par l'intendant de Lacorée et sans doute aussi par M. de Saint-Simon (1) qui envoya directement à Bouhelier, major des Arquebusiers, l'ordre de mettre, le dimanche 24 juillet, la compagnie sous les armes pour contribuer à célébrer solennellement la proclamation de la paix qui avait été consacrée par les traités de Paris (10 février) et de Hubertsbourg (15 février).

C'est vers cette époque que fut organisée à Dole une compagnie de *gardes-feu* chargés de combattre les incendies ; on leur adjoignit les Arquebusiers pour assurer le bon ordre et la promptitude des secours (2).

A part un nouveau règlement édicté en 1785 — le seul qui ne nous ait pas été conservé — les annales des chevaliers de l'Arquebuse ne présentent, jusqu'au début de la Révolution, rien qui soit digne d'être noté.

En 1789, le tir au papegay eut lieu au mois d'août sous la présidence du vicomte-mayeur Chartrain. Le roi de l'oiseau — ce devait être le dernier — fut le sieur Pialat procureur au bailliage. D'après une coutume déjà ancienne, après l'avoir couronné de fleurs, on le plaça à la tête de la Compagnie ; puis le cortège en grande pompe parcourut ainsi les principales rues de la Ville sans oublier d'aller faire le tour de la croix élevée près de l'église Notre-Dame à la mémoire des héros morts pour la défense de la cité en 1479 (3). Le vainqueur reçut une médaille d'or de douze livres portant gravées d'un côté les armes de Dole avec cette inscription : *Prix donné par la Ville en 1789*,

(1) Le marquis de Saint-Simon était lieutenant-général des armées du Roi, commandant militaire de la Province en l'absence du maréchal duc de Lorges.

(2) *Annuaire du Jura*, 1853, p. 185.

(3) PERRAN, *Recherches historiques sur Dole*. Dole Joly, 1812, p. 163.

et de l'autre celles de la Compagnie (1) qu'on voyait figurer sur son étendard. Celui-ci que nous avons négligé de décrire jusqu'à ce moment était : *au champ de gueules, chargé d'une sainte Barbe en or, avec les armes de la Ville* ; devise : *Sainte Barbe et Dole* (2). Il avait été offert aux Arquebussiers en 1621, par Maurice Poigeot de Dole, leur confrère, avec la réserve qu'il ne pourrait, pendant six ans, être porté que par le donateur (3).

Le prix franc tiré le 8 septembre est remporté par M. Vandelin d'Augerans.

Cependant la Révolution marche à grands pas. La fièvre patriotique qui s'est emparée de Paris a bientôt gagné les provinces. Nobles et roturiers veulent prendre les armes et offrent de verser leur sang jusqu'à la dernière goutte pour défendre la Liberté.

Le 20 juillet précédent, les patriotes dolois ont décidé « à l'occasion des alarmes qui agitent la Nation, pour veiller à la sûreté commune et particulièrement à celle de la Ville » d'organiser une milice nationale qui est armée et monte la garde aux portes de Dole dès le 27 juillet (4).

Par enthousiasme sincère pour les idées nouvelles, ou par ambition, ou par affectation de civisme, un grand nombre de personnes des plus considérables de Dole, non contentes de faire partie de la garde nationale, se font encore recevoir chevaliers de l'Arquebuse. Dans le seul mois de septembre sont admis : Georges Vaulchier du Deschaux, commandant de l'ordre de Malte ; le marquis de Montciel (5) ; Pierre-Marie de Reculot, seigneur de

(1) *Délib.*, 31 août 1789.

(2) ROUSSET, *Dict. des communes du Jura*, t. II, p. 564.

(3) *Bibl. nat., Fonds Joursanvault*, n° 71 (Communiqué par M. A. Pidoux).

(4) *Emprisonnement de M. de Grimaldi, évêque de Noyon et de M. Des-sessart, chanoine... à Dole en Franche-Comté*. Paris, Froullé, 1789 (4 pp.).

(5) Antoine-Marie-René Terrier, marquis de Montciel (1757-1831) était, au début de la Révolution, colonel d'infanterie, lieutenant des

Parthey ; Charles de Préville ; Jean-François Broch, avocat au Parlement ; Jean-François Brunet, avocat, secrétaire de l'Hôtel de Ville ; Claude-François Dompmartin, procureur au bailliage ; Jean-Claude Aubert, ingénieur en chef des Ponts-et-Chaussées ; Grosey, procureur du Roi de police ; Joseph Chappuis, lieutenant criminel ; Louis Chappuis, procureur du Roi de la maîtrise des Eaux-et-Forêts, et sept autres de condition moindre.

Mentionnons en particulier Claude-François de Malet, ancien mousquetaire, commandant en second de la garde nationale, célèbre plus tard par sa conspiration contre Napoléon. La Révolution le trouva à Dole désœuvré et besogneux. Aigri contre un régime qui n'a point voulu utiliser ses talents, ambitieux et intrigant, il sait se pousser dans les assemblées populaires de Dole, et au mois d'octobre, il est élu commandant en chef de la garde nationale. Le 7 septembre, il avait été reçu au nombre des chevaliers de l'Arquebuse, ainsi qu'en fait foi l'article suivant du registre des délibérations du Conseil municipal :

« Vu de nouveau la requête de M. de Malet, le soit communiqué du trente-un août et leur dire du premier de ce mois, le Conseil a reçu et reçoit M. de Malet, bourgeois de Dole, à charge par lui de remettre entre les mains du secrétaire de cet hôtel, une somme de vingt-quatre livres qui servira à faire l'emplette de deux seaux de cuir pour le service de la Ville dans les incendies, et de servir exactement dans la compagnie de l'Arquebuse pendant vingt ans, d'en faire l'habit uniforme et de se conformer aux règlements et statuts de lad. Compagnie. En conséquence, les lettres de bourgeoisie qui lui seront expédiées seront déposées au secrétariat de lad. Compagnie, conformément au ré-

Suisses de la garde ordinaire de Monsieur frère du Roi ; le 18 juin 1792, il fut appelé à succéder à Roland au ministère de l'Intérieur ; il donna sa démission le 16 juillet et émigra en Suisse après le 10 août. Son hôtel est occupé aujourd'hui par la Sous-Préfecture.

glement du neuf avril mil sept cent quatre-vingt-cinq, pour ne lui être remises que relativement aud. règlement (1) ».

En raison des nombreux actes de bienfaisance accomplis par les officiers du régiment Royal-Etranger en garnison à Dole, le Conseil de Ville accorde au colonel Théodore-Alexandre-Victor de Lameth (2) et à ses officiers, des lettres de bourgeoisie et les reçoit chevaliers de l'Arquebuse (septembre 1789 et mars 1790).

(1) Voici l'acte de baptême de Malet, tel qu'il figure sur les anciens registres de la paroisse de Dole (*Archives municipales*) :

« Claude-François, fils de Jean de Mallette, chevalier de l'Ordre militaire de St-Louis, capitaine au régiment de Beauvillay, et de dame Gabriel Febvre son épouse, est né et a été baptisé le vingt-huit juin mil sept cent cinquante quatre. Son parrain a été m^r Claude François Febvre p^{tre} et familial en cette église, absent, représenté par M^r Claude-Joseph Martenet, receveur des consignations, et la marraine sœur Marie Françoise Febvre, de la compagnie de Ste Ursule de cette ville, représentée par De^{lle} Marguerite Martenet. »

Morel, p^{tre}, vicaire

M. Martenet

Cl. Joseph Martenet.

Devenu fougueux jacobin, cet ex-noble était, en 1793, adjudant-général à l'armée du Rhin. Le décret du 3 septembre qui ordonnait à tout militaire de la maison du ci-devant roi de se retirer à vingt lieues des frontières le força momentanément à rentrer à Dole. C'est alors qu'il se fit délivrer par le Conseil municipal, à la date du 17 frimaire an II (8 décembre 1793) de véritables lettres de noture. On lit, en effet, à cette date dans le registre des délibérations :

« Sur la demande du citoyen Jean-Claude (*sic*) Malet, natif de Dole, adjudant-général de l'armée du Rhin, et le procureur de la Commune oui, il a été arrêté que certificat lui serait délivré par la municipalité, constatant qu'il n'a jamais possédé de biens fiefs, ni jouit d'aucunes prérogatives de la noblesse, ni cherché à se faire reconnaître pour noble, n'ayant assisté à aucune assemblée de la cidevant noblesse, et que s'il a servi en qualité de mousquetaire dans la cidevant maison militaire de Louis Capet, ce n'a été que comme fils de chevalier du cidevant ordre dit de Saint-Louis, et non comme noble. »

La délibération est signée d'Agnus, maire de Dole.

Le 3 août 1789, Jean-Baptiste Agnus, seigneur de Rouffange, conseiller honoraire à la Chambre des Comptes de Dole, avait été reçu chevalier de l'Arquebuse.

(2) Le colonel de Lameth était le frère d'Alexandre et de Charles de Lameth, députés à l'Assemblée nationale.

On sait comment les privilèges des provinces, des villes et des corporations disparurent dans la nuit du 4 août 1789. L'article 10 du décret de l'Assemblée nationale sanctionnant les vœux émis dans cette nuit désormais historique portait : « Une constitution nationale et la liberté publique étant plus avantageuses aux provinces que les privilèges dont quelques-unes jouissaient, et dont le sacrifice est nécessaire à l'union intime de toutes les parties de l'empire, il est déclaré que tous les privilèges particuliers des provinces, principautés, pays, cantons, villes et communautés d'habitans, soit pécuniaires, soit de toute autre nature, sont abolis sans retour et demeureront confondus dans le droit commun des Français ».

Cette disposition qui laissait prévoir la suppression des compagnies d'arquebusiers, ne parut pas tout d'abord avoir ému les chevaliers dolois. En effet, nous venons de mentionner de nombreuses admissions en septembre. De plus, le 16 décembre, est adressée à l'Assemblée une pétition dans laquelle les Arquebusiers rappellent les hauts faits de leur corporation, — dont ils font, par ignorance, remonter la fondation au temps de la domination des ducs de Bourgogne — et les privilèges dont elle a joui jusqu'à ce jour. Elle se termine ainsi :

« La compagnie d'Arquebusiers de la ville de Dole a cru devoir faire connoître à l'Assemblée Nationale les privilèges dont elle a constamment joui, et en particulier celui d'être regardée comme formant la Compagnie de grenadiers de la Garde Nationale de cette ville ; qu'elle désire être maintenue dans la possession de cette prérogative, lors de la nouvelle organisation annoncée pour cette Garde Nationale ; et qu'elle espère que cette auguste Assemblée ayant égard à l'ancienneté d'une distinction accordée à des services multipliés, à une utilité reconnue, lui en conservera la jouissance, en déclarant que les Compagnies d'Arquebusiers formeront la première Compagnie

de la Garde Nationale dans les villes où elles se trouveront établies. » (1)

Ce que nos chevaliers appelaient prérogative pouvait bien passer pour un privilège et à ce titre n'avait aucune chance d'être accordé : le vent ne soufflait pas de ce côté.

Au mois d'avril 1790, les compagnies d'arquebusiers des provinces de Brie, Champagne, Ile-de-France, Picardie (2), auxquelles se sont jointes des compagnies du Hainaut français, de l'Anjou, ainsi que celles de Dole et de Besançon en Franche-Comté, préoccupées de la situation qui va leur être faite par une nouvelle et prochaine organisation des milices nationales, adressent à l'Assemblée une pétition demandant leur maintien (3). A ce placet était joint un long mémoire sur l'origine des arquebusiers royaux et les services par eux rendus avant et depuis l'ouverture des Etats-généraux.

L'Assemblée nationale répond à la pétition par le décret du 13 juin 1790, sanctionné par le roi le 18, aux termes duquel « tous corps particuliers de milice bourgeoise, d'arquebusiers ou autres, sous quelque dénomination que ce soit, seront tenus de s'incorporer dans la garde nationale, sous l'uniforme de la nation, sous le même drapeau, le même régime, les mêmes officiers, le même état-major ; tout uniforme différent, toute cocarde autre que la cocarde

(1) *Pétition de la Compagnie d'Arquebusiers de la ville de Dole en Franche-Comté*. Dole, Joly, 1789, in-4°, 6 pp.

Cette pétition est signée par le marquis de Froissard-Bersaillin, capitaine, Froidevaux, lieutenant, Opinel, major, Opinel, fils, aide-major, Lemaitre, porte-étendard, et cinquante-sept chevaliers.

(2) Il existait entre les compagnies de ces provinces un concordat établi par les archers à Châlons en 1439 et renouvelé à Paris en 1775 par les Arquebusiers.

(3) *Pétition à nosseigneurs de l'Assemblée Nationale par les Arquebusiers royaux et nationaux des provinces de Brie, Champagne, Isle de France, et Picardie, unis en concordat à Châlons en 1439, par ordre du Roi, renouvelé à Paris en 1775 ; auxquels sont réunis ceux des provinces de Franche-Comté, du Hainaut français et de l'Anjou*. Paris, Momoro, 1790, in-4°.

nationale demeurant réformés, aux termes de la proclamation du roi. Les drapeaux des anciens corps et compagnies seront déposés à la voûte de l'église principale, pour y demeurer consacrés à l'union, à la concorde et à la paix ». Il n'y avait qu'à s'incliner devant cet arrêt de mort.

En exécution de ce décret, les Arquebusiers de Dole se rendirent en armes à l'église Notre-Dame, le 14 août. Le porte-étendard Lemaltre, au moment de se séparer de son étendard, prononça le discours suivant :

« MESSIEURS ET CHERS CAMARADES,

« Nous obéissons aujourd'hui au décret de l'Assemblée Nationale qui supprime les anciennes Compagnies bourgeoises, et ordonne qu'elles déposeront leurs étendards ou drapeaux dans l'église principale de la ville où elles sont établies : elle veut que les membres qui les composent, s'incorporent et se fondent dans les Gardes Nationales. Nous avons déjà prévenu la dernière partie de ce décret, au moment où des circonstances impérieuses ont nécessité la formation de ces nouveaux corps.

« Leur établissement ayant pour objets principaux le maintien de l'ordre public, la sûreté des citoyens, la protection des propriétés ; ces objets qui furent en tout temps si précieux à notre Compagnie, nous ont décidé, dès les premiers instants, à nous unir individuellement à la Garde Nationale ; et le désir d'agir de concert avec elle, nous ont fait oublier, en quelque sorte, les prérogatives anciennes et méritées qui ont été accordées au patriotisme dont notre Compagnie a donné de si grandes preuves dans toutes les occasions qui se sont offertes, et dont le monument élevé près de ce temple fournit une attestation si glorieuse (1).

« C'est à regret que nous abandonnons cet étendard qui fut toujours le signe de ralliement de ces braves Arquebu-

(1) Il s'agit de la croix érigée en mémoire des Dolois morts en défendant leur cité en 1479. Remarquer que la Compagnie de l'Arquebuse n'existait point encore à cette époque (*Note de l'auteur*).

siers, prêts dans tous les instans à sacrifier leur vie pour la défense d'une patrie qui leur était bien chère. Ils nous ont transmis leurs sentiments ; et s'il ne nous est plus permis, MES CHERS CAMARADES, de les faire connoître sous un étendard particulier, ce sera sous les drapeaux de la Garde Nationale que nous nous empresserons de donner des preuves du civisme le plus pur et le plus éclairé, et que l'on nous verra verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour la défense de la patrie et le salut de nos concitoyens » (1).

Le drapeau fut fixé au premier pilier, côté de l'évangile et constatation en fut faite par un acte notarié déposé le même jour sur le bureau du Conseil municipal.

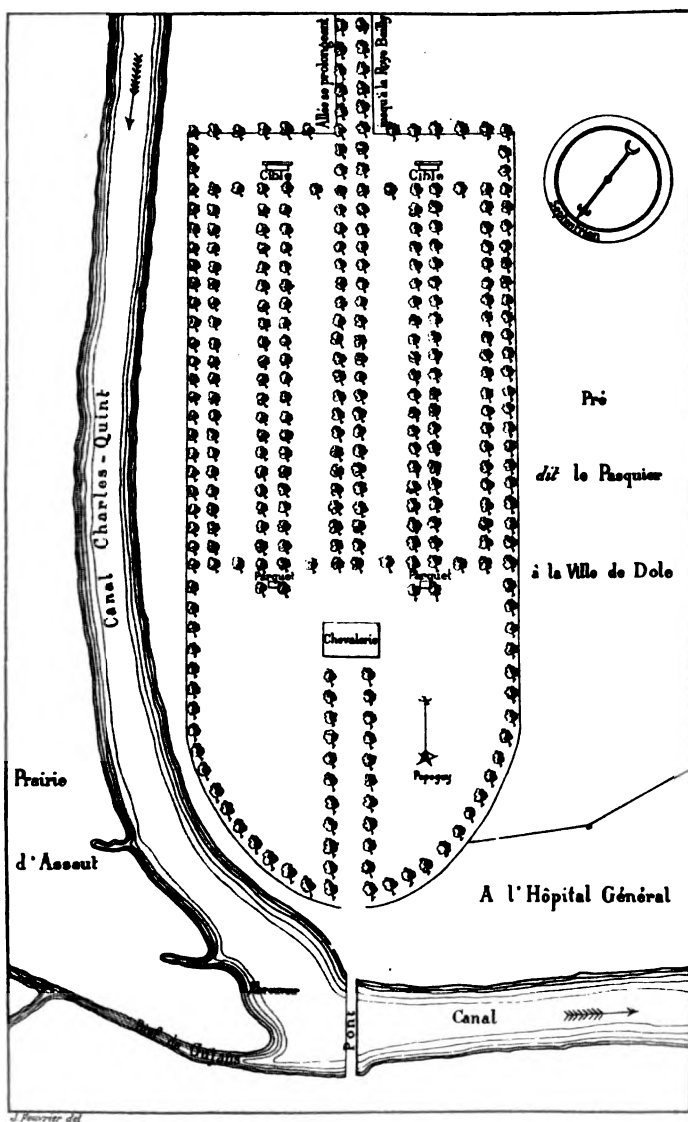
Quelques jours plus tard, les clefs du jeu, les papiers et titres furent remis au secrétariat de la Commune, et la Ville reprit possession du bâtiment et du terrain du Pasquier (2).

La Compagnie du *noble et hardy jeu de l'Arquebuse* de la ville de Dole avait vécu.

Son étendard resta suspendu dans l'église pendant près de trois années. Le 11 avril 1793, une délibération du Conseil municipal en ordonna la vente, et le lambeau de soie qui, fièrement porté, avait jadis montré dans les deux Bourgognes les glorieuses couleurs de la cité doloise, comme une défroque usée, échouait piteusement dans l'échoppe d'un fripier. *Sic transit.....*

(1) *Discours prononcé par le Porte-Etendard de la Compagnie des Arquebusiers de Dole, le 14 août 1790, lors de la déposition de leur Etendard dans la principale église de cette ville.* In-4°, s. l., s. d. (Bib. de Dole, n° 1570).

(2) Le jardin du Pasquier avait au siècle dernier une superficie de 283 ares 1/3 et était planté d'un grand nombre de beaux arbres ; dans notre siècle, il a été réduit pour agrandir le champ de manœuvres.



JARDIN DES CHEVALIERS DE L'ARQUEBUSE

A la fin du XVIII^e Siècle

D'après les plans de Marillier, Lachiche, Amoudru (Bibl. et Arch. mun.)

Echelle de 46/100 000

PIÈCE JUSTIFICATIVE

STATUZ ET ORDONNANCES *faictes en la Ville de Dole sur l'institution et au fait du jeu de l'aquebute pour et au prouffit, bien et utilité du bien publicque de lad. Ville.*

(Document non daté, mais antérieur au mois de février 1550 (1).

Et premièrement que tous ceulx qui voudront estre dud. serement de l'aquebute feront et presteront led. serement aux saintz évangilles de Dieu es mains de celluy qui sera roy de lad. aquebute, celle avec d'entretenir les statuz et ordonnances cy après escriptes.

Item que tous les compaignons arquebutiers receuz aud. serement se assembleront devant la maison ou logis dud. roy un chascun an le dimanche prouchain suyvant le jour de feste saint George si le jour est disposé pour tirer l'oiseaul de l'aquebute, synon le jour de la plus prouchaine feste après led. dimanche ou à tel autre jour qu'il sera admis et conclud par par led. roy et la plus grande et saine partie desd. compaignons. A quoy nul ne sera admis qu'il ne soit habitant de lad. ville et dud. serement.

(1) Cette pièce est une copie non signée du premier règlement des Arquebusiers, laquelle subit des corrections laissant lire l'ancien texte et devint la minute du règlement du 7 août 1556.

Le dimanche ou autre jour que se tirera led. oyseaul, lesd. compaignons seront tenuz aller quérir le roy en sa maison et dois icelle l'accompagner pour aller quérir monsieur le mayeur dud. Dole en sa personne, si faire il veult, ou son commis, puis le conduyront au jeu où est planté led. oyseaul pour tirer le premier cop au nom de nostre souverain seigneur et messieurs ses successeurs contes de Bourg^{ne}.

Item que celluy desd. compaignons qui abatra led. oiseaul le jour choisy comme dict est, sera roy pour celle année, et avec ce sera exempt de guet, de garde, et d'impositions qui se pourroient faire en lad. ville, et de l'entraige du vin qu'il pourroit acheter seulement pour l'usage de son ménage, le tout durant lad. année.

S'il survient que l'un desd. compaignons abate led. oyseaul trois ans subséquents et l'ung à l'autre, il sera franc sa vie naturelle durant de ce que dessus, moyennant que se treuvera por tirer et tirera toutes et quantesfois que led. oyseaul se tirera, et aussy à tous pris francz sur peine de perdre la susd. exemption, s'il n'avoit excuse légitime et raisonnable dont il avertira le roy de celle année, et sans toutesfois tirer ausd. oyseaul et pris.

Item que le roy aura puissance sur tous lesd. compaignons pour déterminer de tous différendz d'entre eulx concernant led. jeu d'arquebute et non autrement. Et appelant avec luy deux ou trois desd. compaignons, le dict desquelz sera entretenu à peine de deux blans que payera celluy que ne voudra ce aggréer au prouffit de la boite dud. jeu. Moyennant lesquelz deux blans les parties comparoitront devant led. sieur mayeur pour déterminer leur différend.

Item le roy sera franc de mectre au jeu et seront tenuz tous les compaignons de le tenir affranchi tous les dimanches depuis la St George jusques à la St Michel, s'il ny a excuse légitime. Et mectront ung chacun d'eulx trois liardz en jeu pour en faire ce que bon semblera au roy et à eulx. Et si l'on commence autre pris, le roy mectra au jeu comme l'ung des autres. Il ne peult estre franc de son enjeu que une foiz le jour.

Item led. roy sera tenu faire replanter l'oyseaul à ses propres frais et despens l'année après celle qu'il aura esté roy.

Item led. roy et tous lesd. compagnons seront tenuz eulx treuver entre dix et onze heures pour s'il plait aud. roy commander à tirer, et au deffault d'icelluy roy, celluy qui fournira ce jour le feug tenant le lieu dud. roy, et ce seullement et pour celle fois. Et seront tenuz lesd. compagnons comparoitre à lad. heure de dix heures devant le logis dud. roy pour l'accompagner aud. jeu et le reconvoyer à son retour jusqu'à sond. logis.

Item que le roy gardera la boite avec l'argent qui y sera mis jusques à ce que toutes les chausses soient tiréz, lequel sera enregistré en compte du greffier dud. jeu pour en faire pris au prouffit desd. compagnons et réparations nécessaires pour l'entretenement dud. jeu par l'advis du roy et de la pluspart desd. compagnons.

Item que le roy sera tenu de faire ung pris franc jusqu'à vingt sols tournois en récompense de ce que les compagnons le doivent affranchir tous les dimanches selon que dict est.

Item que le roy establira un greffier pour escrire les noms et les surnoms des compagnons qui tireront à chascun pris qui se fera en lad. ville que prestera le serement en ses mains de fidèlement exécuter la charge de greffier selon les coustumes du jeu. Et sera salarié de trois petis blans par chascun pris que seront pris des deniers de lad. boite lequel greffier fera et sera tenu faire ung role et en icelluy enroler lesd. compagnons par leurs noms et surnoms selon l'ordre duquel il les appellera l'ung après l'autre, et sur lequel il marquera les coups que se feront en l'esquive. Puis après donnera led. role ainsi marqué au roy pour payer lesd. compagnons selon qu'ils auront mérité.

Item encoires establira le roy un monstreur que sera tenu de fidèlement monstrier les coups qui se feront en lad. esquive. Et dont il prestera semblablement serment que led. greffier, de bonnement exécuter ceste charge selon les coustumes dud. jeu. Et sera salarié de trois petis blans par chascun pris par icelluy qui gaignera icelluy. Et oultre ce aura le plomb qu'il amassera et moyennant ce sera tenu fournir plate.

Item que plusieurs d'une maison pourront gaigner chascun un pris par an et tirer à l'oiseaul. Et si l'un d'eulx abat led.

oyseaul tous ceulx de la maison seront affranchiz moyennant que ceulx qui tireront ayent chascung une aquebute et équipaiges do mesmes sans rien emprunter l'ung de l'autre à peine de perdre le cop de celluy qui empruntera et de payer deux blans d'amende, si de ce faire il n'a demandé licence au Roy.

Item que ceulx qui voudront estre du serement de laquebute mectront ung sol deans boite et ceulx qui s'en voudront oster en payeront trois, ou demye livre de cire au prouffit de lad. boite.

Item dois que l'on aura commencé à tirer le pris, nul desd. compaignons ira devers l'esquive sans le congé du Roy ou des autres compaignons à peine d'ung petit blanc d'amende.

Item que le premier inscript aud role faict par led. greffier tirera le premier et consécutivement l'ung après l'autre selon l'ordre d'icelluy s'ilz ne s'accordent autrement.

Item que celluy qui mectra en l'esquive deux ou trois cops vouldront austant à la rive qu'au millieu quant au pris franc, mais quant aux autres pris le plus près de la broiche le gaignera.

Item ung compaignon ne pourra gaigner que ung pris l'année; mais bien s'il est myeux que les autres, il relèvera meilleure pièce du pris. Et s'il advient que deux soient esgaux de cops, ilz retireront chascung un cop et le plus près de la broiche gaignera.

Item celluy qui aura gaigné le pris sera tenu apporter le feug en la loge et avec ce de tirer à chascung pris à peine de deux blans d'amende, comme aussi tous les autres compaignons à mesme peine.

Item si aucung desd. compaignons vient après les autres et que l'on ayt já tiré une mise, il ne tirera que deux cops et perdra le premier.

Item que nul ne tire à l'esquive qu'il n'ayt mis au jeu à peine de perdre son cop et un liard d'amende.

Item que ceulx qui tireront ne se appuyeront en tirant que à leurs propres corps s'ils n'ont soixante ans passéz à peine d'ung liard d'amende.

Item que chacun compaignon qui vouldra tirer es pris frans mectra trois liardz deans la boite et austant de cops qu'il mectra

en l'esquive et que le plomb se y puisse tenir, il relèvera un liard par cop que se prendra sur lesd. trois liardz, et s'il demeure quelque argent de reste ayant payé deux blans aud. greffier pour ses salaires, il demeurera en lad. boîte.

L'on ne tirera es pris francz synon es dimanches si le temps est disposé, synon une feste prochaine après, comm'il sera advisé par le roy et les compaignons Et sera tenu le roy faire scavoir par billetz le jour. Le tabourin sonnera après le disner dud. jour.

Item que compaignon estranger ne tirera es pris francs s'il n'est habitant de lad. ville.

Item que nul ne tirera synon celluy que doit tirer dedans la petite loge à peine d'ung liard d'amende.

Item que nul ne tirera plus d'un plomb en son arquebute par cop, à peine d'estre privé du jeu ung an, et à l'oyseau ausy à mesme peine.

Item que deux compaignons ne pourront tirer d'une mesme arquebute, ains convient qu'ils en ayent chascung une à peine d'ung liard d'amende pour chascung cop et de perdre le cop qui sera ainsi tiré, si toutesfois de ce faire n'avoit esté donné permission par le roy et autres compaignons.

Item quand on tirera aux pris donnés par la ville, on partira d'iceulx, l'on ne tirera que trois cops chacun à trois venues.

Item que nul ne mette le poudrin, ne bande arquebute, ny le feug sur la lumière qu'il ne soit en la petite loge et qu'il ayt crié deux ou trois fois avant que de tirer, autrement son cop sera perdu pour celle venue et il payera ung liard d'amende par chacune fois.

Item est deffendu à tous de jurer Dieu, sa benoiste mère, aucung saint ou sainte en paradis, ausy invoker le diable, soy donner ou donner autre à luy sur peine d'un nicquet d'amende. Et seront accuséz ceulx qui à ce contreviendront par ceulx qui seront prochains ou qui les pourront avoir ouy ainsi blasphémer, sur peine ausy d'un nicquet.

Item pendant que l'on sera assemblé aud. jeu, que personne n'ayt paroles rictieuses ou injurieuses l'ung à l'autre, ny a user de tromperie et déception, sur peine d'ung petit blanc par chacune fois.

Item que celluy qui aura failly de faire feug par trois fois

subsécutivement perdra son cop et ne sortira de la loge en portant son arquebute le bout devant, ains le tiendra hault, à peine d'ung liard d'amende.

Item nul ne traversera le jeu à peine d'un nicquet.

Nul ne maniera l'arquebute d'aultruy sans la licence de celluy à cuy elle sera, sous peine d'un blanc d'amende.

Item que toutes les amendes se mectront en la boîte pour les employer au plaisir du Roy et desd. compaignons.

Et pour entretenir led. jeu, messieurs de ceste ville ont donné et accordé, donnent et accordent ung chacun an, à perpétuyté, six frans monnayé pour faire six pris vaillant chacun vingt sols qui se tireront les premiers dymanches des mois de may, juing, juillet, aoust, septembre et octobre si le temps (1). . . synon au plus prochain festes suyvantes ; et pour ce faire seront assignéz billetz ; lesquels six frans ilz feront payer par le recepveur de lad. ville.

Et pour ayder à supporter les charges du roy desd. arquebutiers luy ont accordé aussi chacun an vingt solz tournois pour l'année qu'il aura abatu l'oiseaul, luy ayder à faire aux compaignons dud. jeu ung pris franc ausquelz il sera tenu le faire jusques à lad. somme desd. vingt solz et plus si bon luy semble, en récompense de ce que les compaignons le doivent affranchir un chacun jour desd. dimanches.

Et moyennant ce led. roy et lesd. compaignons arquebutiers seront tenuz eulx assembler fourniz de bons arquebutes. toutes et quantesfois qu'il plaira à messieurs les mayeurs, eschevins et conseil de lad. ville leur ordonner et mander.

Et aussy que lesd. roy et compaignons ne pourront tirer aucuns desd. pris s'ilz ne sont au nombre de dix-huict pour le moins, que seront inscrits et enrolés par led. greffier, afin de certisfier led. . . . et ne permectre autrement tirer le pris.

Et s'ilz se treuvent ordinairement plus de dix-huict, messieurs auront soingneux esgard soit pour les augmenter de pris. comme treuveront plus raisonnable.

(*Arch. mun. de Dole, cote 1101*).

(1) Nous avons remplacé par des points quelques mots que le mauvais état de la pièce ne nous a pas permis de lire.



L'INSTRUCTION PRIMAIRE

**DANS LE DÉPARTEMENT DU JURA
PENDANT LA RÉVOLUTION**

**APPLICATION DES DÉCRETS DES 29 FRIMAIRE AN II,
27 BRUMAIRE AN III & 3 BRUMAIRE AN IV,**

PAR

H. LIBOIS,

ARCHIVISTE DU JURA.

L'INSTRUCTION PRIMAIRE

DANS LE JURA

PENDANT LA RÉVOLUTION

Les essais d'organisation de l'instruction primaire tentés sous la Révolution, sont l'œuvre de la Convention nationale, qui en moins de deux années, du 29 frimaire an II au 3 brumaire an IV, rendit trois décrets sur ce sujet. C'est l'application de ces décrets dans le département du Jura que nous allons étudier, d'après les documents déposés aux Archives départementales (1).

CHAPITRE PREMIER.

Le décret du 29 frimaire an II. (1)

(19 décembre 1793).

I.

L'enseignement est libre, il est fait publiquement. Les citoyens et citoyennes qui veulent user de la liberté d'enseigner sont tenus de déclarer à la municipalité ou section de la commune qu'ils sont dans l'intention d'ouvrir une

(1) Pour les décrets antérieurs à celui du 29 frimaire an II, et qui n'ont pas été suivis d'exécution, voir aux *Appendices* n° 1.

(1) Voir aux *Appendices* n° 2, la discussion de la loi à la Convention.

école et de désigner l'espèce de science ou art qu'ils se proposent d'enseigner ; ils doivent produire un certificat de civisme et de bonnes mœurs. Les citoyens et citoyennes qui se vouent à l'instruction ou à l'enseignement de quelque art ou science que ce soit seront désignés sous le nom d'instituteur et d'institutrice.

Les instituteurs et institutrices sont sous la surveillance immédiate de la municipalité ou section, des pères et mères, tuteurs ou curateurs, et sous la surveillance de tous les citoyens. Tout instituteur ou institutrice qui enseignera dans son école des préceptes ou maximes contraires aux lois et à la morale républicaine, devra être dénoncé par la surveillance, et puni selon la gravité du délit. — Tout instituteur ou institutrice qui outragera les mœurs publiques sera dénoncé par la surveillance, et traduit devant la police correctionnelle, ou tout autre tribunal compétent, pour y être jugé suivant la loi.

Il sera ouvert dans chaque municipalité ou section un registre pour l'inscription des noms des instituteurs et institutrices du premier degré d'instruction, et des enfants ou pupilles qui leur seront confiés par les pères, mères, tuteurs ou curateurs. — Les pères, mères, tuteurs ou curateurs sont tenus d'envoyer leurs enfants ou pupilles aux écoles de premier degré d'instruction ; ils doivent déclarer à leur municipalité ou section : 1^o les noms et prénoms des enfants ou pupilles qu'ils sont tenus d'envoyer auxdites écoles, 2^o les noms et prénoms des instituteurs ou institutrices dont ils font choix. — Les enfants ne sont pas admis dans les écoles avant l'âge de six ans accomplis, ils doivent y être envoyés avant celui de huit. Leurs parents, tuteurs ou curateurs ne pourront les retirer desdites écoles que lorsqu'ils les auront fréquentées au moins pendant trois années consécutives. — Les pères, mères, tuteurs ou curateurs qui ne se conformeront pas aux dispositions du décret seront dénoncés au tribunal de police correc-

tionnelle, et si les motifs qui les auront empêchés de se conformer à la loi ne sont pas reconnus valables, ils seront condamnés, pour la première fois, à une amende égale au quart de leurs contributions. En cas de récidive, l'amende sera double et les infracteurs seront regardés comme ennemis de l'égalité, et privés pendant dix ans de l'exercice des droits de citoyen. Dans ce dernier cas le jugement sera affiché.

La Convention nationale chargeait son Comité d'instruction de lui présenter les livres élémentaires des connaissances absolument nécessaires pour former les citoyens ; les premiers de ces livres étaient les Droits de l'homme, la Constitution, le tableau des actions héroïques ou vertueuses. Les citoyens et citoyennes qui se borneraient à enseigner à lire, à écrire et les premières règles de l'arithmétique, devaient se conformer, dans leurs enseignements, aux livres élémentaires adoptés et publiés à cet effet par la représentation nationale (1).

La loi portait que les instituteurs et les institutrices seraient salariés par la République en raison du nombre des élèves qui fréquenteraient leurs écoles : ils devaient recevoir annuellement, pour chaque enfant ou élève : les instituteurs, la somme de 20 livres ; les institutrices, celle de 15 livres. — Les communes éloignées de plus d'une demi-lieue du domicile de l'instituteur le plus voisin, et dans lesquelles, par défaut de population, il ne s'en établirait pas, pouvaient, d'après l'avis des directoires de district, en choisir un. La République lui accordait un traitement annuel de 500 livres (2).

(1) Voir *Appendices* n° 3.

(2) Voici les deux derniers articles du décret du 29 frimaire :

Art. 14. — Les jeunes gens qui, au sortir des écoles du premier degré d'instruction, ne s'occuperont pas du travail de la terre, seront tenus d'apprendre une science, art ou métier utile à la société.

Art. 15. — Ceux desdits jeunes gens qui, à l'âge de vingt ans accomplis, ne se seraient pas conformés aux dispositions de l'article ci-dessus, seront privés pendant dix ans de l'exercice des droits de citoyen.

Les pères, mères, tuteurs ou curateurs qui auraient concouru à l'infraction de la présente loi, subiront la même peine. Elle sera prononcée par la police correctionnelle, sur la dénonciation qui lui en sera faite, dans le cas où l'inexécution ne serait pas fondée sur des motifs valables.

II.

Les documents relatifs à l'application dans le département du Jura du décret du 29 frimaire an II sont rares ; les seuls que les archives départementales renferment, concernent le district de Saint-Claude, et sont postérieurs au décret du 4 ventôse an II (22 février 1794). L'article 4 de ce décret portait que les salaires des instituteurs ou des institutrices des écoles primaires qui ne seraient pas organisées conformément à la loi du 29 frimaire, au 15 germinal suivant, seraient acquittés sur les biens des administrateurs chargés de l'exécution de ladite loi. Mais cette menace semble avoir eu peu d'effet.

Le 20 floréal an II (9 mai 1794), l'agent national près le district de Saint-Claude adressait aux agents nationaux des communes de son ressort le questionnaire suivant : 1^o Combien y a-t-il d'écoles primaires dans votre commune ? 2^o Combien serait-il nécessaire d'y en établir ? Il leur enjoignait de répondre immédiatement à ces deux questions, parce qu'il devait rendre compte au Comité de Salut public de la loi du 4 ventôse qui ordonnait que les écoles primaires fussent établies au 15 germinal.

On ne possède que les réponses de quatre communes, parmi lesquelles Condat-Montagne (Saint-Claude). *Saint-Claude* a quatre écoles primaires, dont une dirigée par les instituteurs, et trois par des institutrices. « L'on pourrait au moins y établir encore trois écoles primaires pour les garçons ».

Pour *Longchaumois*, voici la réponse faite par les officiers municipaux, en l'absence de l'agent national : «... Nous « n'avons qu'une école primaire ; le citoyen Alexis... fut « nommé instituteur le 6 brumaire ; il a toujours exercé « jusqu'à l'entrée des semailles qu'il quitta ainsi que ses

« élèves pour s'addonner à la culture. Depuis la nouvelle
« organisation et l'exeat de nos prêtres, nous luy fimes en-
« seigner la Constitution républicaine ; nous luy fournimes
« 24 exemplaire et attachames un prix pour ceux des
« élèves qui la réciterait le mieux. Nous ajouterons que le
« citoyen n'a pas toute la capacité. Les bons insti-
« tuteurs sont rares ; nous jettons nos vues sur un citoyen
« qui a tous les talents nécessaires ; quelque circonstances
« le retiennent, mais il nous assure que sa décision n'ira
« pas loin P. S. Il faut quatre ou cinq instituteurs
« dans la commune ».

Quelques mois plus tard, le 3 décadi de messidor
(18 juillet), l'agent national de la commune *des Moussières*
écrivait à l'agent du district : « Sur ma dernière
« correspondance, j'oubliai de te marqué qu'il y avoit
« quatre instituteur pour les écoles primaires d'ins-
« crit. J'ai fait publié et affiché que tout les citoyens chef
« de la commune étoit requis en vertu de la loi de faire
« inscrire leurs enfants par devant la municipalité et de
« les faire instruire par les instituteurs inscrit : ils ont été
« avertir trois fois et il ne s'y sont point conformé, excepté
« trois ou quatre qui ont fait inscrire leurs enfants ; je te
« prie de leur écrire en conséquence pour les y faire obligé ;
« cela me fait beaucoup de peine, et il m'en fera davan-
« tage, s'il ne les font inscrire au plus tot, car de jour en
« jour la jeunesse cesse l'obéissance à leur supérieur . . . »

En fructidor, près de dix mois après la publication du
décret du 29 frimaire, l'agent national du district de
Condat-Montagne envoyait l'adresse suivante aux communes
de l'arrondissement qui n'avaient pas encore établi d'écoles
primaires : « Citoyens, il fut un temps où vous étiez privés
« de toutes les places, où tout ce que le gouvernement exi-
« geait de vous, étoit de ramper dans l'obscurité, et d'obéir.
« Aujourd'hui la barrière vous est ouverte, vous pouvez
« parvenir à tous les emplois, et nul n'a le droit insolent

« de dire : celui-ci m'appartient. Le gouvernement ayant
« changé, les institutions doivent changer avec lui. On vous
« désirait ignorants, afin que vous supportassiez le joug avec
« plus de patience ; on vous désire éclairés, afin que vous
« puissiez plus utilement servir la chose publique, qui est
« devenue la votre. Graces aux efforts
« courageux par lesquels la masse du Peuple Français a
« secondé les réclamations des hommes instruits, les temps
« sont bien changés. Mais croyez, chers concitoyens, que
« si vous restiez sous le joug de l'ignorance, vous rentre-
« riez bientôt sous celui de l'esclavage ; il faut briser les
« fers des préjugés, pour ne pas retomber dans ceux des
« tyrans : quand on connaît ses droits, on sait mieux les
« défendre, c'est pourquoi la Convention nationale a voulu
« que les connaissances élémentaires qui sont la clef de
« toutes les autres, fussent le partage de tous les Français.

« Ces connaissances paraissent d'elles-mêmes si néces-
« saires, que l'on croirait d'abord superflu d'exciter des
« êtres pensants à se les procurer : quel père de famille, en
« effet, ne comprend pas la nécessité que ses enfants sachent
« lire, écrire et chiffrer ? S'il possède lui-même ces con-
« naissances, combien de fois n'en a-t-il pas senti l'utilité ?
« Et s'il en est privé, combien de fois n'a-t-il pas regretté
« de l'être ?

« La Convention Nationale, voulant écarter tous les
« obstacles qui pourraient empêcher vos enfants d'acquérir
« ce genre d'instruction, a décrété, le vingt-neuf frimaire,
« que les traitements des instituteurs d'écoles primaires
« seraient désormais aux frais de la nation.

« Dès lors on a dû croire qu'il n'y aurait aucune muni-
« cipalité qui ne s'empressât de se procurer un ou plusieurs
« instituteurs : cependant, malgré les instances réitérées
« du directoire, malgré celles que je vous ai adressées, la
« majeure partie des communes du district en est encore
« sur cet objet au même point que lorsqu'elles payaient

« la dîme, les lods, la mainmorte, la retenue, et rempor-
« taient en échange la bénédiction de *Monseigneur*.

« Quelques-unes m'ont répondu qu'elles étaient trop peu
« populeuses pour avoir un instituteur ; mais elles peuvent
« se concerter avec les communes les plus rapprochées
« d'elles et se réunir pour en établir, ou en demander un.

« L'art. 4 de la section 3 du décret du 29 frimaire
« porte, — que les communes éloignées de plus de demi-
« lieue du domicile de l'instituteur le plus voisin, et dans
« lesquelles par défaut de population il ne s'en établirait
« pas, pourront en choisir d'après l'avis du directoire du
« district, et que la République lui accorde un traitement
« annuel de cinq cents livres.

« D'autres communes m'ont répondu qu'elles ne pou-
« vaient pas envoyer leurs enfants à l'école, parce qu'ils
« leur étaient nécessaires pour les aider à la fenaison et à
« la moisson ; mais le temps approche où les travaux de la
« culture de la terre vont finir, il est temps que ceux de la
« culture de l'esprit commencent. J'espère qu'avant le
« premier vendémiaire, toutes les communes auront pris
« des mesures pour se procurer des instituteurs et des
« institutrices, soit en commun, soit séparément, afin que
« leurs enfants surpassent les esclaves des despotes en
« connaissances, comme ils les surpasseront en courage
« et en patriotisme ».

Le 4 brumaire an III (25 octobre 1794), l'agent du dis-
trict requiert les agents nationaux de l'arrondissement de
lui rendre compte de l'exécution du décret du 29 frimaire ;
il veut savoir « si les pères et mères, tuteurs ou curateurs,
« envoient leurs enfants, pupilles, aux écoles du premier
« degré d'instruction, s'ils ont déclaré à leur municipalité
« les noms et prénoms des instituteurs et institutrices dont
« ils font choix », et si les pères, mères, tuteurs ou curateurs
qui ne se sont pas conformés aux dispositions de la loi ont
été dénoncés par l'agent national à la police correctionnelle.

Les archives ne possèdent que les réponses de 29 communes, dont voici le résumé :

Baume-la-Roche (1). — Il n'y a environ qu'une douzaine d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire. La commune n'a pas cru devoir choisir un instituteur pour un si petit nombre; celle de Pratz, qui n'est éloignée que d'une petite demi-lieue, ayant un instituteur, Baume-la-Roche y enverra ses enfants.

Bois-d'Amont. — Trois pères et mères seulement ont fait enregistrer leurs enfants à la municipalité; « cependant il en vient une dizaine à l'école; après ces dix, tous
« les reste et fanatique, soit pour les prêtre émigré et pour
« les constitutionnel, de façon qu'il ne veuillent point envoyé
« leur enfant à l'école, attendu que l'instituteur et patriote,
« qu'il ne leur fait pas faire le signe de la croix. »

Brillat. — Point d'école. Il n'y a dans la commune aucun individu capable de « lever » une école primaire. Cependant il y a 20 enfants qui pourraient aller en classe, et Brillat est éloigné de plus d'une demi-lieue de la commune la plus voisine, et par un chemin très-rapide à travers des rochers.

L'agent de *Charchillat* envoie une délibération prise le 12 frimaire par la municipalité pour le choix d'un instituteur. Elle a jeté ses vues sur un ancien recteur d'école dont le civisme lui est connu et qui est muni de bonnes attestations. « Il nous a promis d'enseigner la jeunesse,
« à bien lire, chiffrer et écrire, comme aussi de publier les
« loix de l'assemblée nationale et de les exécuter, ce qui
« a paru nous suffire ». Il y a un logement spacieux pour lui et pour les enfants; « on pouroit engager ceux de
« Crenans, Coulouvre, Brillat et Maisoz à s'unir avec nous
« pour rendre cette institution plus nombreuse et plus
« émulante » (2).

(1) Nom révolutionnaire de SAINT-ROMAIN-DE-ROCHE, section de la commune de Pratz, canton de Moirans.

(2) Lettre de l'agent national du 29 brumaire an III.

Chassal. — Il y a un instituteur qui commencera ses fonctions le 1^{er} nivôse (21 décembre). L'agent déclare qu'il fera son possible pour faire aller les enfants à l'école ; s'il n'est pas obéi, il avertira l'agent du district.

Chaumont. — La municipalité a ouvert un registre pour les déclarations, il y en a déjà quelques unes, mais « sas n'avance pas à cause des ouvrages de la campagne ». L'agent promet de faire exécuter la loi le plus tôt possible.

Condat-Montagne (Saint-Claude). — La loi du 29 frimaire reçoit dans la commune « une certaine exécution » ; les parents ont fait « des déclarations à la municipalité « des enfants qu'ils désiraient envoyer aux écoles du « 1^{er} degré d'instruction.

« Le citoyen Pidoux enseigne les jeunes garçons, et les « citoyennes Fèvre, Rosset et Dalloz enseignent les jeunes « filles ; quelques-uns de ces jeunes enfants n'ont pas « assistés, et j'ay un état tout prest pour dénoncer leurs « père et mère à la police correctionnelle.

« Il est certain qu'un seul instituteur ne serait pas « suffisant, qu'il en faudrait encore un ou plusieurs, « mais personne ne s'est présenté ».

Coyrière. — Pas d'école.

Lac-des-Rouges-Truites. — La commune a fait plusieurs démarches pour avoir un instituteur ; elle n'a pu y parvenir, ce qui est regrettable, car elle est composée de plus de 800 individus, et plus de 100 enfants de l'un et de l'autre sexe, ayant de six à douze ans, fréquenteraient les écoles. Plusieurs familles ont été obligées de mettre leurs enfants aux écoles des communes voisines. Les officiers municipaux du Lac-des-Rouges-Truites qui donnent ces renseignements à l'agent national du district, ajoutent qu'il leur ferait un sensible plaisir de leur indiquer, s'il le pouvait, un citoyen qui fût dans le cas et l'intention de remplir cette fonction.

Lavancia. — Point d'instituteur, « malgré toutes les

« recherches des officiers municipaux pour en procurer
« un. Il paroît que la Convention a pris une détermination
« pour assurer l'exécution de l'instruction dans toute la
« Républicaine (sic); le jury qui sera nommé à cet effet
« nous en procurera un. »

Le Maret et le Maréchet. — Il ne s'est point présenté d'instituteur ni d'institutrice ; la population est trop peu nombreuse pour que l'instituteur et l'institutrice aient un « gage » suffisant, si la commune ne s'unit avec les autres communes les plus voisines.

Morez.— Le maire et les officiers municipaux répondent que la jeunesse de l'un et de l'autre sexe fréquente l'école.
« Au surplus, si quelques pères ou mères négligent d'en-
« voyer leurs enfants, nous n'en sommes pas encore
« avisés, et s'il y a des contraventions, nous y aurons
« l'œil ».

Les Moussières. — « La classe a commencé le
« premier du présent mois ; les instituteurs n'ont en tout
« qu'une trentaine d'écoliers. Moi et la municipalité avons
« requis par six fois les citoyens de la commune à venir
« faire inscrire leurs enfants pour les écoles primaire ; les
« trois cars de la commune n'on voulut les faire inscrire
« en disant qu'il ne vouloit pas les faire inscrire, que ce
« n'étoit point une école pour y apprendre sa religions
« puisque l'on est vouloit plus les instruire sur les anciens
« livres. Cependant j'en ai désabuser et fait ignorer cela à
« quelque citoyens qui ont envoyé leurs enfants et se
« trouve fort contents, mais d'autre ne veulent point s'y
« conformé, je vais tous les jours dans la maison commune
« où la classe ce fait pour surveiller cet objet, et même
« je m'aide quelquefois à les instruire, et j'y vais pour
« leur marquer des exemples et leur apprendre à chiffré,
« parce que l'instituteur qui y fait la classe n'écrit pas des
« mieux, et il lit cependant fort bien, et lorsque je ne suis
« pas occupés, cela me fait un plaisir de les étudiés, parce

« que je m'y plaît beaucoup, mais le tout fait volontairement. »

Moirans. — La plupart des enfants des deux sexes depuis l'âge désigné par la loi, ont fréquenté les écoles. Les travaux de la campagne étant terminés, l'agent va faire avertir les parents d'avoir à envoyer leurs enfants à l'école ; en cas de refus il les traduira en justice correctionnelle. Cette année il n'y a point d'institutrice, l'ancienne ne veut pas continuer.

Le Patay. — La commune a un instituteur depuis le 1^{er} germinal.

Le Petit Villard. — Ensuite de la circulaire de l'agent du district du mois de fructidor, la commune s'est concertée avec celle du Grand Villard pour établir un instituteur. « Elle sent trop le prix de cette importante institution, écrivent les officiers municipaux, pour ne pas apporter toute la célérité possible pour procurer aux enfants les moyens de s'instruire, et malgré tous ses efforts, elle n'a pu encore parvenir à se procurer un instituteur, mais elle espère qu'au premier jour elle aura la satisfaction de vous prévenir qu'elle s'en est procurés un, après toutefois avoir pris l'avis du district. »

Les Piards. — Point d'instituteur.

Prénovel. — La loi du 29 frimaire a été exécutée. Tous envoient leurs enfants à l'école.

Rhien. — Depuis longtemps on fait des démarches pour se procurer un instituteur pour les communes d'Epercy, Lavancia et Rhien. « On ne peut en trouver, la population est trop faible et l'instituteur ne pourroit pas vivre. Cependant il seroit d'une nécessité indispensable ; nous ne savons quel parti prendre à ce sujet ; nous attendons votre avis pour nous en procurer un. »

La Rivoire. — La commune n'étant composée que d'une douzaine de feux, on ne peut y établir une école primaire.

Rocheperrière (1). — Le maire de Rocheperrière, « à la place vacante de l'agent national », répond aux quatre questions posées par l'agent du district. 1° L'école est presque au complet ; les enfants de 8 à 11 ans y sont presque tous ; ceux qui peuvent y manquer sont retenus ou par la garde du bétail, qui va encore paître, ou à la maison pour veiller aux enfants qui sont encore au berceau, pendant que les pères et mères vont aux champs. Il espère qu'au premier nivôse (21 décembre), tous les enfants obligés d'aller à l'école iront, les parents l'ont promis. 2° Il n'y a qu'un instituteur dans la commune. 3° Les parents de ceux qui n'ont pas envoyé leurs enfants aux écoles n'ont pas été dénoncés ; la raison qui les a empêchés d'obéir à la loi est la rareté des ouvriers et des denrées de première nécessité ; la municipalité a cru pouvoir tolérer ce délai sans enfreindre la loi. 4° Les enfants au-dessous de l'âge de six ans ne fréquentent pas l'école, et « ceux au-dessus qui ne « savent pas lire, écrire et les premières règles de l'arithmétique, vont déjà en partie à l'école, et les autres se proposent d'y aller sitôt que les ouvrages du dehors seront « finy. »

L'agent national de la commune avait déjà auparavant écrit à l'agent du district que l'école était fréquentée, qu'il ne restait plus que quelques enfants à y envoyer, mais l'instituteur, disait-il, « manque de livre républicain ; il « n'a que quelques alphabets et plusieurs sont obligé de se « servir de ses anciens livres de superstitions ; il seroit à « propos de pouvoir ce procurer quelque'un de ses élémens « républicains. Tache toi-même d'en faire parvenir. »

Rogna. — Il y a un instituteur depuis quelque temps. Une partie des parents n'a pu jusqu'à présent envoyer à l'école les enfants qui étoient nécessaires pour travailler et pour la garde du bétail. On s'est conformé aux dispositions de la

(1) Nom révolutionnaire de SAINT-PIERRE-EN GRANDVAUX, commune du canton de Saint-Laurent.

loi dont on est satisfait. Il ne sera pas possible aux parents de ne pas retirer leurs enfants de l'école avant les trois ans prescrits par la loi, « atandu qu'ils leurs seront « très nécessaires dans le temps de travail et pour la « garde des bestiaux. »

Septmoncel. — 6 écoles avaient été ouvertes le 1^{er} germinal (21 mars 1894), et 9 le 15 (4 avril). Sur les 15 instituteurs, 3 ont déjà donné leur démission, l'un parce qu'il n'avait pu se procurer un logement, les deux autres « pour « raison que les enfants n'assistaient pas assidument à leurs « écoles pour être trop éloignés et occupés à la garde de « leurs bestiaux. » Depuis deux mois il y a à la section du chef-lieu un instituteur et deux institutrices de plus, à cause de son étendue et du grand nombre d'enfants, « tous aux appointés fixés par chaque écolier. » Tous les parents ont été assez exacts à envoyer leurs enfants à l'école, et ceux qui ne l'ont pas encore fait « les occupaient à la garde de leurs bestiaux, aux travaux des récoltes », et ils habitaient dans des montagnes éloignées de plus de trois quarts de lieu des écoles. Enfin, « comme les sujets propres « à être instituteurs manquent dans la commune, les sec- « lions qui n'en n'ont encore point, ont promis de faire leurs « diligences pour s'en procurer dans le plus bref délai. »

Tencua. — Les enfants commencent à assister à l'école, « mais le mal [est] qu'il n'y en a pas assés pour faire vivre « l'instituteur qui ne le peut dans une saison si rigou- « reuse, parce que la commune n'est pas nombreuse. »

Valfin. — C'est l'instituteur qui répond à l'agent du district. Il a requis un habitant de sa commune, « amiablement », d'envoyer ses enfants en classe. Celui-ci s'y est refusé, disant qu'il ne veut pas apprendre à ses enfants « la mauvaise religion », et qu'il les enverrait si on les enseignait « sur les anciens livres ». Un autre, officier municipal, « qui et homme de loix, de notres commune, qui doit montrer le bon exemple aux autres », envoie sa

filles à l'école ; « quand je lui eut donné une alphabet nouvelle, dit l'instituteur, sa mère la lui jetta au feu, disant « que j'étois bien bêtes si je croyais les enseigner sur ces « livres. » L'instituteur pria l'agent du district de leur écrire avant de les punir conformément à la loi.

Le Villard-Saint-Sauveur. — Point d'instituteur.

Viry. — Les parents « se conforment assez aux loix » ; ils ont choisi pour instituteur l'ancien greffier de la municipalité. L'école est nombreuse, et les enfants sont assidus.

Dans deux communes, à *Chancia* et à *Nézen*, les agents nationaux ont une singulière façon de répondre aux questions de l'agent du district : celui de Chancia écrit : «
« avec joy je te fais asavoir que je ne crois pas que je
« puisse avoir un meilleur instituteur que moi pour mes
« enfants dont j'en suis l'instituteur et que je leur apprend
« à connaître les loi ainsi que du restes que la loi exige ;
« que de plus je partagerés mes sentiments et mes ins-
« tructions aux enfants de la commune qui en pourroit
« avoir besoin. Les citonyen de ma commune m'ont ré-
« pondu qu'il se pourtoi instituteur de leur enfans, qu'il
« ne croit pas qu'on puisse avoir de mellieur instituteur
« que les père et mère de leur enfans et qu'il sont
« content avec joi de la lettre et qu'il me paraisse tous ses
« conpourtés en vrais sivismes et bon républicain. »

La réponse de l'agent de Nézen est conçue presque dans les mêmes termes que la précédente.

Enfin l'agent national de *L'île Libre*(1) écrit à l'agent du district : « Citoyen collègue, je te prévien que plusieurs
« père et mère de ma commune n'envoye pas leurs enfants
« aux écoles, quoyque je les ait avertis en plusieurs fois ;
« il me réponde, que les veut ton faire enuoyé à l'école,
« on ne leur fait la prière comme du passé ny le caté-
« chisme, on ne leur apprend que des chansson et des

(1) Nom révolutionnaire de GRANDE-RIVIÈRE, canton de Saint-Laurent

« bêtises : ils ont cinquante excuses pour les retenir chez eux
« dans l'ignorance. Je te prie de m'écrire une lettre sévère
« à cet sujet, afin que je la communique aux pères et
« mères fanatiques ».

III.

On a vu que par le décret du 25 frimaire an II, les instituteurs étaient salariés par la République, à raison du nombre des élèves qui fréquentaient leurs écoles. Ils recevaient annuellement pour chaque élève : l'instituteur, la somme de 20 livres ; l'institutrice, 15 livres. Leur traitement était le même dans toutes les communes, quelle que fût leur population. Ils étaient payés par trimestre.— Par un décret du 4 ventôse an II (22 février 1794), les instituteurs ou institutrices dont le traitement fixe ou casuel ne s'élevait pas à 400 livres dans les communes ayant une population moindre de cinq mille âmes, ou à 600 livres dans les autres, reçurent une augmentation de traitement pour toute l'année 1793 et jusqu'au 15 germinal (4 avril 1794), jusqu'à due concurrence.

Je n'ai trouvé que deux pièces relatives à cet accroissement de traitement accordé aux instituteurs par le décret du 4 ventôse ; elles intéressent deux instituteurs de la commune d'Arbois ; ce sont des requêtes adressées par eux au directoire de district, et dans les mêmes termes, le 18 ventôse an III, plus d'un an après la publication du décret. — « Depuis peu de temps » ils ont eu connaissance du décret du 4 ventôse ; l'article 1^{er} de ce décret porte
« que les arrérages dus jusqu'au 15 germinal prochain
« aux instituteurs et institutrices des petites écoles dont
« les salaires étaient acquittés en tout ou en partie sur
« les revenus des fabriques et autres biens mis à la dis-
« position de la nation, ainsi que sur ceux des octrois et

« autres droits ou établissemens supprimés, seront payés
« sur les ordonnances des corps administratifs comme les
« créances au-dessous de huit cent livres. Suivant l'article
« second, les instituteurs dont le traitement ne s'élève pas
« à quatre cens livres dans les communes qui ont une po-
« pulation moindre de cinq mille ames ou à six cens livres
« dans les autres, recevront une augmentation de trai-
« tement pour toute l'année 1793 et jusqu'au 15 germinal
« jusqu'à due concurrence.

« La Convention nationale ayant considéré que les ins-
« tituteurs (de toutes les classes d'hommes aujourd'hui la
« plus indigente), ne pouvaient subsister avec le traite-
« ment qu'ils recevoient ci-devant, a jugé dans sa sagesse
« de leur accorder un prompt secours, dont l'avance sera
« faite par les dix plus fort contribuables de leur commune
« sur le mandat des officiers municipaux... ».

L'un des deux pétitionnaires, qui par délibération du conseil général de la commune du 27 février 1791, jouissait d'un traitement fixé à 300 livres par an et percevait en outre 10 sols par mois pour chaque écolier, qui lui étaient payés par les parents, n'avait pour l'année 1793 et jusqu'au 15 germinal an II qu'un traitement de 420 livres par an y compris ce qu'il pouvait recevoir des parents de ses écoliers. — Le second, qui touchait un traitement annuel de 60 livres qui lui était payé par le receveur de la commune, et recevait en outre de chaque écolier 8 sols par mois, ce qui lui rapportait 20 livres par mois, n'avait pour 1793 et jusqu'au 15 germinal que 300 livres par an. Or le traitement annuel de ces deux instituteurs devait être de 600 l. par an, la population d'Arbois étant supérieure à 5.000 habitants, aussi le directoire, considérant que les sols additionnels des contributions foncières étant versés dans le trésor public, il devait faire face aux dépenses, délivra mandement aux pétitionnaires des sommes qui leur étaient dues : au premier, 226 l. 10 s. pour un

an trois mois et trois jours d'indemnité, à raison de 180 livres par an ; au second 377 l. 8 s. pour le même temps, à raison de 300 livres par an.

CHAPITRE II.

Le Décret du 27 Brumaire an III.

(17 novembre 1794).

I.

Le nouveau décret distribuait les écoles primaires sur le territoire de la République à raison de la population ; il y avait une école primaire par mille habitants. — Dans les lieux où la population était trop dispersée, il pouvait être établi une seconde école primaire, sur la demande motivée de l'administration du district, et d'après un décret de l'Assemblée nationale. Dans ceux où la population était pressée, une seconde école ne pouvait être établie que lorsque la population s'élèverait à deux mille individus ; la troisième, à trois mille habitants, et ainsi de suite. Dans toutes les communes de la République, les ci-devant presbytères non vendus au profit de la République étaient mis à la disposition des municipalités, pour servir au logement de l'instituteur et pour recevoir les élèves pendant la durée des leçons. En conséquence, tous les baux existants étaient révoqués. Dans les communes où il n'existait plus de ci-devant presbytère à la disposition de la nation, il était accordé, sur la demande des administrateurs de district, un local convenable pour la tenue des écoles primaires.

Chaque école primaire était divisée en deux sections : l'une pour les garçons, l'autre pour les filles ; en conséquence il y avait un instituteur et une institutrice.

En principe, les instituteurs et institutrices étaient nommés par le peuple ; cependant, pendant la durée du gouvernement révolutionnaire ils devaient être nommés, élus et surveillés par un jury d'instruction composé de trois membres désignés par l'administration du district, et pris, hors de son sein, parmi les pères de famille. (1)

Le 25 nivôse (14 janvier 1795), la Commission exécutive de l'instruction publique adressa aux administrateurs de district une circulaire explicative du décret du 27 brumaire, à citer presque tout au long.

« L'intention des législateurs, disait cette circulaire, est sans doute de mettre tous les citoyens à portée de jouir du bienfait des écoles primaires ; mais pour s'y conformer exactement, il y a deux écueils à éviter, l'un de rendre ces établissements trop rares, et l'autre de les multiplier trop. Les dangers du premier se font assez sentir, puisqu'il en résulterait que beaucoup d'habitants de la campagne ne pourraient pas envoyer leurs enfants à des écoles trop éloignées du lieu de leur demeure ; quant à ceux du second, ils ne seront pas moins évidents lorsqu'on y fait un peu d'attention.

« Les écoles primaires, trop nombreuses, donneraient lieu à une dépense énorme, qui absorberait à elle seule une partie des revenus publics, beaucoup plus considérable que ce que leur étendue permet de consacrer aux frais de l'instruction en général.

« La diminution de la dépense n'est pas la seule considération qui doit vous déterminer à suivre la route qui va vous être tracée : l'économie des personnes s'y joint

(1) Pour les autres articles du projet de loi, présenté par Lakanal au nom du Comité de l'Instruction publique, et la discussion de ce projet à la Convention nationale, voir les *Appendices* n° 4.

« encore. La disette d'hommes en état de remplir les fonctions d'instituteurs, a beaucoup contribué à l'inexécution du décret sur les écoles primaires ; et plus ces établissements seront multipliés au delà du besoin, plus cette disette se fera sentir. Enfin il faut que le nombre des enfants dans chaque école soit suffisant pour entretenir l'émulation des élèves et des maîtres.

« En se pénétrant de ces idées, vous trouverez dans le texte même de la loi, des moyens d'éviter les inconvénients que nous venons d'exposer.

« D'après l'article II, la nécessité d'établir deux écoles primaires ne commence qu'avec une population de 2000 habitants, lorsque cette population n'est pas dispersée.

« En appliquant ce principe aux villes de votre ressort, vous n'y établirez aucune école primaire qui ne comprenne au moins 1500 à 1800 individus dans son arrondissement, car il est évident que cette proportion pourra suffire.

« L'article IV de la loi permet à la vérité d'établir deux écoles pour une population de 2000 habitants complets, trois pour 3000, et ainsi de suite ; mais elle n'y oblige pas : et toutes les fois qu'il sera possible d'en user avec plus d'économie, sans nuire à l'instruction, il est indispensable de le faire.

« Les faubourgs attenants aux villes, et les villages qui en sont très voisins, doivent être compris dans la population de ces dernières, et les écoles doivent être formées en conséquence.

« Pour les campagnes, l'article II de la loi citée, autorise à établir une école primaire à raison de 1000 habitants, et c'est afin d'éviter les inconvénients qu'une trop grande dispersion entraînerait avec elle. Cependant les administrateurs peuvent et doivent concourir à l'économie générale et à la régularité de l'ensemble, d'une manière efficace, en choisissant pour centre de l'arrondissement

« de chaque école primaire, *non pas la plus grande commune, mais celle qui se trouve placée de manière à réunir autour d'elle un nombre d'habitants plus approchant de* 2000. Il est donc bien important de ne pas tirer au sort celle des communes d'un canton qui doit posséder l'école primaire.

« Cette mesure que quelques municipalités paraissent vouloir adopter, serait entièrement contraire à l'économie et à la bonne distribution des écoles.

« Le ressort d'une école primaire peut s'étendre sans inconvénient jusqu'à une lieue de 2000 à 2200 toises à la ronde.

« En faisant sur la carte, d'après ces principes, la division de votre district pour l'établissement des écoles primaires, vous obtiendrez un résultat satisfaisant et qui remplira le but d'économie proposée.

« Enfin quand la population sera trop dispersée pour qu'on puisse former un ensemble de 1000 habitants dans l'étendue d'une lieue à la ronde, ce qui fait environ trois lieues carrées de surface, la loi a prescrit la forme que doivent tenir les administrations de district pour demander l'établissement d'une seconde école primaire.

« Lisez l'article II du décret, vous y verrez qu'il faut que cette demande soit motivée, et qu'elle ne puisse être accordée que par un décret de l'assemblée nationale....»

Le 18 germinal an III (7 avril 1795), la Convention, pour assurer la prompt exécution des lois relatives à l'instruction publique et particulièrement des lois des 27 brumaire et 7 ventôse sur les écoles primaires et les écoles centrales militaires, décréta l'envoi dans les départements de cinq représentants du peuple, investis, pour l'objet de leur mission, des mêmes pouvoirs que les autres représentants du peuple dans les départements.

Le département du Jura faisait partie du troisième arrondissement, qui était affecté au représentant Dupuis.

II.

Le premier arrêté de Dupuis, daté du 16 floréal (29 avril 1795), enjoignait aux administrateurs des district du département et aux jurys d'instruction pour les écoles primaires, de rendre compte au directoire du département, dans le délai d'une décade, chacun en ce qui les concernait, de l'exécution des lois relatives aux écoles primaires, des obstacles qui en auraient pu retarder l'établissement, et des moyens qu'ils croyaient les plus propres à les faire cesser.

Nous allons examiner à quel point en était alors, dans chaque district, l'exécution du décret du 27 brumaire.

Nous n'avons pas les réponses fournies au directoire du département en vertu de l'arrêté de Dupuis par les administrateurs des districts et les jurys d'instruction, mais outre les registres des délibérations des directoires de district, nous avons pour nous renseigner la minute d'un mémoire qui paraît avoir été rédigé par le commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du département après le vote de la loi sur l'organisation de l'instruction publique, du 3 brumaire an IV (24 octobre 1795). Ce mémoire est intitulé « *Dépouillement de toutes les pièces relatives à l'instruction publique, et état de ce qui a déjà été fait sur cet objet dans le département du Jura* ».

District de Lons-le-Saunier. — Le directoire de district nomme les membres du jury d'instruction le 26 nivôse (15 janvier 1795). En même temps il fixe à 53 le nombre des écoles primaires de l'arrondissement, « en observant qu'un établissement comporte l'instituteur et l'institutrice » suivant le décret du 27 brumaire. Le 28 nivôse, le directoire prend un arrêté portant qu'il sera fait, pour être publiée dans les communes du ressort, une adresse annonçant qu'un examen aura lieu « incessamment de tous les

« citoyens qui se disposeraient à suivre la carrière utile de
« l'instruction publique ». Cette adresse sera imprimée
en placards au nombre de 300 exemplaires et sera envoyée
dans les différentes communes importantes du département;
Elle indiquera les jours et lieux où cet examen devra se
faire. Enfin, conformément à la délibération du 26 nivôse,
les membres du jury présenteront à l'administration le
nombre de 53 instituteurs et institutrices. Mais l'expérience
convainquit bientôt les administrateurs que l'exécution de
leur arrêté du 26 nivôse était impraticable, d'abord parce
que les écoles désignées paraissaient mal placées puisque
cette désignation avait excité « force réclamations qui ont
paru fondées », et ensuite parce qu'il était en opposition
avec les dispositions de la circulaire du 25 nivôse an III,
circulaire qui n'était parvenue à l'administration que long-
temps après qu'elle avait pris son arrêté du 26 nivôse.
Aussi le 23 floréal (12 mai 1795), le district distribua les
écoles sur un nouveau plan dressé par le jury d'instruc-
tion, qui, s'il n'était pas textuellement conforme à la lettre
de la loi, en saisissait du moins parfaitement l'esprit. Ce
plan devait tenir lieu des renseignements demandés par le
représentant Dupuis qui était sollicité d'en prescrire l'exé-
cution.

« La loi du 27 brumaire, disait le jury d'instruction
« publique dans son mémoire aux administrateurs du dis-
« trict de Lons-le-Saunier, la loi du 27 brumaire an III,
« art. 2, détermine l'établissement d'une école primaire
« pour mille habitans suivant l'instruction de la commis-
« sion exécutive ; cette mesure ne convient qu'aux lieux
« où la population est trop dispersée, pour réunir un plus
« grand nombre ; elle pense qu'une école primaire peut
« suffire à un espace d'une lieue carrée de 2000 ou 2200
« toises.

« Sans doute, cet arrangement convient à la plus grande
« partie des communes de la République, puisque la loi

« n'admet qu'une école primaire pour une population de
« 1000 habitans, et que l'instruction prescrit de porter ce
« nombre bien au delà, *pour concourir à l'économie générale*
« *et à la régularité de l'ensemble*, mais il est évident
« qu'on ne peut admettre ce plan dans toute l'étendue du
« district que vous administrez. Vous savez, citoyens ad-
« ministrateurs, qu'il est composé de trois parties aussi
« distinctes entr'elles par leur topographie, que diffé-
« rentes par la nature de leurs productions : savoir, *la*
« *Montagne, le Vignoble*, et la partie basse vulgairement et
« improprement appelée *Bresse*.

« Le plan du Comité d'instruction publique peut conve-
« nir à la partie de *vignoble* où la population est plus pres-
« sée et les distances plus rapprochées, mais il expose bien
« des difficultés dans les deux autres parties. Effective-
« ment, les villages dans la partie de montagne sont moins
« considérables, plus éloignés les uns des autres, n'ont le
« plus souvent entr'eux qu'une communication difficile,
« dangereuse et souvent impossible, pendant trois ou qua-
« tre mois de l'année, pour des enfans de six, sept ou huit
« ans ; quelques uns de ces villages sont placés sur la cime
« des montagnes, d'autres dans le fond des vallées ; les
« chemins qui conduisent des uns aux autres sont encom-
« brés de neige à la profondeur de plusieurs pieds, ou
« couverts de glaces qui interdisent tout accès pendant les
« longs hivers de ces pays. La presque totalité des ruis-
« seaux, dans les temps ordinaires, ne méritent aucune
« attention, et par cette raison manquent de pont le plus
« souvent ; mais un orage imprévu, de grandes pluies ou
« la fonte subite des neiges, les convertissent bientôt en
« torrents redoutables, que des hommes faits ne passent
« qu'en tremblant sur des planches mal assurées, ou sur
« de grosses pierres placées à de trop grandes distances
« entr'elles pour des enfans.

« Dans la partie basse, la neige n'est point à la vérité

« un grand obstacle aux communications entre les diffé-
« rents hameaux, mais au lieu de neige, une grande partie
« est, en hiver, couverte par les eaux, et les lieux les plus
« élevés ont entr'eux des chemins impraticables par le fond
« argileux du sol. Les habitations sont éparses, isolées ; un
« simple hameau couvre une surface considérable, et pour
« obtenir seulement le *minimum* prescrit par la loi, il
« faudrait faire des réunions qui présentent tant de diffi-
« cultés dans l'exécution, qu'en s'assujettissant à une exac-
« titude trop scrupuleuse, on l'exposerait à manquer le
« but de l'institution.

« Pénétré de tous ces inconvénients, le jury d'instruction
« a fait tout ce qui lui a été possible pour les écarter ou
« les atténuer. Dans le placement des écoles, il n'a pas cru
« devoir se concentrer dans les limites d'un canton, pas
« même d'une municipalité. Vatagna fait partie de la mu-
« nicipalité de Montaigu, on l'a détaché de cette commune
« pour le réunir à l'école de Conliège. Il aurait même
« désiré qu'il eut été possible d'anticiper sur celles des
« districts voisins, il en serait résulté plus de commodités
« pour les administrés, et moins de frais pour la Répu-
« blique, mais quoique la loi n'ait rien prononcé à cet
« égard, l'instruction de la commission exécutive.
« semble prescrire aux administrateurs de se renfermer
« dans les bornes de leurs districts respectifs.

« Dans les villes et les bourgs, le jury d'instruction n'a
« établi qu'une école primaire pour une population de 1875
« habitants, tandis que pour les villages de *Montagne* et de
« *Bresse*, malgré ses efforts, il a été souvent obligé d'en
« donner une à des populations bien au-dessous de 1000
« habitants ; mais pour accorder ce que la Nation doit à
« l'instruction publique avec les grands frais qu'elle exige,
« il a pensé que partout où il y aurait extrême difficulté et
« même impossibilité d'opérer la réunion de plusieurs
« communes pour effectuer la masse de population dési-

« gnée, il pourrait être fait des divisions d'école, dont les
« instituteurs n'auraient que la moitié du traitement dé-
« créé ; par ce moyen les frais d'instruction publique ne
« seraient augmentés que de ceux de logement. Mais où
« trouvera-t on des instituteurs pour un traitement aussi
« modique ? Cette difficulté ne doit pas effrayer dans un
« pays où ci-devant les curés étaient à portion congrue,
« et ne valait pas six cents livres ; nous ne manquerons pas
« plus d'instituteurs que nous ne manquions de curés.
« D'ailleurs, qu'est ce qui empêcherait qu'on ne fit de ce
« motif d'économie un moyen d'émulation ? Si dans la suite,
« à mérite égal, on ne nommait aux écoles entières que les
« instituteurs qui se seraient préparés, instruits eux-mê-
« mes au grand art d'enseigner dans les petites écoles,
« celles-ci deviendraient pour eux des espèces de sémi-
« naires où ils feraient leur apprentissage, par le loisir que
« leurs donnerait le petit nombre d'écouliers qu'ils auraient
« à diriger, pour étudier les sciences et cultiver les arts.

« Tel est le plan que vous présente le jury d'instruction ;
« il a établi une école primaire toutes les fois qu'il a été
« possible de réunir mille habitants et plus. Conformément
« à l'instruction de la commission exécutive, pour le pla-
« cement de l'école, il a moins consulté l'intérêt de telle
« ou telle commune, que celui du plus grand nombre
« d'entre celles qui doivent concourir à la formation de
« l'école, de sorte que celle-ci a été quelquefois placée dans
« la commune la moins populeuse, mais plus commodé-
« ment située pour l'ensemble. L'existence ou le défaut des
« presbytères destinés aux logements des instituteurs a
« d'autres fois déterminé son choix, ne perdant jamais de
« vue l'intérêt du plus grand nombre, toutes les fois que
« les circonstances locales se sont opposées aux réunions
« désirées. Le jury a fait des divisions d'école comme il
« suit : de 600 habitants et au-dessous, une demi-école ;
« au dessus de 600 habitants à 1800, une école, comme

« vous le verrez dans le tableau suivant : il y aura à Lons-
« le Saunier cinq écoles primaires pour une population de
« 9376 habitants ; ce sera à raison de 1875 habitants pour
« une école ; on ne peut diminuer le nombre des écoles
« sans aller au-delà de la proportion déterminée par la
« Commission exécutive. » En note, le mémoire disait :
« Dans les lieux où la population est pressée, l'instruction
« de la commission exécutive n'admet une seconde école
« primaire que pour une population excédant 2000 ha-
« bitants. (1)

.
« Pour cet arrangement qui paraît plus commode pour
« les habitants de votre district, il ne s'y trouverait que
« trente-huit écoles complètes et onze demi-écoles, ce
« qui donnerait encore une économie de plus de neuf
« écoles, telles qu'elles avaient été arrêtées dans le pre-
« mier tableau, avant la lettre de la commission exécutive.
« Le jury d'instruction prévient l'administration que pour
« former le tableau qu'il présente, il a forcé toute la pos-
« sibilité des réunions, que vouloir en opérer de plus
« grandes, ou ne point admettre de divisions d'écoles, ce
« serait s'exposer à priver d'instruction les deux tiers des
« habitants de votre district, les ramener au vandalisme,
« les abandonner aux fureurs du fanatisme, aux erreurs
« de la superstition, au brigandage de la féodalité, en un
« mot à tous les fléaux qui découlent de l'ignorance, et
« préparer le retour au despotisme.

« Vous savez, citoyens administrateurs, que les enfants
« de la campagne ne fréquentent les écoles que pendant
« l'hiver, et leur rendre pendant cette saison rigoureuse
« les écoles impossibles, c'est leur préparer tous les maux
« dont on vient de faire l'énumération, occasionner à la

(1) Voir aux *Appendices* n° 5 la suite du mémoire qui contient la distribu-
tion des écoles suivant les principes ci-dessus énoncés.

« république de grandes dépenses inutiles, ou forcer les
« habitants de ces malheureuses contrées à se procurer
« eux-mêmes et à leurs frais particuliers, des instituteurs
« qui ne rempliraient que très imparfaitement les vues
« bienfaisantes du gouvernement.

« Citoyens administrateurs, le jury ne se dissimule pas
« que vous ne pouvez de votre autorité accueillir le plan
« qu'il vous propose, puisque l'article 3 de la loi du
« 27 brumaire dit textuellement que dans les lieux où la
« population est trop dispersée, il pourra être établi une
« seconde école primaire, sur la demande motivée de l'ad-
« ministration de district, et d'après un décret de la Con-
« vention nationale. — C'est pour vous mettre à même de
« faire à la Convention nationale cette demande motivée,
« que le jury d'instruction vous présente aujourd'hui ses
« observations ; appuyées par les vôtres, elles seront sans
« doute favorablement accueillies. Comme elles ne sont
« point exclusivement particulières au district que vous
« administrez, qu'elles sont communes à tous les districts,
« à tous les départements situés dans les montagnes, il
« serait possible que de pareilles réclamations fussent déjà
« parvenues au comité d'instruction publique, qui pour-
« roit proposer à la Convention nationale quelques arti-
« cles additionnels à la loi du 27 brumaire..... (1) »

District d'Arbois. — Un arrêté du directoire du district d'Arbois en date du 13 nivôse an III (2 janvier 1795). nomme les membres du jury d'instruction. Un mois plus tard, le 14 pluviôse (2 février), un autre arrêté enjoint aux citoyens composant le jury d'instruction de se réunir le 29 du courant (17 février) au chef-lieu du district pour se concerter avec l'administration sur les moyens les plus propres à parvenir à la formation des écoles primaires. Le jury d'instruction devra remettre au directoire de district

(1) Le mémoire est signé Gacon, Guyétand, Chevillard.

dans la dernière décade de ventôse la liste des instituteurs et des institutrices qu'il a choisis.

Nous n'avons pas le travail du directoire et du jury d'instruction, mais voici l'appréciation qu'en donne le mémoire du commissaire près l'administration centrale dont nous avons parlé : « La première chose qui se présente dans les observations du district d'Arbois est une contradiction manifeste : d'une part cette administration dit que sur une population de 1000 individus il n'y en a communément que 85 qui soient dans le cas de fréquenter les écoles primaires, et qu'un instituteur chargé d'instruire individuellement moitié de ce nombre, qui est de 42, sera suffisamment chargé ; — et de l'autre, en proposant des arrondissements de première classe, qui selon elle devraient être de 1.500 individus dans les grandes communes, elle trouve que ce nombre de 1500 présenterait celui d'environ 1200 élèves qu'il faudrait instruire individuellement, et qu'un instituteur ou une institutrice serait suffisamment chargé de moitié de ce nombre, qui est de 600. Si un instituteur peut suffire à 600 élèves, comment peut-on dire qu'il serait suffisamment chargé de 42 ? Si sur une population de 1000, il n'y a que 85 individus qui soient dans le cas de profiter des écoles primaires, comment sur une population de 1500, peut-il s'en trouver 1200 ? Le surplus de ces observations consiste à proposer des arrondissements de 1^{re}, 2^e et de 3^e classe, et de graduer sur le plus ou moins d'étendue de ces démarcations le traitement des instituteurs et institutrices. . . . ». Conformément à ce plan le district établissait 18 instituteurs de première classe, 9 de seconde, et 24 de la troisième (1).

(1) Voir aux *Appendices* n° 6 la répartition des écoles faite par le district d'Arbois ; le mémoire manuscrit ajoute : « Tel est le plan du district d'Arbois, et rien n'annonce qu'il ait été mis à exécution dans son entier, ni que les écoles primaires y aient été en activité, sinon dans les com-

District de Dole. — Le directoire du district de Dole n'avait encore, avant l'arrêté du représentant Dupuis, pris aucune mesure pour l'exécution de la loi du 27 brumaire an IV. Dans la délibération prise par lui en vertu dudit arrêté, il déclare : « qu'il ne s'est point occupé des éta-
« blissements desdites écoles primaires, ni même de la
« formation du jury, 1^o parce qu'il lui a paru qu'il fallait
« attendre les livres élémentaires qui doivent être com-
« posés par ordre de la Convention, et que les instituteurs
« et les institutrices sont tenus d'enseigner suivant l'art. 7
« du chapitre 3 de la loi du 27 brumaire an 3.

« 2^o Parce qu'en ne donnant aux communes de campagnes
« qu'une école primaire pour la population de mille habi-
« tants, la plus grande partie des dites communes se trou-
« veraient éloignées des instituteurs, que les enfants se-
« raient par conséquent empêchés d'assister à ces écoles,
« surtout pendant l'hiver, saison durant laquelle les gens
« de la campagne y envoient leurs enfants, les employant
« ordinairement aux travaux de l'agriculture, à garder le
« bétail au parcours pendant l'été.

« 3^o Parce que les salaires fixés par la loi étant trop faibles,
« pris égard à la cherté des denrées de première néces-
« sité, il serait dangereux que personne ne se présentât
« pour remplir ces places; que cependant le mouvement
« qui aurait été donné à cet établissement aurait pu dé-
« terminer ou engager les instituteurs actuellement en
« exercice à cesser leurs fonctions, surtout dans les cam-
« pagnes, qui dans ce cas, se trouveraient privées de
« l'instruction publique. Mais le représentant Dupuis
« n'ayant pas été touché de ces inconvénients, ne les ayant
« regardés comme des obstacles, ayant au contraire re-
« commandé aux administrateurs du directoire, dans son

« munes d'Arbois, la Ferté, Molamboz, Montigny, Pupillin, Bellevue,
« Vadans, Champagne, Salins, Saizenay, Valempoulières, Cramans,
« Chamblay, Villeneuve. Les écoles des filles y ont été encore plus négligées .. Voir en outre le n^o 10 des *Appendices*.

« passage à Dole, de s'occuper des moyens de former l'établissement desdites écoles, il a été arrêté qu'il sera proposé à la séance du vingt-six floréal courant à la nomination des trois membres qui doivent composer le jury d'instruction, et que de suite le directoire déterminera et fixera le nombre des écoles primaires à établir dans le ressort, ainsi que le logement des instituteurs, en conformité de la loi. »

District d'Orgelet. — Comme le directoire de Dole, celui d'Orgelet était resté inactif, et n'avait même pas nommé de jury d'instruction.

District de Poligny. — Le district de Poligny avait nommé le jury d'instruction le 21 frimaire an III (11 décembre 1794). Le 27 nivôse (16 janvier 1795), il avait établi « le tableau des communes désignées pour l'établissement des écoles primaires et de celles y réunies d'après l'arrêté du district pour former l'arrondissement de chaque école ».

Il y avait 36 groupes de communes. Le 3 ventôse (21 février 1795), le district, pour se conformer à la lettre de la commission exécutive de l'Instruction publique du 25 nivôse, annulait son travail du 27 nivôse et adoptait un nouveau tableau qui ne comportait plus que 27 groupes de communes (1).

District de Saint-Claude. — Le district de Saint-Claude avait pris le 9 pluviôse an III (28 janvier 1795) l'arrêté suivant : « Le directoire du district. . . . considérant qu'avant de déterminer d'une manière précise l'arrondissement de chaque école et le lieu de son emplacement, il est indispensable qu'il ait une connaissance exacte des localités, connaissance que la carte du pays ne lui donne qu'imparfaitement ; que le seul moyen d'obtenir des renseignements certains, c'est d'appeler près de lui un

(1) Voir aux *Appendices* n° 7, la distribution des écoles primaires dans le district de Poligny, conformément aux arrêtés des 27 nivôse et 3 ventôse.

« membre de chaque municipalité ; arrête, après avoir
« ouï le citoyen Mayenne pour l'agent national, que chaque
« municipalité sera invitée par une circulaire à envoyer un
« de ses membres auprès de l'administration le jour qui
« sera désigné, pour lui donner les renseignements con-
« venables sur les emplacements des écoles primaires et
« leurs arrondissements..... ».

Par une lettre du 29 floréal an III (18 mai), les administrateurs du district de Saint-Claude prévenaient ceux du département que le jury d'instruction n'avait pas encore nommé les instituteurs dans les arrondissements ayant une population moindre que 1000 habitants et qu'ils attendaient le travail du représentant Dupuis sur ce sujet. Ils leur envoyaient un tableau contenant les noms des instituteurs et institutrices déjà nommés avec des notes sur la moralité et les talents de chacun d'eux ; on y trouvait aussi le nom des communes où il avait été établi des écoles primaires qui avaient été mises en activité (2).

III.

Après avoir examiné le travail des districts et des jurys d'instruction, et en avoir conféré avec le directoire du Département, le représentant Dupuis rendit le 9 prairial (28 mai 1795) l'arrêté suivant : « Le représentant du peuple Dupuis, envoyé dans le troisième arrondissement de la République pour y assurer la prompte exécution des lois relatives à l'instruction publique, considérant que les localités du département du Jura mettent des obstacles invincibles à la propagation de l'instruction, si l'on s'en tient rigoureusement aux termes de la loi du 27 brumaire, sur

(2) Mémoire manuscrit. Voir aux *Appendices* n° 8.

« la circonscription des arrondissements des écoles pri-
« maires, autorise les districts à décomposer les écoles
« des divers arrondissements qui résulteraient de la popu-
« lation exigée par la loi, en demi-écoles ou en écoles dont
« le traitement ne sera que la moitié de celui qu'accorde
« la loi, en y ajoutant toutefois le logement, et à donner
« une demi-école à une population de quatre cents à six
« cents habitants, quand le besoin l'exigera, et même à
« une population un peu inférieure à quatre cents, quand
« les distances seront si grandes et les communications si
« difficiles qu'inutilement on tenterait de lier cette popu-
« lation à une autre pour obtenir une somme d'habitants
« égale à celle qu'exige la loi, charge les districts de sou-
« mettre leur travail et celui des jurys à l'examen de l'ad-
« ministration du département qui le confirmera, si elle
« l'approuve et qui en ordonnera l'exécution ».

L'arrêté autorisait en outre les districts du troisième arrondissement « à lier les communes d'un district à celles
« d'un autre, même du département voisin, de concert
« avec ce département, afin de former par cette réunion
« une école commune, quand la convenance et les raisons
« d'économie l'exigeront ».

Le procureur-général-syndic du département, en adressant aux administrations de district l'arrêté de Dupuis, « leur disait : « ... Ainsi tous les obstacles rencontrés
« dans l'exécution stricte de la loi disparaîtront ; le bien-
« fait de l'instruction sera plus généralement répandu et
« réparti selon les convenances locales ; la dépense n'excè-
« dera guère celle qu'avait déterminée la loi ; les institu-
« teurs de demi-école n'auront à la vérité dans le demi-
« traitement qu'une faible ressource, mais ils seront logés
« et moins occupés puisqu'ils auront moins d'élèves, ce
« qui leur laissera la disposition d'une partie du temps
« pour se livrer à d'autres travaux utiles, l'été surtout où
« les écoles seront peu fréquentées ; en tout temps ils n'au-

« ront tous qu'une classe par jour (1) et disposeront du
« reste de la journée, au moyen de quoi si le traitement est à
« présent modique par la baisse des assignats, il deviendra
« dans un temps un objet essentiel pour eux. »

C'était le plan proposé par le district de Lons-le-Saunier que le représentant Dupuis avait adopté dans son arrêté ; cependant « malgré les bonnes vues énoncées dans ce plan, « dit le mémoire, les écoles primaires n'ont pas encore été « en activité dans le district de Lons-le-Saunier. »

Dans le district de Poligny, malgré leurs efforts, disent les administrateurs, pour mettre à exécution l'arrêté du 9 prairial, ils ont été obligés de s'arrêter : les raisons qu'ils « en donnent, c'est qu'ils n'ont pas pu venir à bout de « compléter le nombre d'instituteurs et d'institutrices nécessaires, que les instituteurs qui sont en activité se plaignent de la modicité de leur traitement et qu'ils n'ont « pas la confiance du grand nombre : ils trouvent dans « les préjugés religieux la cause de ce défaut de confiance. »

Dans une autre lettre, les mêmes administrateurs disent que les municipalités chefs-lieux d'écoles ont refusé d'installer les instituteurs.

Le district de Dole s'était inspiré de l'esprit de l'arrêté du 9 prairial, sans se conformer à la lettre ; il avait attribué des demi-écoles à une population de 400 à 600 individus, des deux tiers d'écoles à une population de 600 à 750 habitants et des trois quarts d'école à une population de 750 à 900. Sur les observations qui leur furent faites que l'arrêté du représentant Dupuis n'autorisait pas d'au-

(1) Un règlement pour la police interne des écoles primaires, arrêté le 24 germinal an III par le Comité d'instruction publique, portait (art. 2), que les écoles situées dans les communes ayant une population inférieure à mille habitants, ne seraient ouvertes qu'une fois par jour, et que celles qui se trouveraient dans des communes ayant une population supérieure, ouvriraient deux fois. Cet article était motivé sur les inconvénients qu'il y aurait à faire revenir deux fois dans un jour des enfants dont le domicile pourrait être assez éloigné de la commune où l'école était établie.

tres divisions que la division en demi-écoles, les administrateurs de Dole supprimèrent les deux tiers et les trois quarts d'écoles, et envoyèrent le 25 messidor (13 juillet) au directoire du département un nouveau tableau conforme audit arrêté (1).

IV.

Depuis le décret du 27 brumaire, le salaire des instituteurs était uniforme sur toute la surface de la République : il était fixé à 1200 livres pour les instituteurs et à 1000 livres pour les institutrices.

Nous avons les états de paiement des instituteurs pour une partie du district d'Arbois ; ils sont dressés conformément au décret du 29 frimaire an II, combiné avec le décret du 27 brumaire an III (2). Le décret du 29 frimaire attribuait aux instituteurs pour chaque enfant ou élève, 20 livres par an, et 15 livres aux institutrices. Ils étaient payés par trimestre, et à cet effet, ils étaient tenus de produire à la municipalité ou à la section un relevé de leurs registres, fait mois par mois, portant les noms et prénoms des enfants qui auraient assisté à leurs leçons pendant chaque mois. Ce relevé était confronté avec le registre de la municipalité ou section. La confrontation faite, il leur était

(1) Voir *Appendices n° 9* les placements d'écoles dans le district de Dole.

(2) Dupuis prit le 9 prairial an III un arrêté portant que les instituteurs seraient payés conformément au 29 frimaire an II, jusqu'au jour de la nomination des nouveaux, s'ils justifiaient avoir continué leurs fonctions. Les états de paiement du district d'Arbois montrent que le directoire de ce district n'avait pas attendu l'arrêté de Dupuis pour prendre une mesure analogue. Les mandements délivrés aux instituteurs par le directoire commencent au 2 nivôse an III. (Voir aux *Appendices n° 10* le « registre des mandements délivrés aux instituteurs du ressort ensuite d'arrêtés du district. » Ces arrêtés vont du 2 nivôse an III au 11 brumaire an IV, et se rapportent à tout l'an III.

délivré un mandat. Ce mandat contenait le nombre des enfants qui pendant chaque mois avaient suivi l'école de l'instituteur ou de l'institutrice, et la somme qui leur était due. Il était signé du maire et de deux officiers municipaux, ou de deux membres du conseil de la commune ou par le président de la section et deux membres du conseil de ladite section, et par le secrétaire. Les mandats étaient visés par les directoires, et payés à vue par les receveurs de district

C'est de cette manière que les instituteurs du district d'Arbois ont été payés, mais en même temps on leur a appliqué injustement l'article du décret du 27 brumaire an III qui fixait à 1200 livres le traitement des instituteurs et à 1000 celui des institutrices. Ce fut le traitement maximum qui ne put être dépassé ; en fait et avec la manière dont on procédait, il pouvait ne pas être atteint. En voici un exemple : Un instituteur de Salins, Jean-François Bousson, doit selon le décret du 29 frimaire an II, toucher, pour le premier trimestre de l'an III, la somme de 500 livres ; savoir : pour vendémiaire, à raison de 94 écoliers, 153 liv. 15 s ; pour brumaire, où il a eu 108 écoliers, 176 l. 5 s. ; et pour frimaire, où il a eu 104 écoliers, 170 liv., mais Bousson ne touchera que 300 livres, le quart de 1200 livres, traitement annuel qui lui est accordé par le décret du 27 brumaire an III. — Pour le second trimestre de nivôse, pluviôse et ventôse, il devait, toujours conformément à la loi du 29 frimaire, toucher 435 l. ; d'après celle du 27 brumaire, il ne touchera également que 300 livres. La différence est moins sensible pour le troisième trimestre, (germinal, floréal, prairial), où l'école étant moins fréquentée il ne devait recevoir que 315 livres, et pour le dernier trimestre (messidor, thermidor, fructidor), où il ne devait avoir que 303 liv.

Voici un autre instituteur, de Salins encore, Pierre Brun ; le premier trimestre, il touche 180 l. 8s. 4d. ;

le second, 246 l. 5 s. ; le quatrième, 290 l. ; pour le troisième trimestre seulement il doit recevoir 307 l. 10 s. ; en vertu du décret du 27 brumaire, ou plutôt en vertu de l'interprétation qui en est faite par le district, cette somme de 307 l. 10 s. est réduite à 300 livres, mais on se garde de porter à 300 livres pour les autres trimestres son traitement qui est alors inférieur à cette somme.

Dans le cas suivant, la réduction, au lieu de s'opérer sur un trimestre, s'opère sur un mois, en sorte qu'il n'y a plus aucune compensation : ainsi d'après le mémoire présenté par le conseil général de Vadans le 28 ventôse an III, il est dû au citoyen Claude-Etienne Giboudeau, instituteur, la somme de 512 livres 13 sous pour ses services depuis le mois de Fructidor an II, savoir :

pour fructidor où il a enseigné 9 écoliers, à raison de 1 liv. 13 sous 4 deniers par mois et par chaque écolier.....	15 ^l		
pour vendémiaire (an III), où il a eu 9 écoliers.....	15 ^l		
pour brumaire, 60 écoliers....	100 ^l		
pour frimaire, 63 écoliers.....	108 ^l	6 ^s	8 ^d
pour nivôse, 60 écoliers.....	100 ^l		
pour pluviôse, 57 élèves....	95 ^l		
pour ventôse, 47 élèves.....	78 ^l	6 ^s	8 ^d
Total.....	512 ^l	13 ^s	4 ^d

Le directoire du district d'Arbois retranche sur le mois de frimaire 8 l. 6 s. 8 d., attendu, dit-il, que le traitement « ne doit être porté, suivant la loi du 27 brumaire, qu'à raison de cent livres par mois. »

Le citoyen Anatoile Moussard, instituteur à la Ferté, devrait toucher, conformément au décret du 29 frimaire an II, et en raison du nombre de ses élèves, 235 livres, 5 sols, 7 deniers, pour un service de 55 jours, mais d'après le décret du 27 brumaire, le traitement auquel il a droit ne montant qu'à 183 l. 13 s. 4 d., on lui retranche 51 l. 12 s. 3 d.

CHAPITRE III.

Le décret du 3 brumaire an IV (1).

(25 octobre 1795).

Par le décret du 3 brumaire an IV, la République ne paie plus les instituteurs qui recevront de chacun de leurs élèves une rétribution annuelle fixée par l'administration de département, avec faculté pour les administrations municipales d'exempter de cette rétribution un quart des élèves de chaque école primaire, pour cause d'indigence. Elle fournit seulement à chaque instituteur primaire un local « tant « pour lui servir de logement que pour recevoir les élèves « pendant la durée des leçons » (2). Les instituteurs peuvent cumuler traitements et pensions.

Chaque canton reçoit une ou plusieurs écoles primaires, dont les arrondissements sont déterminés par les administrateurs de département (3). Ceux-ci établissent plusieurs jurys d'instruction, au nombre de six au plus, et composés chacun de trois membres. Ces jurys examinent les instituteurs qui sont nommés par les administrateurs de département sur la présentation des administrations municipales (4).

(1) Voir *Appendices* n° 11.

(2) Art. 6 ... Il sera également fourni à chaque instituteur le jardin qui se trouverait attenant à ce local. — Lorsque les administrations de département le jugeront convenable, il sera alloué à l'instituteur une somme annuelle, pour lui tenir lieu du logement et du jardin susdits.

(3) Le décret du 3 brumaire an IV fut rendu par la Convention la veille de sa séparation, et ce sont les pouvoirs créés par la constitution du 5 fructidor an III qui seront chargés d'appliquer le décret. Dans les départements les directoires de districts sont supprimés, et il ne subsiste plus que l'administration centrale et des assemblées municipales de canton.

(4) Les instituteurs ne peuvent être destitués que par le concours des mêmes administrations, de l'avis d'un jury d'instruction, et après avoir été entendus.

Les règlements relatifs au régime des écoles primaires sont arrêtés par les administrations de département et soumis à l'approbation du Directoire exécutif. Les écoles primaires sont sous la surveillance immédiate des municipalités, qui doivent y maintenir l'exécution des lois et des arrêtés des administrations supérieures (1).

1.

Ce n'est que le 17 frimaire (7 décembre), que l'administration centrale rendit un arrêté établissant les jurys d'instruction. Elle en créa six, dont cinq destinés aux instituteurs et aux écoles primaires, et le sixième à l'examen des professeurs de l'école centrale (2). Les communes où devaient se réunir les jurys pour y exercer leurs fonctions étaient Dole, Lons-le-Saunier (3), Orgelet, Salins et Saint-Claude. Ils devaient commencer leurs opérations le 30 frimaire (21 décembre).

Le 21 frimaire, le Département écrivait aux membres des jurys de se réunir le plus tôt possible et d'avertir dans la première décade du mois de nivôse les administrations municipales pour que celles-ci pussent avertir à leur tour les instituteurs qui auraient à se présenter devant eux.

Puis il leur adressait certaines recommandations pour les guider dans leur choix : « Ce que cette loi exige des instituteurs, c'est d'enseigner à lire, à écrire, à calculer et les éléments de la morale républicaine. » Mais, leur

(1) Le programme imposé aux écoles primaires par le décret du 3 brumaire an IV est modeste, comparé à celui du 27 brumaire an III. L'article 5 se borne à dire : « dans chaque école primaire, on enseignera à lire, à écrire, à calculer, et les éléments de la morale républicaine ».

(2) Le même décret du 3 brumaire an IV établissait une école centrale dans chaque département.

(3) Le jury d'instruction établi à Lons-le-Saunier avait dans son ressort l'ancien district de Poligny.

disait-il, « circonscrire vos fonctions à examiner l'aptitude
« d'un instituteur, sous le seul rapport de cet enseignement,
« serait en avoir une opinion rétrécie et peu juste, et s'il en
« était ainsi, vous trouveriez assez d'hommes capables tan-
« dis que d'autres points de vues mais essentiels vous limi-
« teront à des exceptions bien rares.

« L'homme n'est que le développement de l'enfant ; c'est
« dans l'âge tendre que les vices s'écartent avec plus de
« facilité, que les passions se régularisent plus avantageu-
« sement et se dressent à l'habitude des vertus sociales et
« privées. Une influence si grande et qui s'étend sur les
« générations repose pour beaucoup dans la main des ins-
« tituteurs ; leurs mœurs, leurs habitudes, leur caractère
« moral deviennent donc d'une importance majeure, et
« doivent être scrupuleusement appréciés ; c'est là, ci-
« toyen..... la tâche délicate, difficile, mais intéressante et
« belle qui vous est confiée.... ».

Nous avons les notes données aux instituteurs et aux institutrices par le jury d'instruction nommé pour les anciens districts de Lons-le-Saunier et de Poligny en pluviôse an IV, on les trouvera aux pièces justificatives (1) ; il ne reste aucun document des opérations des autres jurys.

Le 29 germinal (18 avril 1796), le ministre de l'intérieur se plaint à l'administration de sa lenteur à organiser l'instruction publique. « Ces lenteurs décourageantes produisent sous tous les rapports les plus fâcheux effets. « Les instituteurs, incertains de leur sort et presque sans existence, m'accablent de demandes et de plaintes amères « que l'organisation des écoles primaires ferait cesser sur « le champ. Le public est privé des secours bienfaisants de « la loi, et la jeunesse livrée au désœuvrement perd avec « un temps précieux le goût des choses honnêtes et des connaissances utiles. » L'administration avait répondu au

(1) Voir *Appendices* n° 18.

ministre en lui représentant les obstacles que rencontrait l'établissement des écoles primaires, obstacles provenant sans doute (1) de la rareté des instituteurs qui se présentaient, peu encouragés par la modicité de leur rémunération, et elle lui proposait d'autoriser les communes à accorder une pension annuelle par forme d'indemnité aux instituteurs, outre la rétribution des élèves. Le ministre refusa : « cette mesure serait absolument inconstitutionnelle. Rien n'empêche les particuliers de témoigner de la manière qu'ils jugeront la plus convenable leur reconnaissance envers les instituteurs. Mais il doit régner à cet égard la plus parfaite liberté. Cet objet ne peut être la matière d'aucune délibération ni d'aucun arrêté d'une autorité quelconque ».

Nous n'avons plus de documents avant l'an V. Ceux de cette année concernent la situation de l'instruction primaire donnée par les administrations municipales de canton ; mais sur 63 cantons, nous n'avons que les états fournis par 5 cantons :

Lons-le-Saunier. Etat du 16 pluviôse (24 janvier 1797). Il y a quatre instituteurs et quatre institutrices pour Lons-le-Saunier dont l'arrondissement scolaire comprend en outre quatre communes, mais aucune de ces communes n'a envoyé d'élèves aux écoles du chef-lieu.

Canton de Conliège. Etat du 10 nivôse (30 déc. 1796). Il y a quatre groupes d'écoles : 1^o le groupe de *Conliège*, comprenant Conliège, Revigny et Vatagna, a un instituteur ;

2^o le groupe de *Pannessières*, comprenant Pannessières, La Lième, Chille et Lavigny, a deux instituteurs ;

3^o le groupe de *Publy*, comprenant Publy et Binans, a un instituteur ;

4^o le groupe de *Vevey*, composé de Vevey, Crançot, Verges

(1) Nous n'avons pas la lettre de l'administration.

et Briod, n'a pas d'instituteur. — Nulle part il n'y a d'institutrice.

Canton d'Orgelet. Etat fourni le 3 nivôse (23 décembre 1796). Le canton comprend 9 groupes ; 2 groupes seulement ont chacun un instituteur, et point d'institutrice.

Canton de Saint-Julien. Etat fourni le 4 ventôse (22 février 1797). Le canton comprend cinq groupes d'écoles ; jusqu'alors il ne s'est encore présenté ni instituteurs ni institutrices.

Canton de Vernantais. Etat fourni le 3 nivôse. Il y a dans ce canton quatre groupes scolaires : Le groupe de *Vernantais* comprend deux communes ; celui de *Macornay*, trois ; celui de *Saint-Maur*, trois ; celui de *Nogna*, deux. Jusqu'à présent, dit une note de l'administration cantonale, aucune des communes réunies aux chefs-lieux de groupes n'a profité des écoles établies, « tant en raison des éloignements, qu'à cause des mauvais chemins, de l'écoulement des eaux que de l'encombrement des neiges ».

Le 24 ventôse an V (14 mars 1797), l'administration écrivait au ministre : « La majorité des écoles primaires sont « organisées depuis longtemps, le défaut seul d'instituteurs « occasionne la fériation de quelques unes ». Conformément à l'article 6 de la loi du 3 brumaire, elle a alloué à ceux auxquels la République ne fournit point de logement, une indemnité proportionnelle à la cherté des loyers suivant les localités ; ces instituteurs réclament le paiement de cette indemnité, et elle n'a point de fonds à sa disposition pour cet objet. La dépense, pour l'arriéré jusqu'au 1^{er} vendémiaire an V (22 septembre 1796), peut s'élever à 2200 francs, pour le trimestre de vendémiaire à nivôse, à 1600 fr. et à la même somme pour celui de nivôse à germinal. L'administration priait le ministre d'acquitter cette dépense. En ce faisant, « on attachera les instituteurs à

« leurs fonctions, et nous ne doutons pas, disait-elle, que
« cela ne procure des sujets pour les places vacantes » (1).

Le 11 Germinal an V (1^{er} avril 1797), onze mois après la publication du décret du 3 brumaire en IV, l'Administration centrale rendait un arrêté fixant pour chaque canton le nombre des instituteurs. Ce nombre était de 251 (2). Il était nommé dans chaque commune de résidence des instituteurs un nombre égal d'institutrices. — Les instituteurs et les institutrices devaient recevoir sans distinction les élèves qui se présenteraient, quoique d'une commune dépendante d'un autre canton que celui de leur résidence — Il était payé aux instituteurs et institutrices auxquels il ne serait pas fourni par la République de logement et de jardin une somme annuelle qui leur en tiendrait lieu, savoir : à chaque instituteur 200 francs et à chaque institutrice 150 francs dans les communes d'une population supérieure à 4000 habitants. Dans les communes de 1000 à 4000 habitants, l'instituteur avait 100 francs et l'institutrice 80 francs. Enfin, dans les communes au-dessous de 1000 habitants, il était alloué 80 francs à l'instituteur, et 60 francs à l'institutrice. — L'arrêté porte que conformément à l'article 8 de la loi du 3 brumaire, les institutrices recevront de chacun de leurs élèves une rétribution annuelle qui sera de 9 francs, ou 0 fr 75 par mois pour chaque élève apprenant à lire, à écrire et à calculer, et 6 fr. ou 0 fr. 50 par mois pour chaque élève apprenant seulement à lire, sauf à l'administration municipale à exempter de cette rétribution le quart des élèves pour cause d'indigence.

Le manque de documents ne nous permet point de pré-

(1) Réponse du Ministre, en date du 23 germinal an V (12 avril 1797) :

« J'aurais pu différer cet ordonnancement, faute d'état détaillé des des indemnités dues à chaque instituteur, mais pour ne pas exposer ces instituteurs à de nouveaux retards, je me suis déterminé à ordonner deux sommes seulement, savoir : celle de 2200 francs pour l'arriéré de l'an IV, et celle de 1600 pour le premier trimestre de l'an V. Quant au 2^e trimestre, il ne m'est pas possible d'ordonner séparément la somme demandée, la loi du 4 pluviôse prescrivant l'ordonnement en masse de toutes les dépenses d'administration pendant ce trimestre. »

(2) Voir *Appendices* n° 12.

ciser à quel point fut exécuté l'arrêté de l'Administration. Le ministre de l'intérieur, dans une circulaire adressée le 20 fructidor an V aux administrations centrales des départements leur recommandait de lui envoyer « sans
« nul délai, avant le renouvellement de l'année scolasti-
« que, un compte détaillé et un état précis » de tout ce qui concernait les établissements d'instruction publique qui avaient été ouverts « ou qui auraient dû l'être » dans le département.

Je n'ai point trouvé trace de documents relatifs, à ce sujet, émanant soit de l'administration centrale, soit des administrations cantonales. Sans doute l'administration du Jura fut au nombre des administrations centrales dont se plaignit le ministre dans une autre circulaire du 17 prairial an 6 (5 juin 1798) (1).

II.

Pour faire prospérer l'instruction publique (2), le Directoire exécutif prit un arrêté le 27 brumaire an VI (16

(1) « En applaudissant, citoyens, au zèle qu'ont montré plusieurs administrations centrales pour seconder les vues du Gouvernement sur les moyens d'activer l'instruction républicaine, je vois en même temps avec peine le peu d'intérêt que beaucoup d'autres ont paru mettre à l'exécution des mesures qui leur avaient été recommandées, sur un objet aussi important. — D'abord il en est peu qui aient répondu aux questions présentées dans la circulaire du 20 fructidor. Ainsi, au lieu d'avoir un tableau complet de l'état des écoles primaires et centrales, des musées et des bibliothèques, des pensionnats et écoles particulières, je n'ai obtenu jusqu'ici que des résultats partiels, qui n'offrent pas cet ensemble nécessaire que je devais espérer. — Ce compte si intéressant avait été demandé par mon prédécesseur pour le renouvellement de l'année scolaire, et plus de huit mois se sont écoulés, sans que la grande majorité des Administrations centrales se soit mise en devoir de le transmettre. Est-ce insouciance, ou, ce que j'aime mieux croire, est-ce difficulté de présenter sur les divers objets énoncés un tableau satisfaisant ? Du moins convenait-il de m'en instruire, et de me donner sur les établissements d'instruction publique qui existent ou qui manquent dans chaque département respectif, des notions claires et précises... »

(2) « Le Directoire exécutif considérant qu'il est de son devoir de faire prospérer par tous les moyens dont il peut disposer, les diverses institutions républicaines, et spécialement celles qui ont rapport à l'instruction publique, arrête : »

novembre 1797), aux termes duquel les citoyens mariés qui solliciteraient une place, de quelque nature qu'elle fût, militaire ou autre, étaient tenus, s'ils avaient des enfants en âge de fréquenter les écoles nationales, de joindre à leur pétition l'acte de naissance de ces enfants et des certificats desdites écoles. Les administrations centrales devaient adresser tous les trois mois au ministre de l'intérieur l'état nominatif des élèves qui fréquentaient les écoles publiques, primaires ou centrales, avec les noms et domicile de chacun d'eux. Le Directoire, sur le rapport qui lui serait fait par le ministre de l'intérieur, prendrait les mesures nécessaires pour activer l'instruction des écoles qui ne lui paraîtraient pas assez suivies. Les citoyens qui prétendraient avoir été dans l'impossibilité de satisfaire aux dispositions de l'arrêté devraient en justifier la cause par des certificats ou autres actes en bonne forme, visés par les administrations des lieux et par l'administration centrale (1).

Une des raisons de la modicité du traitement des instituteurs, modicité qui les décourageait, était la multiplicité des instituteurs particuliers, qui, en diminuant le nombre des élèves des écoles primaires, diminuait par la même le salaire de l'instituteur du gouvernement. « L'homme instruit et capable de former la jeunesse ne se soucie pas d'une place qui ne lui assure point des moyens d'existence. Les jeunes gens demeurent confiés à des mains malhabiles » (2).

(1) L'article 1^{er} de cet arrêté porte « qu'à compter du premier frimaire prochain, tous les citoyens non mariés et ne faisant point partie de l'armée, qui désireront obtenir de lui, [du Directoire exécutif], des Ministres, des Administrations, des Régies et établissements de toute espèce dépendants du Gouvernement, soit une place quelconque s'ils n'en occupent point encore, soit un avancement dans celle dont ils sont pourvus, seront tenus de joindre à leur pétition leur acte de naissance et un certificat de fréquentation de l'une des écoles centrales de la République : ce certificat devra contenir des renseignements sur l'assiduité du candidat, sur sa conduite civique, sur sa moralité ; sur les progrès qu'il a fait dans ses études »

(2) Compte de la gestion de l'administration centrale du département du Jura depuis le 17 brumaire an VI, jour de son installation, jusqu'au 15 floréal, même année.

Un arrêté du Directoire du 17 pluviôse an VI (5 février 1798), essaya de remédier à cet état de choses en plaçant les écoles particulières sous la surveillance de l'administration, « pour arrêter les progrès des principes funestes qu'une foule d'instituteurs privés » s'efforçaient d'inspirer à leurs élèves (1).

Toutes les écoles particulières, maisons d'éducation et pensionnats étaient mis sous la surveillance spéciale des administrations municipales de canton. En conséquence, chaque administration municipale était tenue de faire, au moins une fois par mois et à des époques imprévues, la visite des dites maisons qui se trouvaient dans son arrondissement, pour constater :

1^o Si les maîtres particuliers avaient soin de mettre entre les mains de leurs élèves, comme base de la première instruction, les Droits de l'homme, la Constitution, et les livres élémentaires adoptés par la Convention ;

2^o Si l'on observait les décadis ; si l'on y célébrait les fêtes républicaines et si l'on s'y honorait du nom de citoyen ;

3^o Si l'on donnait à la santé des enfants tous les soins demandés par la faiblesse de leur âge ; si la nourriture était propre et saine ; si les moyens de discipline intérieure ne présentaient rien qui tendit à avilir et à dégrader les caractères ; si enfin les exercices y étaient combinés de manière à développer le plus heureusement possible les facultés physiques et morales.

Les membres des administrations municipales choisis par elles pour procéder à ces visites dans leurs arrondisse-

(1) Le Directoire exécutif considérant que l'article 356 de l'acte constitutionnel lui impose l'obligation de surveiller les écoles particulières, les maisons d'éducation et pensionnats, comme faisant une partie importante des professions qui intéressent les mœurs publiques ; — considérant que l'article XVIII de la loi du 21 fructidor an III a conservé aux administrations centrales et municipales les attributions que leur avaient accordées les lois des 14 et 22 décembre 1789 (vieux style), et parmi lesquelles se trouve la surveillance de l'enseignement politique et moral...

ments respectifs devaient s'adjoindre un membre au moins du jury d'instruction publique, et ils devaient toujours être accompagnés du commissaire du Directoire exécutif près chaque administration municipale de canton.

Les administrations municipales dressaient procès-verbal de ces visites, et en transmettaient copie aux administrations centrales qui en rendaient compte au Ministre de l'intérieur. Cependant elles pouvaient provisoirement prendre telle mesure qu'elles jugeraient nécessaire pour arrêter ou prévenir les abus, et même ordonner la suspension ou la clôture de ces écoles, maisons d'éducation et pensionnats.

Le Directoire exécutif faisait un devoir spécial à ses commissaires près les administrations municipales de canton et les administrations centrales de département de surveiller et de requérir l'exécution des dispositions ci-dessus et de dénoncer avec courage les infractions, les omissions ou les négligences qu'ils découvriraient.

«..... Ce n'est que par ce zèle en effet, et par une constante surveillance, écrivait le ministre aux administrations des départements le 17 ventôse an 6 (7 mars 1798), que vous pourrez arracher l'instruction républicaine à cette espèce de nullité dans laquelle les ennemis des lois et du gouvernement se sont efforcés de la plonger jusqu'ici, et porter enfin le dernier coup à ces institutions monstrueuses, où le royalisme et la superstition s'agitent encore contre le génie de la liberté et de la philosophie.» Et le ministre développait la raison qui avait décidé le Directoire à rendre son arrêté. « Si l'état des écoles centrales, dans un assez grand nombre de départements, est aussi consolant qu'on pouvait l'espérer des circonstances dans lesquelles ces établissements ont été formés, combien le spectacle que présente le tableau des écoles primaires ne doit-il pas affliger l'ame de tous les vrais républicains ? En butte à la malveillance et à la calom-

« nie, dénuées des premiers secours qui pouvaient les sou-
« tenir et les alimenter, attaquées même ouvertement et
« ridiculisées par ceux qui en devaient être les premiers
« défenseurs, elles semblaient avoir précédé la chute que
« méditaient contre toutes les institutions républicaines et
« contre la République elle-même ces hommes servilement
« ambitieux, dont l'immortelle journée de fructidor a dé-
« joué les complots. Les écoles primaires enfin n'existaient
« pas encore, que déjà elles avaient cessé d'être.

« Ainsi réduits à l'état le plus déplorable, sans considé-
« ration au dehors, sans élèves, pour la plupart, autres que
« ceux que leur indigence mettait dans l'impossibilité de
« payer la contribution fixée, les instituteurs primaires
« voyaient leur zèle entièrement paralysé ; et ce n'eût été
« qu'en se prêtant, par une lâche complaisance, aux plus
« honteux préjugés, et en devenant parjures à leur ser-
« ment, qu'ils auraient pu obtenir quelques succès.

« Et cependant, à côté d'eux, s'élevaient et s'élèvent
« encore avec audace une foule d'écoles privées, de mai-
« sons d'éducation particulières et de pensionnats où l'on
« professe impunément les maximes les plus opposées à la
« Constitution et au Gouvernement, et dont la coupable
« prospérité semble croître en raison de la perversité des
« principes qu'y reçoit la jeunesse..... ».

III.

Le 8 thermidor (26 juillet) seulement, l'administration centrale invitait les administrations municipales à lui envoyer dans le plus bref délai « un tableau raisonné de
« toutes les écoles particulières, maisons d'éducation et
« pensionnats » qui se trouvaient dans le canton. Elle les invitait encore à répondre exactement aux questions sui-

vantes : — Quelles étaient les écoles privées, maisons d'éducation ou pensionnats existant dans le canton ? — Leur nombre pour l'un et l'autre sexe ? — Quelles personnes les dirigeaient ? — Quels étaient les principes, les mœurs, les talents de ces personnes ? — Quelle influence ces établissements avaient-ils sur l'esprit public ? — Lesquels méritaient des encouragements, ou dont l'existence était dangereuse ?

Comme toujours, les documents sont rares, et ne concernent que quelques cantons des anciens districts de Lons-le-Saunier et d'Orgelet.

Canton d'Arinthod. — Il y a dans le canton 21 écoles, dont 5 pour les garçons seulement, 3 pour les filles seulement, et 13 mixtes, pour les garçons et les filles, ces dernières tenues par des instituteurs.

Sur ces 21 instituteurs ou institutrices, 17 sont notés comme ayant des bons principes, 4 comme étant un peu fanatiques. « Ils ne peuvent avoir qu'une faible influence
« sur l'esprit public, attendu l'âge de leurs élèves et le peu
« d'instruction qu'ils sont susceptibles de donner à leurs
« élèves. La plupart n'enseignent qu'à lire et à écrire et
« quelques-uns même l'a, b, c, et quelques autres un peu
« de chiffres, mais ils ne font aucun discours de morale
« qui concerne l'état ».

Canton d'Aromas. — Point d'école privée. L'esprit public est pour les écoles primaires qu'on voudrait voir organisées dans les communes destinées à les recevoir. « Il y a
« dans le canton deux seuls instituteurs, un dans l'arrondissement de Charnod, et l'autre dans celui de Coissiat,
« qui en ce moment ny dès le printemps n'ont aucun
« élèves ; ils en ont eu dans l'hiver, seulement pendant
« trois mois. Le peu d'assiduité des élèves dans les écoles
« de ce canton et le peu de temps surtout qu'ils les fréquentent ne peut suffire et procurer aux instituteurs
« loin de là le nécessaire à leurs subsistances. »

Canton de Bletterans.— Il y a six écoles particulières mixtes tenues par des instituteurs. L'administration cantonale répute comme dangereux trois de ces établissements, dont l'un est tenu par un homme qui « se donne pour un ami de la République », mais sans mœurs et n'ayant que des talents très bornés ; et l'autre « par un partisan déclaré des prêtres rebelles, ennemi de l'ordre politique actuel », de mauvaise réputation, et n'ayant « d'autres talens que de calculer passablement ». Le troisième n'est point « ami de la République, est partisan reconnu des prêtres rebelles, au surplus a des mœurs, et possède les « talens d'un instituteur de campagne. — L'influence de « cet établissement ne saurait être que dangereuse ».

Pour les trois autres instituteurs, l'un est ami de la république et jouit d'une très-bonne réputation ; ses talents sont ceux d'un ancien recteur d'école. Son influence sur l'esprit public serait bonne, si les livres élémentaires dont il se sert comme tous les instituteurs de campagne étaient remplacés par ceux qu'avoue le gouvernement. Le second est un « brave homme, ami de la république autant qu'un vieil habitant des campagnes peut l'être » ; comme il n'a que des enfants en bas âge auxquels il enseigne les premiers éléments de la lecture, son établissement « n'est d'aucune conséquence quant à l'esprit public ». — Le dernier serait un « bon instituteur, si les livres élémentaires étaient changés » ; son influence n'est point dangereuse.

Comme observation générale, l'administration disait ceci : « Ni les écoles primaires, ni les écoles particulières de notre « arrondissement ne sont pourvues de livres élémentaires « propres à former l'esprit des enfants d'une manière convenable au régime actuel. Le catéchisme de Besançon et « les livres dits de piété sont les seuls que l'on voye encore « entre leurs mains. Tous les principes de morale que reçoivent les rejetons intéressants destinés à composer la

« génération qui suivra la notre, sont ~~puisés~~ dans ces
« sources d'erreurs et de préjugés dangereux. Comment
« se fait-il que les livres élémentaires adoptés par le gou-
« vernement soient si peu répandus ? il est, à ce qu'il nous
« semble, on ne peut plus urgent d'obvier à cet inconvé-
« nient grave ; il ne l'est pas moins de tracer une marche
« nouvelle aux instituteurs pour la transmission des con-
« naissances élémentaires aux élèves qui leurs sont
« confiés, car ces instituteurs n'ont d'autre guide que
« leur vieille routine, et l'on sait assez quels en sont les
« résultats ».

Canton de Chilly. — 4 écoles particulières mixtes tenues par des instituteurs. Les principes de ces instituteurs sont ceux des anciens maîtres d'écoles, « recouverts d'un léger vernis de liberté » ; ils savent un peu lire, écrire et calculer. Tous quatre « sont maîtres ou fils de maîtres ».

L'influence de ces écoles n'est pas dangereuse : « les
« enfants y sont rassemblés dans les saisons mortes aux
« travaux champêtres. Ils y apprennent un peu à lire et
« à écrire. Les leçons sont assaisonnées de quelques arti-
« cles du vieux symbole et de l'ancien catéchisme qui n'est
« pas dangereux à leur âge et qu'ils auront oublié avant
« de parvenir au mien (*c'est le commissaire du Directoire*
« *exécutif près l'administration municipale qui écrit*),
« de sorte que l'esprit public n'a ni à perdre ni à gagner
« à ce marché, et quand nous aurons de meilleurs établis-
« semens, nous profiterons mieux ».

Canton de Clairvaux. — Il y a dans le canton de Clairvaux deux instituteurs et une institutrice, dont un instituteur et l'institutrice à Clairvaux, et deux écoles privées pour les filles. « Pendant l'hiver il y a presque dans
« toutes les communes de ce canton des citoyens qui en-
« seignent à lire et à écrire aux enfants que veulent bien
« leur envoyer les citoyens, ce qu'ils ne font que pendant
« trois ou quatre mois, dans le temps que les gens de la

« campagnes ne sont pas employés aux travaux de l'agriculture, et ce sous la surveillance de l'agent de chaque commune ».

Canton de Conliège. — Il y a dans le canton trois écoles publiques tenues par des instituteurs, point au chef-lieu. Il y a en outre 7 écoles privées tenues par 6 instituteurs et une institutrice. Sur ces sept instituteurs, 4 sont notés comme étant dans les principes du gouvernement républicain ; le cinquième ayant refusé de prêter le serment de haine à la royauté, a quitté l'école primaire et en a établi une particulière. Le sixième manifeste son esprit antirépublicain dans ses leçons, dans les rassemblements qu'il forme dans l'église les jours de fête de l'ancien calendrier ; « un tel sujet met le trouble et le désordre dans les familles, et ne peut servir qu'à inspirer du mépris pour le gouvernement, enfin il reçoit chez lui les prêtres réfractaires ».

Canton de Cousance. — 4 instituteurs publics, et 2 instituteurs particuliers. L'influence de ces deux derniers pourrait être dangereuse, « attendu que la commune renommée les passe comme n'étant pas bien attachés au « gouvernement républicain ». Quant à l'influence des instituteurs publics, elle « est la même que celle ci-devant, par la raison qu'il n'est encore point de livres élémentaires nouveaux ».

Canton de Doucier. — Point d'école privée. « Pendant l'hiver seulement, les communes prennent des instituteurs pour apprendre à éplucher les lettres aux enfans de leurs communes. Trois instituteurs et une institutrice seulement sont légalement reçus dans ce canton ; aucun autre ne s'est présenté malgré les invitations pressantes et répétées qu'en a fait l'administration à ses agents ; aussi l'ignorance la plus profonde, suite inséparable de l'ignorance sous laquelle ils gémissent, se propage-t-elle ».

Canton de Gigny. — Il y a 5 instituteurs nommés con-

formément à la loi du 3 brumaire an IV ; il y a encore trois places vacantes « par le deffaut de personnes en état de remplir les fonctions d'instituteur ». Aucune école privée.

Canton de Lons-le-Saunier. — L'administration cantonale donne la liste des instituteurs et des institutrices dont elle a cru « la conservation utile à la chose publique et qui dans l'état de choses » présent, mérite « les « encouragemens que la bienfaisance du Directoire promet « à ceux et à celles qui parcourent la pénible carrière de « l'institution » ; il y a trois instituteurs : l'un « instituteur de la seule maison d'éducation », un autre « instituteur avoué », le troisième, « instituteur d'une école privée », et 4 institutrices particulières. — « Sans les « funestes effets de la doctrine ultramontaine, et de l'im- « périté qui l'accompagne, nous aurions pu placer dans « cette nomenclature les noms de quelques instituteurs « dont le sort excite la pitié, mais la justice est et doit être « la boussole des magistrats du peuple », et l'administration donne une liste d'instituteurs et d'institutrices dont elle croit la suppression, lorsqu'elle apercevra « les moyens « de remplacement, — d'une urgence absolue sous tous « les rapports ». Dans cette liste sont compris plusieurs instituteurs et institutrices particuliers, et deux « instituteurs avoués » c'est à dire nommés en vertu de la loi du 3 brumaire an IV (1).

Dans le canton de *Saint-Julien* il n'y a aucune maison particulière d'éducation et aucun pensionnat.

(1) « En agissant avec cette impartialité qui vous caractérise, citoyens « administrateurs, nous avons considéré que le salut de la jeunesse est « ici le salut du peuple ; que la loi suprême, que la loi qui veut le bonheur « des enfants, pour la gloire et la consolation de la grande famille de la « République, doit l'emporter sur toutes les affections locales. Si donc les « vues de votre sollicitude se trouvent remplies par l'exposé simple et « vrai de la présente, nous nous féliciterons avec vous d'avoir répondu « avec raison et justice aux sages intentions du gouvernement qui veut « enfin l'extinction des préjugés funestes pour faire triompher les vérités « utiles ».

IV.

Son enquête terminée, l'administration centrale rendit plusieurs arrêtés. Le premier, du 6 vendémiaire an VII (27 septembre 1798), concernait plusieurs instituteurs de Lons-le-Saunier ; nous le reproduisons :

« Vu la lettre de l'administration municipale de la commune de Lons-le-Saunier, le tableau raisonné des instituteurs et institutrices des écoles primaires et particulières de cette commune qu'il est intéressant de supprimer ou de conserver,

« L'administration centrale du Jura, considérant que rien n'est plus dangereux pour la jeunesse et par conséquent pour la Patrie, dont elle est l'espérance, que les faux principes que peuvent donner des instituteurs partisans des préjugés de l'ancien régime, que le salut du peuple commande impérieusement d'oter des mains des ennemis de la République cette arme puissante,

« Arrête, sur ce oui le commissaire du Directoire exécutif, que les écoles particulières des nommés Tartaux, des frères Blancs Prêtres, seront fermées à dater du jour de la notification du présent, ainsi que celles des nommées Gauthier, Bouchet, Perraud, Roland et Guignard, institutrices, leur fait en conséquence défense expresse de se charger d'aucun élève sous les peines de droit.

« Extrait du présent sera sans délai adressé à la municipalité de Lons-le-Saunier qui demeure chargée d'en suivre l'exécution et d'en rendre compte.

« A l'égard des instituteurs Sebelon et Guillemin, nommés en exécution de la loi du 3 brumaire an IV,

« l'administration, avant de rien prononcer à leur égard,
« arrête que copie de la lettre de la municipalité avec un
« extrait du présent seront adressés aux membres compo-
« sant le jury d'instruction de l'arrondissement, pour avoir
« leur avis, à vue duquel il sera statué ce qu'il appar-
« tiendra » (1).

Sur la pétition de plusieurs habitants de la commune de Courlaoux, qui demandaient que l'instituteur et l'institutrice fussent destitués, parce qu'ils étaient des partisans prononcés des abus de l'ancien régime, qu'ils ne faisaient observer à leurs élèves ni décades, ni fêtes républicaines, l'administration centrale rendit le 28 nivôse an VII (17 janvier 1799) un autre arrêté prononçant la destitution de cet instituteur et de cette institutrice (2).

Enfin, le 6 pluviôse de la même année (25 janvier), l'administration prit un troisième arrêté dont voici la teneur : « L'administration centrale, instruite qu'au mépris
« des dispositions de la loi du 17 thermidor an 6 (3) et
« de celle du 13 fructidor suivant (4), plusieurs fonction-

(1) Voir *Appendices* n° 14.

(2) Voir *Appendices* n° 15.

(3) Les décadis et les jours de fêtes nationales sont des jours de repos dans la République (*art. 1^{er}*). — Les autorités constituées, leurs employés et ceux des bureaux en service public vaquent les jours énoncés, sauf les cas de nécessité et l'expédition des affaires criminelles (*art. 2*). — Les écoles publiques vaquent les mêmes jours ainsi que les écoles particulières et pensionnats des deux sexes. Les administrations feront fermer les établissements d'instruction où l'on ne se conformerait pas aux dispositions du présent article (*art. 3*). — Les écoles publiques, ainsi que les établissements particuliers d'instruction pour les deux sexes, ne pourront vaquer aucun autre jour de la décade que les quintidis, sous les peines portées par l'article 3.

(4) La loi du 13 fructidor an VI (*art. 6*) prescrivait aux instituteurs et institutrices d'écoles soit publiques, soit particulières, de conduire leurs élèves, chaque jour de décade ou de fête nationale, au lieu de la réunion des citoyens. — Le décade, l'administration municipale avec le commissaire du Directoire exécutif et le secrétaire, se rendaient en costume au lieu destiné à la réunion des citoyens, et y donnaient lecture des lois et actes de l'autorité publique adressés à l'administration pendant la décade précédente. On y donnait aussi lecture du bulletin décadaire des affaires générales de la République. Ce bulletin faisait connaître en même temps les traits de bravoure et les actions propres à inspirer le civisme et la vertu ; il contenait en outre un article instructif sur l'agriculture et les arts mécaniques (*art. 2 et 3*).

« naires publics, ainsi que le plus grand nombre des institutrices négligent de se rendre aux réunions décadaires et à la célébration des fêtes nationales, considérant qu'il importe de faire cesser une telle apathie de la part des personnes auxquelles la loi impose l'obligation de donner l'exemple de l'attachement aux institutions républicaines et d'en inspirer le goût à la jeunesse, arrête, après avoir entendu le commissaire du Directoire exécutif,

« Que chaque jour de décade les administrations municipales lui dresseront un état des administrateurs municipaux ou autres fonctionnaires publics, ainsi que des institutrices qui, ledit jour, n'auront pas assisté aux réunions décadaires et à toutes autres fêtes nationales. Cet état sera certifié par le président et le commissaire près chaque administration municipale. »

Cet arrêté fut-il exécuté ou resta-t-il lettre morte ? Aucun document ne nous permet de répondre à cette question.

V.

Pour l'an VII, nous avons encore un état des écoles primaires établies conformément à la loi du 3 brumaire an IV et des sommes payées pour les indemnités de logement et de jardin aux instituteurs et institutrices sur les fonds destinés aux dépenses communales, pour les premier et second semestres de l'an VI. Les archives ne contiennent que les états de 14 cantons ; c'est d'après ces états que j'ai dressé le tableau général ci-joint :

CANTONS et POPULATION des Cantons.	COMMUNES ou sont situées les écoles primaires.	NOMS des instituteurs et des institutrices.	QUOTITE de la rétribution annuelle ou mensuelle de chaque élève à raison de la population
<i>Arbois</i> 6200	Arbois.....	Eléonor-François Barbier... Pierre Millet..... Jean-Claude Brun..... Anne Lallemaud.....	5 fr. 50 pour les élève en bas âge qui prennent seulem à lire, et 2 fr. pour les élèves apprennent à écrire et le calcul
<i>Arinthod</i> 7463	Arinthod..... Cernon..... Vescles..... Vosbles.....	Cl.-Louis Monin..... Cl.-Joseph Gilliard..... Jacques-François Hugon... François Lobrichon.....	15 sols par élève id. id. id.
<i>Arlay</i> 5406	L'Étoile..... Ruffey.....	François-Xavier Bourgeois.. Jean-Cl. Berthet.....	4 francs. 3 francs.
<i>Bletterans</i> 6226	Bletterans..... Chapelle-Voland... Cosges.....	Laurent-Jos. Pommier..... Cl.-Ambroise Buffard..... François Robelin.....	9 et 6 francs. 12 et 9 francs. 7 fr. 20, 6 et 3
<i>Chilly</i>	Chilly..... Geviney..... Montmorot.....	Joseph Lucas..... Jean-Pierre Guillon..... Jean-Joseph Malpas.....	75 et 50 centime id. id.
<i>Clairvaux</i> 4367	Clairvaux..... Barésia.....	Jean-Jos. Cordier..... Olivier Guillaume.....	75 centimes. 50 centimes
<i>Conliège</i> 6745	Publy..... Pannessières..... Vevy.....	Joseph Gauthier..... Cl.-Hugues Chevillard..... Jean-Baptiste Vernier.....	9 fr. et 6 fr. 9 et 6 fr. id. id.
<i>Orgelet</i>	Orgelet..... Dom pierre..... Chambéria.....	Joseph Martin..... Jacques Roz..... Pierre Chamouten.....	9 et 6 fr. id. id.
<i>Saint-Amour</i> 5400	Saint-Amour..... Montagnat..... Nanc..... Saint-Jean.....	François Callet..... Victoire Joliclerc..... François Callot..... François-Ern. Grandclément. François Bonnin.....	9 et 6 fr. id. 9 et 6 fr. id. id.
<i>Saint-Julien</i> 4217	Saint-Julien..... Louvenne.....	François Decœur..... Adrien-Xavier Goillon.....	9 et 6 fr. 9 et 6 fr.

(1) Les francs s'entendent de la rétribution annuelle, et les centimes ou les sous, de

NOMBRE des élèves exempts de la rétribution pour cause d'indigence.	NOMBRE des élèves de chaque école primaire payant la rétribution.	TOTAL des rétributions payées par les élèves.	INDEMNITÉ annuelle en remplacement de logements et jardins.	MONTANT de ce qui a été payé de cette indemnité pour l'an VI.	MONTANT de ce qui reste dû de cette indemnité à cause de l'insuffi- sance des fonds.
6	28	184 f. 25			
1	16	231 »			
5	38	214 50			
4	16	132 »			
10	40	30 fr. par mois.			
6	40	id.			
	60	40			
5	30	20			
8	24	96	80 fr.	0	80 fr.
0	80	240	80	0	80
0	40 pendant 4 mois et 20 pendant 8 mois.	150	150	0	150
0	50 pendant 6 mois	249	50	0	50
0	80 pendant 5 mois	132 fr. 75	60	0	60
15	45	115	50 pour jardin.	25(1 ^{re} sem.)	25
17	51	118			
20	60	128			
		pendant 4 mois d'hiver ; le reste de l'année il n'y a guère dans ces écoles que 20 élèves.			
10	30	270	»	»	»
7	30	180	»	»	»
0	30	18 fr. 75	80	0	80
0	1/2 à 75 c. et 1/2 à 0,50 par mois.				
0	40 id.	25 fr.	80	0	80
0	35 id.	21 fr. 20	80	0	80
0	360	225	30 pour jardin.	0	30
1	235	120	80	0	80
0	210	127 fr. 50	80	0	80
20	80	300	160	0	80
10	30	90	80	0	80
8	24	80	80	0	80
6	18	72			
20	80	600	40 pour jardin.	0	40
		Cette rétribution se paie la moi- tié de l'année au plus, ce qui la réduit à 300.			
20	60	450			
		réduits à 225 pour même raison.			

tribution mensuelle.

CANTONS et POPULATION des Cantons.	COMMUNES où sont situées les écoles primaires.	NOMS des instituteurs et des institutrices.	QUOTITÉ de la rétribution annuelle ou mensuelle de chaque élève à raison de la population.
<i>Sellières</i> 4177	Sellières.....	Jean-Baptiste Chambard....	9 et 6 fr.
		Jeanne-Charlotte Jacquet...	id.
	Mantry.....	François-Xavier Chapuis....	id.
	Toulouse.....	Jean-Baptiste Pillot.....	id.
		Jeanne-B ^e Belville.....	id.
<i>Vernantois</i>	Vernantois.....	Clément Paillard.....	9 et 6 fr.
		Marie-Claudine Vulpilat, f. Paillard.....	6 fr.
	Macornay.....	Christophe Clerc.....	10 à 15 sols.
	Saint-Maur.....	Désiré Gros.....	10 à 15 sols.
	Nogna.....	Claude Pernet.....	7, 8, 9 à 10 sols.
<i>Vincelles</i> 5561	Vincelles... ..	Augustin Favrot.....	0,50 et 0,75 cent.
	Beaufort.....	Cl.-Joseph Roux.	id.
	Augisey.....	Maurice-Jos. Pommier.....	id.
<i>Voiteur</i> 4733	Montain.....	Jean-Baptiste Chauvin.....	9 et 6 fr.
	Voiteur.....	Michel Prost.....	id.

NOMBRE des élèves exempts de la rétribution pour cause d'indigence.	NOMBRE des élèves de chaque école primaire payant la rétribution.	TOTAL des rétributions payées par les élèves.	INDEMNITÉ annuelle en remplacement de logements et jardins.	MONTANT de ce qui a été payé de cette indemnité pour l'An VI.	MONTANT de ce qui reste dû de cette indemnité à cause de l'insuffi- sance des fonds.
2 à 9 fr. 3 à 6	6 à 9 fr. 4 à 6	78 fr.	100 fr.	0	45 fr. 83
3 à 9 5 à 6	10 à 9 14 à 6	174	80	0	80
4 à 9 5 à 6	14 à 9 13 à 6	204	80	0	80
3 à 9 2 à 6	9 à 9 7 à 6	123			
0 à 9 2 à 6	3 à 9 5 à 6	57	24 (pour jardin)	0	24
7	20	150	»		
0	7	20	»		
6	40 dont un tiers à 15 sous par mois et le reste à 10 sous pendant 4 mois.	139	non encore réclamée et fixée.		
0	50 dans la proportion comme ci-des- sus pendant 3 mois.	109 tant dû que payé	80	0	Tout l'an VI est dû et les 3/4 de l'an V
0	50 pendant le tiers de l'année, dont les 2/3 à 7 à 8 sols et le tiers à 9 et 10 sols.	82 tant dû que payé	n'a pu jouir jus- qu'à présent du presbytère quoique fondé par envoi en possession du 23 floréal an IV.	0	
12	50	23 fr. 75 par mois.	En réclamation		Tout est dû
15	60	28 fr. 10 par mois.	id.		id.
12	50	23 fr. 75 par mois.	id.		id.
5 6	22 30	165 225	80 100	0 0	80 100

La plupart des administrations municipales de canton ont joint à l'état qu'elles ont envoyé à l'administration centrale des observations dont certaines sont à noter.

Arbois. — « L'administration municipale observe que
« l'incapacité des citoyennes qui se sont présentées pour
« être institutrices, est cause que leur nombre en est
« incomplet ». -- « Le citoyen Millet, sans autorisation et
« à l'insu de l'administration municipale, a exigé de ses
« élèves le double de la rétribution fixée à chaque insti-
« tuteur ».

Arinthod. — « La différence d'opinions est cause qu'il
« n'y a pas d'instituteur dans une grande partie des com-
« munes de ce canton ».

Clairvaux. — « Les écoles primaires ne sont pas orga-
nisée à defaut de sujet ».

Dampierre. — « ... Malgré les soins pour organiser les
« deux écoles fixé pour le canton, l'administration n'a pu y
« parvenir. Les causes qui ont empêchés cette organisation
« sont : le défaut d'instituteurs et d'institutrices ; 2^o l'éloi-
« gnement des communes formant l'arrondissement de
« chaque école... ».

Orgelet. — « S'il n'y a point d'instituteurs dans les
« arrondissements d'Onnoz, Sarroгна, Rothonay, Mou-
« tonne, St-Christophe et Chavéria, c'est que personne ne
« s'est présenté pour en remplir les fonctions. »

Saint-Julien. — « ... Nous vous observons que le
« grand obstacle à l'organisation des écoles de Bourcia,
« Dessia et Montagna le Templier est la rareté des sujets
« pour instituteurs. Sitot que l'on en aura trouvé de
« capables, nous nous empresserons de vous les pré-
« senter ».

Sellières. — L'administration cantonale de Sellières
écrit : « Nous vous adressons ci joint, citoyens, les rensei-
« gnemens relativement aux écoles primaires. Comme la

« colonne d'observation du tableau ne pourrait pas con-
« tenir toutes celles que nous avons à vous faire, nous les
« insérons dans la présente.

« L'instituteur et l'institutrice de Toulouse occupent une
« maison nationale ; l'instituteur jouit d'un jardin d'en-
« viron deux ouvrés ; il a été accordé à l'institutrice une
« indemnité de 24 francs en numéraire pour lui tenir lieu
« de jardin, elle n'a rien touché pour l'an six. Il a été fixé
« à l'instituteur de Mantry une indemnité de 80 francs en
« remplacement de logement et jardin, elle ne lui a été
« compté ni pour l'an cinq ni pour l'an six ; il n'y a pas
« d'institutrice dans cet arrondissement légitimement élue ;
« une fille tient une école particulière dans la commune
« de Mantry, mais elle n'a pas encore jugé à propos de se
« conformer aux lois de la République qui peuvent la
« concerner, on présume que les institutions républicaines
« ne sont pas de son goût.

« L'instituteur de Sellières n'a encore rien touché pour
« l'an cinq ni pour l'an six. Ne pouvant obtenir l'indem-
« nité qui lui avait été promise et voyant que son école
« était presque déserte, que la plus grande partie des en-
« fants étaient envoyés de préférence chez des instituteurs
« particuliers où il n'était pas plus question de la Répu-
« blique et de ses institutions que si elle n'existait pas, a
« donné sa démission le 15 ventôse dernier ; dès lors per-
« sonne n'a voulu se charger de fonctions aussi rebutantes
« qui ne pouvaient leur assurer une honnête existence. Il
« est à craindre que ceux qui continuent encore leurs fonc-
« tions ne les abandonnent ; nous ne les soutenons que
« par l'espérance d'un meilleur avenir. Il ne nous a pas
« été possible de leur faire toucher leur indemnité : les
« communes de ce ressort, loin d'avoir des deniers dispo-
« nibles, sont toutes très arriérées ; elles n'ont pu depuis
« trois ans être autorisées à faire des rôles de contribu-
« tions indirectes pour acquitter leurs dépenses particu-

« lières, en sorte que les dettes s'accroissent tous les
« jours. Les centimes additionnels, les seuls fonds mis à la
« disposition de l'administration pour les dépenses muni-
« cipales et communales n'ont pu suffire à payer la moitié
« seulement des frais de l'administration municipale ;
« nous avons néanmoins jugé indispensable de faire
« compter sur les fonds destinés à l'acquit des dépenses
« administratives aux institutrices de Sellières et de Tou-
« louse qui étaient dans un besoin des plus urgents, l'in-
« demnité qui leur revenait pour l'an cinq.

« Nous apprenons qu'il se forme des établissements parti-
« culiers d'éducation dans différentes communes du res-
« sort, ce qui nuit aux instituteurs publics, mais si ceux
« qui les dirigent ne se soumettent pas aux institutions
« républicaines, nous allons provoquer la clôture de leurs
« écoles. . . . ».

Voiteur. — « Il n'y a point d'instituteurs ni d'institu-
« trice dans les communes de Baume et Domblans. Celui en-
« voyé dans la commune de Baume vient de cesser ses
« fonctions et a même quitté la commune, pourquoi il
« conviendrait d'en nommer un autre en remplacement.

« Le citoyen Chauvin, instituteur de l'arrondissement de
« Montain, auquel il est dû l'indemnité des années 4, 5 et
« 6, [qui] avait obtenu un bon de l'administration centrale
« pour être payé par le payeur général du département
« sur le crédit ouvert par le Ministre de l'Intérieur le 23
« germinal an V, n'a pu en obtenir le paiement.

« Jusqu'à ce moment, l'instituteur de l'arrondissement
« de Voiteur n'a pu être payé, à raison de l'insuffisance
« des centimes additionnels qui se montent à la somme de
« 1012 francs, dont 400 francs ont été employés à payer
« le premier semestre du traitement du juge de paix et du
« greffier ; les 612 francs restant ont été employés à payer
« un acompte des traitements de l'an VI du secrétaire de
« l'administration, du piéton et des frais de bureau, au

« moyen de quoi il ne reste aucun denier libre pour acquitter l'indemnité que la loi accorde aux instituteurs et qu'ils réclament depuis longtemps. »

Voici maintenant des détails curieux sur le canton de Bletterans.

« L'école de *Bletterans* a dans son arrondissement les communes de Bletterans, Relans et Villevieux, mais ces deux dernières ne lui fournissent aucun élève. Cette défection, de la part de Relans, vient de ce que cette commune livre ses plus jeunes enfans à l'un de ses habitans qui leur enseigne tant bien que mal l'alphabet, et que ceux qui sont plus forts, par une habitude qui doit son origine aux relations autrefois établies entre Relans et Desnes comme chef lieu de paroisse, continuent à être envoyés près de l'instituteur dudit Desnes.

« Quant à Villevieux, lors même que cette commune manquerait d'un instituteur particulier, elle préférerait laisser croupir tous ses enfans dans la plus crasse ignorance, plutôt que de les voir fréquenter une école établie à Bletterans. Mais l'administration centrale ne devinerait jamais les raisons d'une détermination pareille, il faut donc les lui faire connaître. Hé bien ! c'est que Villevieux était, par arrêté du Parlement de Besançon, *mère-église* relativement à Bletterans, qu'à ce titre Villevieux se jugeait *infinitement supérieur* à Bletterans ; que, se trouvant déjà beaucoup humilié de dépendre de ce dernier lieu comme siège de l'administration municipale, Villevieux se croirait entièrement déshonoré s'il avait l'air de souffrir que l'instruction de ses enfans en sortit encore. Mais est-ce tout ? oh non ! Les écoles primaires sont une institution républicaine, et Monsieur le Curé, *non jureur* bien entendu, a spécialement recommandé de vouer au mépris, sous peine d'éternelle damnation, toute institution qui voudrait établir ce gouvernement maudit qui lui ôte les dix mille francs de rente à l'aide

« desquels il mettait si bénévolement son cher troupeau dans
« la route du ciel. Or, si le premier motif est puissant,
« le second n'est-il pas péremptoire ?

« L'école de Chapelle-Voland n'est que pour cette com-
« mune qui forme, par elle-même, un arrondissement
« assez étendu, et qui seule fournirait à l'instituteur au
« moins deux cents élèves, s'il était en état de les ensei-
« gner. Mais celui qui exerce aujourd'hui est peu instruit
« et vieux. La majeure partie des enfants fréquente l'école
« d'un instituteur particulier, soit à cause du peu d'ins-
« truction de l'instituteur primaire, soit à cause de l'opi-
« nion religieuse de certains parents. Nous vous avons fait
« connaître dans le temps cet instituteur particulier.

« L'école de Coges a dans son arrondissement les com-
« munes de Nance et Sottesard avec celle de Coges, mais
« les deux premières ne donnent aucun élève à l'institu-
« teur : Nance, parce qu'elle a un instituteur particulier,
« Sottesard, parce que, comme Relans, elle préfère en-
« voyer ses enfans dans la commune de Tartres (Saone-et-
« Loire), qui était autrefois son chef-lieu de paroisse.

« L'école de Larnaud a été nulle jusqu'au moment
« actuel ; aucun élève ne s'est présenté à l'instituteur ;
« c'est un instituteur particulier qui se trouve chargé de
« tous les enfans, et cet instituteur est le citoyen Berthet,
« récemment destitué par le Directoire exécutif comme
« agent municipal dudit Larnaud. Il est facile de voir,
« au moyen du présent tableau, que le moindre nombre
« des enfans fréquente les écoles primaires, encore n'est-
« ce que pendant l'hiver, partout ailleurs qu'à Bletterans.
« On voit aussi que nulle part il n'y a d'institutrices, et
« il est impossible qu'il y en ait, parce qu'aucune femme,
« dans nos campagnes, n'est assez instruite pour prendre
« cet état, et parce qu'aucun intérêt ne saurait déterminer
« des femmes de la ville à quitter leur séjour pour venir
« se fixer dans les chefs-lieux de nos écoles.

« Enfin les écoles primaires aujourd'hui existantes,
« considérées sous un point de vue moral, ne sont jusqu'ici
« d'aucune utilité dans notre arrondissement, 1^o parce que
« les instituteurs sont tous d'anciens maîtres d'école qui,
« routinés dans leur mode d'enseignement, bornent tout
« leur travail à faire lire mal-à-méchamment leurs élèves,
« à les faire écrire de même, et calculer machinalement,
« suivant l'ancienne méthode ; 2^o parce que ces institu-
« n'ont pas la moindre idée ni de ce qui constitue la
« morale proprement dite, ni de la manière d'en graver
« les préceptes dans l'esprit des enfans ; 3^o parce que,
« fussent-ils suffisamment instruits, si les loix sur l'instruc-
« tion publique ne contiennent pas des dispositions impé-
« ratives et répressives à l'égard des parents, ou il faudrait
« que les instituteurs renoncassent à leur état faute d'é-
« lèves, ou il faudrait qu'ils continuassent à leur ensei-
« gner, comme le veulent ces parents, le *catéchisme de*
« *Besançon, le credo* etc. . . » (1).

On remarquera dans le tableau que nous avons dressé, le nombre infime des institutrices qui d'après le décret du 3 brumaire an IV devrait être égal à celui des instituteurs ; ici sur 41 instituteurs, il n'y a que 5 institutrices. Pareillement le nombre des instituteurs est très inférieur à celui qu'avait fixé l'arrêté du Département du 11 germinal an V. Seuls, les cantons d'Arbois, de Sellières et de Vernantois ont le nombre d'instituteurs réglementaire. Arinthod n'en a que 4 au lieu de 7 ; Arlay, Clairvaux, Chille, Voiteur, 2 au lieu de 4 ; Bletterans et Conliège, 3 au lieu de 4 ; Vincelles, 3 au lieu de 5 ; sur 8, Saint-Amour n'en a que 4 ; sur 5, Saint-Julien n'en a qu'un ; sur 10, Orgelet n'en a que 3.

(1 L'administration municipale du canton d'Aromas observe qu'aucun élève ne fréquente les écoles primaires ; « que les instituteurs, tant qu'ils n'auront pas une indemnité fixe, ne pourront s'occuper de l'enseignement, en ce que la jeunesse dans ce canton, qui est dans la plus grande ignorance, ne s'attache pas à se faire inscrire, et ne peuvent par les occupations qu'ils ont aux travaux de l'agriculture, fréquenter au plus les écoles que deux ou trois mois de l'année. »

La situation, dix mois après, ne paraît pas s'être beaucoup améliorée, car on lit dans le *Précis du travail de l'administration centrale du Jura depuis le 15 floréal jusqu'au 10 fructidor an VII* 27 août 1799 : « Ces écoles
« intéressantes ne sont point encore établies dans tous les
« arrondissements ; le sort des instituteurs n'est point assez
« attrayant pour exciter l'émulation des hommes qui au-
« raient les talents et le dévouement nécessaires (1).

« Nous avons vu, avec regret, que plus du tiers des
« places d'instituteurs primaires sont vacantes ; le défaut
« de candidats ne nous a pas empêchés de tenir au complet
« les jurys d'examen de ces écoles ; celui d'Orgelet seul
« a une place vacante par la mort de l'un de ces mem-
« bres.

« Depuis trop longtemps aussi, l'on délivre des livres
« élémentaires pour les écoles primaires ; des hommes de
« génie ont daigné s'occuper de ce travail plus utile que
« brillant ; mais aucun ouvrage ne paraît avoir été désigné
« à la préférence des Administrations. Rien n'est plus
« urgent, cependant, que de pourvoir à l'instruction de la
« génération naissante ; le temps emporte rapidement avec
« lui ce moment favorable et les regrets inutiles ; chaque
« jour crée un besoin nouveau, et chaque jour, depuis
« trop longtemps, est ajouté à des pertes irréparables. »

(1) Ceux-ci même pouvaient manquer. Les écoles normales des départements instituées par le décret du 9 brumaire an III et qui devaient former des instituteurs et des institutrices n'avaient pas été établies. Voir *Appendices n° 16*.

APPENDICES

1.

Les décrets antérieurs à celui du 29 frimaire an II.

La Constituante avait déclaré (1) qu'il serait créé et organisé une instruction publique, commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables pour tous les hommes, et dont les établissements seraient distribués graduellement dans un rapport combiné avec la division du royaume. Mais ni cette assemblée ni la Législative ne mirent ce projet à exécution (2). Le 22 frimaire an I (décembre 1792), la Convention vota le 1^{er} paragraphe du projet de décret sur l'organisation des écoles primaires présenté par Chénier au nom du Comité de l'instruction publique. Ce paragraphe était ainsi conçu : « Les écoles primaires formeront le premier degré d'instruction. On y enseignera les connaissances rigoureusement nécessaires à tous les citoyens. Les personnes chargées de l'enseignement s'appelleront *Instituteurs*. » Le projet de

(1) 3-14 septembre 1891.

(2) Le projet de loi sur l'instruction publique présenté à la Constituante par Talleyrand au nom du Comité de Constitution, ne fut pas accepté par elle. L'Assemblée Législative chargea Condorcet de préparer un nouveau projet, mais les événements qui se précipitèrent ne permirent pas d'entamer la discussion. (*La Législation de l'instruction primaire en France depuis 1789 jusqu'à nos jours*. Recueil des lois, décrets, ordonnances, arrêtés, règlements, décisions, avis, projets de lois.... par M. GRÉARD.... 2^e éd. Tome I, de 1789 à 1833, pages 9 et ss.)

Chénier, repris par Lanthenas le 28 frimaire suivant, fut ajourné sur la demande de Marat : « Quelque brillants, dit-il, que « soient les discours que l'on nous débite ici sur cette matière, « ils doivent céder place à des intérêts plus urgents. Vous « ressemblez à un général qui s'amuserait à planter et déplanter « des arbres pour nourrir de leurs fruits des soldats qui mour- « raient de faim. Je demande que l'Assemblée ordonne l'im- « pression de ces discours, pour s'occuper d'objets plus impor- « tants » (1).

Le 11 prairial an I (30 mai 1793), la Convention décréta ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Il y aura une école primaire dans tous les lieux qui ont depuis quatre cents jusqu'à quinze cents individus. Cette école pourra servir pour toutes les habitations moins peuplées, qui ne seront pas éloignées de plus de mille toises.

Art. 2. — Il y aura dans chacune de ces écoles un instituteur chargé d'enseigner aux élèves les connaissances élémentaires nécessaires aux citoyens pour exercer leurs droits, remplir leurs devoirs, et administrer leurs affaires domestiques.

Art. 3. — Le Comité d'instruction publique présentera le mode proportionnel pour les communes plus peuplées et pour les villes.

Art. 4. — Les instituteurs seront chargés de faire aux citoyens de tout âge, de l'un et de l'autre sexe, des lectures et des instructions une fois par semaine.

Art. 5. — Le projet de décret présenté par le Comité d'instruction publique sera mis à l'ordre du jour irrévocablement tous les jeudis.

Le 26 thermidor an I (13 août 1793), nouveau décret (2) : il y aura des établissements nationaux où les enfants des citoyens seront élevés et instruits en commun, et les familles qui voudront conserver leurs enfants dans la maison paternelle auront la faculté de les envoyer recevoir l'instruction publique dans des classes instituées à cet effet. — Ce décret était l'adoption en principe du plan de Michel Lepelletier (3), qui avait été présenté à la Convention par Robespierre, à la suite du rejet d'un

(1) M. GRÉARD, *ibid.* p. 31.

(2) Mentionnons aussi la déclaration portée dans l'art. 22 de la Constitution du 24 juin 1793 : « L'instruction est le besoin de tous. La société doit « favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique, et mettre « l'instruction à la portée de tous les citoyens ».

(3) M. GRÉARD, *ibid.* p. 65.

projet de Lakanal (1). La Convention le rapporta le 19 octobre 1793, et les 30 vendémiaire, 5, 7 et 9 brumaire an II (21, 26, 28, et 30 octobre 1793), elle rendit une suite de décrets relatifs à l'organisation des premières écoles qui furent eux-mêmes rapportés par le décret du 29 frimaire suivant (2).

2.

Le décret du 29 frimaire an II.

I.

Le 30 vendémiaire an II (21 octobre 1793), la Convention avait rendu, sur la proposition de Romme, un décret sur l'organisation et la distribution des écoles primaires, décret qui fut complété par d'autres, rendus les 5, 7 et 9 brumaire an II. Le 19 brumaire, sur la proposition de l'un de ses membres, elle décréta que le Comité de salut public lui présenterait, dans le plus court délai, une liste de six membres pour composer la commission qui devait reviser le décret sur l'organisation des premières écoles. Le Comité d'instruction publique était chargé de la révision de ce décret. La Convention fixait au 1^{er} frimaire (21 novembre) la discussion du décret révisé qui lui serait présenté par la commission ou par le Comité d'instruction publique (3).

C'est dans sa séance du 25 brumaire que fut adoptée par la Convention la liste des membres de la commission de l'instruction publique qui lui avait été présentée par le Comité de salut public. Cette liste se composait de Robespierre, Danton, Trullard, Charles Duval, Bonnier. « Cette commission ne joua du « du reste aucun rôle dans l'œuvre de la révision, elle ne sem-
« ble pas même avoir essayé de remplir le mandat qui lui était
« confié. Un de ses principaux membres, Danton, était absent,
« ayant pris un congé pour cause de santé le 21^e jour du pre-

(1) M. GRÉARD. *ibid.* p. 45.

(2) M. GRÉARD, *ibid.* p. 73 à 80.

(3) M. GRÉARD, *ibid.*, p. 73 à 82.

« mier mois; la commission voulut peut-être attendre son retour
« pour se réunir : or Danton ne rentra à Paris que le 1^{er} fri-
« maire. Tandis que la commission restait inactive, le Comité
« d'instruction publique, lui, achevait son travail de revision dès
« le 27 brumaire, et le faisait imprimer. Quand la discussion
« sur le plan d'instruction publique révisé, fixée d'abord au 1^{er}
« frimaire (décret du 19 brumaire), puis au 11 frimaire (décret
« du 6 frimaire), s'ouvrira enfin le 18 frimaire, la commission
« de revision n'y prendra aucune part : elle n'a point de travail à
« présenter, et la lutte s'engagera non pas entre elle et le Comité
« d'instruction publique, mais entre deux projets émanant tous
« deux du Comité : d'une part, le plan désigné sous le titre de
« *Revision du décret sur l'organisation des premières écoles*,
« imprimé par décision du Comité en date du 27 brumaire, et
« présenté à la Convention par Romme ; d'autre part, un plan
« nouveau, œuvre personnelle d'un membre du Comité d'ins-
« truction publique, Bouquier, plan communiqué pour la pre-
« mière fois au Comité dans sa séance du 11 frimaire, et qui,
« imprimé également par ordre du Comité lui-même, sera pré-
« senté à la Convention en même temps que le décret ré-
« visé. » (1).

II.

La Revision du décret sur l'organisation des premières écoles (2) établisait des premières écoles dans toute la République. — Les enfants des deux sexes y étaient admis dès l'âge de six ans. — Les mères et pères de famille étaient dirigés dans les premiers soins à donner à leurs enfants, depuis leur naissance jusqu'à leur entrée dans les écoles, par une instruction simple. — Les enfants recevaient dans les écoles nationales l'éducation physique intellectuelle et morale, la plus propre à

(1) *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale* publiés et annotés par M. J. GUILLAUME, tome 2, page 828 (in-8°. Imprimerie Nationale. 1894).

(2) *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale*. . . . t. 2, p. 849.

développer en eux force et vigueur, intelligence et lumières, mœurs et vertus républicaines; nous donnons le texte du projet :

Art. 5. — Les garçons se livrent à la gymnastique, et particulièrement aux exercices militaires et à la natation.

6. — Ils apprennent à parler, lire et écrire la langue française.

Ils acquièrent quelques notions géographiques de la France.

On les conduit par des exemples et par leur propre expérience, à la connaissance des droits et des devoirs de l'homme en société.

On leur donne les premières notions des objets naturels qui les environnent, de leur emploi et de leur influence sur la vie de l'homme.

Ils s'exercent à l'usage des nombres, du compas, du niveau, des poids et mesures, de la mesure du temps, du levier, de la poulie.

On les rend souvent témoins des travaux des champs, des ateliers; ils y prennent part autant que leur âge le comporte.

7. — L'enseignement se fait partout en langue française.

8. — L'éducation physique, intellectuelle et morale des filles est dirigée d'après les dispositions précédentes, autant que leur sexe le comporte; elles s'exercent plus particulièrement à la filature, à la couture, et aux travaux qui leur sont propres.

9. — L'enseignement et tous les exercices des écoles sont publics.

Nombre et distribution des écoles. — Le projet établissait une première école par commune de 400 individus et au-dessus jusqu'à 1.500. — Il y avait une école par chaque arrondissement où la population éparsé faisait en somme 400 individus ou plus jusqu'à 1500, sur demi-lieue de rayon. — Le nombre des écoles pour les communes, ou pour les arrondissements plus peuplés, se déterminait sur une progression établie dans le tableau qu'on trouvera plus loin. — Sur le nombre des écoles dévolu à une commune suivant cette progression, le conseil général de cette commune déterminait combien il en était consacré à l'éducation des filles. — Les arrondissements des écoles étaient fixées sans égard aux limites des communes, des districts et des départements.

Commission d'éducation. — Dans chaque district, il était établi une commission d'éducation composée de 5 membres nommés par le directoire de district sur les listes de présentation envoyées par les conseils généraux des communes (1) et

(1) Chaque conseil général envoyait au directoire de son district une liste de cinq citoyens pris dans sa commune ou partout ailleurs. Les mœurs et le patriotisme de ces cinq citoyens devaient être attestés par le conseil général de la commune et par le comité de surveillance le plus voisin.

parmi ceux dont les bonnes mœurs et le patriotisme étaient attestés. En cas d'égalité de voix entre deux citoyens, l'homme marié était préféré au célibataire, le père de famille à celui qui n'avait pas d'enfant, l'homme âgé à celui qui l'était moins, et en cas d'indécision, ils tiraient au sort (*art. 25*).

Nul ci-devant noble, nul ecclésiastique, nul ministre d'un culte quelconque ne pouvait être membre de la commission (*Art. 26*).

Étaient exceptés toutefois les ecclésiastiques qui auraient abjuré solennellement leurs qualités et leurs fonctions, et qui seraient en même temps mariés (*art. 27*).

Instituteurs et institutrices. — Il y avait un instituteur par école de garçon, et une institutrice par école de filles. Ils étaient fonctionnaires publics, portaient un signe distinctif pendant l'exercice de leurs fonctions, et ne pouvaient, sous aucun prétexte, diriger d'autre éducation que celle des élèves attachés aux écoles nationales, ni donner des leçons particulières. Il y avait incompatibilité entre les fonctions d'instituteur et le service, de quelque manière qu'on l'entendit, d'un culte quelconque.

La commission d'éducation invitait tous les citoyens qui voulaient se consacrer à l'honorable fonction d'instituteurs ou d'institutrices à se faire inscrire dans leur municipalité. Le comité de surveillance le plus voisin et le conseil général de la commune attestaient les bonnes mœurs et le patriotisme de chacun des citoyens inscrits. La commission d'éducation examinait publiquement les certificats de patriotisme et de bonnes mœurs de l'individu, ses connaissances et son aptitude à enseigner. Sur la liste de ceux que la commission avait proclamés éligibles, les pères de famille ou les tuteurs nommaient l'instituteur ou l'institutrice. Les dispositions des articles 25, 26, 27, relatives à la nomination de la commission d'éducation (voir plus haut *commission d'éducation*) leur étaient applicables. Les femmes ci-devant nobles, les chanoinesses, les ci-devant religieuses ne pouvaient être nommées institutrices. Cependant les ci-devant religieuses et les sœurs grises mariées pouvaient être choisies. Les instituteurs et institutrices nommés dans plusieurs communes étaient tenus d'opter sans délai et faisaient connaître leur option à la commission qui avisait les communes pour lesquelles l'op-

tion n'aurait pas eu lieu, et l'élection était recommencée. La commission envoyait au Département une copie certifiée de la liste des éligibles, afin que les districts dont la liste serait insuffisante pussent recourir à celles qui auraient un excédent d'éligibles.

Surveillance. — La surveillance avait trois objets : 1° les mœurs et la conduite des instituteurs et des élèves des deux sexes ; 2° l'enseignement et les exercices ; 3° les maisons et autres objets qui servent aux écoles. La surveillance des mœurs, de l'enseignement et des exercices appartenait aux pères de famille ; celles des maisons et des objets servant aux écoles, à la municipalité du lieu subordonnée au district. Les pères de famille nommaient l'un d'eux, pour surveiller au nom de tous, avec le titre de *magistrat des mœurs*. Ces magistrats de mœurs devaient rendre compte, tous les trimestres, à la commission d'éducation, de tout ce qui était relatif à leurs fonctions.

La commission d'éducation recevait les réclamations contre les instituteurs et les institutrices, les examinait, et destituait, s'il y avait lieu, ceux qu'elle jugeait indignes des fonctions qui leur étaient confiées.

Tous les trimestres elle envoyait au Comité d'instruction publique un tableau des progrès de l'éducation nationale, pour être présenté à l'assemblée des représentants du peuple. L'exécution des lois relatives aux différentes branches de l'éducation nationale était sous la surveillance immédiate du Comité d'instruction publique.

Traitements, maisons, entretien. — L'enseignement et tous les exercices des écoles étaient gratuits, les instituteurs et institutrices salariés par la nation. Le traitement des instituteurs et des institutrices était réglé sur la progression établie au tableau ci-dessous annexé.

Pour les maisons d'éducation, les habitants de chaque arrondissement d'école pouvaient disposer des maisons de fabriques, des presbytères et des églises abandonnés, ainsi que des maisons nationales déjà consacrées aux petites écoles. Dans les lieux qui manqueraient de ces ressources, les habitants étaient autorisés à acheter, à leurs frais, des maisons nationales : Les frais de premier établissement, d'ameublement et d'entretien des

écoles étaient à leur charge. Ils fournissaient le logement aux instituteurs et aux institutrices. Sur l'avis des corps administratifs, ils pouvaient faire des emprunts pour subvenir aux premiers frais, à la charge de rembourser par portions égales dans l'espace de cinq ans.

Enfin le Comité d'instruction publique était chargé de faire promptement composer les différents livres élémentaires, de présenter une instruction pour l'exécution du décret et un règlement pour les écoles.

RÉPARTITION DES ÉCOLES ET TRAITEMENT.

POPULATION DES COMMUNES.		NOMBRE des premières écoles pour chacune	RAPPORT du nombre des écoles à la population.	TRAITEMENT ANNUEL.	
				des instituteurs.	des institutrices.
Depuis	400 jusqu'à 1.500 habitants	1	2 écoles par 3000 habit.	1.200 l.	1.000 l.
	1.500 — 3.000 —	2			
	3.000 — 6.000 —	4			
	6.000 — 8.000 —	5			
	8.000 — 10.000 —	6	2 écoles de plus par 4.000 habitants de plus.	1.400 l.	1.150 l.
	10.000 — 12.000 —	7			
	12.000 — 14.000 —	8			
	14.000 — 16.000 —	9			
	16.000 — 18.000 —	10	2 écoles de plus par 5.000 habitants de plus.	1.600 l.	1.300 l.
	18.000 — 20.000 —	11			
	20.000 — 25.000 —	13			
	25.000 — 30.000 —	15			
Au-	30.000 — 35.000 —	17	2 écoles de plus par 6.000 habitants de plus.	1.800 l.	1.450 l.
dessus	35.000 — 40.000 —	19			
	40.000 — 46.000 —	21			
	46.000 — 52.000 —	23			
	52.000 — 58.000 —	25	2 écoles de plus par 7.000 habitants de plus.	2.000 l.	1.600 l.
	58.000 — 64.000 —	27			
	64.000 — 71.000 —	29			
	71.000 — 78.000 —	31			
	78.000 — 85.000 —	33	On suit le dernier rapport.	2.400 l.	2.000 l.
	85.000 — 92.000 —	35			
	92.000 — 100.000 —	37			
	Au-dessus de 100.000 —	..			

III.

La discussion s'ouvrit le 18 frimaire par la lecture du projet révisé. Le 21, Fourcroy combattit ce projet. Il parla contre le danger qu'il y aurait à établir des écoles publiques salariées par la Nation, et pour la liberté de l'enseignement.

Supposons en effet, dit-il, plusieurs centaines d'instituts et quelques dizaines de lycées disséminés, comme on le proposait, sur tout le territoire de la République, introduisant des relations intimes entr'eux, des rassemblements multipliés et un centre de direction, de correspondance et de mouvement ; n'est-il pas évident que dans cette machine ainsi montée, non-seulement seront rassemblées les gothiques universités et les aristocratiques académies, mais encore qu'elle en présentera un amas beaucoup plus considérable qu'il n'était lorsqu'on a senti la nécessité de détruire ces institutions royales. Si l'on adoptait les plans d'instituts et de lycées qui ont été tant de fois reproduits sous différentes formes, on aurait toujours à craindre l'élévation d'une espèce de sacerdoce plus redoutable peut-être que celui que la raison du Peuple vient de renverser.

Solder tant de maîtres, créer tant de places inamovibles, c'est reformer des espèces de canonicats, c'est permettre enfin à des professeurs privilégiés de faire à leur gré des leçons froides que l'émulation ou le besoin de la gloire n'inspire plus.

L'art d'instruire les hommes peut-il s'améliorer par les préférences continuées que supposent les places accordées à des professeurs perpétuels, places qui doivent leur devenir tôt ou tard monotones et fastidieuses, par l'assurance même où ils seraient de ne pas les perdre ? Comment se persuader qu'un homme qui l'emporte aujourd'hui sur les autres par l'étendue de son savoir, et surtout par la manière de communiquer ses connaissances, l'emportera constamment ? Et pourquoi refuser à ceux qui veulent apprendre, le droit de choisir à leur gré, pour maîtres, les hommes qui en entrant pour la première fois dans la carrière de l'enseignement, y montrent tout à coup un mérite supérieur à celui des professeurs inamovibles dont le talent se ralentit ou s'éteint, ou reste stationnaire.

Ici, comme dans toutes les autres parties des établissements républicains, la liberté est le premier et le plus sûr mobile des grandes choses. Chacun doit avoir le droit de choisir pour professeurs ceux dont les lumières, l'art de démontrer, tout, jusqu'au son de voix, au geste, sont les plus conformes à ses goûts. *Laissez faire* est ici le grand secret et la seule routes des succès les plus certains.

Est-ce en créant de grandes places qu'on crée de grands hommes ? Boerrhaave, Linnéus, Bergman n'auraient-ils pas été de grands profes-

seurs, quand les Universités de Leyde, d'Upsal et de Stockholm n'auraient pas existé? N'avons-nous pas sous nos yeux la preuve que les professeurs placés souvent dans les chaires publiques par l'intrigue ou la bassesse, remplissaient si mal les fonctions qui leur étaient confiées, que les écoles royales et gratuites, monument stérile de l'orgueil des despotes, étaient désertes, tandis que des particulières et payées plus ou moins chèrement réunissaient la foule des hommes studieux. Peut-on se dissimuler qu'en créant tout à coup un grand nombre de places de professeurs, on ouvre la porte aux spéculations en ce genre, comme elle l'était autrefois aux bénéfices ecclésiastiques? N'est-il pas présumable qu'il se formerait une foule de demi-savants ou d'hommes médiocres, lorsque les jeunes gens n'auraient en vue, en se livrant à l'étude des sciences et des arts, que d'obtenir une place qu'ils regarderaient comme le terme de leurs travaux?

.....

Thibaudeau prit la parole après lui, dans le même sens.

Je combats le projet de décret présenté par le Comité. La bonne éducation est plutôt négative que positive; elle consiste à laisser à la nature son libre développement; l'art nuit plus qu'il ne sert, et la patrie a bien moins besoin de savants que d'hommes forts, robustes, et dociles à l'instinct de la conscience. Depuis l'Assemblée constituante jusqu'à présent, depuis Périgord jusqu'à Pelletier, il semble qu'on n'ait eu en vue que de former des docteurs; l'instruction a été classée en degrés scientifiques, ce qui ne présente au fond qu'une copie enluminée des collèges.

Sans doute le gouvernement doit salarier les premières écoles, mais en le faisant suivre suivant le mode présenté par le Comité, le résultat serait de faire une grande dépense, qui aboutirait beaucoup plus à propager l'erreur qu'à établir la vérité. Les instituteurs, avec un revenu de 1200 livres, seraient les plus riches citoyens dans beaucoup de communes, et avec l'influence morale qui appartient à leur état, ils deviendraient bientôt des curés.

D'après le projet du Comité, les écoles primaires coûteraient 100 millions, et donneraient 80.000 places d'instituteurs, sans compter les membres des divers instituts et lycées, pour l'instruction dans les degrés supérieurs, qui accroîtraient considérablement cette armée de pédants.

Un instituteur aurait 1200 livres pour former 25 élèves; mais ce n'est pas sur cette base que le salaire doit être établi; il faut qu'il soit subordonné au travail, et s'accroisse ou diminue avec lui; autrement si les places ont un salaire fixe, elle deviendront le patrimoine d'hommes ignorants, intrigants, immoraux, d'huissiers, procureurs sacristains, vermine qui pullule dans les campagnes. On fait assez pour les sciences, en les environnant de liberté et surtout d'hommes. Toutes les corporations sont détruites, et le plan du Comité en établit une de l'espèce la plus dangereuse; il crée des plénipotentiaires des mœurs, des goûts, des usages dont on ne peut calculer quelle deviendrait la prodigieuse influence.

Après que Thibaudeau eut parlé, Bouquier présenta son projet de décret sur l'enseignement libre. Il demandait cependant qu'il y eût des écoles pour les notions élémentaires dont les instituteurs seraient payés, suivant un tarif, à raison du nombre de leurs élèves. Il proposait ensuite l'établissement de quelques écoles supérieures gratuites pour les hautes sciences absolument nécessaires à la conservation de l'existence des citoyens et à la défense de la République.

Romme réclama la priorité pour le premier projet du Comité d'instruction. Il s'appliqua « à faire sentir que décréter la liberté « de l'enseignement, ce serait entretenir une distinction odieuse « entre le pauvre et le riche, et laisser celui-ci dans un galeas, « comme auparavant. Tous nos efforts, dit-il, tous nos vœux « doivent tendre à rendre les instituteurs publics inutiles, en « procurant aux pères les lumières et le civisme nécessaires « pour former l'âme des jeunes républicains : mais serait-il « sage de s'en reposer aujourd'hui sur eux de cette tâche à « laquelle est attaché le sort de la liberté ? »

Jay-Sainte-Foi s'indigna qu'on outrageât ainsi la raison populaire. Il ne vit dans les articles révisés que le régime des universités renouvelées de l'évêque d'Autun et de Condorcet, et dégagé de ce qu'il offrait de plus absurde. Les 40.000 bastilles où l'on proposait de renfermer la génération naissante, lui semblaient la meilleure ressource qu'on ait pu imaginer pour soutenir le dernier espoir de la tyrannie ou pour la ressusciter de ses cendres. Il insista fortement en faveur de l'autorité paternelle que l'on ne rougissait pas de transmettre à des mains mercenaires, et pour la plus grande partie, à des suppôts de la chicane.

« Nos défenseurs, en rentrant dans leurs foyers, s'écria-t-il, « seront-ils bien touchés d'apprendre qu'un procureur au « Châtelet, par exemple, est chargé d'inspirer des vertus républicaines à leurs enfants ? Comme si les fondateurs de la liberté « avaient besoin d'un tiers pour communiquer à leur famille « l'enthousiasme dont ils sont embrasés ! »

La priorité fut accordée, à une grande majorité, au nouveau plan présenté par Bouquier (1), « un plan simple, disait son auteur, « naturel, facile à exécuter », un plan qui proscrivait « à jamais

(1) Séance du 21 frimaire ; *Moniteur* du 23 frimaire (13 décembre).

« toute idée de corps académique, de société scientifique, « d'hierarchie pédagogique ; un plan enfin dont les bases » étaient « les mêmes que celles de la constitution : la liberté, « l'égalité, la brièveté ».

Le premier de tous les arts utiles qu'un gouvernement républicain doit honorer, est celui de l'agriculture, et les citoyens qui l'exercent sont, en tout temps, ceux qui, les premiers, ont bien mérité de la patrie.

Les nations libres n'ont pas besoin d'une caste de savants spéculatifs, dont l'esprit voyage constamment par des sentiers perdus, dans la région des songes et des chimères. Les sciences de pure spéculation détachent de la société les individus qui les cultivent, et deviennent à la longue un poison qui ruine, énerve et détruit les Républiques.

Au peuple qui a conquis la liberté, il ne faut que des hommes agissants, vigoureux, robustes, laborieux, des hommes éclairés sur leurs droits ; sur leurs devoirs.

On parvient à former de tels hommes en exerçant la jeunesse à des travaux, à des arts dont l'exécution, en développant leurs forces, donne la souplesse, de la dextérité, et en mettant sous ses yeux des lois simples et sages, de grands exemples à suivre, de grands modèles à imiter.

Le muscadin crève dans une première campagne, ou au premier coup de fusil, crie en fuyant, *sauve qui peut*, tandis que le jeune homme exercé dès l'enfance à des travaux pénibles, étayant son courage de sa force, devient bientôt un excellent soldat. Sa vigueur brave les fatigues de la guerre, son courage affronte les périls. Il repousse l'ennemi, il garantit sa patrie du joug de toute domination, et devient par sa valeur, sa constance, sa fermeté, son dévouement, le modèle du vrai républicain.

C'est donc à former de tels hommes que nous devons nous attacher, et la révolution ne nous a-t-elle pas déjà servi merveilleusement à cet égard ? Jetons un coup d'œil rapide sur la nation française..... Voyons ce qu'elle était avant la révolution, voyons ce qu'elle est aujourd'hui..... Indolente, apathique, insouciant à l'excès, les sciences futiles, les arts frivoles lui tenaient lieu de tout, elle portait les fers de la tyrannie, sans, pour ainsi dire, en sentir le poids ; à peine connaissait-elle le nom de liberté..... Il a fallu que les tyrans antropophages qui la mutilaient depuis tant de siècles, l'aient arrachée, à force d'excès, de cruautés et de noirceurs, des bras du sommeil léthargique où le despotisme l'avait insensiblement plongée. Mais l'heure du réveil arrive, le tocsin de liberté retentit au loin : la Nation se lève, reprend sa puissance, et, dans un clin d'œil, un peuple d'esclaves devient un peuple de héros. Les bastilles sont renversées, les satrapes tremblent ; la Nation organise son pouvoir, les sociétés populaires sont formées, la voix de la raison se fait entendre, chaque citoyen devient soldat, l'amour de la liberté s'empare de tous les cœurs et les conduit d'un pas rapide à la hauteur du républicanisme.

Tels sont les effets miraculeux qu'a produits notre révolution ; tels sont es moyens dont elle a fait usage.

Qu'avons-nous donc besoin d'aller chercher loin de nous ce que nous avons sous nos yeux ! Citoyens, les plus belles écoles, les plus utiles, les plus simples, où la jeunesse puisse prendre une éducation vraiment républicaine, sont, n'en doutez pas, les séances publiques du département, des districts, des municipalités, des tribunaux, et surtout des sociétés populaires. C'est dans ces sources pures que les jeunes gens puiseront la connaissance de leurs droits, de leurs devoirs, des lois et de la morale républicaine ; c'est en maniant les armes, c'est en se livrant aux exercices de la garde nationale, c'est en s'accoutumant au travail en exerçant un art ou un métier pénible, que leurs membres deviendront souples, que leurs forces se développeront, qu'ils perfectionneront leurs facultés physiques..... Tout leur présentera des moyens d'instruction ; ils en trouveront dans les livres élémentaires que vous allez publier ; ils en trouveront enfin dans les fêtes nationales que vous allez instituer.

D'après cet exposé rapide, on doit voir clairement que la révolution a, pour ainsi dire d'elle-même, organisé l'instruction publique et placé partout des sources inépuisables d'instruction.

N'allons donc pas substituer à cette organisation simple et sublime comme le Peuple qui la crée, une organisation factice et calquée sur des statuts académiques qui ne doivent plus infecter une Nation régénérée. Conservons précieusement ce qu'ont fait le Peuple et la révolution ; contentons-nous d'y ajouter le peu qui y manque pour compléter l'instruction publique. Ce complément doit être simple comme l'ouvrage créé par le génie de la révolution..... Je vais vous en relire le projet (1).

La discussion s'établit principalement sur l'article du projet de Bouquier portant que les pères et mères, tuteurs ou curateurs *pourraient* à leur choix envoyer leurs enfants ou pupilles aux écoles de première instruction. Charlier demanda, qu'au lieu de *pourront*, il fût mis *seront tenus*. Thibaudeau s'opposa à l'amendement de Charlier, en s'appuyant principalement sur les droits de la nature. Danton, au contraire, l'appuya : « Il est « temps, dit-il, de rétablir ce grand principe qu'on semble tous « méconnaître : que les enfants appartiennent à la République « avant d'appartenir à leurs parents. Personne, plus que moi, « ne respecte la nature. Mais l'intérêt social exige que là seulement, doivent se réunir les affections. Qui me répondra que « les enfants travaillés par l'égoïsme des pères, ne deviennent « dangereux pour la République. Nous avons assez fait pour les « affections, devons-nous dire aux parents : Nous ne vous les « arrachons pas, vos enfants, mais vous ne pourrez les sous-

(1) Séance du 22 frimaire ; *Moniteur* du 24 frimaire (décembre 1793).

« traire à l'influence nationale. — Et que doit donc nous
« importer la raison d'un individu devant la raison nationale ?
« Qui de nous ignore les dangers que peut produire cet isole-
« ment perpétuel ? C'est dans les écoles nationales que l'enfant
« doit sucer le sang républicain. La République est une et
« indivisible. L'instruction publique doit aussi se rapporter à ce
« centre d'unité. A qui d'ailleurs accorderions-nous cette faculté
« de s'isoler ? C'est au riche seul. Et que dira le pauvre, contre
« lequel peut-être on élèvera des serpents ? » Thibaudeau ayant
demandé le rapport de l'amendement, son opinion fut vivement
combattue par Lecointre Puyraveau qui opposa « la nécessité
« de s'assurer de la génération future par une instruction popu-
« laire et commune ».

3.

Les livres élémentaires. v

I.

Le 25 prairial an I (13 juin 1793), la Convention avait décrété qu'il serait ouvert un concours pour la composition des livres élémentaires destinés à l'enseignement public (*art. 1*). Il était formé une commission d'hommes éclairés dans les sciences, les lettres et les arts pour juger, entre les différents ouvrages qui seraient envoyés, ceux qui mériteraient la préférence (*art. 2*). Le Comité d'instruction publique était chargé du choix des personnes qui devaient composer cette commission et d'en soumettre la liste à l'approbation de la Convention (*art. 3*). La commission arrêtait, de concert avec le Comité d'instruction publique, le plan des ouvrages qui devaient servir à l'enseignement public (*art. 4*). Les programmes étaient rendus publics : les citoyens français et les étrangers étaient invités à concourir à la composition de ces livres. Des récompenses nationales étaient accordées à ceux qui, au jugement de la commission, auraient présenté les meilleurs livres élémentaires sur les sciences, les lettres et les arts (*art. 5 et 6*).

Ce décret ne fut pas exécuté. Le 9 pluviôse an II (23 janvier 1794), la Convention, sur la proposition faite par Grégoire au nom du Comité d'instruction publique, rendit le décret suivant :

Article 1^{er}. — Un concours est ouvert jusqu'au 1^{er} messidor prochain, pour des ouvrages sur les sujets suivants :

1^o Instructions sur la conservation des enfants, depuis la grossesse inclusivement, et sur leur éducation physique et morale depuis la naissance jusqu'à l'époque de leur entrée dans les écoles nationales ;

2^o Instructions pour les instituteurs nationaux, sur l'éducation physique et morale des enfants ;

3 Méthodes pour apprendre à lire et à écrire : ces deux objets traités ensemble ou séparément ;

4^o Notions sur la grammaire française ;

5^o Instructions sur les premières règles d'arithmétique et de géométrie pratique ;

6^o Notions sur la géographie ;

7^o Instructions sur les principaux phénomènes et sur les productions les plus usuelles de la nature ;

8^o Instructions élémentaires sur la morale républicaine.

Art. 2. — Les auteurs adresseront leurs ouvrages à la Convention nationale, et ne se feront connaître qu'après le jugement.

Art. 3. — Des récompenses nationales seront décernées aux auteurs des ouvrages qui auront été jugés les meilleurs.

Art. 4. — Le comité d'instruction publique présentera un rapport sur l'organisation d'un jury destiné à juger du mérite des ouvrages envoyés au concours et sur les récompenses à décerner.

Le jury, composé de Lagrange, Daubenton, Lebrun, Monge, Richard, Garat, Thonin, Prony, Servais, Hallé, Corvisart, Désorgue, Vandemonde, Buache, ne put achever ses travaux avant la fin de la Convention. Enfin une loi du 11 germinal an IV (31 mars 1796) décida que les ouvrages présentés au concours ouvert par le décret du 9 pluviôse an II, et qui au jugement du jury, devaient servir pour les écoles primaires, seraient imprimés aux frais de la République, distribués aux membres du Corps législatif, et envoyés aux administrations départementales (*art. 1*).

D'après l'article 2, les auteurs desdits ouvrages et ceux qui avaient « le plus approché » recevaient une indemnité pécuniaire déterminé dans le jugement du jury. — Chaque membre du jury chargé de l'examen des livres recevait une indemnité de 10000 livres.

II.

Dans la discussion qui eut lieu au Conseil des Anciens le 11 germinal an IV, Barbé-Marbois prit la parole au nom de la commission instituée par le Conseil des Anciens, pour examiner le projet voté par les Cinq-Cents et en faire le rapport :

..... Le mérite de ces nombreux ouvrages nous est encore inconnu, mais quel qu'il soit, est-ce au législateur à poser des bornes dans l'espace illimité des connaissances humaines? Tracera-t-il un cercle autour du génie des découvertes, et dira-t-il jusqu'à quel point on peut puiser dans ses trésors immenses? Imprimer à quelques ouvrages le caractère de notre approbation, n'est-ce pas en quelque sorte créer une école nouvelle, qui, pour être moins circonscrite que celle du maître par excellence n'en est pas moins peut-être un point imperceptible comparée à une perfectibilité qu'on peut présumer infinie.— Nous allons proclamer les titres des livres en quelque sorte élémentaires, mais qui nous dit qu'en ce moment d'autres savants ne préparent pas des ouvrages bien plus dignes d'initier la jeunesse dans les sciences! Et si notre détermination les arrêtaient tout à coup dans le cours de leurs travaux, et privait le monde des fruits qu'ils doivent produire! Supposons même que leurs livres vinssent à être publiés après que vous aurez décerné les prix, et proclamé par une loi que d'autres ouvrages sont destinés aux écoles publiques, les maîtres devront-ils quitter le livre que la loi aura mis dans leurs mains, pour prendre celui qui leur sera présenté par une science supérieure? ou bien instituerez-vous de nouveaux concours ou de nouveaux jurys d'année en année, pour ne pas rester en arrière des connaissances de votre temps?— Le corps législatif veut imprimer à tout ce qui sort de ses mains un caractère de liberté, et nous lui proposerions d'enchaîner le génie! Serait-elle bien digne du législateur, cette vue étroite et bornée d'uniformité et de monotonie dans le développement des connaissances de nos enfants? et n'est-il pas mille fois préférable de varier à l'infini les modes d'enseignement? Laissons quelque chose à faire à la sagacité des maîtres, à la vivacité, à l'ardente pénétration de la jeunesse. Croira-t-on que notre Pascal eût fait des progrès aussi rapides et qu'à 23 ans il eut ouvert de nouvelles routes à la physique et à la géométrie, si sa pensée eut été captive dans les entraves d'un livre élémentaire? On nous propose de conduire tous nos enfants par une même route : mais n'y en a-t-il donc qu'une? et qui nous garantit que nous avons trouvé la plus courte? Parmi des chances innombrables, et qui nous sont toutes ouvertes, pourquoi nous borner à une seule? Vous voulez que j'aille aux Indes par l'Orient, disait avec impatience l'audacieux

Colomb à peine sorti de l'enfance ; j'y veux aller moi, j'irai par l'Occident, et il découvrit l'Amérique.

Tant de considérations, citoyens collègues, étaient sans doute très importantes, mais pour en accrottre ou en diminuer le poids, il était indispensable de connaître le mérite des écrits au concours. Le jugement du jury a été notre première et principale règle. Nous avons reconnu que, dans cette multitude d'ouvrages, ceux qu'il avait jugés dignes de l'impression, étaient au nombre de huit, et qu'il y en avait vingt-six dont il avait jugé que les auteurs méritaient récompense. Dans ce nombre de vingt-six sont compris ceux dont l'impression aux frais de la République est proposée.

Les membres de la commission s'étaient distribué les livres et s'étaient réunis plusieurs fois pour se communiquer le résultat de leur travail. Au conseil des Anciens ils rendirent compte, chacun en ce qui les concernait, des livres qu'ils avaient examinés, puis Barbé-Marbois prit encore la parole au nom de la commission :

..... La commission n'hésite point à dire que le but ne lui paraît pas avoir été atteint. Le jury a porté des jugements éclairés, sévères et justes ; il a usé avec réserve de la faculté de désigner les ouvrages qu'il croyait dignes de l'impression ; mais l'examen auquel nous nous sommes livrés nous a disposés à croire que le conseil serait encore moins indulgent.

Dans un objet aussi grand, aussi utile, aussi véritablement national, la dépense ne nous eût paru qu'une considération secondaire, si le concours eût produit des livres d'un ordre supérieur. Il était de notre devoir cependant de mettre sous les yeux du conseil le tableau des frais d'impression de ces huit ouvrages ; il est joint aux pièces, et présente au résultat une dépense de sept millions en assignats.

La commission a pensé que trois de ces ouvrages seulement pourraient être susceptibles de l'impression aux frais de la République ; ce sont la *Grammaire* de Lhomond, les *Eléments* [d'arithmétique] de Condorcet et les *Principes de la morale républicaine* par la Chabaussière ; mais, dans l'impossibilité de diviser son jugement, elle ne pourra que vous proposer une détermination uniforme sur la résolution.

Elle s'est ensuite occupée du second article, qui assigne une indemnité pécuniaire aux auteurs des ouvrages couronnés, ou de ceux qui auront le plus approché du but du concours. Ces indemnités, dont la plus forte est de 3000 livres, montent, pour les vingt-six auteurs, à la somme de 60.500 livres. Ces écrivains se sont empressés de répondre à la voix des législateurs ; ils ont consacré leurs veilles et leurs talents aux progrès des études publiques. Les ouvrages couronnés sont supérieurs aux récompenses que nous pourrions offrir ; mais, quelles qu'elles soient, les estimables auteurs de ces écrits sont loin de l'aisance si nécessaire à l'homme de lettres, pour qu'il puisse se livrer avec fruit à des travaux utiles, et nos collègues du

conseil des Cinq-Cents jugeront probablement, comme nous, qu'il est à désirer que cette indemnité ne soit pas plus longtemps attendue.

Nous pensons de même à l'égard de celle de 10000 livres accordée à chaque membre du jury d'examen des livres élémentaires. Ces sommes auraient paru insuffisantes au conseil, il y a peu de jours, dans l'état de dépréciation où se trouvait la monnaie républicaine ; un signe nouveau est substitué à celui qui chaque jour éprouvait une plus grande diminution, et les gens de lettres seront les premiers à en ressentir les effets (1).

Le conseil voit assez que si la commission n'est point d'avis que les ouvrages désignés par la résolution du Conseil des Cinq-Cents soient imprimés aux frais de la République, elle présume cependant que le législateur voudra faire jouir la nation de ce qu'ils contiennent d'utile. Elle pensa à cet égard qu'il conviendrait que les nombreux manuscrits qu'a enfantés le concours fussent remis au ministre de l'intérieur, et que les chefs qui, sous ses ordres, ont la direction de l'instruction publique, fussent chargés de les conserver, et même d'en faire des extraits propres à à les aider dans leurs travaux. Les auteurs seront maîtres d'ailleurs de faire imprimer leurs productions, et les manuscrits pourraient être remis à tous ceux qui désireraient de les retirer.

L'approbation et le suffrage des deux conseils, pour n'être pas exclusifs, n'en auront peut-être que plus de poids aux yeux de la plupart des lecteurs.

Enfin les auteurs recevraient un encouragement puissant, si le Directoire était autorisé à souscrire pour une certaine quantité d'exemplaires ; ils n'y trouveraient guère moins d'avantage que dans l'impression aux frais de la République et il en résulterait pour elle une économie qui mérite notre attention.

Fourcroy répondit à Barbé-Marbois.

..... La Convention, en ordonnant la rédaction d'ouvrages élémentaires, n'a pas pu penser à gêner, à contraindre les instituteurs ; c'est le

(1) Le 30 pluviôse an IV (19 février 1796), la destruction de tous les objets servant à la fabrication des assignats avait eu lieu en grande solennité sur la place Vendôme. « On avait espéré que cette dernière mesure et la « solennité qu'on y apportait relèveraient la valeur des assignats. Il n'en « fut rien, l'impulsion de la baisse était donnée et le gouvernement directo-
rial inspirait trop peu de confiance pour l'arrêter. » Contraint par la nécessité, le Directoire fut obligé de créer un autre papier-monnaie qui reçut le nom de MANDAT TERRITORIAL et fut garanti comme l'avaient été les assignats, par les biens nationaux. Les mandats avaient cours de monnaie entre toutes personnes et étaient reçus comme espèces dans les caisses publiques : *Dict. des finances publié sous la direction de M. Léon Say, 1894, aux mots Mandats territoriaux.*) Mais dès leur émission, le cours des mandats territoriaux tomba à 18 o/o, et la baisse ne fit que s'accroître (Consulter *Les Emprunts forcés de l'an IV et de l'an VII, leur application dans le département du Jura*, par H. LIBOIS, pages 35 et suivantes.)

défaut absolu de livres élémentaires, dans plusieurs parties des connaissances humaines, qui l'a portée à ouvrir un concours ; elle n'a pas voulu en forcer l'usage, et surtout le rendre exclusif : eut-il été en son pouvoir de donner des entraves aux maîtres doués de génie, ou de borner l'avancement des élèves, quand elle aurait eu cette intention si éloignée de sa pensée ? et pour avoir essayé une route où il n'y en avait point encore, a-t-elle pu vouloir en empêcher d'en ouvrir de nouvelles ?

.

Ouvrir un concours pour les livres élémentaires, examiner et choisir les ouvrages qu'on y présente, ce n'est donc point faire des lois prohibitives ; ce n'est ni donner des liens à l'esprit des élèves, ni des entraves aux instituteurs ; c'est avertir tous les talents, c'est concentrer les lumières, c'est inviter le génie à se communiquer, à se répandre ; tel un ruisseau rapide et trop resserré verse avec ses eaux l'abondance et la fertilité dans les campagnes, par la main du cultivateur habile, qui divise sa masse en un millier de canaux salutaires.

Ne pensez pas, citoyens législateurs, que l'adoption de huit ouvrages, choisis dans un nombre de vingt-six distingués par le jury, puisse empêcher les hommes de génie de travailler à des sciences, s'ils en ont le projet : faire un sentier, pour traverser un lieu jusque là impraticable, est-ce s'opposer à ce qu'on trace en même temps, à ce qu'on y ouvre bientôt une grande route ? Il me semble qu'au contraire c'est donner à d'habiles ingénieurs l'idée d'entreprendre cette route.

Fourcroy estime qu'il faudrait imprimer les huit ouvrages jugés dignes de l'impression par le jury ; aucun « n'est sans mérite réel » ; tous « sont et deviendront encore plus utiles ». Il est d'ailleurs « une circonstance remarquable qui milite en « faveur de l'impression de ces ouvrages. La République possède « un établissement typographique, le seul peut être et certainement le plus beau de l'Europe dans ce genre », l'imprimerie du Louvre ; « dépositaire des premiers chefs-d'œuvre « nationaux dans cette magnifique production de génie, elle « seule entretient depuis plus d'un siècle une génération « d'artistes habiles ; elle seule, par la réunion de tous ces « moyens, peut faire et fait pour les sciences, les langues, les « calculs, l'astronomie, le commerce, des ouvrages qui deviennent autant d'objets d'échange et de produits utiles de notre « industrie, car les éditions du Louvre sont très recherchées « par les étrangers. Les ouvrages élémentaires imprimés dans « cet établissement seront donc corrects et bien exécutés, et « vous soutiendrez ainsi la gloire et les succès d'une institution

« qui fait pour les imprimeries particulières un objet d'émulation et de rivalité, et à laquelle, n'en doutons pas, est plus ou moins attaché le sort et la perfection de l'art typographique si intimement lié à celui de la liberté des Peuples. »

Fourcroy continue.

Je ne parlerai pas plus de dépenses que l'a fait votre commission; le conseil sait trop que récompenser des travaux scientifiques et littéraires, c'est placer des fonds à un gros intérêt; c'est répandre la semence la plus productive : il me permettra seulement de lui rappeler ici cette vérité trop peu connue encore, ou au moins trop peu pratiquée par la plupart des gouvernants : les fonds destinés aux progrès des sciences, des lettres et des arts sont, parmi les diverses dépenses de l'administration publique, celles qui coûtent le moins et qui rapportent le plus.

Il ne m'est pas nécessaire de vous faire observer que la résolution pour laquelle je parle, contient, outre l'article relatif à l'impression des ouvrages élémentaires, deux articles pressants qui appellent toute votre sollicitude, puisqu'il s'agit de décerner de justes récompenses, et de faibles indemnités en même temps à des hommes de lettres qui ont consacré leurs veilles à ces utiles travaux; je ne vous retracerai pas le tableau si connu de la détresse où languissent la plupart d'entre eux : leurs bibliothèques, leurs collections, leurs meubles devenus le seul gage de leur existence et ne suffisant même plus aux besoins de quelques uns; je n'opposerai point à cette douloureuse situation d'hommes utiles, le luxe insultant et la richesse criminelle autant que soudaine de quelques individus qui ruinent l'Etat, tandis que les premiers le servent presque sans autre espérance que celle de la gloire; ce n'est point votre sensibilité que je veux émouvoir par des peintures trop vraies pour pouvoir être chargées, c'est votre justice que je dois avertir. Ne perdez pas de vue que les huit ouvrages, dont l'impression est ordonnée par la résolution, font partie de vingt-six qui ont mérité des récompenses attendues depuis plus d'un an par leurs auteurs, que la culture des sciences et des lettres ne peut pas nourrir en ce moment. Tout ajournement sur cet objet, tout délai même est donc une véritable calamité pour la Patrie.

Le Conseil des Anciens approuva la résolution (1).

Les huit ouvrages dont l'impression fut ordonnée étaient outre les *Eléments de la Grammaire Française*, de Lhomond; les *Eléments d'arithmétique*, de Condorcet, et le *Catéchisme républicain, philosophique et moral*, par la Chabausière, dont

(1) Séance du 11 germinal an IV (31 mars 1796); *Moniteur* des 15, 16 et 17 germinal.

on a parlé plus haut (2) : 1° le *Portefeuille des enfants*; 2° les *Éléments d'histoire naturelle*, par Millin; 3° la *Grammaire*, de Panckoucke; 4° *Idées sur une nouvelle manière d'enseigner la géographie dans les écoles primaires*; 5° enfin, l'*Art de la natation*, par Tarquin et Deligny.

4.

Le Décret du 27 brumaire an III.

(17 novembre 1794).

I.

Le 7 brumaire an III (30 octobre 1794), Lakanal prit la parole au nom du Comité d'instruction publique et fit le rapport suivant sur le nouveau projet d'organisation de l'enseignement primaire :

... Il est temps sans doute de pourvoir à l'un des besoins les plus essentiels et les plus négligés de la République; hâtons-nous d'établir

(2) Le *Catéchisme républicain* était l'œuvre du chef d'un des bureaux de la troisième division du ministère de l'intérieur. Il se composait de trente-sept quatrains.

A la demande : *Quels sont les droits de l'homme et du citoyen ?* On répondait :
De librement penser, croire, agir, s'exprimer,
De posséder les fruits que son travail lui donne,
D'être sûr dans ses biens et sûr dans sa personne,
Et d'opposer sa force à qui veut l'opprimer.

A la demande : *Qu'est-ce que l'âme*, l'enfant devait dire :
Je n'en sais rien, mais je sais que je pense,
Que je veux, que j'agis, que je me ressouviens...
Mais j'ignore où je vais et ne sais d'où je viens.

Qu'est-ce que Dieu ?

R. Je ne sais ce qu'il est, mais je vois son ouvrage...
Je me crois trop borné pour en faire l'image ;
Il échappe à mes sens, mais il parle à mon cœur.

Le catéchisme appelait la mort

Le repos des douleurs, le seuil d'une autre vie.

L'auteur avait ajouté : « La religion chrétienne avec son appareil lugubre et ses précautions imbéciles avait gâté la mort; il faut la voir telle qu'elle est ».

ALBERT BAREAU, *L'Ecole de village pendant la Révolution*, 2^e édit. 1895, p. 105, 106. Voir dans le même livre (p. 111 à 115) le passage relatif aux *Épîtres et Évangiles du républicain pour toutes les décades de l'année, à l'usage des jeunes sans-culottes*, par Henriquez, citoyen de la section du Panthéon, ouvrage pour lequel une indemnité de 1500 livres était proposée.

l'enseignement, mais sur un plan plus national, plus organique, plus digne, en un mot de nos futures destinées.

Telles ont été les vues et les intentions qu'il s'est attaché à remplir.

Il est question ici de l'enfance : les écoles primaires doivent l'introduire en quelque sorte dans la société. Notre système de placement est fondé sur les observations faites par les hommes qui ont le plus médité sur l'économie sociale ; ils ont démontré que les enfants, depuis six jusqu'à treize ans, forment environ le treizième de la population. En établissant une école primaire par mille habitants, l'instituteur aura environ trente élèves ; Rousseau n'en voulait qu'un.

Le bon Rollin pensait que c'était assez de réunir cinq élèves sous un même instituteur.

Placer l'instituteur à la portée des enseignés, lui imposer des fonctions qui ne dépassent pas la mesure de ses forces physiques, économiser tout à la fois les instituteurs et les finances de la République, tels sont les avantages que nous a paru réunir notre système de placement : la population plus ou moins pressée a déterminé quelques modifications.

Ces établissements, pour opérer tout le bien qu'on doit s'en promettre, ne doivent être confiés qu'à des hommes éclairés et vertueux ; il faut y appeler le mérite et repousser l'intrigue et l'immoralité.

Nous nous proposons d'établir près de chaque administration de district un *jury d'instruction*. Il est nécessaire d'entrer dans quelques détails sur cette institution nouvelle.

Figurons-nous, sur un espace aussi étendu que la France, vingt-quatre mille écoles nationales, avec près de quarante mille instituteurs et institutrices ; dans ces écoles peuvent recevoir l'instruction première et commune environ trois millions six cent mille enfans.

Voilà un établissement immense et tout à fait national ; sa dépense en salaire, prix d'émulation, bâtimens, sera la plus forte que la République ait à soutenir en temps de paix. Peut-on nier que cet établissement ait besoin d'être administré dans sa tenue morale, et surveillé dans la manière dont sera exécuté le genre de service qu'on lui demande ? De là l'institution dans chaque district d'un jury d'instruction, composé de trois personnes, et qui se renouvelle. Un jury par département n'aurait pas suffi, et sa surveillance n'eût été qu'illusoire. Si au jury de district on préférerait l'administration des corps municipaux, il en résulterait une complication dont l'accroissement serait dans le rapport de cinq cents, qui est le nombre à peu près des districts, à quarante-deux mille, qui est celui des municipalités. Chaque commune voudrait avoir au moins une école, et les fonds publics qu'on peut y destiner, quelque considérables qu'on les suppose, ne pourraient suffire à cette augmentation ; d'ailleurs les grandes communes seraient bien pourvues, celles des campagnes le seraient mal, ce qui ne s'accorde pas avec l'égalité républicaine ; enfin les écoles seraient plutôt communales que nationales, ce qui est moins favorable à l'unité et à l'intégrité d'une association politique. Les jurys d'instruction doivent agir de concert avec les administrations de district, et correspondre à un point central supérieur, la Commission exécutive de l'instruction. Ce principe ne peut pas être attaqué par les amis de l'unité de la République.

C'est peu de monter un grand établissement, il faut provoquer les hommes capables de les remplir. Nous avons dû prévoir que des intrigants travailleraient à supplanter les instituteurs ; que des malveillants s'efforceraient de les dégoûter de leurs fonctions, que des hommes prévenus ou séduits élèveraient surtout contre eux des plaintes vagues ou mal fondées. Toutes les précautions sont prises pour repousser d'injustes attaques, pour imposer silence à toutes les voix calomnieusement accusatrices. D'un autre côté, trois motifs puissants appellent l'homme vertueux et éclairé aux pénibles fonctions d'instituteur national ; un traitement qui le fasse subsister dans une médiocrité honorable et républicaine ; l'espoir que nous lui donnons d'une retraite paisible et aisée dans les années reculées de la vieillesse ; enfin son inscription dans la liste des fonctionnaires publics.

La disposition qui porte l'égalité des salaires pour les instituteurs, sur tous les points de la République, peut avoir une grande influence sur les progrès de l'amélioration sociale. L'intention du Comité n'a pas été de réduire celui qui vit chèrement dans les villes au traitement de celui qui habite la campagne. Ce n'est pas au *minimum* qu'on a voulu placer l'égalité, c'est au *maximum*. On a proposé de donner à l'instituteur des campagnes autant qu'à celui des villes : cette vue a paru morale et d'une bonne politique. Tant de motifs attirent les talents et les lumières dans les grandes villes, qu'il est bon d'en repousser une partie au milieu des champs, par l'attrait d'une existence aisée ; alors seulement, je verrai l'égalité dans l'instruction. Serait-elle réelle, en effet, si les hommes et les femmes chargées de la distribuer dans les campagnes, n'y étaient retenus que par leur infériorité, et l'impossibilité d'être mieux placés ailleurs.

La fixation des objets d'enseignement qui conviennent au premier âge, n'était susceptible aujourd'hui d'aucune difficulté. L'éducation, il faut l'avouer, n'a guère été jusqu'à présent qu'un enseignement littéraire : il fallait en agrandir la sphère et lui faire embrasser la partie physique et morale de l'éducation, comme les facultés purement intellectuelles ; les talents industriels et manuels, comme les talents agréables ; car en vain l'âme est forte, si le corps est sans vigueur : il faut, dit l'ingénieur et naïf *Montaigne*, donner à l'esprit un valet robuste. La véritable instruction s'occupe de tout l'homme, et même, après avoir cherché à perfectionner l'individu, elle essaie d'améliorer l'espèce ; c'est aux bons livres élémentaires et à des ouvrages capables de guider les instituteurs, qu'il est donné d'atteindre toutes les fins de l'instruction publique. Les ouvrages envoyés jusqu'ici au concours ouvert pour cet objet, n'ont pas encore rempli vos vues : en général, les auteurs ne se sont pas contenus dans les limites du travail qui leur était demandé, de telle sorte que ces divers ouvrages n'empiétassent pas les uns sur les autres, qu'il n'en manquât d'aucun utile, et que tous ensemble pussent offrir un système complet d'enseignement national.

Les citoyens qui ont travaillé pour ce concours, ont généralement confondu deux objets très différents, avec des *abrégés*. Resserrer, coarcter un long ouvrage, c'est l'abrégé : présenter les premiers germes, et en quelque sorte la matrice d'une science, c'est l'élémenter. Il est facile de faire un abrégé de *Mézeray*, tandis qu'il faudrait un Condillac, pour faire des éléments de l'histoire. Ainsi, l'abrégé, c'est préci-

sément l'opposé de l'élémentaire ; et c'est cette confusion de deux idées très-distinctes qui a rendu inutile, pour l'instruction, les travaux d'un très-grand nombre d'hommes estimables qui se sont livrés, en exécution de vos décrets, à la composition des livres élémentaires ; le Comité a pris toutes les mesures pour en assurer la prompte publication. Il a interrogé le génie : sa réponse sera prompte et digne de vous et de lui.

Il restait un dernier objet à examiner ; je parle des moyens d'entretenir dans les écoles nationales cette émulation généreuse qui fait éclore les talents, les vertus, les belles actions, et sans laquelle le génie le plus heureusement né ne produit rien de grand. Votre comité a vu tous ces avantages se réunir dans la célébration de la fête de la jeunesse.

Là, en présence du Peuple, juge tout à la fois et spectateur, des prix d'encouragement seront distribués aux élèves ; là encore seront solennellement proclamés habiles à exercer des fonctions publiques ceux de nos jeunes citoyens qui, n'ayant pas suivi les écoles nationales, seront néanmoins jugés suffisamment instruits dans les différentes parties de l'enseignement national. Car vous voulez concilier ce qu'on doit à la société avec le droit imprescriptible et sacré qu'a tout homme libre d'instruire lui-même son fils, et de façonner à la vertu son âme neuve et docile.

Je finis par une réflexion nécessaire ; la France ne gémirait pas aujourd'hui sur le vide de l'instruction publique, la patrie ne serait pas alarmée sur le sort de la génération qui nous recommence, si les principales bases du plan que nous vous présentons n'avaient pas été rejetées dans la séance du 1^{er} juillet, vieux style, sur la motion de Robespierre ; il avait ses vues pour faire repousser ces idées régénératrices : votre Comité dont j'étais alors, comme aujourd'hui, l'organe près de vous, avait les siennes aussi pour les proposer (1).

II.

La discussion sur le projet Lakanal s'ouvrit le 26 brumaire (16 novembre 1794).

Dubois-Crancé aurait voulu que le Comité d'instruction publique eût « mieux ménagé l'intérêt de ceux qui ont le plus « besoin d'instruction et le moins de moyens pour s'en procurer ». Il aurait fallu à son sens que les communes trouvassent cette instruction sans sortir de chez elles. Louchet fit observer que dans ce cas les revenus de la République ne suffiraient pas. — « Si l'on adoptait la proposition de Dubois-Crancé, dit Duroy, « il faudrait un instituteur non seulement pour chaque commune, mais encore pour chaque village ; car il y a des com-

(1) *Moniteur* du 9 brumaire an III.

« munes formées de la réunion de plusieurs villages. Tous
« ceux qui ont vécu à la campagne, savent que les enfants peu-
« vent faire une demi-lieue pour aller chercher l'instruction. Je
« suis persuadé qu'avec le projet du Comité, vous avez tout ce
« qui est nécessaire pour le moment. D'ailleurs, il vaut mieux
« donner sur le champ des moyens d'instruction, et ne pas re-
« chercher la perfection la plus rigoureuse. » Selon le Rapporteur, une population de 1000 habitants donnant environ 100 enfants de l'un et l'autre sexe, un instituteur aurait environ 50 enfants à instruire. Si l'on augmente le nombre des élèves, on excède les forces de l'instituteur, on enlève l'émulation, et on grève le trésor public. Le projet conciliait tout, en établissant une école primaire pour mille habitants, et une seconde pour une population de 1000 à 1900.

2^e JURY D'INSTRUCTION. — Le projet du Comité d'instruction portait simplement que le jury d'instruction, composé de trois membres, serait nommé par le conseil d'administration du district, et pris hors de son sein. Durand-Maillane, sans attaquer l'institution du jury, demandait qu'il n'eût pas le choix définitif des instituteurs ; qu'il fût seulement chargé « de présenter
« la liste aux pères de famille, qui y donneraient leur approba-
« tion, car ils ont un intérêt puissant à cet établissement des
« écoles primaires. » Baraillon proposa d'ajouter à l'article du projet : *pendant la durée du gouvernement révolutionnaire, et après par le Peuple*. Cet amendement fut combattu par Erkmann : « ... Ne faut-il pas connaître les individus qui réu-
« nissent les connaissances élémentaires aux fonctions qu'on
« veut leur confier ? Ce qu'on demande est directement con-
« traire aux intérêts du Peuple » ; — et par Duroy : « Je ne nie
« pas que les pères et mères n'aient beaucoup d'intérêt à avoir
« des bons instituteurs ; mais si vous vous en rapportez à eux,
« il va naître des difficultés sans nombre ; au lieu que si la no-
« mination se fait par les administrateurs de district, ellesauront
« un tableau des candidats propres à remplir ces sublimes fonc-
« tions, et alors tout se fait sans peine. Vous ne fatiguez point
« le Peuple par des assemblées qui ne seraient pas même com-
« munes, puisqu'il y a des cantons où plusieurs villages con-
« courent à former une commune ». Guyonnard prétendit que si l'on regardait la loi comme civile, les mères devaient concou-

rir aussi bien que les pères à leur exécution. La discussion fut close par ces paroles de Mailhé : « Je soutiens que vous ne pouvez, quand le gouvernement révolutionnaire sera arrivé à son terme, priver le Peuple de nommer ses instituteurs ; tous les raisonnements ne détruiront pas ce droit sacré. Quant à l'amendement par lequel on propose de consulter les mères de famille, je dis qu'il serait ridicule de les faire entrer pour quelque chose dans l'exécution des lois. Malheur aux gouvernements qui introduisent les femmes dans l'administration de la chose publique ».

3^e INSTITUTEURS. — Nous donnons le chapitre II du décret du 27 brumaire an III, relatif aux instituteurs :

Art. 1^{er}. — Les nominations des instituteurs élus par le jury d'instruction seront soumises à l'administration du district.

Art. 2. — Si l'administration refuse de confirmer la nomination faite par le jury, le jury pourra faire un autre choix.

Art. 3. — Lorsque le jury persistera dans sa nomination, et l'administration dans son refus, elle désignera pour la place vacante la personne qu'elle croira mériter la préférence ; les deux choix seront envoyés au Comité d'instruction publique, qui prononcera définitivement entre l'administration et le jury.

Art. 4. — Les plaintes contre les instituteurs et les institutrices seront portées directement au jury d'instruction.

Art. 5. — Lorsque la plainte sera en matière grave, et après que l'accusé aura été entendu, si le jury juge qu'il y a lieu à destitution, sa décision sera portée au Conseil général de l'administration de district, pour être confirmée.

Art. 6. — Si l'arrêté du Conseil général n'est pas conforme à l'avis du jury, l'affaire sera portée au Comité d'instruction publique qui prononcera définitivement.

Art. 7. — Les instituteurs et les institutrices des écoles primaires seront tenus d'enseigner à leurs élèves les livres élémentaires composés et publiés par ordre de la Convention nationale.

Art. 8. — Ils ne pourront recevoir chez eux comme pensionnaires ni donner de leçons particulières à aucun de leurs élèves : l'instituteur se doit tout à tous.

Art. 9. — La Nation accordera aux citoyens qui auront rendu de longs services à leur pays dans la carrière de l'enseignement, une retraite, qui mettra leur vieillesse à l'abri du besoin.

Art. 10. — Le salaire des instituteurs sera uniforme sur toute la surface de la République : il est fixé à douze cent livres pour les instituteurs et à mille livres pour les institutrices. Néanmoins, dans les communes dont la population s'élève au-dessus de vingt mille habitants, le traitement de l'instituteur sera de quinze cents livres et celui de l'institutrice, de douze cents livres.

Une discussion s'éleva à la Convention sur le chapitre en entier. Baraillon demanda qu'il fut renvoyé à un nouvel examen des Comités parce qu'il ne pouvait subsister que pendant la durée du gouvernement révolutionnaire. Sa proposition fut appuyée par Garnier, de Saintes, qui pensait « que la liberté reposant essentiellement sur l'instruction publique, les lois qui organisent cette « partie du bonheur public doivent être stables et ne pas être assujetties aux temps ni aux événements ». Lakanal fit sentir la nécessité d'organiser promptement l'instruction publique. Il ne s'opposa pas à ce que des lois générales fussent préparées, mais il demanda que la loi qu'il présentait fût adoptée pour toute la durée du gouvernement révolutionnaire (1).

4^e INSTRUCTION ET RÉGIME DES ÉCOLES PRIMAIRES. — Voici le texte du chapitre IV relatif à l'instruction et au régime des écoles primaires :

Art. 1^{er}. — Les élèves ne seront pas admis aux écoles primaires avant l'âge de six ans accomplis.

Art. 2. — Dans l'une et l'autre section de chaque école, on enseignera aux élèves :

- 1^o A lire et à écrire, et les exemples de lecture rappelleront leurs droits et leurs devoirs ;
- 2^o La déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, et la Constitution de la République française ;
- 3^o On donnera des instructions élémentaires sur la morale républicaine ;
- 4^o Les éléments de la langue française, soit parlée, soit écrite ;
- 5^o Les règles du calcul simple et de l'arpentage ;
- 6^o Les éléments de la géographie et de l'histoire des peuples libres ;
- 7^o Des instructions sur les principaux phénomènes et les productions les plus usuelles de la nature.

On fera apprendre le recueil des actions héroïques et des chants de triomphe.

(1) Sur l'article 3 de ce chapitre, on lit au *Moniteur* : « Le rapporteur lit l'article III. Lorsque le jury persistera dans sa nomination, et l'administration dans son refus, elle désignera, pour la place vacante la personne qu'elle croira mériter la préférence : les deux choix seront renvoyés à la Commission d'instruction publique, qui prononcera définitivement entre l'administration et le jury. — Clauzel voit dans cet article le rétablissement de l'ancienne hiérarchie de collège ; il pense que si la Convention laisse à une administration quelconque le droit de diriger l'instruction publique, cette administration pourra par la suite renverser le gouvernement ; il demande que lorsqu'une difficulté s'élèvera entre un jury d'instruction et une administration de district, elle soit portée à la Commune la plus voisine, qui prononcera définitivement.

• L'article et l'amendement de Clauzel sont adoptés ».

On ne trouve pas trace de cet amendement dans le texte du décret tel que nous l'avons reproduit d'après le Recueil auquel nous nous référons.

Art. 3. — L'enseignement sera fait en langue française; l'idiome du pays ne pourra être employé que comme un moyen auxiliaire.

Art. 4. — Les élèves seront instruits dans les exercices les plus propres à entretenir la santé, et à développer la force et l'agilité du corps. En conséquence, les garçons seront élevés aux exercices militaires, auxquels présidera un officier de la garde nationale, désigné par le jury d'instruction.

Art. 5. — On les formera, si la localité le comporte, à la natation; cet exercice sera dirigé et surveillé par des citoyens nommés par le jury d'instruction, sur présentation des municipalités respectives.

Art. 6. — Il sera publié des instructions, pour déterminer la nature et la distribution des autres exercices gymnastiques, propres à donner au corps de la force et de la souplesse, tels que la course, la lutte, etc.

Art. 7. — Les élèves des écoles primaires visiteront plusieurs fois l'année, avec leurs instituteurs et sous la conduite d'un magistrat du peuple, les hôpitaux les plus voisins.

Art. 8. — Les mêmes jours ils aideront, dans leurs travaux domestiques et champêtres, les vieillards et les parents des défenseurs de la patrie.

Art. 9. — On les conduira quelquefois dans les manufactures et les ateliers où l'on prépare des marchandises d'une consommation commune, afin que cette vue leur donne quelque idée des avantages de l'industrie humaine, et éveille en eux le goût des arts utiles.

Art. 10. — Une partie du temps destiné aux écoles sera employé à des ouvrages manuels de différentes espèces utiles et communes.

Art. 11. — Il sera publié une instruction pour faciliter l'exécution des deux articles précédents, en rendant la fréquentation des ateliers et le travail des mains vraiment utiles aux élèves.

Art. 12. — Des prix d'encouragement seront distribués tous les ans aux élèves, en présence du peuple, dans la fête de la jeunesse.

Art. 13. — Le comité d'instruction publique est chargé de publier, sans délai, des règlements sur le régime et la discipline internes des écoles primaires.

Art. 14. — Les jeunes citoyens qui n'auront pas fréquenté ces écoles seront examinés, en présence du peuple, à la fête de la jeunesse, et s'il est reconnu qu'ils n'ont pas les connaissances nécessaires à des citoyens français, ils seront écartés, jusqu'à ce qu'ils les aient acquises, de toutes les fonctions publiques.

Art. 15. — La loi ne peut porter atteinte au droit qu'ont les citoyens d'ouvrir des écoles particulières et libres, sous la surveillance des autorités constituées.

Art. 16. — La Convention nationale rapporte toute disposition contraire à la présente loi.

Sur l'article 2, Baraillon prit encore la parole; il n'était pas possible selon lui qu'on pût apprendre ni enseigner dix objets à la fois. Il n'était « pas possible de trouver un assez grand nombre « d'instituteurs versés dans toutes ces connaissances, pour les « enseigner à la fois à deux ou trois cents élèves qui viendront

« successivement aux écoles pendant quatre ou cinq ans. Comment veut-on que le même instituteur qui aura montré l'*a, b, c*, à des marmots, passe sur le champ à des objets d'étude d'une assez grande difficulté? Il n'en fera que des ignorants. On a englobé dans le même article deux objets très distincts, les écoles primaires et les écoles de canton ».

A Boissy d'Anglas, qui lui demandait ce qu'il voudrait qu'on retranchât de l'article, Baraillon répondit : « Je vais vous le dire. Il viendra chaque jour dans une école des élèves qui ne sauront rien, pendant qu'il y en aura d'autres qui auront eu, en venant plus tôt, quelques éléments d'instruction. Il est impossible à un homme seul, quelque zélé, quelque intelligent qu'il soit, de suffire à cette double manière d'enseigner tant d'objets. La République aura dépensé énormément sans utilité. Car je demande, où trouvera-t-on 40 instituteurs au moins par district qui sachent la physique, la botanique? Je voudrais qu'on se bornât à enseigner, dans les écoles primaires, à lire, à écrire, les quatre premières règles de l'arithmétique, les droits de l'homme, la constitution et les préceptes de la morale républicaine; et cet article sera encore assez chargé, sauf à recourir pour les autres connaissances aux écoles du canton, dont je demande l'organisation » (1).

L'objection de Baraillon, prétendit Massieu, était applicable à toute école possible. « En effet, il n'en est point qui ne soit dans le cas d'admettre tous les jours des enfants qui sont moins avancés, puisqu'ils arrivent plus tard. Il ne s'agit point ici de suivre la méthode moutonnière et routinière de nos anciens maîtres d'école. Si, comme nous avons lieu de l'espérer, nous avons de bons livres élémentaires faits par d'excellents esprits, ces livres ajouteront à la bonne méthode que le comité a cherchée et pense avoir rencontrée. Tous ces objets de l'article sont indispensables, si vous ne voulez pas que les demi-savants des villes despotisent les habitants des campagnes. » Massieu citait ensuite l'exemple de l'école des sourds-muets, où il se trouvait des élèves depuis quatre ans jusqu'à vingt-cinq.

(1) Baraillon avait déjà prononcé à la Convention, dans la séance du 23 brumaire, avant la discussion du projet Lakanal, un discours sur le chapitre IV de ce projet, dont les paroles qu'il prononça dans la séance du 27 brumaire ne sont qu'un résumé (Voir le *Moniteur* du 25 brumaire an III.)

« Tous s'entr'aident les uns les autres. Si les instituteurs
« savent, comme nous n'en doutons point, répandre les principes
« de fraternité et d'affection mutuelles, les élèves s'aimeront,
« s'entr'aideront ; ils ne feront pas comme autrefois, où l'on
« ne puisait souvent dans les écoles que des sources de jalousie,
« de haine, d'ambition et d'aigreur, de toutes les passions qui
« font le malheur des hommes. Vous verrez alors des écoles
« dont vous n'avez point eu d'exemples. Le Comité d'instruction
« publique a reçu d'un excellent homme de la ci-devant Alsace,
« une lettre où il mande qu'il a enseigné en six mois de temps,
« à quarante enfans de sept ans, la botanique et les premières
« notions de la médecine ». — « J'ajoute, dit alors Erhmann,
« que ces enfans font encore eux-mêmes des cartes géographi-
« ques ». — « Les enfans, ajouta Massieu, sont susceptibles de
« toutes ces connaissances. Je voudrais qu'on leur enseignât
« aussi les premiers principes de la musique. Quand tous ces
« objets seront traités dans des livres élémentaires faits par des
« hommes de génie, rien ne sera plus facile. J'engage mes col-
« lègues à visiter les écoles des sourds-muets et des aveugles-
« nés. Je demande le maintien de l'article. »

L'article 2 fut adopté (1).

(1) Collot d'Herbois demandait qu'on enseignât l'hygiène aux enfans pour leur donner les moyens « de conserver la santé et la force des corps ».... « Ce n'est pas, dit-il, un cours complet de chirurgie que je « réclame, mais les connaissances les plus simples de la médecine, qui « met un homme en état de se conserver et d'être utile à ses semblables. « Par exemple, dans nos armées, quand un Républicain est blessé, si un « autre Républicain savait mettre le premier appareil sur sa blessure, « nous perdriions moins de défenseurs de la Patrie. Je demande que le « Comité de salut public fasse composer une instruction élémentaire « simple, claire et facile sur cet objet. » Mais le Comité d'instruction publique n'avait pas pensé, dit Lakanal, que l'on pût donner des leçons d'hygiène dans les écoles primaires, « car des enfans de six à sept ans ne seraient pas capables de faire l'application de ces principes » et il avait décidé de faire rédiger une instruction élémentaire pour les instituteurs et les parents.

L'article 2 était muet sur l'histoire ; Mailhe regrettait cette lacune : c'est par l'histoire que les enfans devaient apprendre « à détester la tyrannie, « en voyant le tableau des maux qu'elle a produits, des crimes qu'elle a « commis, des horreurs qu'elle a causées chez tous les peuples ». — « Le « Comité, lui répondit Lakanal, a pensé qu'il fallait apprendre aux enfans « les éléments de l'histoire des peuples libres ; mais il a cru que cet objet « devait rentrer pour eux dans les divers développemens de la morale et « de la constitution républicaine ».

L'article 3 du projet était ainsi conçu : « Dans les contrées où
« l'on parle un idiôme particulier, l'enseignement le sera en
« même temps dans l'idiôme du pays et en langue française, de
« manière qu'elle devienne dans peu de temps d'un usage fami-
« lier à tous les citoyens de la République. »

Duhem proposa « comme doutes » quelques observations sur
cet article : « Je voudrais, dit-il, qu'au lieu de donner la faculté
« d'enseigner dans l'idiôme, on se bornât à l'enseignement en
« langue française. Par là, vous forceriez bientôt tous les habi-
« tants des départements qui conservent des idiômes, à ne parler
« que la langue mère. Si au contraire vous donnez vos leçons
« dans les deux langues, vous consacrez naturellement l'idiôme,
« le patois barbare, vous accoutumez les citoyens à regarder le
« français comme une langue savante, à se faire une espèce de
« gloire de conserver celle que parlent leurs parents. Au lieu
« que si les enfants étaient instruits forcément dans la langue
« française, ils finiraient par y habituer peu à peu même leurs
« parents. Je désirerais donc que la langue française fût la langue
« dominante dans les écoles, sauf à faire usage de l'idiôme,
« comme d'un moyen accessoire. Je prie le rapporteur de
« donner son opinion à cet égard. » — Daunou répondit qu'il
était impossible, dans l'état actuel, d'enseigner exclusivement
en français. « Il faut d'abord se faire entendre des élèves, qui,
« dans les pays d'idiômes, arriveront aux écoles à six ou sept
« ans, n'entendant, n'ayant parlé que cet idiôme. Il faut encore
« qu'ils puissent eux-mêmes être entendus des autres citoyens ;
« autrement, vous en feriez de petits êtres isolés, très-malheu-
« reux. Au surplus le Comité d'instruction publique n'a point
« perdu de vue la nécessité de rendre la langue française domi-
« nante, et la rédaction de l'article le prouve, puisqu'il y a mis
« ces mots : *de manière qu'elle devienne, dans peu de temps,*
« *d'un usage familier à tous les citoyens de la République.* Il
« n'a voulu, en laissant subsister les idiômes dans l'enseigne-
« ment, s'en servir que comme d'un véhicule qui fit mieux com-
« prendre la langue française. »

Romme, pour concilier toutes les opinions, proposa la rédac-
tion suivante, qui fut adoptée : « L'enseignement sera fait en

« langue française ; les idiômes ne seront employés que comme « moyen auxiliaire » (1).

Les articles 4 à 13 furent votés sans discussion. A propos de l'art. 14, relatif à l'examen subi, en présence du peuple, à la fête de la jeunesse, par les « jeunes citoyens » qui n'auraient pas fréquenté les écoles, Lefiot dit : « Si les enfants ne vont « pas aux écoles primaires, ce ne sera pas tant leur faute que « celle de leurs parents. Je voudrais donc, pour prévenir cet « inconvénient, que l'éducation fut commune (*on murmure*), et « qu'on établît des peines contre les parents qui n'enverront « pas leurs enfants aux écoles. »

Le dernier article, qui consacrait le droit pour les citoyens d'ouvrir des écoles particulières et libres sous la surveillance des autorités constituées, amena cette observation de Chesles : « Si vous permettez d'ouvrir des écoles particulières, il peut en « résulter que les écoles publiques seront désertes. Cependant « vous ne voulez pas forcer la volonté des parents, mais comme « il ne faut point souffrir de schisme dans la morale républi- « caine, ne pourrait-on pas concilier tous les avantages, en « assujettissant les instituteurs particuliers à une police très « sévère, et les élèves à des examens plus rigoureux » ? On applaudit à la réponse de Daunou : « le Comité avait un grand « problème à résoudre. Il était obligé de concilier ce qu'on doit « à la société avec ce qu'on doit à la nature. Vous ne pouvez « ôter à un père instruit d'ailleurs, la faculté d'élever et d'en- « seigner ses enfants. »

Enfin, sur une demande de Romme que les enfants, « qui pourront d'ailleurs recevoir une instruction particulière », fussent « tenus d'aller en commun prendre des leçons de gymnastique », car « il est essentiel que les enfants consacrent de « bonne heure entre eux les affections républicaines qui doivent « influer sur le reste de leur vie », la Convention passa à l'ordre du jour.

(1) A Andréis, qui demandait qu'on s'en tint au principe et qu'on décrétât simplement que l'enseignement fût fait en français, Erhmann répliqua que ce serait « jeter la consternation dans tous les départements fron- « tières, où, dans ceux du Rhin, par exemple, on ne parle et on n'entend « que l'allemand. Décréter que l'enseignement se fera exclusivement en « langue française, c'est comme si vous décrétiez qu'à Paris on apprendra « en grec les arts et les métiers. »

Le lendemain du vote de la loi, le Comité d'instruction publique rendait un arrêté portant que dans un mois, pour tout délai, la commission exécutive de l'instruction publique devait rendre compte par écrit de l'exécution de la loi d'organisation des écoles primaires dans toute la République. Immédiatement après la remise au Comité du compte ci-dessus, il devait être fait un rapport général à la Convention « pour désigner à la reconnaissance nationale les administrations et les jurys d'instruction « qui auront pressé, avec une sollicitude paternelle, l'établissement des écoles primaires dans leur arrondissement, et pour « dénoncer à l'opinion publique les administrations qui auraient « apporté des lenteurs coupables à l'exécution de cette bienfaisante loi. »

La commission exécutive de l'instruction publique, en envoyant cet arrêté aux directoires des districts, le fit suivre de la circulaire suivante :

La Commission exécutive de l'instruction publique, aux Directoires des districts de la République française.

Enfin il est décidé que l'ignorance et la barbarie n'auront pas les triomphes qu'elles s'étaient promis ! Enfin il est décidé que la République aura des écoles primaires ! Le plan d'instruction le plus vaste qui ait jamais été adopté par les Législateurs d'une grande nation vient d'être décrété par les Législateurs de France ; et vous êtes appelés à son exécution. C'est vous qui devez nommer ceux qui nommeront les instituteurs et qui administreront les Ecoles. C'est de vos choix que tout va dépendre. Selon que vous aurez de la sagesse ou que vous en manquerez, une grande source de lumière va se répandre sur tous les esprits pour les éclairer et pour les fertiliser tous, ou un peuple de Républicains va s'égarer et se débattre encore longtemps dans les ténèbres où s'endormaient les esclaves d'un monarque. La mission dont vous êtes chargés est si grande qu'elle doit étendre les vues de votre esprit ; elle est si sacrée qu'elle doit porter de nouvelles vertus dans vos âmes. En élisant les membres du jury d'instruction, il ne se présentera pas à vous l'idée que tel est votre parent, que tel est votre ami. Vous songerez à l'homme qui par ses lumières est le plus capable de juger celles des autres, à l'homme qui, par la pureté de ses mœurs et son patriotisme, est le plus digne de régir une administration, dont l'objet est de donner de nouvelles mœurs et de nouvelles idées à tous les enfants d'une République naissante.

Les intérêts de famille, les prédilections de l'amitié sont des espèces de vertus sous le despotisme où il ne peut y en avoir d'autres. Dans une République, c'est la trahir que de consulter d'autres intérêts que les siens ;

c'est perdre encore les vrais moyens de son bonheur personnel et du bonheur de tout ce que l'on aime : car plus on enrichit, plus on féconde par des sacrifices bien entendus la source commune des félicités d'une république et plus chacun, avec tout ce qui lui est cher, peut y puiser ensuite en abondance.

Vos élections placeront donc auprès des écoles primaires et auprès de voas, des jurys d'instruction, composés des citoyens les plus recommandés par ces connaissances acquises qui ajoutent au bon sens, par cette probité qui garantit la réalité du patriotisme, par cette sagesse qui doit toujours diriger le grand essor des âmes républicaines.

Un jury d'instruction ne doit pas être moins saint et moins auguste qu'un jury de jugement ; l'un est destiné à réprimer les crimes par les punitions, l'autre à faire naître les vertus par les lumières.

Puisque vos choix tomberont sur des hommes instruits et sur des hommes de bien, les jurys d'instruction, à leur tour, se pénétreront aisément du scrupule qui doit diriger leurs élections.

Ils sentiront qu'un instituteur et une institutrice des écoles primaires sont un père et une mère plus éclairés, que la République veut donner à cent et à deux cents à la fois : ils sentiront que les écoles primaires qui, dans le système général de l'instruction, ne forment que le premier degré, forment aussi cependant le degré le plus universel, et que c'est là que sera élevée essentiellement la nation. Dans toutes leurs nominations ces deux idées devront leur être présentes.

Ce sont des Républicains qu'il faut instruire ; le jury aura donc pour première loi de ne choisir que des instituteurs et des institutrices à qui la République est chère, et qui en attendent un nouveau perfectionnement et un nouveau bonheur pour l'espèce humaine.

On recherchera dans les instituteurs cette dignité de caractère, qui peut représenter l'autorité paternelle, et cette douceur, cette patience si nécessaire avec des enfants, qui peut représenter la tendresse des mères.

Ce sont des hommes destinés à entendre et à dire toutes les vérités, à jouir de tous les droits et de tous les biens de la nature qu'on doit former : on préférera donc pour instituteurs ceux qui auront un goût et des talents connus pour ces sciences exactes à qui la vérité est comme naturelle, et ceux qui auront cultivé ces sciences physiques, qui s'attachent au sein de la nature pour lui arracher tous ses trésors avec tous ses secrets.

La France a rompu solennellement avec les opinions qui ont trompé tous les siècles et tous les peuples ; on écartera donc des écoles de la jeunesse française, ces esclaves de l'érudition pour qui une autorité est une raison ; et on appellera avec instance ces élèves de la philosophie de nos jours, pour qui la raison est la seule autorité.

Les jurys d'instruction ne se contenteront point de faire un choix parmi ceux qui s'offriront d'eux-mêmes pour l'enseignement des écoles ; ils iront au devant du mérite timide qui se cache, et du talent ambitieux à qui une école ne paraîtrait pas un assez grand théâtre : ils vaincront les scrupules de l'un et les fausses délicatesses de l'autre.

Quand on ne professait dans les écoles que des erreurs dont on se riait

dans le monde, quand on y parlait un langage qui effrayait le bon sens et le bon goût, le bon goût et le bon sens applaudissaient aux dédains du monde pour la poussière des écoles ; le titre d'instituteur ne pouvait avoir rien d'honorable lorsque ce qu'on enseignait dans les instituts ne méritait aucun honneur. Le talent même alors ne paraissait qu'une pédanterie dès qu'il donnait des leçons ; et on a vu le génie, soumis à des faiblesses qu'il ne pouvait corriger dans les autres, rougir de répandre dans des enseignements particuliers les lumières que ses ouvrages répandaient avec gloire sur les nations.

Aujourd'hui qu'on ne professera plus dans les écoles que les vérités par qui le genre humain a été éclairé ; aujourd'hui qu'on apprendra dans les écoles ce qu'il faut pour servir sa patrie ; aujourd'hui que tous les regards de la nation seront incessamment ouverts sur les écoles qu'elle-même institue ; aujourd'hui que les précepteurs de l'enfance seront mis presque en même rang que les fonctionnaires de la République, la considération et la gloire attendront dans les écoles ceux qui y porteront des talents et des lumières : l'âme la plus délicate dans sa fierté y trouvera des jouissances pour sa fierté même : aucun talent ne sera trop élevé pour les écoles primaires de la République française.

Et que pourrait-il manquer au bonheur de ceux qui seront admis au rang d'instituteur dans nos écoles ? Sans cesse ils auront dans leurs mains et devant leur esprit, les éléments des sciences les plus utiles, tracés par les professeurs les plus renommés ; ils seront auprès de l'enfance les intermédiaires et comme les envoyés de la République et du génie ; par leur organe pénétreront avec plus de facilité dans des âmes neuves, les vérités d'où doivent naître les vertus et les prospérités des générations futures. Si, aux lumières qu'on exigera d'eux, ils joignent quelque talent, quel vaste champ d'observations va s'ouvrir pour eux, au milieu de ce peuple de jeunes élèves qui ne sentiront plus les peines de l'étude parce qu'ils en recueilleront les vrais trésors ! Que de moyens d'étudier le cœur humain dans ses mouvements les plus naïfs, et l'esprit humain dans ses premiers développements ! Quelle occasion de découvrir de nouveaux phénomènes des sens, de la mémoire, de l'imagination, du raisonnement, du système entier de la formation de nos idées ! Combien cet ami et ce précepteur de l'enfance qui a tant éclairé les hommes, combien Rousseau eût pu ajouter de vues à son traité de l'éducation, s'il eût observé les enfants et composé son immortel ouvrage au milieu des écoles d'un grand peuple libre et souverain ! Avec moins de génie même que Rousseau, on pourra écrire dans les écoles primaires de la République française des ouvrages plus utiles encore que l'Emile ; et une telle gloire est bien assez éclatante pour faire ambitionner aux esprits les plus distingués les fonctions dont elle peut être l'espérance.

Les administrateurs de district, les jury d'instruction, solliciteront donc de toutes parts, ils appelleront de toutes parts aux fonctions d'instituteurs de la première enfance ces hommes éclairés, capables de remplir des fonctions que la vanité inepte des monarchies jugeait plus élevées : et si, pour inciter les citoyens d'une République à une si grande œuvre, il

fallait de grands exemples et de grands noms, on leur rappellerait que Socrate tenait des écoles primaires dans les rues et dans les places d'Athènes.

C'est en étendant ainsi la sphère où les élections seront faites, que les choix pourront être faits avec plus de rapidité, et qu'ils pourront être plus heureux. C'est alors que les districts et les jury d'instruction pourront satisfaire dignement à l'impatience de la Nation et de ses représentants. Eh ! quels puissants intérêts vous en pressent ! L'arrêté du Comité d'Instruction publique vous l'annonce. Un tableau sera élevé, pour ainsi dire, au milieu de la France : là, seront inscrits avec honneur les noms des districts qui auront mis une grande diligence à ouvrir les écoles primaires ; et là, les noms de ceux qui n'auront pas signalé le même zèle, seront exposés à un blâme universel. Quelle magnifique récompense ! et quelle terrible censure !

Ah ! faut-il même à vos âmes d'autre aiguillon que la pensée du bien immense auquel vous allez concourir ? Les enfants de quelques favoris de la fortune ne seront pas les seuls qui iront s'instruire dans ces écoles de la République ; c'est une nation toute entière ; là, ne seront point enseignées ces doctrines vaines qui égaraient la raison dans la science, ces arts frivoles qui corrompaient les mœurs par les talents ; mais on enseignera dans toute leur perfection les arts indispensables pour rendre le bon sens d'un homme indépendant des connaissances ou des artifices d'un autre ; mais on fera servir les arts agréables et les jeux même, la natation, le chant, la danse, les exercices militaires au perfectionnement de tous les organes, à l'accroissement de toutes les forces dans les individus et dans l'espèce ; mais on apprendra les seules sciences réelles, celles qui répandent les lumières pour mieux pratiquer les arts utiles. Par les leçons qu'on y recevra, on sera disposé, non à désertir la charrue et la forge, mais à les manier et à les diriger avec plus d'intelligence : la philosophie la plus profonde y sera si claire, que sa voix ne paraîtra plus que la voix de la nature : au sortir de ces écoles, les élèves n'iront point se presser dans les villes pour ne rien faire et pour discourir sur des riens ; ils se répandront dans les campagnes, dans les ateliers, sur toutes les mers ; et la République sera peuplée de marins intrépides, d'artisans ingénieux, de cultivateurs physiciens : les sillons, sans doute, ne tressailleront point de joie d'être ouverts par des mains qui viendront de déposer la foudre et la victoire ; mais les épis croîtront plus chargés et plus riches de grains sous les mains de laboureurs qui sauront consulter la nature et entendre ses réponses. Des moissons plus variées et plus abondantes, des aliments meilleurs pour le goût, pour la santé et pour la force, des meubles dont la commodité, et non pas le luxe, fera l'élégance, seront pour tous les citoyens de la République, pour les hameaux, comme pour les cités, les résultats certains et prochains de cette éducation si nouvelle donnée à tout un peuple. Les progrès d'un bien-être général seront partout les témoignages du progrès de la raison et des lumières.

Administrateurs de la France, voilà le tableau de bonheur qu'il faut faire sortir du sein de la République, et montrer à toutes les nations en

preuve de ce que peut la liberté pour les hommes. Les puissances de l'Europe sont de toutes parts soumises aux triomphes de nos armées : si vous remplissez ce que la Convention nationale attend de vous, les nations de l'Europe seront bientôt soumises à nos principes par les triomphes de nos arts et par le spectacle de nos prospérités intérieures.

Les membres composant la commission exécutive de l'Instruction publique.

GARAT; CLEMENT DE RIS; GINGUENÉ, adjoints.

4.

Projet de distribution des écoles primaires dans le district de Lons-le-Saunier (1).

Lons-le-Saunier comprendra dans son arrondissement les villages de Perrigny, Montaigu, Villeneuve, Feschaux, partie de Montmorot, jusques et y compris les Salines. Tous ces villages ont avec Lons-le-Saunier des communications très faciles en tout temps, et les plus éloignés n'en sont pas à une demi-lieue de 2.200 toises.

Voici l'état de leur population :

Lons-le-Saunier	7.304	}	9.376 habitants.
Perrigny	774		
Montaigu, p ^r approximation	740		
Partie de Montmorot .	310		
Villeneuve	164		
Feschaux	84		

Il y aura une école à *Pannessières* pour une population de 1.395 individus; les circonstances locales ne comportent pas une plus grande réunion, et cette école sera composée des communes de

Pannessières	525	}	1.395 habitants.
Chille	215		
La Lième	74		
Lavigny	581		

(1) Ce projet est contenu dans le mémoire du jury d'instruction du district de Lons-le-Saunier que nous avons donné pages 29 à 27.

Il y aura une école à *Conliège* pour une population de 1802 habitants; cette école sera composée de communes de :

Conliège.....	1.178	}	1.802 habitants.
Vatagna. présumé	150		
Revigny.....	474		

Il y aura une demi-école à *Blye* pour une population de 438 habitants. La position de cette commune au bord d'un grand marais l'isole dans la partie du couchant par où elle tient au district de Lons-le-Saunier ; on n'y pourrait faire de réunion que dans la partie du midi, mais les communes qui pourraient concourir avec Blye à l'établissement d'une école étant du district d'Orgelet, on est forcé d'établir une demi-école à Blye, ou d'abandonner cette commune à ses propres ressources. L'autre partie de cette école sera établie à Publy pour une population de 589 habitants :

Publy	438	}	589 habitants.
Binand.....	151		

Il y aura une école à *Vevy* pour une population de 1482 individus, dans la proportion suivante :

Vevy.....	386	}	1.482 habitants.
Crançot	580		
Briod	265		
Verges	251		

Il y aura une école primaire à *Montmorot* pour une population d'environ 1500 habitants. Le jury n'ayant aucune donnée sur la population de Courlans, ne peut rien assurer de positif, mais il est très certain que la population de ce dernier lieu, réunie à celle Montmorot, n'aura aucun excédent. Il s'est déterminé à réunir Courlans à Montmorot, quoiqu'il y ait un peu plus de chemin que pour aller à Chilly, tant parce que les enfants auraient la grande route pour venir à Montmorot, que parce qu'il n'y a pas de pont sur la rivière de Courlans, qu'il faut passer pour aller à Chilly, et qu'il ne paraît pas prudent d'exposer de jeunes enfants à traverser cette rivière sur une planche étroite et quelquefois glissante pendant les grandes eaux. Cette

école comprendra donc la réunion de 1500 habitants comme il suit :

Restant de Montmorot et Savagna	1.233	}	1.500 habitants.
Courlans par approxi- mation	...		

Il y aura une école à *Arlay* pour une population de 1790 habitants, savoir :

Arlay	1.353	}	1.790 habitants.
St-Germain	437		

Il y aura une école primaire à *Ruffey* pour cette commune seulement, qui donne une population de 1353 et n'admet aucune réunion.

Desnes aura une demi-école pour une population de 549 individus. Quoique cette commune soit très voisine de celle de Bletterans et de Ruffey, on ne peut en faire la réunion à aucune d'elles à cause de l'impraticabilité des chemins en hiver et en temps de pluie.

Il y aura une école à *L'Etoile* pour une population de 1103 individus, qui réunira les communes de :

L'Etoile	575	}	1.103 habitants.
Quintigny	281		
St-Didier	247		

Il y aura une école à *Montain* pour une population de 682 habitants, la difficulté des lieux et l'impraticabilité des chemins n'admettant pas de plus grande réunion que celle des communes de :

Montain	254	}	682 habitants.
Le Pin	227		
Le Louverot	201		

Il y aura une demi-école à *Plainoiseau* qui ne peut être réunie nulle part, pour une population de 446 habitants.

Il y aura une demi-école à *Domblans* pour une population de 485 individus, savoir :

Domblans.....	351	}	485 habitants.
La Muire	134		

Il y aura une école à *Voiteur* pour une population de 1663 habitants, pour les communes de :

Voiteur.....	878	}	1.663 habitants.
Nevy.....	520		
Le Vernois..	265		

Une école à *Baume-le-Jura*, pour une population de 1285 individus, résultant des communes de :

Baume	863	}	1.285 habitants.
Les Granges.....	340		
Sermu	82		

Une école à *Cosges*, pour une population de 1362 habitants provenant de la réunion des communes de :

Cosges	675	}	1.362 habitants.
Nance.....	406		
Sottessard.	281		

Il y aura une école à *Bletterans* pour une population de 1773 habitants, composée des communes de :

Bletterans	675	}	1.773 habitants.
Villevieux	902		
Relans	196		

Une école à *Larnaud* pour 1.014 habitants des communes de :

Larnaud ...	814	}	1.014 habitants.
Fontainebru.....	200		

Deux écoles à *Chapelle-Voland* (la municipalité de cette commune se contenterait d'une seule école). Cette commune n'offre à la vérité qu'une population de 1818 individus, mais l'impraticabilité des chemins pendant l'hiver et le grand éloignement des hameaux obligent à l'établissement de deux écoles, qui seront placées, sur les observations et d'après l'avis du conseil général de cette commune.

Il y aura une école à *Chilly* pour une population de 1.012 habitants des communes de :

Chilly	360	}	1.012 habitants.
Messia.....	349		
Frébuans	303		

On propose une demi-école pour *Trenal*, *Mallerey* et *Beyne*, qui collectivement pris n'offrent qu'une population de 557 habitants, savoir :

Trenal....	223	}	557 habitants. (1)
Mallerey.....	123		
Beyne.....	111		

Une école pour *Gevingey*, *Cesancey* et *St-Georges*, dont la population s'élève à peu près à 1.000 habitants :

Gevingey	551	}	1.000 habitants.
Cesancey	379		
St-Georges.....	...		

Une école à *Courlaoux*, environ 1.000 habitants des communes de :

Courlaoux	430	}	1.000 habitants.
Nilly	215		
Condamine.....	268		
Chavannes	...		

Il y aura deux écoles à *Cousance*, où la population s'élève au delà de 2.000 habitants complets, comme il suit :

Cousance	1.029	}	2.002 habitants.
Cuisia.....	394		
Gizia et Bretenod.....	579		

Une école à *Digna* pour une population de 709 individus, toute ultérieure réunion étant impossible par la difficulté des

(1) Il y a ici une erreur dans les chiffres donnés par le mémoire, soit dans le nombre de la population d'une des trois communes, soit dans le nombre de la population totale.

lieux. Cette école réunira les habitants de Chevraux, dont la population s'élève à :

.....	469	}	709 habitants.
Et Digna.....	240		

Le presbytère a déterminé le placement de l'école à Digna, dont la population est moitié moindre que celle de *Chevraux*.

Il y aura une école à *Rosay* pour une population de 848 individus. Les convenances locales ne permettant pas de plus grandes réunions, cette école sera fréquentée par les habitants de :

L'Abergement et Rosay.	581	}	848 habitants.
La Biolée.....	267		

Il y aura une école à *Maynal* pour 1122 habitants compris dans les communes de :

Maynal	664	}	1.122 habitants.
Augea.....	458		

Il n'y aura qu'une division d'école à *Doucier* qui, réuni à Chamblay et à Collondon, ne donne qu'une population de 530 individus, savoir :

A Doucier.....	387	}	538 habitants.
A Chamblay.....	39		
A Collondon.....	112		

On a forcé les possibilités pour réunir les communes *du Franois*, de la Fromagerie, de Saffloz et de Chevrotaine, à qui il sera donné une école, quoique la population ne s'élève qu'à 852, comme il suit :

Saffloz.....	344	}	852 habitants.
Le Franois (1).....	272		
La Fromagerie.....	126		
Chevrotaine.....	110		

On accordera une demi-école à *Songeson*, pour cette commune, celle de Menétru et celle des Vaux de Chamblay, qu'il est

(1) Cette commune paraît exiger le placement de l'école, en raison de son presbytère, n'y en ayant point à Saffloz.

impossible de réunir à d'autres communes, quoique leur population réunie ne donne que 484 individus, comme il suit :

Songeson	242	}	484 habitants.
Menétru	150		
Vaux de Chambly.....	92		

Une école à *Marigny* pour Fontenu et le Villard, dont la population collective est de 729 habitants :

Marigny	381	}	729 habitants.
Fontenu	258		
Le Villard.....	90		

Châtillon, par sa localité, n'étant pas susceptible d'aucune réunion, aura une demi-école pour une population de 450 individus.

Il en sera de même et pour les mêmes raisons de *Mirebel*, pour une population de 572 habitants.

Il y aura une école à *Vernantois* pour cette commune et celle de *Moyron*, dont la population réunie s'élève à 1209 habitants, savoir :

A Vernantois	913	}	1.209 habitants.
A Moiron.....	296		

Une demi-école à *Nognat*, pour cette commune et celle des Poids de Firole, dont la population est de 545 habitants :

Nognat	342	}	545 habitants.
Foids de Firole.....	203		

Une école à *Courbette* pour Bornay et Saint Maur, dont la population collective est de 663 habitants :

Saint-Maur	240	}	663 habitants.
Courbette.....	144		
Bornay	279		

Il y a un presbytère à Saint Maur, et il en manque à Courbette; le jury a cependant préféré ce dernier lieu, non seulement comme le point central et le plus commode pour la

majorité, mais encore à cause du trop grand éloignement de Bornay à Saint-Maur, et de Bornay à Macornay.

Une école à *Macornay* pour Vaux et Courbouzon, dont la population réunie est de 919 individus :

Macornay	373	}	919 habitants.
Vaux	376		
Courbouzon	170		

Une école à *Vincelles* pour 1064 habitants des communes de :

Vincelles	592	}	1.064 habitants.
Grusse	188		
Rotalier	284		

Une école à *Ste-Agnès* pour Paisia et Vercia, dont la population est de 769 individus, savoir :

Ste Agnès	381	}	769 habitants.
Paisia	118		
Vercia	266		

Une école à *Beaufort*, pour les communes d'Orbagna, Crève-cœur et Rambey, dont la population réunie est de 1384 habitants :

Beaufort ..	964	}	1.384 habitants.
Orbagna	357		
Rambey ...	63		

Une école à *St-Laurent*, pour Geruge et Arthèna le village. Cette école serait destinée aux enfants des 1133 habitants :

St-Laurent	701	}	1.133 habitants.
Geruge ..	232		
Arthèna	200		

Enfin une école à *Augisey*, pour les Rippes d'Arthèna, le Cret et Malessard, dont la population est de 1.079 individus :

Augisey	735	}	1.079 habitants.
Arthèna Rippes	294		
Le Cret Mallassard ...	50		

6.

**Distribution des écoles primaires dans le district
d'Arbois (1).**

Pour le canton d'Arbois, où il y a 15 communes, 5 instituteurs ; le lieu de la résidence n'est pas déterminé.

Pour le canton de Villers-Farlay, où il y a 7 communes, un instituteur ; le lieu de la résidence est fixé à Villers-Farlay.

Pour le canton de Port de Lesney, où il y a 8 communes, un instituteur ; résidence Port de Lesney.

Pour celui de Salins, où il y a 16 communes, 7 instituteurs ; résidence Salins.

Pour celui d'Aresches, où il y a 9 communes, un instituteur ; résidence Aresches.

Pour celui de Vers, où il s'en trouve 12, un instituteur ; résidence Vers.

Pour celui de Mignovillars, où il y a 14 communes, un instituteur ; résidence Mignovillars.

Pour celui de Nozeroy, où il s'en trouve 17, un instituteur ; résidence Nozeroy.

Dans le canton d'Arbois, ils ont placé deux instituteurs de seconde classe et huit de troisième ; la résidence des premiers est Montigny et Mesnay, celle des seconds est Chatelaine, Pupillin, Bellevue, Vadans, Molamboz, la Ferté, Abergement, Villette.

Dans celui de Villers-Farlay, un de seconde classe et 3 de la troisième : la résidence du premier est Chamblay ; celle des seconds est Cramans, Ounans, Villeneuve.

(1) Extrait du *Mémoire manuscrit*.

Dans celui de Port de Lesney, un de seconde classe et deux de la troisième ; la résidence du premier est la Chapelle ; celle des deux autres, Champagne et Mouchard.

Dans celui de Salins, trois de la seconde classe et un de la troisième ; résidence des premiers, Marnoz, Ivory, Cernans ; celle du second est à Fontenelles.

Dans celui d'Aresches, il n'y en a point de la seconde et un seul de troisième dont la résidence est fixée à Lemuy.

Dans celui de Vers, un de la seconde à Andelot et un de la troisième à Chapois.

Dans celui de Mignovillars, point de la seconde, et 6 de la troisième, dont le placement est à Froidefontaine, Bief-du-Fourg, Cuvier, Censeau, les Eservalle et Esserval.

Dans celui de Nozeroy, un de seconde classe placé à Miège et deux de la troisième fixés à Fraroz et aux Arsures.

7.

Distribution des écoles dans le district de Poligny.

EXTRAIT DES REGISTRES DU DIRECTOIRE DU DISTRICT DE POLIGNY.

A.

Séance publique du vingt-sept nivôse an 3 de la République une et indivisible, à laquelle ont assisté les citoyens Daloz, vice-président ; Boullerot ; Thouvercy ; François ; Mottet, adjoint ; Jeunet, agent national ; Maréchal, secrétaire.

Les citoyens Bidault, Monnier et Renaud, composant le jury d'instruction du district, ont mis sur le bureau le procès-verbal par eux dressé le vingt deux du courant, de la nomination de

plusieurs instituteurs et institutrices, duquel l'enregistrement a été ordonné, et dont la teneur suit :

L'an trois de la République française, une et indivisible, le le vingt deux nivôse, Nous, Remy-Hypolite Bidault, Jean-Baptiste Monnier et Jean-Claude Renault, les trois demeurant à Poligny, choisis par l'administration de ce district par sa délibération du vingt un frimaire dernier pour, ensuite de la loi du 17 brumaire précédent, relative aux écoles primaires, former le jury d'instruction, nous sommes assemblés, et, acceptant la commission qui nous est déléguée, nous érigeant en jury d'instruction, avons procédé à l'examen de différents citoyens qui se sont présentés pour remplir les fonctions d'instituteurs, après nous être convaincus du civisme, capacité et des mœurs des citoyens cy après désignés, nous les avons nommés, savoir :

Pour *Saint-Louthain*, Hubert-François Maréchal pour instituteur, et Marie-Hippolyte Petit-Benoist pour institutrice ;

Pour *Crottenay* et son arrondissement, Hyacinthe-François Lagier pour instituteur, et pour institutrice Marie-Anne Chevassu, femme dudit Lagier ;

Pour *Toulouse* et son arrondissement, Jean-Baptiste Pillot pour instituteur, et pour institutrice, Jeanne-Etiennette Belleville, sa femme ;

Pour *Colonne* et son arrondissement, Jean-Pierre Cart pour instituteur, et pour institutrice Françoise Robelin ;

Pour *Bersaillin* et son arrondissement, Jean-Denis Bacheley, à charge de justifier d'un congé de réforme, pour institutrice, Gabrielle Bacheley ;

Pour instituteurs à *Poligny*, Jean-Claude Pillot, François-Xavier-Hyacinthe Berthet, à charge de justifier de son congé d'employé aux douanes nationales, Jean-François Arbey ;

Pour *Commenailles*, Antoine Millet ;

Pour *Foncine le Haut*, Alexandre-Joseph Prince pour instituteur, et Marie-Antoinette Prince, fille d'Alexandre-Joseph Prince, pour institutrice ;

Pour *Tremont* (1) et son arrondissement, *Anatoile-Joseph Bourgeois* ;

Pour *Vincent* et son arrondissement, *Claude-Antoine Carey* ;

Pour *Chateau-Chalon* et son arrondissement, *Jean-François Pillo* ;

Pour *Champagnole*, pour institutrice, *Jeanne-Pierrette Bosne* ;

Pour *Mantry*, pour instituteur, *François-Xavier Chapuis* ;

Pour *Monrond* et son arrondissement, *François-Xavier Billet* ;

Pour *la Chassagne* et son arrondissement, *Jean-Baptiste Darmasse* pour instituteur ;

Fait et arrêté les an, mois et jours susdits, dont extrait sera incessamment remis à l'administration de ce district, en conformité de la loi ci-dessus rappelée. Signé : *Renault, Bidault et Monnier*.

Vu le procès-verbal ci-dessus, le directoire, après avoir pris des renseignements suffisants sur le compte des citoyens et citoyennes appelés par le jury d'instruction à remplir les fonctions d'instituteurs et d'institutrices, et l'agent national entendu, approuve leur nomination pour les localités qui y sont attribuées à chacun, lesquelles comprendront provisoirement dans leur arrondissement pour chaque école primaire les communes désignées dans le tableau arrêté dans la présente séance, et transcrit ci-après.

Extraits de la présente, ainsi que du procès-verbal du jury et du tableau seront délivrés *parte in qua*, à chacun des instituteurs et institutrices, ainsi qu'aux différentes municipalités où sont fixés les établissements, lesquelles demeureront invitées à prendre les mesures convenables pour que chaque école primaire puisse être mise sans délai en activité, et notamment celles de Poligny et de Champagnole, de sectionner leurs communes pour chacune des écoles qui y sont établies.

(1) Aujourd'hui Tourmont.

Tableau des communes désignées pour l'établissement des écoles primaires et de celles y réunies d'après l'arrêté du district pour former l'arrondissement de chaque école.

NOM DES COMMUNES OU LES ÉCOLES PRIMAIRES sont en activité	POPULATION des COMMUNES	NOMS DES INSTITUTEURS et des INSTITUTRICES
<i>Poligny</i>	5198	Jean-Claude Pillot, François Xavier-Hyacinthe Berthet, Jean François Arbez.
<i>Vaux</i> , Barretaine, Chamole, Chamvaux, Chaussenans, le Ressard	1204	
<i>Champagnole</i> , Cize et Ney.....	2006	Jeanne-Pierrette Bosne, insti- tutrice.
<i>Vannoz</i> , Ardon, Esquevillon, Sappois.....	744	
<i>Loulle</i> , Chateauneuf, Pillemoine, le Vaudioux.....	1077	
<i>Chateauchalon</i> , Blois	991	Jean-François Pillot, institu- teur.
<i>Frontenay</i> , Blandans, Menétrux.	1110	
<i>Le Fied</i> , Picarreau, la Doy.....	1076	
<i>Grozon</i> , Bevilley.....	1274	.
<i>Chaumergy</i> , Chêne Sec, Fran- cheville, Froideville.....	774	
<i>La Chassagne</i> , Foulenay, Rye ..	991	Jean-Baptiste Darmasse, ins- tituteur.
<i>Les Deux Fays</i> , Sergenau, Ser- genon, Champrougier.....	838	
<i>Vincent</i> , Récanoz, Lombard, Machefin.....	1061	Claude-Antoine Carey, insti- tuteur.
<i>Commenailles</i>	1100	Antoine Millet, instituteur.
<i>Colonne</i> , Biefmorin, Vaivre, Che- zaboïs, le Chateley, Chemenot.	1154	Pierre Cart, instituteur ; Fran- çoise Robelin, institutrice.
<i>Bersaillin</i> , Bouchaud, Viseney, Brainans.....	1187	Jean-Denis Bacheley, institu- teur ; Gabrielle Bacheley, institutrice.
<i>Villers les Bois</i> , Oussières, Neu- villey.....	859	

NOM DES COMMUNES OU LES ÉCOLES PRIMAIRES sont en activité	POPULATION des COMMUNES	NOMS DES INSTITUTEURS et des INSTITUTRICES
<i>Crottenay</i> , le Pont du Navoy.....	629	Hyacinthe-François Lagier, instituteur ; Marie-Anne Chevassu, femme dudit La- gier, institutrice.
<i>Monrond</i> , Besain, Molain.....	1244	Xavier Billet, instituteur.
<i>Monnet-la-Ville</i> , Mont sur Mon- net, Montigny.....	1038	
<i>Fay</i> , La Mart, les Faisses.....	902	
<i>Aumont</i> , Ratier, Rabeur.....	1111	
<i>Tremont</i> , Montollier, Villerse- rines, les Soupois.....	921	Anatoile-Joseph Bourgeois, instituteur.
<i>Foncine-le-Haut</i> , section des Planches.....	1142	Alexandre-Joseph Prince, ins- tituteur ; Marie-Antoinette Prince, fille dudit Alexandre Joseph Prince, institutrice.
<i>Les Planches</i> , Foncine le Bas...	1143	
<i>La Chaux-des-Crottenay</i> , Entre deux Monts.....	812	
<i>Saint-Louthain</i>	1112	Hubert-François Maréchal, instituteur; Marie-Hippolyte Petit-Benoist, institutrice.
<i>Saint-Lamain</i> , Passenans, Mont- chauvier, Bréry.....	1084	
<i>Mierry</i> et Plasne.....	908	
<i>Sellières</i>	1198	
<i>Vers-sous-Sellières</i> , la Chaux-en Bresse, la Charme, le Villey, le Bois de Gand.....	994	
<i>Mantry</i> , Montchauvrot.....	984	François-Xavier Chapuis, ins- tituteur.
<i>Toulouse</i> , Darbonnay, Monay...	1169	Jean-Baptiste Pillot, institu- teur ; Jeanne-Etiennette Belleville, sa femme, insti- tutrice.
<i>Sirod</i> , le Bourg, Lent.....	1158	
<i>Crans</i> , Chalème, la Perrenans, Syan.....	1003	
<i>Gillois</i> , Treffay, Bief des Maisons, Conte.....	1082	

B.

Séance publique du trois ventôse an 3 de la République française, une et indivisible, à laquelle ont assisté les citoyens Duloz, vice-président ; Boullerot, Thouverey, Mollet, adjoint ; Jeunet, agent national ; Maréchal, secrétaire.

L'administrateur chargé de la partie de l'instruction publique a remis sur le bureau un second tableau portant la formation des écoles primaires du ressort, la nomination des instituteurs et institutrices, formé d'après les bases indiquées par la lettre de la commission exécutive de l'instruction publique du 25 nivôse dernier.

Sur quoi le directoire, considérant que le travail qu'il a déjà arrêté à cet égard le vingt sept nivôse dernier, ne peut plus subsister, après avoir ouï l'agent national, arrête qu'il demeure révoqué, et confirme la nomination et les désignations des écoles primaires telles qu'elles sont portées au second tableau, sauf en ce qui concerne le citoyen Pillot, instituteur à Poligny, dont les fonctions ont commencé le premier pluviôse dernier ; arrête en outre que ledit second tableau sera consigné au présent registre, qu'il sera imprimé au nombre de trois cents exemplaires et envoyé à toutes les communes du ressort, ainsi qu'aux institutrices dénommés audit tableau.

Tableau des communes désignées pour les emplacements des écoles primaires et de celles y annexées pour l'arrondissement de chaque école, formé par le directoire du district de Poligny, en exécution de la loi du 27 brumaire de l'an 3 de la République française une et indivisible, et conformément à la circulaire de la commission exécutive de l'instruction publique du 25 nivôse suivant.

NOMS DES COMMUNES	POPULATION		NOMS DES INSTITUTEURS et des INSTITUTRICES
	partielle	totale	
<i>Poligny</i> , chef-lieu.....	5198	5907	Jean-Claude Pillot, Jean-Alexis Tavaud, Léonard-Emanuel Chauvin, Jeanne-Claude Puis femme Tavaud, Xavier Guérillot, veuve Dauphin.
Chamole.....	289		
Chausseuans.....	234		
Vaux.....	186		
<i>Champagnole</i> , chef-lieu .	1472	2725	Jean-François Arbez, Jean-Claude Lançon, Jeanne-Pierrette Bone l'ainée, Anne-Marie Grand.
Ney.....	340		
Cize.....	169		
Vannoz.....	300		
Esquevillon.....	167		
Sappois.....	141		
Ardon.....	136		
<i>Loulle</i> , chef-lieu.....	351	1308	J ^a -Pierre Reverchon, Jeanne-Pierrette Bone cadette.
Pillemoine.....	134		
Le Vaudioux.....	268		
Mont-sur-Monnet.....	555		
<i>Chateau-Chalon</i> , ch.-lieu.	641	1260	Jean-François Pillot, Jeanne-Françoise Mandrillon.
Blois.....	350		
La Doye.....	269		
<i>Frontenay</i> , chef-lieu . . .	489	1571	Jean-Charles Poux, Thérèse Petit-Benoit.
Blandans.....	118		
Menétrux.....	310		
Passenans.....	502		
St Lmain.....	152		
<i>Plasne</i> , chef-lieu.....	418	1403	Ambroise Guy.
Mierry.....	490		
Barretaine.....	184		
Chamvaux.....	187		
Le Ressard.....	124		

NOMS DES COMMUNES	POPULATION		NOMS DES INSTITUTEURS et des INSTITUTRICES
	partielle	totale	
<i>Chaumergy</i> , chef-lieu...	323		Pierre Tissot.
Francheville.....	80		
Le Villey.....	181		
Le Bois-de-Gand.	190	1163	
Recanoz.....	144		
Chêne-Sec.....	165		
La Chaux en Bresse.	80		
<i>Commenailles</i> et dépen- dances.....	1100	1100	Antoine Millet.
<i>Les Deux-Faix</i> , ch.-lieu.	344		Jean-Baptiste Darmasse.
La Chassagne.	316		
Rye.....	449	1588	
Foullenay.....	226		
Sergenaud.....	140		
Sergenon.....	113		
<i>Vincent</i> , chef-lieu.....	478		Claude-Antoine Carey.
Lombard.....	378	1133	
Froideville.....	196		
Machefin.....	81		
<i>Colonne</i> , chef-lieu.....	375		Pierre Cart, Françoise Ro- belin.
Biefmorin.....	168		
Champrougier.....	241	1395	
Chemenot.....	154		
Chezaboïs.....	164		
Chateley.....	178		
Vaivre.....	115		
<i>Bersaillin</i> , chef-lieu....	310		Jean-Denis Bacheley.
Bouchaud.....	255		
Viseney.....	164	1346	
Brainans.....	458		
Neuville.....	159		
<i>Monnet-la-Ville</i> , ch.-lieu.	174		Jean-Simon Piccaut.
Crotenay.....	409	1112	
Montigny.	309		
Pont du Navois.....	220		

NOMS DES COMMUNES	POPULATION		NOMS DES INSTITUTEURS et des INSTITUTRICES
	partielle	totale	
<i>Fay</i> , chef-lieu.....	226	1709	Jean-Joseph Chauvin, Jeanne-Louise Grattard, femme Chauvin.
La Mart.	446		
Les Faisses.....	230		
Picarreau.....	309		
Le Fied.....	498		
<i>Monrond</i> , chef-lieu.....	595	1244	François-Xavier Billet, Marie-Antoine Vuillaume, femme Billet.
Besain.....	346		
Molain.....	303		
<i>Grozon</i> , chef-lieu.....	740	1274	Claude-François Reverchon, Jeanne-Joseph Reverchon.
Bevilly.....	534		
<i>Aumont</i> , chef-lieu.....	761	1461	Augustin Girod; Brod, femme Girod.
Oussières.....	321		
Villers-les-Bois.....	379		
<i>Montollier</i> , chef lieu....	264	1271	Anatoile-Joseph Bourgeois.
Les Soupois.....	42		
Ratier.....	153		
Tremont.....	615		
Rabeur.....	197		
<i>Les Planches</i> , chef-lieu..	2485	2485	Alexandre-Joseph Prince, Richard-Joseph Martin, Prince, femme Perrin, Marie-Joseph Michoudet, femme Martin.
Foncine-le-Haut.....			
Foncine-le-Bas et dépendances.....			
<i>La Chaux-des-Crotenay</i> , chef-lieu.....	545	1136	Hyacinthe-François Lagier, Chevassu, femme Lagier.
Entre-deux-Monts.....	267		
Chateauneuf (1).....	324		
<i>St-Louthain</i> , chef-lieu...	1112	1274	Hubert-François Maréchal, Petit-Benoist, veuve Richard.
Villerserines.....	162		
<i>Sellières</i> , chef-lieu.....	1198	1741	Jean-Joseph Jeunet, Jeanne-Charlotte Jacquet.
La Charme.....	74		
Vers-sous-Sellières.....	469		
<i>Mantry</i> , chef-lieu.....	864	1411	François-Xavier Chapuis, Françoise Bardez.
Bréry.....	314		
Montchauvier.....	116		
Montchauverot.....	417		

(1) Chatelneuf.

NOMS DES COMMUNES	POPULATION		NOMS DES INSTITUTEURS et des INSTITUTRICES
	partielle	totale	
<i>Toulouse</i> , chef-lieu.....	610	1159	Jean-Baptiste Pillot.
Darboonnay.....	240		Belleville, femme Pillot.
Monay.....	309		
<i>Sirod</i> , chef-lieu.....	788	1158	Jean-Claude Passard,
Le Bourg-en-Montagne (1)	200		Marie-Joseph Monnier, fem ^e
Lent.....	170		Magnin.
<i>Grans</i> , chef-lieu.....	334	1003	Jean-Pierre Longchamp.
Chalème.....	376		
La Perrenans.....	118		
Syan.....	175		
<i>Gillois</i> , chef-lieu.....	532	1082	Germain Jeannin.
Conte.....	127		
Le Bief-des-Maisons.....	296		
Treffay.....	127		

L'an trois de la République française, une et indivisible, le vingt-sept pluviôse, Nous, Remy Hypolite Bidault, Jean Baptiste Monnier et Jean Claude Renault, les trois demeurant à Poligny, choisis par l'administration du district, par sa délibération du vingt un frimaire dernier, pour ensuite de la loi du 27 brumaire précédent relative aux écoles primaires, former le jury d'instruction, nous nous sommes assemblés, et acceptant la commission qui nous est déferée, nous érigeant en jury d'instruction, avons procédé à l'examen des citoyens et citoyennes qui se sont présentés pour remplir les fonctions d'instituteurs et d'institutrices ; après nous être convaincus de leur civisme, capacité et mœurs, nous les avons nommés pour remplir lesdites fonctions dans les communes désignées dans le tableau ci-dessus. Fait et arrêté les an et jour susdits. Signé : Bidault, Monnier et Renault.

Vu le tableau ci-dessus et le procès-verbal du jury d'instruction en date du 27 pluviôse dernier, le directoire du district,

(1) Bourg-de-Sirod.

après avoir pris des renseignements sur le compte des citoyens et citoyennes appelés à remplir les fonctions d'instituteurs et institutrices, et l'agent national entendu, confirme les nominations portées au présent tableau, qu'il arrête en tout son contenu.

Fait en directoire de district de Poligny, le trois ventôse an 3 de la République française une et indivisible. Signé : Daloz, v. p.; Boullerot, Thouverey, Mottet, Jeunet, agent national, et Maréchal, secrétaire.

8.

Sur la distribution des écoles dans le district de St-Claude.

Le district de Saint-Claude demande un instituteur particulier pour la commune de Bellecombe à raison de son éloignement des Moussières et de la difficulté des communications; trois pour la commune des Bouchoux, dont la population est dispersée sur près de 5 lieues de circuit; un pour la commune de Choux : ces deux communes ont chacune un presbytère; un 5^e pour la commune de Septmoncel, dont la population est de 3272 individus. Tout cela en sus du nombre d'instituteurs déterminé par le jury.

Les communes de Sièges, de Rhien et de Lavanciat étant trop éloignées des autres communes du département, ont demandé qu'il leur fût permis de se réunir à des communes du département de l'Ain qui sont beaucoup plus à leur portée; l'administration du district n'y a pas trouvé d'inconvénients. Elle propose d'établir un instituteur dans chacune des communes du Prémanton, de la Mouille, de Bellefontaine, et d'en donner un second à Longchaumois ainsi qu'aux Rousses

Le jury d'instruction de Saint-Claude est composé des citoyens Baud, Lacroix, juge de paix, et David, commissaire du directoire exécutif près le tribunal de police correctionnelle (1).

(1) Mémoire manuscrit.

9.

Distribution et placement des écoles primaires dans les communes du District de Dole, en exécution de la loi du 27 brumaire, 3^e année républicaine.

NOMS des COMMUNES	CHEF-LIEU des ÉCOLES	DISTANCE au chef-lieu (1)	POPULATION		ÉCOLE OU PORTION d'école
			partielle	totale	
Dole.	Dole.	»	6145	6363	6
Porte d'Arrans.		»	152		
Porte de M ^{te} Roland		»	66		
Azans.	Azans.	»	176	820	1
La Bedugue.		1/4	391		
Le Bizard.		1/4	253		
Le Poizet.	Le Poizet.	»	487	906	1
Le Boichot.		1/4	177		
Crissey.		1/4	242		
Les Commards.	Les Commards.	»	434	1092	1
Les Bruyères.		1/2	121		
Les Landons.		1/2	69		
Montdaland.		3/4	14		
Gujean.		1/4	94		
Porte de Besançon.		»	360		
Champvans.	Champvans.	»	880	1080	1
Monnière.		1/2	200		
Foucherans.	Foucherans.	»	453	453	1/2
Damparis.	Damparis.	»	524	524	1/2
L'Abergement-l-R.	L'Abergement	»	256	551	1/2
Aumur.		1/2	295		

(1) Lieues de 2400 toises.

NOMS des COMMUNES	CHEF-LIEU des ÉCOLES	DISTANCE au chef-lieu	POPULATION		ÉCOLE OU PORTION d'école
			partielle	totale	
Choisey et Parthey..	Choisey	»	532	1096	1
St-Yllie.		1/4	144		
Gevry.		3/4	420		
St-Aubin.	St Aubin.	»	1490	1490	1
St-Loup.	St-Loup.	»	320	462	1/2
Villégrette.		1/2	142		
Chemin.	Chemin.	»	214	585	1/2
Peseux.		3/4	371		
Longvy.	Longvy.	»	600	870	1
Jousserot.		1/2	140		
Moussière.		3/4	78		
Hostelans.		1/3	52		
Molay.	Molay.	»	448	873	1
Champd'hivers.		2/3	425		
Tavaux.	Tavaux.	»	970	970	1
Petit-Noire.	Petit Noire.	»	970	970	1
Annoire.	Annoire.	»	827	1023	1
Beauchemin.		1/4	196		
Neublans.	Neublans.	»	536	832	1
Les grand et p ^t -Meix		1/2	80		
L'Abergement-St-J.		1	145		
Beauvoisin.		3/4	71		
Charmoncel.		1/2	»		
Chaussin.	Chaussin.	»	1177	1177	1
Rahon.	Rahon.	»	588	647	1/2
Le Gros Saulçois..		3/4	59		

NOMS des COMMUNES	CHEF-LIEU des ÉCOLES	DISTANCE au chef-lieu	POPULATION		ÉCOLE, OU PORTION d'école
			partielle	totale	
Saint-Barain.	St-Barain	»	210	555	1/2
La Grate.....		3/4			
Servotte.....		1/3			
Balessaux.....		3/4	345		
Praneuf.		1/2			
Les Essarts-Condé.	Les Essarts	»	266	545	1/2
Teigneaux.....		1/2	279		
Pleure.....	Pleure	»	450	613	1/2
Chêne-Bernard....		1/2	163		
Chalonge.....		1/2			
La Chainée-d-Coups		1/2			
Mont-sous-Vaudrey	Mont-s-Vaudrey	»	786	1077	1
Bans.....		1/3	291		
Vaudrey.....	Vaudrey	»	680	680	1/2
Asnans.....	Asnans	»	547	1488	1
Gatey.....		1/2	384		
Vorne.....		1/2	557		
Villers-Robert. ...	Villers-Robert	»	270	1151	1
Le Deschaux.....		1/2	707		
Seligney.....		1/2	174		
Tassenière.....	Tassenière	»	350	576	1/2
Bretenière.....		1/2	226		
Souvans.....	Souvans	»	569	569	1/2
Nevy.....	Nevy	»	310	310	1/2
Goux.....	Goux	»	248	558	1/2
Villette.....		1/2	310		
Parcey.....	Parcey	»	598	598	1/2

NOMS des COMMUNES	CHEF-LIEU des ÉCOLES	DISTANCE au chef-lieu	POPULATION		ÉCOLE, OU PORTION d'école
			partielle	totale	
Santans.	Santans.	»	541	991	1
Montbarrey.		1/4	450		
Vieille-Loye.	Vieille-Loye.	»	558	558	1/2
Germigney.	Germigney.	»	210	402	1/2
Chatelay.		1/4	192		
Chissey.	Chissey.	»	718	718	1/2
Belmont.	Belmont.	»	420	622	1/2
Augerans.		1/4	202		
La Loye.	La Loye.	»	870	870	1
Rocheftort.	Rocheftort.	»	596	758	1/2
Audelange.		1/2	162		
Baverans.	Baverans.	»	146	359	1/2
Brevans.		1/4	213		
Orchamps.	Orchamps.	»	715	1091	1
Montplain.		3/4	114		
La Barre.		1/2	262		
Eclans.	Eclans.	»	520	520	1/2
Faltans.	Faltans.	»	342	534	1/2
Gros-Buisson.		1/2	60		
Nenon.		2/3	132		
Etrepigny.	Etrepigny	»	745	1515	1
Le Plumont.		1/2	230		
Our.		3/4	210		
La Breteniére.		1/2	330		
Rans.	Rans.	»	664	664	1/2

NOM des COMMUNES	CHEF-LIEU des ÉCOLES	DISTANCE au chef-lieu	POPULATION		ÉCOLE, OU PORTION d'école
			partielle	totale	
Fraisans.....	Fraisans.	»	493	493	1/2
Salans.....	Salans	»	450	738	1/2
Courtefontaine ...		3/4	288		
OBSERVATION. — Pris égard à l'éloignement de Courtefontaine des autres communes du district, à la forêt de Chaux à traverser pour arriver à Salans et à son rapprochement de Villars-St-Georges, district de Quingey, il conviendra de le réunir à cette dernière commune, pour l'instruction publique.					
Dampierre.....	Dampierre.	»	538	802	1
Ranchot.....		1/3	264		
Evans.....	Evans.	»	374	637	1/2
Antorpe.....		1/3	141		
Petit-Mercey.....		1/2	122		
Gendrey.....	Gendrey.	»	603	1319	1
Rouffange.....		1/2	280		
Romain.....		1/2	145		
Vigearde.....		1/2	129		
Louvotange.....		3/4	162		
Lavans.....	Lavans.	»	411	531	1/2
Lavangeot.....		1/3	120		
Malange.....	Malange.	»	208	540	1/2
L'Abergement-l-M.		1/4	75		
Auxange.....		3/4	257		
Vitreux.....	Vitreux.	»	333	945	1
Pagney.....		1/4	612		
Ougney.....	Ougney.	»	415	638	1/2
Tassenne.....		1/2	223		
Serre-les-Mouillères	Serre-l-Mouillèr.	»	312	1187	1
Saligney.....		1/2	450		
Sermange.....		1/2	425		

NOMS des COMMUNES	CHEF-LIEU des ÉCOLES	DISTANCE au chef-lieu	POPULATION		ÉCOLE, OU PORTION d'école
			partielle	totale	
Amange.	Amange.	»	413	1044	1
Chatenois.		1/2	340		
Wriange.		1/2	291		
Authume.	Authume.	»	570	570	1/2
Jouhe.	Jouhe.	»	551	821	1
Archelange.		1/4	270		
Menotey.	Menotey.	»	642	1181	1
Rainans.		1/3	314		
Gredisans.		1/3	225		
Sampans.	Sampans	»	564	1041	1
Byarne.		1/2	330		
Saint-Vivant.		1/3	147		
Chevigny.	Chevigny.	»	534	534	1/2
Peintre.	Peintre.	»	320	595	1/2
Frasne.		1/2	275		
Montmirey-le-Chât.	Montmir -l-Chât.	»	406	406	1/2
Montmirey-la-Ville,	Montmir.-l-Ville	»	520	693	1/2
Pointre.		1/3	173		
Brans.	Brans.	»	416	536	1/2
Montrambert.		1/2	120		
Thervay.	Thervay.	»	800	800	1
Dammartin.	Dammartin	»	274	709	1/2
Champagnolot.		1/4			
Marpain.		1/3	157		
Mutigney.		1/2	278		

NOMS des COMMUNES	CHEF-LIEU des ÉCOLES	DISTANCE au chef-lieu	POPULATION		ÉCOLE, OU PORTION d'école
			partielle	totale	
Champagney.....	Champagney	»	353	635	1/2
Nilieu.....		1/2	95		
Chassey.....		2 3	187		
Oflanges	Oflanges	»	530	530	1/2
Moissey.....	Moissey	»	851	851	1

Fait et arrêté par nous administrateurs du district de Dole, en Directoire, le 28 prairial, 3^e année de la République française.

VUILLIER, CHAVELET, ANGRER, GUY.

Le tableau que nous venons de reproduire porte en outre les observations suivantes :

1^o *Foucheraux et Damparis* : Les chemins sont extraordinairement mauvais pendant l'hiver, de sorte qu'au lieu d'une école entière pour les deux communes, on en a établi deux demies, ce qui est égal pour la dépense.

2^o *L'Abergement-la-Ronce et Aumur*. — Les chemins de communication aux autres communes sont marécageux et impraticables pendant l'hiver.

3^o *Saint-Loup et Villégrette* (Villangrette). — On n'aurait pu les réunir qu'à Chemin, mais Saint-Loup en est éloigné de plus d'une lieue. Cette réunion aurait nécessité une école entière à Chemin ; on en a indiqué deux demies, ce qui est égal pour la dépense.

4^o *Rahon et le Gros Saulçois*. — L'éloignement de toutes autres communes, les ruisseaux qui interceptent la communication pendant une grande partie de l'année, n'ont pas permis une réunion pour former une école entière.

5° Le groupe de *Saint-Barain*. — On voit par le nombre des hameaux qui doivent former cette demi école qu'il n'était pas possible d'en réunir davantage ; d'ailleurs les chemins de communication sont marécageux et très difficiles.

6° Même observation pour le groupe des *Essarts-Condé* et *Teigneaux* et pour celui de *Pleure*.

7° *Vaudrey*. — Il est peu éloigné de *Mont-sous-Vaudrey* et le chemin de communication n'est point mauvais ; mais, pris égard que l'école de *Mont* aurait été très chargée, puisqu'en y réunissant *Vaudrey*, on aurait eu une population de 1757 individus, pris égard encore qu'il y a une cure à *Vaudrey*, on a cru devoir y former une demi-école.

8° *Tassenière* et *Bretenière*. — L'éloignement et la difficulté des communications n'ont pas permis de réunir ces deux communes à une autre.

9° *Souvans* et *Nevy*. — On aurait pu y réunir *Nevy*, pour former l'école entière ; mais l'éloignement est de trois quarts de lieue, et comme il y a des presbytères dans les deux communes, on a établi deux demies écoles, ce qui est égal pour la dépense.

10° *Goux* et *Villette*. — La difficulté des chemins et l'éloignement nécessitent cette demi-école.

11° *Parcey*. — Mêmes raisons.

12° *Vieille-Loye*. — Commune située dans la forêt de *Chaux*, éloignée de toutes autres, et d'une communication difficile.

13° *Germigney* et *Chatelay*. — On n'aurait pu les réunir qu'à *Chissey*, mais *Germigney* en est éloigné de trois quarts de lieue, et les chemins sont très mauvais en hiver. D'ailleurs la dépense à la charge du gouvernement ne s'en trouvera pas augmentée.

14° *Chissey*. — Mêmes raisons.

15° *Belmont*. — Eloignement de plus de trois quarts de lieue de la *Loye* ; d'ailleurs presbytère à *Belmont*.

16° Les deux groupes de *Rochefort* et de *Baverans*. — *Brevans* éloigné de plus d'une lieue ; d'ailleurs presbytère et même dépense.

17° *Falletans*. — Mêmes raisons.

18° *Rans et Fraisans*. — Eloignement de plus de trois quarts de lieue, mauvais chemin.

19° *Salans et Courtefontaine*. — Nulle autre réunion possible, à cause de l'éloignement et du mauvais chemin.

20° Groupe d'*Evans*. — Ces trois communes sont éloignées de Dampierre d'une lieue, et les chemins sont très mauvais ; d'ailleurs la réunion à Dampierre aurait produit une population trop forte.

21° *Larans et Lavangeot*. — Eloignement de plus de trois quarts de lieue de Malange ; d'ailleurs deux demies écoles, même dépense que pour une.

22° Groupe de *Malange*. — Mêmes raisons.

23° *Ougney et Taxenne*. — On ne pourrait pas les réunir à Vitreux, en raison de l'éloignement.

24° *Authume*. — Eloignement d'une demi-lieue et presbytère.

25° *Cherigny et Peintre*. — Eloignement, mauvais chemin, deux presbytères.

26° *Montmirey-le Château et Montmirey-la-Ville*. — La réunion de ces communes aurait infailliblement occasionné des inconvénients ; d'ailleurs deux presbytères.

27° *Brans et Montrambert*. — Eloignées de plus d'une lieue de toutes autres communes, et mauvais chemins.

28° *Offlange*. — Eloigné de plus d'une lieue de Moissey ; d'ailleurs presbytères dans les deux communes (1).

(1) Ce tableau ne diffère pas pour la distribution des écoles de celui que le directoire de Dole avait dressé le 28 prairial an 3, mais ce premier tableau comprenait des 3/4 et des 2/3 d'écoles qui ont disparu dans le second tableau pour faire place à des écoles ou à des demi-écoles.

**Tableau des arrêtés du district qui accordent des mandements
an II**

NUMÉROS des certificats.	NOMS DES MUNICIPALITÉS qui ont délivré des certificats aux instituteurs	NOMBRE ET NOMS DES MOIS	NOMBRE
			D'ÉLÈVES (1)
1	Salins.....	Vendémiaire, brum ^{re} , frimaire	148
2	id.....	id.	15
3	id.....	id.	11
4	id.....	id.	15
6	id.....	id.	8
7	id.....	id.	16
8	id.....	id.	10
9	id.....	id.	30
11	id.....	id.	6
14	id.....	id.	3
16	id.....	id.	10
17	id.....	id.	10
19	id.....	id.	9
20	id.....	id.	2
5	id.....	Fructidor, vendémiaire, brumaire, frimaire.	4
57	Arbois.....	Trimestres de germinal et messidor an 2, de vendémiaire et nivôse an 3.	197
13	id.....	Vendémiaire, brum ^{re} , frimaire	213
22	id.....	id.	4
23	id.....	id.	4
10	Champagne.....	id.	2
12	Cramans.....	id.	24
15	Ecleux.....	id.	5
18	Villeneuve-d'Aval....	id.	4
26	Chamblay.....	id. (15 jours)	8
24	Laffertey.....	(1 mois 25 jours)	
21	Pupillin.....	Brumaire, frimaire, nivôse.	197
28	Vadans.....	Vendémiaire, brumaire, frim ^{re} , nivôse.	

(1) Le nombre des élèves mentionné dans cette colonne n'est pas le nombre d'élèves, mais le total pour cette période des élèves présents à l'école pendant chacun des trois mois de vendémiaire, brumaire et frimaire 47

10 (suite).

instituteurs et institutrices ensuite des lois des 29 frimaire
maire an III.

NOMS DES INSTITUTEURS ET INSTITUTEURICES	DATES DES ARRÊTÉS du district 3 ^e année républicaine	MONTANT DES MANDEMENTS délivrés		
		livres	sols	den.
Claude-Fr. Grappin, f ^e Buthieaux	2 nivôse	176	5	
Cl.-Jos. Simon.	id.	262	10	
Pierre Brun.	id.	180	8	4
Jean-Cl. Dufour.	id.	257	10	
Françoise Billot.	id.	105		
Josette Cretin, femme Dufour.	id.	207	18	
Cl.-Fr. Buthieaux.	id.	180		
Jean-Fr. Bousson.	id.	500		
Jean-Baptiste Roudenet.	id.	273	6	8
Marie-Louise Tattu.	id.	47	10	
Bouteille.	13 nivôse	191	13	4
Anne-Marg. Duclos.	id.	132	10	
Anne Rocagel.	28 nivôse.	120	12	6
Marie-Anne Molard.	3 pluviôse	30		
Josette Simon.	2 nivôse	55		
Pierre Willin.	23 floréal	985		
Jean-Cl. Brun.	8 nivôse	300		
Marie-Jos. Bourgeois.	11 pluviôse	153	15	
Pierre Millet.	id.	226	13	4
Etienne Détouillon.	3 nivôse	111	13	4
Jean-Denis Lacroix.	6 nivôse	300		
Pierre-Fr. Itenay.	11 nivôse	300		
Pierre-Fr. Delacroix	19 nivôse	215		
Didier Jaillot.....	21 ventôse	115		
Anatoile Moussard.	21 pluviôse	183	13	
Fr.-Xavier Pidoux.	8 pluviôse	300		
Cl.-Etienne Giboudeau.	1 ^{er} germinal	503	6	8

èves qui ont fréquenté l'école pendant la période marquée dans la colonne précé-
ois. Ainsi pour le n° 1, l'école tenue à Salins par Claude-Françoise Grappin, a eu
onnant un total pour les trois mois de 141 élèves.

NUMÉROS des certificats.	NOMS DES MUNICIPALITÉS qui ont délivré des certificats aux instituteurs	NOMBRE ET NOMS DES MOIS	NOMBRE D'ÉLÈVES
29	Salins	Brumaire, frimaire, nivôse, pluviôse, ventôse.	
48	Saizenay.	Frimaire, nivôse, pluviôse.	138
30	Montigny.	Nivôse, pluviôse, ventôse.	179
31	id.	id.	194
32	Laffertey	id.	
33	Salins	id.	167
34	id.	id.	136
35	id.	id.	159
36	id.	id.	261
37	id.	id.	48
38	id.	id.	69
39	id.	id.	180
40	id.	id.	90
41	id.	id.	197
42	id.	id.	
47	id.	id.	11
45	Arbois	id.	6
51	id.	id.	6
52	id.	id.	8
59	id.	Trimestre de vendémiaire et nivôse an 3.	
43	Cramans	Nivôse, pluviôse, ventôse.	3
46	Champagne	id.	5
49	Villeneuve	id.	13
50	Chamblay	id.	19
53	Villers-Farlay	id.	10
44	Valempoulières	Brumaire, frimaire, nivôse, plu- viôse, ventôse.	36
58	Bellevue	Frim ^{re} , nivôse, pluviôse, ventôse	19
63	Aiglepierre	id.	23
55	Pupillin	Pluviôse, ventôse, germinal.	7
56	Molamboz	Ventôse, germinal.	3
54	Aresches	Pluviôse, ventôse, germinal.	21
60	Mignovillars	Ventôse, germinal, floréal.	9
61	id.	id.	7
62	Saizenay	id.	13
64	Champagne	Germinal, prairial, floréal.	3
65	Salins	id.	3
66	id.	id.	19
67	id.	id.	10

NOMS DES INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES	DATES DES ARRÊTÉS du district 3 ^e année républicaine	MONTANT DES MANDEMENTS délivrés		
		livres	sols	den.
J ⁿ e-M ^e Daclin, f ^e dud. Giboudeau	1 ^{er} germinal	94	5	
Jean-Pierre Paccard et sa fem ^e .	12 germinal	200		
Jean-Baptiste Regnault.	1 ^{er} germinal	298	1	
Cl.-Fr. Garnier.	id.	241		
Anatoile Moussard.	2 germinal	300		
Grappin, f ^e du cit. Buthieaux.	id.	208	15	
Cl.-Fr. Buthieaux.	id.	226	13	4
Pierre Brun.	id.	246	5	
Jean-Fr. Bousson.	id.	300		
Duclos, institutrice.	id.	60		
Josette Simon.	id.	70		
Cl.-Jos. Simon.	id.	300		
Fr. Billot.	id.	112	10	
J.-B. Boudenet	3 germinal	300	6	8
Cl.-Fr. Bouteille.	5 germinal	76	13	8
Marie-Louise Tattu.	12 germinal	60		
Jean-Claude Brun.	11 germinal	300		
Pierre Millet.	id.	300		
M.-J. Bourgeois, f ^e de P. Millet.	id.	250		
Eléonor Barbier.	25 floréal	580		
Jean-D. Lacroix.	9 germinal	300		
Etienne Détouillon.	11 germinal	175		
Pierre-Joseph Delacroix.	15 germinal	265		
Didier Jaillet.	21 germinal	213	6	8
P.-Fr. Iteney.	29 germinal	300		
Basile Petot.	11 germinal	500		
Etienne Vaudrey.	23 floréal	332	8	
Jean-Cl. Depierre.	21 prairial	390		
Fr.-Xav. Pidoux.	3 floréal	300		
Gabriel Donbey.	4 floréal	103	6	8
Charles-Louis Prost.	1 ^{er} floréal	300		
Marie-Angèle Girod.	1 ^{er} prairial	120		
Jean-Fr. Carrey.	id.	120		
Jean-Pierre Pacard et sa femme.	4 prairial	200		
Etienne Détouillon.	2 messidor	120		
Cl.-Fr. Bouteille.	5 messidor	78	6	8
Pierre Brun.	6 messidor	300		
Françoise Billot.	id.	131	5	

NUMÉROS des certificats.	NOMS DES MUNICIPALITÉS qui ont délivré des certificats aux instituteurs	NOMBRE ET NOMS DES MOIS	NOMBRE D'ÉLÈVES
68	Salins.....	Germinal, prairial, floréal.	192
69	id.....	id.	189
70	id.....	id.	69
71	id.....	id.	182
72	id.....	id.	177
73	id.....	id.	175
74	id.....	id.	154
75	id.....	id.	190
84	id.....	id.	42
82	Arbois.....	id.	65
83	id.....	id.	86
85	id.....	id.	66
76	Cramans.....	id.	162
77	Valempoulières.....	id.	72
78	Villeneuve.....	id.	48
80	Chamblay.....	id.	102
79	Aresches.....	Floréal et prairial.	66
86	Saizenay ...	Prairial, messidor, thermidor.	42
87	Mignovillars.....	id.	34
88	id.....	id.	75
90	Salins.....	Messidor, thermidor, fructidor.	111
91	id.....	id.	182
92	id.....	id.	166
93	id.....	id.	180
94	id.....	id.	180
95	id.....	id.	61
96	id.....	id.	185
97	id.....	id.	137
98	id.....	id.	106
99	id.....	id.	81
102	id.....	id.	61
100	Champagne.....	id.	80
101	Villers-Farlay.....	id.	181
103	Chamblay.....	id.	90
104	Villeneuve d'Aval....	id. (2 mois 28 jours).	44
27	Arbois.....	Indemnité (1)	
25	id.....		
81	id.....	Germinal, floréal, prairial, mes- sidor, thermidor, fructidoran 2.	62

(1) L'indemnité dont il s'agit ici est réglée suivant les décrets des 29 frimaire

NOMS DES INSTITUTEURS ET INSTITUTEURICES	DATES DES ARRÊTÉS du district 3 ^e année républicaine	MONTANT DES MANDEMENTS délivrés		
		livres	sols	den.
Françoise Cretin, 1 ^{re} Dufour.	id.	240		
J.-Fr. Bousson.	id.	300		
Josette Simon.	id.	86	5	
Cl.-Jos. Simon.	id.	300		
Cl.-Fr. Grappin, 1 ^{re} Buthieaux.	id.	221	5	
Cl.-Fr. Buthieaux.	id.	291	13	4
J.-Cl. Dufour	id.	256	3	4
Aline Rocagelle.	id.	112	10	
Marie-Louise Tattut.	11 thermidor	52	10	
Pierre Millet.	8 thermidor	300		
Marie-Jos. Bourgeois.	id.	250		
Jean-Claude Brun.	13 thermidor	300		
Jean-Denys Lacroix.	8 messidor	300		
Basile Petot	id.	300		
Pierre-Jos. Delacroix.	11 messidor	210		
Didier Jaillet.	23 messidor	170		
Charles-Louis Prost.	18 messidor	200		
Jean-Pierre Pacard.	1 ^{er} fructidor	200		
Jean-Fr. Carrey.	2 fructidor	56	13	4
Marie Angèle Girod.	id.	94	15	
Françoise Billot.	2 ^e jour complém.	138	15	
Jean-François Bousson.	id.	300		
Pierre Brun.	id.	290		
Cl.-Fr. Buthieaux.	id.	300		
Cl.-Fr. Grappin.	id.	225		
Josette Simon.	id.	101	5	
Cl.-Jos. Simon.	id.	307	11	8
J.-Cl. Dufour.	5 vendémiaire	228	6	8
Josette Cretin Dufour.	id.	132	10	
Anne Rocagel	id.	101	5	
Marie-Louise Tattut.	13 vendémiaire	76		
Etienne Détouillon.	5 vendémiaire	140		
Pierre-Fr. Iteney.	8 vendémiaire	300		
Didier Jaillet.	15 vendémiaire	100		
P.-Jos. Delacroix.	11 brumaire	200	10	
Jean-Cl. Brun.	21 ventôse	377	8	
Pierre Millet.	18 ventôse	226	10	
Pierre Millet.	8 thermidor an 3	620		

4 ventôse an II. Voir pour les deux instituteurs en question, pages 15 et 16.

11.

Le décret du 3 brumaire an IV.

I.

Le décret du 3 brumaire an IV sur l'organisation de l'instruction publique a été rendu conformément au titre X de la constitution du 5 fructidor an III (1), dont il était le développement. D'après ce titre X, il devait y avoir dans la République des écoles primaires où les élèves apprendraient à lire, à écrire, les éléments du calcul et ceux de la morale. La République pourvoyait aux frais de logement des instituteurs préposés à ces écoles (*art. 296*). — Il y avait, dans les diverses parties de la République, des écoles supérieures aux écoles primaires, dont le nombre devait être tel, qu'il y en eut au moins une pour deux départements (*art. 297*). — Un Institut national, créé pour toute la République, était chargé de recueillir les découvertes, de perfectionner les arts et les sciences (*art. 298*). — Les citoyens avaient le droit de former des établissements particuliers d'éducation et d'instruction, ainsi que des sociétés libres, pour concourir aux progrès des sciences, des lettres et des arts (*art. 308*). — Il était établi des fêtes nationales, pour entretenir la fraternité entre les citoyens, et les attacher à la Constitution, à la patrie et aux lois (*art. 301*).

Le décret du 3 brumaire an IV embrassait donc l'instruction publique en général : il était divisé en six titres : le premier se rapportait aux Ecoles primaires ; le second, aux Ecoles centrales (2) ; le troisième établissait des Ecoles spéciales, destinées

(1) Le projet de constitution avait été présenté par Boissy d'Anglas à la Convention le 5 messidor an III, et le lendemain Daunou présentait le projet de loi qui devint le décret du 3 brumaire an IV.

(2) Les écoles centrales avaient été établies par le décret du 7 ventose an III (28 février 1795).

à l'étude de l'astronomie, de la géométrie et de la mécanique, de l'histoire naturelle, de la médecine, de l'art vétérinaire, de l'économie rurale, des antiquités, des sciences politiques ; de la peinture, de la sculpture et de l'architecture ; de la musique (1) ; le quatrième organisait l'Institut national des sciences et des arts ; le cinquième traitait des encouragements, récompenses et honneurs publics, et enfin, le sixième instituait des fêtes nationales (2).

Le rapporteur, Daunou, après avoir énuméré les causes de la désorganisation de l'instruction publique depuis 1789 « où l'éducation était vicieuse, sans doute, mais organisée », et avoir rappelé les projets d'organisation, « si multipliés depuis six années », prononça à la Convention, dans la séance du 27 vendémiaire an IV (19 octobre 1795) les paroles suivantes :

..... Vos comités, en rédigeant le projet qu'ils vous ont offert le 6 messidor, et qu'ils reproduisent aujourd'hui, ont trouvé du plaisir et de la gloire à s'emparer des richesses qu'avaient déjà répandues sur cette matière les hommes célèbres qui s'en étaient occupés : nous n'avons fait que rassembler leurs idées éparses, en les raccordant aux principes de la constitution républicaine. Nous nous honorons de recommander ce projet des noms de Talleyrand, de Condorcet, et de plusieurs autres écrivains. Nous n'avons laissé que Robespierre, qui vous a aussi entretenus d'instruction publique, et qui, jusque dans ce travail, a trouvé le secret d'imprimer le sceau de la tyrannie stupide, par la disposition barbare qui arrachait l'enfant des bras de son père, qui faisait une dure servitude du bienfait de l'éducation, et qui menaçait de la prison, de la mort, les parents qui auraient pu et voulu remplir eux-mêmes le plus doux devoir de la nature, la plus sainte fonction de la paternité.

(1) Il y avait en outre des écoles pour les sourds-muets et pour les aveugles-nés. Le nombre et l'organisation de ces écoles devaient être déterminées par des lois particulières, sur le rapport du Comité de l'instruction publique. Les écoles relatives à l'artillerie, au génie militaire et civil, à la marine et aux autres services publics, non mentionnées dans le chapitre 3, étaient maintenues telles qu'elles existaient, ou devaient être établies par des décrets particuliers.

(2) Dans chaque canton de la république, il devait être célébré, chaque année, sept fêtes nationales, savoir : celle de la Fondation de la République, le 1^{er} vendémiaire ; celle de la Jeunesse, le 10 germinal ; celle des Epoux, le 10 floréal ; celle de la Renaissance, le 10 prairial ; celle de l'Agriculture, le 10 messidor ; celle de la Liberté, les 9 et 10 thermidor ; celle des Vieillards, le 10 fructidor. La célébration de ces fêtes consistait : en chants patriotiques, en discours sur la morale, en banquets fraternels, en divers jeux publics propres à chaque localité et dans la distribution des récompenses.

Pour nous, nous avons cru devoir rechercher d'abord quelles étaient les limites naturelles de la loi dont nous avons à vous présenter le projet, et nous avons aperçu ces limites dans les droits individuels que la Constitution vous ordonnait de respecter.

Nous nous sommes dit : liberté de l'éducation domestique, liberté des établissements particuliers d'instruction. Nous avons ajouté : liberté des méthodes instructives ; car, dans l'art de cultiver les facultés de l'homme, il existe un nombre presque infini de détails secrets qui sont tout à fait inaccessibles à la loi, non seulement parce que dans leur extrême délicatesse ils n'ont point encore, si j'ose ainsi parler, d'expression dans l'idiôme du législateur ; non seulement parce qu'à l'égard de ces détails la fidélité ou la négligence des maîtres serait toujours trop apparente, et qu'il n'est pas bon que la loi prescrive ce dont l'exécution ne pourrait pas être surveillée ; mais surtout parce qu'il ne faut pas consacrer et déterminer par des décrets des procédés qui, entre les mains de fonctionnaires habiles, peuvent s'améliorer par l'expérience de chaque jour.

Daunou parle ensuite des écoles primaires et des écoles centrales :

Je ne vous entretiendrai point ici des écoles primaires et des écoles centrales, dont l'organisation vous est depuis longtemps connue. Nous avons trouvé des moyens de la perfectionner, en recueillant les observations de cinq de nos collègues envoyés par vous, il y a quelques mois, dans les départements pour y préparer la création de ces écoles. Ils nous ont fait connaître les difficultés d'exécution qu'ils ont souvent éprouvées, et nous avons concerté avec eux les mesures les plus propres à répandre avec efficacité les bienfaits de l'instruction publique sur tous les points de votre immense territoire ; mais, il faut vous le dire, le succès de ces établissements tient surtout au bon choix des instituteurs, à la sollicitude du gouvernement et à la composition des livres élémentaires.

II.

Nous donnons ici le titre 1^{er} du décret du 3 brumaire an IV relatif aux écoles primaires.

Article 1^{er}. — Il sera établi dans chaque canton de la République une ou plusieurs Ecoles primaires, dont les arrondissements seront déterminés par les administrations de département.

Art. 2. — Il sera établi dans chaque département plusieurs jurys d'instruction ; le nombre de ces jurys sera de six au plus, et chacun sera composé de trois membres nommés par l'administration départementale.

Art. 3. — Les instituteurs primaires seront examinés par l'un des jurys

d'instruction ; et, sur la présentation des administrations municipales, ils seront nommés par les administrations de département.

Art. 4. — Ils ne pourront être destitués que par le concours des mêmes administrations, de l'avis d'un jury d'instruction, et après avoir été entendus.

Art. 5. — Dans chaque Ecole primaire, on enseignera à lire, à écrire, à calculer, et les éléments de la morale républicaine.

Art. 6. — Il sera fourni par la République, à chaque instituteur primaire, un local, tant pour lui servir de logement que pour recevoir les élèves pendant la durée des leçons.

Il sera également fourni à chaque instituteur le jardin qui se trouverait attenant à ce local.

Lorsque les administrations de département le jugeront convenable, il sera alloué à l'instituteur une somme annuelle, pour lui tenir lieu du logement et du jardin susdits.

Art. 7. — Ils pourront, ainsi que les professeurs des Ecoles centrales et spéciales, cumuler traitements et pensions.

Art. 8. — Les instituteurs primaires recevront de chacun de leurs élèves une rétribution annuelle, qui sera fixée par l'administration de département.

Art. 9. — L'administration municipale pourra exempter de cette rétribution un quart des élèves de chaque Ecole primaire, pour cause d'indigence.

Art. 10. — Les règlements relatifs aux Ecoles primaires seront arrêtés par les administrations de département, et soumis à l'approbation du Directoire exécutif.

Art. 11. — Les administrations municipales surveilleront immédiatement les Ecoles primaires et y maintiendront l'exécution des lois et des arrêtés des administrations supérieures.

Par un autre décret, rendu le même jour sur la proposition de Lakanal, chaque école primaire était divisée en deux sections, l'une pour les garçons, et l'autre pour les filles. En conséquence il y avait un instituteur et une institutrice. Les filles devaient apprendre à lire, écrire, compter, les éléments de la morale républicaine ; elles étaient formées « aux travaux manuels de différentes espèces utiles et communes ».

III.

Le 18 nivôse an IV (8 janvier 1796), le Directoire exécutif avait adressé aux Cinq-Cents un message par lequel il invitait le Conseil à assurer l'établissement des écoles primaires, en assu-

rant le sort des instituteurs par des mesures propres à écarter tous les obstacles qui repoussaient leur zèle et leurs talents. Frédéric Hermann, prit la parole dans la séance du 4 prairial suivant (23 mai) au nom de la commission nommée par le Conseil pour examiner ce message. « Depuis longtemps, dit-il, « les législateurs qui nous ont précédé dans notre carrière, ont « fait du traitement des instituteurs et des institutrices primaires « l'objet de leur sollicitude; et si les dispositions des lois qui « s'en sont occupées diffèrent entre elles, ce n'est pas à la « versalité du législateur qu'il faut l'attribuer, mais au malheur « des circonstances. » Le décret du 7 brumaire an II avait fixé le minimum du traitement des instituteurs à la somme de 1200 livres et en même temps le comité d'instruction publique était chargé de faire un rapport, pour déterminer le maximum de ce traitement. Le décret du 29 frimaire abrogea cette disposition.

Le but de cette loi était sans doute d'exciter le zèle de ceux qui se vouent à l'instruction de la jeunesse, et de faire naître parmi eux une concurrence salutaire. Mais, sous le règne de la terreur, ce but fut absolument manqué : ce furent moins les talents qui furent stimulés que l'égoïsme et l'avidité. Si l'on a vu des instituteurs zélés et d'un mérite reconnu, se charger d'un travail pénible et excessif; si leurs remontrances sur la difficulté de donner une instruction suivie et solide à un nombre d'élèves excédant de justes bornes, ont été repoussées par l'observation que la Nation les indemnissait de leurs peines et de leur assiduité extraordinaire, on a vu, par contre, des êtres immoraux, des hommes avides autant qu'incapables, porter la spéculation d'un intérêt sordide jusque dans l'instruction de la jeunesse, dénoncer comme suspects, et éloigner de leurs places des instituteurs intelligents et vertueux, s'emparer de leurs dépouilles et accaparer les élèves : on a vu des écoles primaires composées de huit à douze cents enfants, et l'instruction devenir infructueuse par l'étendue de la sphère qu'elle embrassait. La Convention nationale, instruite de cet abus, voulut y remédier, en fixant le traitement des instituteurs et des institutrices, par son décret du 27 brumaire an 3. Mais le renchérissement des denrées, le discrédit des assignats, le retard des paiements, et le dégoût de toute espèce qu'éprouvèrent les instituteurs primaires, surtout à la campagne, firent donner la démission à un grand nombre d'entre eux, et l'instruction de la jeunesse fut presque entièrement abandonnée.

La loi du 3 brumaire, « prenant sans doute en considération la détresse des finances », se borna à fournir aux instituteurs, aux frais du trésor public, des logements ou, à leur défaut, une indemnité, leur traitement étant assigné sur des rétributions payables par les élèves en état de les donner, d'après la fixation

des administrations départementales. Le Directoire, continue Hermann, expose dans son message que le succès de l'instruction ne peut être assuré qu'en assurant le sort des instituteurs ; « qu'il règne à cet égard une incertitude décourageante faite « pour repousser le zèle et le talent ; que la malveillance, le « fanatisme, les préjugés de tout genre s'apprêtent à sapper « l'instruction républicaine jusque dans ses fondements ; » à côté des instituteurs nationaux vont « s'élever des hommes dans « ceux qui ne veulent s'emparer de la jeunesse que pour la « corrompre », et les maîtres nommés conformément à la loi, abandonnés par les riches, se verront réduits à n'avoir d'autres élèves que ceux que leur indigence exempte de toute rétribution. Une mesure générale serait donc nécessaire, « ce serait de faire « contribuer les parents qui ont des enfants en âge de suivre « les leçons publiques, dans la proportion qui serait déterminée « par les corps administratifs, soient qu'ils envoient leurs enfants « aux écoles primaires, soit qu'ils ne les y envoient pas, mesure « qui cependant ne serait applicable qu'aux garçons depuis l'âge « de sept ans jusqu'à douze ».

La commission, dit Hermann, pense qu'il est contraire tant à la lettre qu'à l'esprit de la constitution, de faire contribuer les riches de préférence à la généralité des contribuables, de la manière proposée dans le message, au salaire des instituteurs, lors même que ces riches ne feraient pas profiter leurs enfants mâles de l'instruction publique donnée dans les écoles primaires. Si ce salaire ou traitement est regardé comme une dette publique, ce ne sont pas les riches ainsi nommés par excellence, qui doivent l'acquitter, car d'après le texte précis de l'article 16 de la déclaration des droits, toute contribution doit être répartie entre tous les contribuables, en raison de leurs facultés. Si au contraire le traitement des instituteurs ne doit être composé que de rétributions particulières, eu égard à l'avantage immédiat que chacun retire de l'instruction, il n'y a nulle raison pour y faire contribuer ceux qui n'en profitent pas. D'ailleurs la dénomination de riche est un terme relatif et vague, dont on abuse souvent, et qui prête à l'arbitraire dans son application, et cette application, dans l'espèce dont il s'agit, pourrait devenir un nouveau sujet de discorde entre les citoyens.

La commission estime donc que les frais de l'instruction publique sont une dette sacrée de tous les citoyens contribuables, qui tous doivent y contribuer, par la même raison qu'ils supportent les frais de la justice et d'autres établissements publics ; que s'il est d'un intérêt général de maintenir le règne des lois au moyen des tribunaux, il est d'un intérêt tout aussi général de pourvoir à l'éducation publique et nationale ; que si les rétributions ordonnées par la loi du 3 brumaire sont reconnues insuf-

fisantes, il fallait absolument revenir, au moins en partie, aux traitements fixes sans lesquels on n'aura jamais des instituteurs capables, surtout à la campagne et dans les circonstances actuelles, il n'était pourtant pas nécessaire de charger directement le trésor public des frais de l'instruction primaire ; que cette instruction serait plus assurée et plus active, et que les citoyens s'y intéresseraient davantage, ainsi que le prouve l'expérience, si les frais de cette instruction étaient assignés d'une manière toute spéciale sur la caisse des dépenses locales, et que pour y attacher les citoyens au moment actuel où un grand nombre s'en éloigne avec opiniâtreté, il était avantageux de leur montrer la portion que chacun doit supporter de ces frais, à côté de l'avantage qu'il peut en retirer.

Mais en même temps qu'il paraît convenable d'appeler au maintien de l'instruction publique tous les contribuables, il paraît également juste d'y faire contribuer d'une manière plus particulière encore les parents des enfants qui profitent de l'instruction, et c'est sous ce point de vue que l'avis de la commission rentre en partie dans les dispositions de la loi du 3 brumaire dernier, qui autorise les administrations départementales à régler la rétribution que chaque élève aura à payer à l'instituteur. L'on a cru réunir de cette manière l'avantage que présente la loi du 27 brumaire an 3, qui établit des traitements fixes payés par le trésor public, avec celui qui résulte des rétributions particulières ordonnées par la loi du 3 brumaire dernier. C'est ainsi que le sort des instituteurs sera parfaitement assuré, et en leur abandonnant tout le montant des rétributions particulières, lors même qu'elles excéderaient la somme du traitement, on excitera leur zèle et leur émulation.

Au reste, la commission a pensé qu'il n'était pas nécessaire que les traitements fussent les mêmes dans tous les départements. Lorsque c'est le trésor public qui paie, cette égalité est nécessaire pour la facilité de la comptabilité ; mais cette raison cesse lorsque la dépense est rejetée sur les caisses locales.

En même temps la commission est d'avis qu'il faut régler la rentrée des sous additionnels devant faire face à ce traitement, de manière que les instituteurs n'éprouveront jamais de retard. L'époque à laquelle nous nous trouvons facilité cet arrangement, et rien ne s'oppose à ce que les sous additionnels, applicables aux traitements de l'an 5, soient perçus dès à présent sur les rôles de l'an 4. Il convient seulement d'y ajouter le traitement du dernier trimestre de la présente année.

A la suite de son rapport, Hermann présenta un projet de résolution tendant à faire payer les dépenses relatives aux instituteurs par des sous additionnels sur les contribuables du canton d'après les rôles de la contribution foncière ; la Convention en décréta l'impression et l'ajournement (1).

En l'an VII, le 3 brumaire (24 octobre 1798), le Directoire

(1) *Moniteur* des 9 et 10 prairial an IV (28 et 29 mai 1796).

exécutif, pour répondre à l'invitation du Conseil des Cinq-Cents de lui faire connaître l'état de l'instruction publique et les obstacles qui en retardaient les progrès adressa à ce conseil un message où il disait :

A peine le gouvernement fut-il en activité, qu'un de ses premiers soins a été d'organiser les Ecoles primaires dans toute l'étendue de la République, conformément à la loi : les administrations centrales furent invitées, pressées par des circulaires expresses et par la correspondance journalière, de s'occuper avec ardeur de cet objet important. Toutes promirent ; mais il s'en faut de beaucoup que l'exécution ait répondu à ces promesses : à l'exception, en effet, d'un très petit nombre de départements, les Ecoles primaires, ou n'existent pas, ou n'ont qu'une existence précaire. La plupart des instituteurs languissent dans les horreurs du besoin, et luttent en vain contre le torrent des préjugés, du fanatisme et de la superstition. Si tout n'est pas à créer dans cette partie, tout est du moins à ranimer et à vivifier.

Le Directoire énumère ensuite les causes de cette situation :

« les atteintes portées à l'esprit public et à toutes les institutions
« nationales par la fraction désorganisatrice qu'a renversée le
« 18 fructidor ; l'insouciance et la malveillance d'un grand nom-
« bre d'administrations centrales et municipales qui secondaient
« le projet des ennemis des lois et du Gouvernement ; le dé-
« faut d'asile où les Ecoles primaires pussent s'établir ; la faveur
« accordée aux Ecoles anti-républicaines, et tous les genres de
« persécution dirigées contre les instituteurs patriotes ; l'insuf-
« fisance des lois pour réprimer ces abus ; la prévention de
« l'ignorance contre les livres élémentaires décrétés par la
« Convention nationale, et, plus que tout peut-être, l'état mal-
« heureux des maîtres, dont rien n'assurait l'existence pré-
« sente, et qui n'avaient aucune perspective pour l'avenir : tels
« sont les principes de mort qui ont, ou étouffé dans leur nais-
« sance les Ecoles primaires, ou en ont arrêté le succès. »

Cependant le Gouvernement n'a cessé de les soutenir de tout son pouvoir. Il vit, dès les premiers instants, que ces institutions étaient menacées d'une ruine inévitable, si les instituteurs n'avaient un sort fixe et indépendant du caprice des parents. Il fit part de ses craintes au Corps législatif, et lui indiqua comme préservatif sûr contre les dangers qu'il prévoyait, de faire contribuer les habitants des communes, suivant leurs facultés connues, pour assurer un traitement fixe à leur instituteur, soit qu'ils envoyassent ou non leurs enfants recevoir ses leçons. Il ne fut donné aucune suite à cette proposition.

Cette mesure cependant réunit les plus grands avantages ; elle ne charge point le trésor public ; en ménageant les pères de famille, elle atteint les célibataires, qui doivent peut-être contribuer plus que les autres citoyens à l'instruction publique. Tôt ou tard elle forcerait, par leur intérêt, les habitants des campagnes à renoncer à leurs préjugés et à profiter d'une instruction dont tous feraient les frais.

Il ne restait plus qu'un moyen de sauver les Ecoles primaires d'une ruine totale : c'était d'assurer aux instituteurs un logement, soit en conservant les presbytères, soit en appropriant à cet usage les ci-devant églises. On n'a adopté ni l'une ni l'autre de ces mesures ; et les instituteurs, sans ressource et sans asile, se sont vus réduits à l'état le plus déplorable.

Les deux arrêtés pris par le Directoire le 27 brumaire et le 17 pluviôse an VI ont produit de bons effets, mais il est difficile d'exécuter entièrement le premier, tant que les écoles primaires ne sont pas partout établies, et le second arrêté ne suffit pas encore ; il faut des mesures plus efficaces. Il y a deux sortes d'obstacles à vaincre : les obstacles intérieurs, qui tiennent à l'institution même des écoles primaires, et les obstacles extérieurs.

Pour lever les premiers, il suffit d'accorder aux instituteurs : 1° un traitement fixe prélevé sur les habitants des communes dans l'arrondissement desquelles sera établie chaque Ecole primaire ; 2° un logement et un jardin partout où la chose sera encore possible, et dans le cas contraire, une indemnité qui puisse équivaloir à l'avantage du logement et du jardin ; 3° de compléter les lois relatives à cette partie de l'instruction publique.

Le Directoire passe brièvement en revue chacun de ces trois articles. Pour les départements « où l'indemnité est devenue la « ressource unique des instituteurs, il est indispensable de la « fixer par une loi expresse qui ne laisse rien à l'arbitraire, et « qui ait pour base la population des communes où les Ecoles « seront établies. C'est, en effet, en ne précisant pas les objets « et en laissant aux administrations la faculté d'agir à leur gré, « qu'il n'a régné jusqu'ici, dans ces établissements, aucun « ensemble, aucune uniformité. »

Une vue générale d'utilité publique pourrait engager le Corps législatif à abandonner la libre disposition des ci-devant églises aux communes qui voudraient se servir du local et des matériaux pour les approprier, soit aux Ecoles, soit aux assemblées de citoyens. La plupart de ces édifices recevraient ainsi une destination économique : on supprimerait les clochers

gothiques dont elles sont surchargées, et les communes trouveraient aisément dans le reste du bâtiment de quoi établir commodément le lieu de leurs réunions, celui de leurs Ecoles et presque tous les services publics. La Nation peut faire ce sacrifice aux communes qui désireront de l'obtenir dans les intentions qui viennent d'être indiquées. Le Directoire exécutif croit que cet objet mérite d'être pris en considération.

Les lois, insuffisantes relativement au traitement et au logement des instituteurs, ne l'ont pas moins été par rapport à l'instruction elle-même.

Rien de fixé dans la manière et dans les objets d'enseignement, nul moyen d'émulation pour les élèves, point de liaison prévue entre ce premier degré d'instruction et les Ecoles centrales ; des difficultés sans cesse renaissantes sur les personnes qui peuvent ou qui ne peuvent pas être chargées des fonctions d'instituteurs : telles sont les entraves qui ont nui jusqu'ici, et qui nuiraient toujours au succès de ces établissements.

Il faudrait, pour remédier à cet état de choses :

1^o Fixer d'une manière indéterminée l'enseignement qui doit être suivi dans les écoles primaires.

La loi du 3 brumaire porte, titre 1^{er}, art. 5, que dans chaque Ecole primaire on enseignera à lire, à écrire, à calculer, et les éléments de la morale républicaine.

Un des grands obstacles qu'ait rencontrés l'exécution de cet article est le défaut de méthodes élémentaires. Plusieurs livres ont été décrétés par la Convention nationale ; mais ils supposent tous que les enfants savent déjà lire, et ce premier pas est celui qui a souffert et qui souffre encore plus de difficultés.

La plupart des instituteurs, hors d'état de sortir des sentiers de l'ancienne routine, ne connaissent d'autre méthode, pour apprendre à lire à leurs élèves, que de les faire épeler. A cette méthode, vicieuse en elle-même, est attaché un grand inconvénient : c'est de ne point avoir de syllabaires propres aux principes d'après lesquels l'instruction doit être dirigée. Il est donc nécessaire, en attendant que les instituteurs, plus instruits, puissent suivre un meilleur système d'enseignement, de faire composer des syllabaires ou abécédaires dégagés des formes superstitieuses et adaptés aux principes de la raison et de la morale républicaine : ce qui ne doit pas empêcher qu'on invite les hommes qui auraient inauguré des méthodes pour apprendre à lire et à écrire, plus simples et plus favorables pour l'enfance, de les faire connaître, afin d'en répandre l'usage dans toute la République.

Il doit en être de même des principes du calcul, pour lesquels il est essentiel de composer des livres élémentaires, afin de familiariser les instituteurs avec le calcul décimal et le système nouveau des poids et mesures, et les mettre à portée de former des élèves. Les livres plus élevés ne manquent

pas. Plusieurs ont été décrétés par la Convention nationale. Il en existe d'autres encore qui peuvent être très utiles ; il ne s'agit que d'en faire un choix. Le Ministre de l'Intérieur en a reçu un très grand nombre, fruit du travail qu'il a provoqué l'année dernière de la part des professeurs des Ecoles centrales. Il a choisi parmi les membres de l'Institut national, un Conseil composé de plusieurs hommes distingués, et qu'il a chargés d'examiner, soit les livres élémentaires, soit les méthodes qui seraient dans le cas d'être proposés. Cet établissement provisoire est si utile et si nécessaire, qu'il est à désirer que la loi consacre et assure son existence (1).

Il a été proposé, dans le Conseil des Cinq Cents, de faire apprendre la musique dans les Ecoles primaires. Ce genre d'instruction serait des plus heureux qu'on pût y introduire. Les raisons qui peuvent le motiver ont été suffisamment développées ; il ne reste plus qu'à former des vœux et à prendre les mesures nécessaires pour que cette idée si intéressante soit mise à exécution. Le Ministre de l'Intérieur s'occupe, à cet égard, de quelques mesures préparatoires.

En second lieu, il faudrait établir des moyens d'émulation pour les instituteurs et leurs élèves :

L'âme de l'instruction fut toujours l'émulation. Ce ressort si puissant, qui contribue aux succès des études plus relevées, pourrait-il être négligé à l'égard des Ecoles primaires ; et penserait-on que l'honneur ne peut autant flatter le cœur de l'enfance que celui de la jeunesse et de l'âge mûr ? Il paraissait donc convenable d'établir une distribution solennelle des prix dans chaque chef-lieu de canton, pour les diverses Ecoles primaires qui se trouveraient dans son arrondissement. Les enfants y seraient couronnés par leurs magistrats, et, avec le temps, ils formeraient eux-mêmes les chœurs qui célébreraient leurs triomphes naissants.

Cette idée doit fixer toute l'attention des législateurs. Les prix proposés pourraient se distribuer dans toute la République le jour de la fête de la Jeunesse. On sent de quel développement heureux cette vue est susceptible ; mais il faut assurer les fonds sur lesquels son exécution pourra être prise.

A ce moyen d'émulation il serait possible d'en joindre un autre, non moins intéressant : ce serait d'affecter à ceux qui se distingueraient le plus une des pensions temporaires décrétées par l'article 8, titre V, de la loi du

(1) Par un arrêté en date du 5 vendémiaire an VII (6 octobre 1798), le Ministre de l'intérieur venait d'établir près de lui un *Conseil d'instruction publique* chargé d'examiner les livres élémentaires, imprimés ou manuscrits, les cahiers, les vues des professeurs, et sans cesse occupé des moyens de perfectionner l'éducation républicaine. Les membres qui composaient ce conseil étaient : pour la langue et le goût, les citoyens Palissot et Domergue ; pour les sciences idéologiques, morales et politiques, les citoyens Daunou, Garat, Jacquemont et Lebreton ; pour les sciences physiques et mathématiques, les citoyens Lagrange et Darcet, tous membres de l'Institut national.

3 brumaire. Il ne s'agirait pas d'en accorder une pour chaque Ecole primaire ; mais on pourrait faire concourir entre eux les élèves de plusieurs cantons qui se seraient le plus distingués : accorder, par exemple, une pension temporaire sur trois cantons, en déterminant le mode et la matière du concours. Il conviendrait également d'assurer des récompenses aux instituteurs qui se seraient distingués dans leur état, et de faire briller à leurs yeux, ou l'espérance de devenir un jour professeurs des Ecoles centrales, ou d'obtenir quelque autre prix de leurs travaux et de leur assiduité. Le Corps législatif saura bien trouver les moyens d'être juste à l'égard du petit nombre de ces hommes utiles qui s'élèveront au-dessus des autres et mériteront de leur servir d'exemple.

Un troisième moyen consiste à rapprocher les écoles primaires des écoles centrales.

Le vide qui sépare ces deux degrés d'instruction paraît trop considérable. Ce n'est qu'à douze ans que les enfants peuvent être admis aux Ecoles centrales, et l'instruction des Ecoles primaires est bornée à apprendre à lire, à écrire, le calcul et les éléments de la morale républicaine. N'est-il pas évident que ces premières notions peuvent être acquises dès l'âge de neuf à dix ans ? On demande alors ce que feront pendant trois ans les enfants qui auront reçu cette instruction. A quels maîtres peuvent-ils s'adresser pour obtenir de nouvelles connaissances ? Les uns ne peuvent rien leur apprendre de plus que ce qu'ils savent déjà, et les autres sont trop élevés pour qu'ils arrivent à eux sur-le-champ. Au lieu donc des écoles centrales supplémentaires, qui n'ont pu encore jusqu'ici être organisées, ne serait-il pas plus convenable d'établir des écoles primaires de second degré, en plaçant dans les principaux chefs-lieux deux ou trois instituteurs chargés d'enseigner les éléments d'histoire et de géographie, de grammaire française et latine, de géométrie et de dessin (1) ?

En quatrième lieu, quelles seront les conditions exclusives des fonctions d'instituteur ?

La morale philosophique et universelle devant seule faire la base de l'instruction républicaine, les ministres d'un culte quelconque ne peuvent sans danger remplir les places d'instituteurs publics dans les campagnes.

Comment des hommes qui professent par état des dogmes incompatibles avec la tolérance et la raison pourraient-ils former la jeunesse aux principes d'une vertu épurée et la dégager de toutes les erreurs qu'enfantent l'esprit et la superstition ? Il ne s'agirait pas d'exclure un citoyen de l'en-

(1) Roger-Martin, dans le projet qu'il avait présenté aux Cinq-Cents au nom de la commission de l'instruction publique, avait déjà signalé la même lacune (séance du 27 brumaire an VI, 17 novembre 1797), et proposé, comme le Directoire dans son message, l'établissement d'écoles secondaires.

seignement parce qu'il aurait exercé les fonctions du culte. Il s'en trouve de très capables sous le rapport des mœurs, du patriotisme et du talent ; mais il paraît nécessaire d'établir que nul ne pourra exercer en même temps les fonctions de ministre des cultes quelconques et celle d'instituteur, et que la morale universelle, fondée sur la nature, sera la seule que l'on pourra enseigner dans les Ecoles nationales, et peut-être, à cette occasion, jugerez-vous à propos d'examiner s'il peut être permis de faire publiquement de ces instructions connues sous le nom de *catéchismes*, en réunissant ensemble les jeunes personnes de l'un et l'autre sexe. Il a souvent, en effet, été porté des plaintes contre les inconvénients qui résultent de ce genre d'enseignement ; ils sont trop sensibles pour avoir besoin d'être développés. Les rassemblements auxquels ils donnent lieu sont contraires à l'ordre public. Ils ne sont partie des cérémonies d'aucun culte. Ils présentent un tel danger qu'il est urgent de les prohiber.

Enfin, le sort des instituteurs amélioré « de manière à déterminer les hommes honnêtes et instruits à prendre cet état, il faut encore offrir à ceux qui peuvent se dévouer, et qui n'ont pas les connaissances nécessaires, un moyen facile de les acquérir. Il ne faut pas se dissimuler que quand toutes les places d'instituteurs seraient suffisamment rétribuées et encouragées par la loi, le nombre des sujets capables de les occuper serait extrêmement difficile à compléter.

« Il est donc nécessaire de former des Ecoles pour les maîtres eux-mêmes. A cet égard les Ecoles centrales pourraient servir d'Ecoles normales aux instituteurs que les communes y enverraient à leurs frais pendant quelque temps. . . ».

Voilà pour les obstacles intérieurs qui ont paralysé jusqu'ici les écoles primaires ; le Directoire indique ensuite les obstacles extérieurs.

On ne s'étendra point ici sur les efforts que le fanatisme royal et superstitieux n'a cessé et ne cesse de faire pour décrier par tous les moyens possibles les institutions républicaines. Ces efforts eussent été en partie inutiles sans la liberté indéfinie qu'ont eue les partisans de la royauté d'ouvrir des Ecoles publiques, des maisons d'éducation et des pensionnats, où l'on professait avec autant d'audace que d'impunité les maximes les plus opposées aux lois et au Gouvernement.

L'art. 300 de la Constitution permet, à la vérité, aux citoyens de former des établissements particuliers d'éducation et d'instruction ; mais l'article 356, en mettant sous la surveillance particulière de la loi les professions qui intéressent les mœurs publiques, a pourvu au moyen d'arrêter les abus qui pourraient résulter de la mauvaise application du principe établi par l'article 300, rapporté ci-dessus.

Le législateur peut donc prescrire les conditions auxquelles il sera permis de tenir des Ecoles et des pensionnats mêmes particuliers.

Dans les républiques anciennes, l'éducation était entièrement soumise aux magistrats, et l'on n'eût pas fait de difficulté d'exclure de la cité quiconque eût enseigné une morale contraire aux lois de l'Etat. La grande maxime des Spartiates était que les enfants n'appartenaient point à leurs parents, mais à leur patrie. Sans remonter si loin, la République française ne peut-elle pas faire pour le maintien de la liberté ce que les despotes faisaient pour le maintien de la liberté arbitraire. Ce n'était qu'après avoir subi des examens et prêté les serments prescrits alors, que les particuliers étaient admis à pouvoir élever et instruire la jeunesse, et la moindre infraction aux règlements reçus eût été ensuite sévèrement punie.

Sous le gouvernement républicain, il ne peut, il ne doit exister que des maisons d'éducation et des Ecoles républicaines. La loi doit donc déterminer un mode de réception pour être admis aux fonctions d'instituteur même particulier. Elle doit établir des examens sur le civisme, les mœurs et les talents des candidats, et des règlements auxquels ils sont assujettis, et prononcer enfin les cas de destitution ainsi que la forme à suivre dans cette circonstance.

Il paraîtrait donc nécessaire de développer dans un règlement général toutes les conditions requises pour être reçu instituteur ou maître de pension et pour en exercer les fonctions. Ce n'est en effet que par ce moyen qu'on peut parvenir à établir dans la République un plan d'éducation uniforme et vraiment national. (1)

12.

Les jurys d'instruction.

Nous donnons ici : 1° l'arrêté du département qui nomme les jurys d'instruction ; 2° la circulaire imprimée adressée par le Département aux communes chefs-lieux d'école après la nomination des jurys ; 3° les notes données par le jury d'instruction pour les anciens districts de Lons-le-Saunier et de Poligny sur les citoyens et citoyennes qui se sont présentés devant lui.

(1) On trouvera dans le recueil de M. GRÉARD (*pages 140 à 163*) les divers projets relatifs à l'organisation publique présentés au Conseil des Cinq-Cents après le message du Directoire. Aucune résolution ne fut adoptée. En brumaire an IX, Chaptal fut chargé de présenter au Conseil d'Etat un nouveau projet.

I.

SÉANCE PUBLIQUE DU 17 FRIMAIRE AN 4 DE LA RÉPUBLIQUE.

Présents les citoyens Bouvier, président ; Germain, Commoy, Janod, administrateurs, et Bèchet, secrétaire en chef.

En exécution de la loi du 3 brumaire dernier portant, article 2, qu'il sera établi dans chaque département plusieurs jurys d'instruction, le nombre de ces jurys sera de six au plus et chaque sera composé de trois membres nommés par l'administration de département.

L'Administration centrale du Jura, après avoir oui le substitut du commissaire du Directoire exécutif, arrête, article 2, qu'il sera établi six jurys d'instruction pour le département ; cinq seront destinés à l'examen des instituteurs et écoles primaires et le 6^e à celui des professeurs de l'école centrale.

Les communes où devront se réunir les jurys pour y exercer leurs fonctions sont Dole, Lons-le-Saunier, Orgelet, Salins, St-Claude.

Le jury pour l'école centrale tiendra ses séances à Lons-le-Saunier.

Art. 3. — Les membres qui composeront ces différents jurys sont pour toutes les écoles primaires renfermées dans l'arrondissement du ci-devant district de Dole les citoyens Augrer, ex-administrateur, Plusquin, ex-juge, Broch, homme de loi.

Pour celles comprises dans les ressorts des ci-devant districts de Lons-le-Saunier et Poligny, les citoyens Chevillard, administrateur ; Monnier, officier de santé, et Duprez, ci-devant administrateur.

Pour celles du ci-devant district d'Orgelet, les citoyens Jacquemin, bibliothécaire ; Cler, juge de paix ; Bouquet, ex-administrateur.

Pour celles du ci-devant district d'Arbois : les citoyens Coulon, élève de l'école normale ; Racle, ex-officier municipal ; Morivaux, juge de paix.

Pour le ci-devant district de Saint-Claude : Molard, ci-devant greffier ; Dumoulin, ex-administrateur du département ; Nicod, ex-juge de paix.

Art. 4. — Les membres qui composeront le jury pour l'école centrale sont les citoyens Champion aîné, ex-administrateur; Vuillier, ex-administrateur, et Gacon, juge au tribunal.

Ils tiendront leurs séances dans la commune de Lons-le-Sau-nier.

Arrête en outre que les jurys ci-dessus devront être réunis le 30 de ce mois dans les communes respectives qui leur seront respectivement désignées pour l'établissement de leurs séances à l'effet de procéder aux fonctions que la loi leur délègue.

II.

LES MEMBRES COMPOSANS L'ADMINISTRATION CENTRALE DU DÉPARTEMENT DU JURA,

A la commune d

Chargés, par la loi du 3 Brumaire dernier, de déterminer les arrondissements des écoles primaires du département, nous avons réuni à votre commune celles de
pour en former un.

La résidence de instituteur que nous avons à nommer pour votre arrondissement, sera

Nous vous observons que, par la loi précitée, la République n'aura plus à fournir aux instituteurs que le logement et un jardin, ou une somme équivalente : que le surplus de leur traitement reste à la charge des élèves, qui paieront une rétribution annuelle, fixée par nous ; que les administrations municipales sont autorisées à dispenser de cette rétribution un quart des élèves, pour cause d'indigence ; qu'enfin, les instituteurs seront examinés par un jury, et nommés par l'administration du département, sur la présentation des municipalités ; déjà, nous avons pourvu à la formation des différens jurys d'instruction de ce ressort, les membres qui composent celui qui devra examiner l'instituteur de votre arrondissement, sont les

Le lieu de leur séance sera

Ils préviendront les municipalités de l'époque de leur réunion.

Mais pour l'exécution des autres dispositions de cette loi, il importe que vous nous fassiez connaître, 1° si dans les communes, chefs-lieux d'école de votre ressort, il existe des maisons nationales et jardin pour l'instituteur ; dans le cas qu'il n'en existe pas, ou que des motifs s'opposent à cette destination, marquez-nous le prix qu'il serait juste de fixer, pour le logement et un jardin de demi-arpent d'étendue.

2° Le prix que chaque élève devra payer à l'instituteur ; ce prix ne peut être déterminé que par l'aperçu du nombre des élèves qui y contribueront, et par la considération de la cherté des subsistances et des autres objets qui varie suivant les localités.

Lorsque les instituteurs auront été examinés, et qu'ils seront munis d'un certificat d'aptitude du jury, vous présenterez à la nomination du Département celui que vous préférerez.

Pour lever toutes les préventions fâcheuses, dont peut-être quelques esprits seront préoccupés, au sujet des fonctions d'instituteurs, nous croyons convenable de développer et de préciser ici le but du législateur. Ce but est de tirer l'homme d'une sorte de dépendance humiliante d'autrui, de lui rendre plus personnelle et plus éclairée la direction de ses affaires, l'exercice de ses droits politiques ; enfin de lui montrer ses devoirs envers la société ; c'est là l'objet des fonctions déléguées aux instituteurs qui, d'après la loi, doivent uniquement *enseigner à lire, à écrire, à calculer, et les éléments de la morale républicaine*. Il ne faut pas prendre ces éléments de morale pour l'enseignement d'une croyance religieuse ou d'un culte particulier. La morale dont il est question se restreint à dresser les enfants aux vertus sociales, à leurs devoirs envers leurs semblables, envers la patrie ; à leur démontrer par la force du raisonnement, que leur intérêt personnel, bien réfléchi, les porte à être bons et justes ; qu'il est aussi une sorte de providence sociale qui ne permet pas qu'on s'écarte impunément des rapports que la nature a établis entre les hommes et qui dérivent de leur constitution physique et morale ; que l'égoïsme, l'ambition, la fourberie, l'intempérance ou tout autre dérèglement du corps et de l'âme entraînent des peines temporelles et graves à leur suite.

Sans doute que la religion attache l'homme à la vertu par des

moyens plus puissants encore sur son cœur ; mais cet enseignement sublime n'est pas réservé par la loi aux instituteurs ; le soin en est laissé à la libre disposition des pères de famille.

D'après cet exposé, nous espérons que le choix et l'établissement des instituteurs ne réveillera aucune dissension religieuse, et que les parents raisonnables, quelle que puisse être leur croyance, ne marqueront aucune répugnance à envoyer leurs enfants à l'école. Nous le répétons, il n'y aura aucun enseignement de culte particulier, et l'instituteur qui, voulant le mêler à ses leçons, exciterait des divisions ou des mécontentements, encourrait la peine de destitution, d'après toutefois les plaintes légalement constatées qui nous seraient adressées.

III.

A. — Tableau des instituteurs qui se sont présentés au jury.

LONS-LE-SAUNIER. — *Claude Antoine Favre*, demeurant à Lons-le-Saunier, âgé de 69 ans ; il enseigne le latin depuis 41 ans ; il est très en état de continuer ; il a fait de très bons écoliers.

Claude Joseph Guillemain, demeurant à Lons-le-Saunier, âgé de 24 ans ; comm'il est dans l'âge de la réquisition, il a justifié d'un congé absolu. Il est bon arithéméticien ; il écrit fort bien, orthographe de même. Il a justifié d'un certificat de civisme et de bonnes vie et mœurs. Dans le cas où il ne seroit pas placé à Lons-le-Saunier, il désireroit être placé à Chilly.

Laurent Sebelon, demeurant à Lons-le-Saunier, âgé de 42 ans ; il a justifié d'un certificat de civisme, de bonnes vie et mœurs. Il écrit très bien, lit de même, sçait l'arpentage, la géographie, l'histoire ; il est très en état d'enseigner le latin ; il régenté depuis 20 ans.

François Désiré Petetin, demeurant à Lons-le-Saunier, âgé de 69 ans. Il a justifié d'un certificat de civisme, de bonnes vie et mœurs. Il écrit bien ; bon arithéméticien, il connoit l'arpentage ; il est en état de donner les premiers éléments de la latinité. Il régenté depuis 48 ans.

Claude Huguet, originaire de....., fixé à Lons-le-Sau-nier depuis 18 mois. Il a justifié d'un certificat de civisme, de bonnes vie et mœurs. Il écrit fort bien, orthographe de même, il chiffre bien. Il régent en cette ville depuis son arrivée ; il est âgé de 24 ans.

MONTAIN. — *Jean Baptiste Chauvin*, âgé de 33 ans. Il remplit les fonctions de maître d'école à Montain depuis 15 ans ; il écrit, lit, chiffre et orthographe bien ; il connoit l'abornage.

MACORNAI. — *Claude Estienne Jousserandot*, ci devant père Thélesfore, capucin, demande à être placé à Macornai. Il ne s'est pas présenté par devant le jury, parce qu'il est un peu indisposé ; mais le jury, instruit de ses rares talents, convaincu de son civisme, n'hésite pas de le présenter à l'administration.

VEVI. — *Jean Baptiste Rochet*, natif de Publy, âgé de 30 ans, instituteur depuis 6 ans. Il connoit les règles d'arithmétique, il écrit passablement, orthographe de même ; il n'est pas marié.

RUFFEY. — *Jean Claude Berthel*, natif de Larnaud, âgé de 32 ans. Il est présenté par la commune de Ruffey ; il a une écriture orthographiée assez belle. Il lit bien, sçait l'arithmétique. Il exerce les fonctions d'instituteur à Ruffey depuis le 1^{er} brumaire dernier ; c'est un militaire qui a eu un congé absolu par rapport à ses blessures.

PUBLY. — *Jean Claude Guy*, demeurant à Publy, âgé de 26 ans. Il a justifié d'un certificat de civisme et de bonne conduite très flatteur. Il écrit bien et avec orthographe. Il sçait parfaitement l'arithmétique et connoit l'arpentage. Il s'amuse dans ses moments de loisir à la menuiserie.

MONTMOROT. — *Jean Joseph Malpas*, demeurant à Montmorot, âgé de 53 ans. Il a 35 ans de service comme maître d'école. Il écrit assez bien, mais il n'a pas d'orthographe. Bon arithméticien, il connoit un peu l'arpentage.

LARNAUD. — *Pierre Chaussel*, demeurant et originaire de Larnaud, âgé de 20 ans. Il a une écriture médiocre ; il pêche un peu par l'orthographe, il sçait les 4 règles de l'arithmétique.

DESNES OU ARLEY. — *Simon Jeannau*, demeurant à Desnes, maître d'école depuis 20 ans. Il a justifié d'un certificat de civisme et de bonne conduite. Il lit très bien, écrit de même avec orthographe, connoit très bien les quatre règles d'arithmétique ; il sçait l'arpentage. Il est marié.

LA VILLEVIEUX. — *Louis Lancelot*, instituteur à la Villevieux depuis 5 ans, âgé de 55 ans, écrit bien, avec orthographe, lit de même l'écriture à la main, connoit parfaitement les règles de l'arithmétique, ainsi que celles de l'abornage. Il étoit autrefois suspecté dans ses mœurs.

GEVINGEY. — *Michel*, demeurant à Gevingey, âgé de 33 ans. Il écrit passablement bien, avec beaucoup d'orthographe ; il sçait le chiffre, il est un des plus instruits qui se soit présenté devant le jury.

GEVINGEY. — *Claude Félix Esthevenot*, demeurant à Gevingey, instituteur audit lieu depuis deux ans ou environ, âgé de 30 ans, ci devant prêtre desservant dans le district de Langre, écrit très correctement avec orthographe, sçait les 4 règles de l'arithmétique, l'arpentage.

BLETTERANS. — *Ignace Chambard*, demeurant à Lons-le-Sau-nier, n'a jamais été instituteur, écrit passablement avec un peu d'orthographe. Il chiffre asses bien ; il étoit secrétaire au district. Il est âgé d'environ 44 ans.

BLETTERANS. — *Laurent Joseph Pommier*, instituteur à Bletterans, âgé de 70 ans, n'a cessé d'être instituteur tant à Ruffey qu'à Bletterans. Il écrit asses bien avec orthographe, il chiffre de même, il connoit l'arpentage.

NOGNAT. — *Claude François Pernet*, âgé de 27 ans, instituteur à Nognat depuis 3 ans, après l'avoir été 6 à Brio. Il écrit asses bien avec orthographe, il chiffre bien, lit de même l'écriture à la main.

GEVINGEY. — *Jean Pierre Guillon*, demeurant à Trenal, âgé de 28 ans, écrit bien avec orthographe, lit fort bien l'écriture à la main ; bon arithméticien, a quelque tinture de l'arpentage.

ARLEY. — *Antoine François Xavier Prince*, demeurant à Lavigny, âgé de 36 ans. Il est instituteur actuellement à Lavigny ; il écrit bien, il est bon arithéméticien et connoit bien l'arpentage ; en cas de besoin, il dresseroit fort bien un procès verbal ; il sçait un peu d'horlogerie (1).

CONLIÈGE. — *Claude Guillemain*, demeurant à Perrigny, âgé de 56 ans, a 36 ans de service, écrit très bien avec ortographe, sçait parfaitement les 4 règles de l'arithmétique et les règles de l'arpentage. Il n'a point d'autre état, il convient de le placer dans un gros endroit pour tirer parti de ses talens.

COURLAUX OU DOMBLANS. — *Pierre Simon Baudot*, âgé de 60 ans, en exercice depuis 36 ans ; il écrit bien, avec asses d'ortographe ; il est en état d'enseigner et d'apprendre à ses écoliers les 4 règles d'arithmétique et l'arpentage.

VOITTEURS. — *Jean François Jacques*, âgé de 36 ans, 24 ans de service dont 7 à Voitteurs, écrit et ortographie très bien ; il sçait parfaitement l'arithmétique.

BEAUFORT. — *Charles Roux*, de Beaufort, instituteur audit lieu depuis 30 ans, âgé de 46 ans, écrit bien avec ortographe, sçait les 4 règles de l'arithmétique et l'arpentage.

St LAURENT. — *Clément Paillard*, écrit bien avec ortographe, lit de même et chiffre de même.

PANNESSIÈRES. — *Claude Hugues Chevillard*, originaire de Pannessières, âgé de 28 ans, écrit bien avec ortographe et chiffre bien.

St MAURE. — *Claude Désiré Gros*, âgé de 34 ans, originaire de St Maure, instituteur audit lieu depuis 9 ans, écrit bien et avec ortographe, sçait fort bien l'arithmétique et connoit l'arpentage.

St AGNÈS. — *Jean Philibert Clairin*, originaire de Lons-le-Saunier, âgé de 20 ans, a fait ses études jusqu'en logique, a reçu

(1) En note il est dit : « il convient de le placer dans un gros endroit. »

les leçons du..... pour l'écriture et l'arithmétique ; il chiffre bien, orthographe de même.

COGES. — *François Robelin*, originaire de Coges, âgé de 22 ans, écrit bien avec orthographe, sait les 4 règles de l'arithmétique, lit fort bien l'écriture à la main, n'a pas encore été instituteur.

VINCELLES. — *Jean Thomas*, âgé de 29 ans, originaire d'Au-gisey, instituteur à Vincelles depuis 7 ans, peint très bien en gros et en coulée, chiffre de même ; il connoit l'arpentage et orthographe bien.

CHILLY. — *Durin*, demeurant aux Fourgs, près Pontarlier, âgé d'environ 40 ans. Son écriture est bonne et bien orthographiée. Il ne s'est pas présenté lui-même ; il s'est fait présenter par *Cl. Jos. Guillemain*, instituteur à Lons le Saunier. Il le connoit et dit qu'il est en état de remplir les fonctions qu'il demande ; il est lieutenant de la douane des Fourgs ; ce métier lui répugne, il préféreroit d'être instituteur.

MEYNAL. — *Joseph Martin*, originaire de Loisiat, instituteur à Maynal depuis 10 ans, âgé de 42 ans, écrit bien avec orthographe, chiffre légèrement ; il a fait jusqu'ici les rôles de la commune, connoit peu l'arpentage, lit fort bien les manuscrits.

CHATILLON. — *Claude François Joseph Chevassu*, instituteur à Chatillon depuis 6 ans, âgé de 33 ans, écrit assez bien avec un peu d'orthographe, sait les quatre règles d'arithmétique et connoit l'arpentage.

CHATILLON. — *Claude Pierre Perchet*, originaire de Chatillon, âgé de 20 ans, instituteur depuis 2 ans à Ménois écrit assez bien avec quelques fautes d'orthographe, connaît les quatre premières règles de l'arithmétique.

CHAPELLE-VOLANS. — *Buffard*, âgé de 60 ans, instituteur à Chapelle-Volans, écrit bien avec assez d'orthographe, sait et peut apprendre à ses écoliers les quatre règles de l'arithmétique.

Nous soussignés, Jean Joseph Chevillard, Jean Duprez et

..... Sauriat, demeurant à Poligny et les 2 premiers demeurant à Lons-le-Saunier, nommés par l'administration de département en vertu de la loi du 3 brumaire an 4 concernant les écoles primaires, membres du jury d'instruction pour les ci devant district de Lons-le-Saunier et de Poligny, certifions avoir examiné les citoyens ci devant dénommés, et avoir reconnu en eux les qualités énoncées. Fait à Lons-le-Saunier le 4 pluviôse an 4 de la république française une et indivisible.

CHEVILLARD, DUPREZ

Le citoyen Jean Malpa, âgé de 27 ans, a subi l'examen du jury d'instruction suivant la loi du 3 brumaire ; il a été jugé capable de remplir les fonctions d'instituteur (1).

CHEVILLARD ; DUPREZ, membre du jury.

B. — Liste des citoyennes qui se sont présentées et qui ont été examinées par le jury du ci devant district de Lons-le-Saunier.

LONS-LE-SAUNIER. — *Hyacinte Boulerot*, originaire de Poligny, âgée de 30 ans, n'a jamais été institutrice ; elle dit avoir souvent aidée à sa sœur, qui est institutrice à Poligny. Son écriture est lisible sans être belle. Elle a de l'orthographe, elle lit fort bien l'écriture à la main ; elle ne connoit pas l'arithmétique, elle a promis d'apprendre les quatre premières règles ; elle dit sçavoir et pouvoir montrer à coudre, tricoter et marquer le linge.

LONS-LE-SAUNIER. — *Catherine Billot*, femme Thomas, âgée de 56 ans, institutrice à Lons le Saunier depuis 10 ans. Elle écrit passablement avec orthographe, elle lit bien l'écriture à la main, elle connoit les 4 premières règles de l'arithmétique, elle montre à coudre, tricoter et marquer le linge. Elle a un mari âgé qui n'a d'autres occupations que de lui aider dans sa classe.

LONS-LE-SAUNIER. — *Catherine Guyon*, fille âgée de 24 ans, institutrice à Lons le Saunier depuis 5 ans. Elle écrit fort bien

(1) Cette dernière attestation est de la main de Duprez ; tout le reste a été écrit par Chevillard.

et avec orthographe, elle lit bien aussi l'écriture à la main, chiffre de même, elle montre à ses écolières tous les ouvrages ordinaires à son sexe.

COURLAUX. — *Catherine Baudot*, fille de Pierre Simon Baudot, son père, instituteur à Courlaux, et qui s'est présenté pour continuer, âgée de 18 ans. Elle écrit joliment, avec asses d'orthographe, lit bien l'écriture à la main, sçait et peu montrer les 4 premières règles de l'arithmétique, ainsi qu'à coudre et tricoter. Elle demande à être institutrice dans la même commune que son père.

CHATILLON. — *Marie Claudine Dunne*, femme de Claude François Joseph Chevassu, instituteur à Chatillon depuis 7 ans, et qui s'est encore présenté pour continuer, âgée de 23 ans. écrit parfaitement bien avec asses d'orthographe. lit bien l'écriture à la main, chiffre de même. sçait coudre et faire des bas. Elle a toujours aidée à son mari dans sa classe depuis qu'elle est mariée.

BLETTERANS. — *Marie Claudine François*, originaire de Bletterans, âgée de 28 ans, fille, écris bien pour une femme avec asses d'orthographe, lit bien l'écriture à la main, a quelques teintures des 4 premières règles de l'arithmétique, sçait coudre, filer et faire des bas.

LA CHAPELLE VOLANS. — *Jeanne Denise Buffard*, femme d'Emiland Bourdy de la Chapelle Volans, âgée de 29 ans, institutrice audit lieu depuis 15 ans, écris passablement pour une femme, lit bien l'écriture à la main, connoit un peu les deux premières règles de l'arithmétique, sçait coudre et faire des bas (1).

Nous soussigné Jean Joseph Chevillard, Jean Duprez et Sauriat, nommés par l'administration du département du Jura en vertu de la loi du 3 brumaire an 4 concernant les écoles primaires. membres du jury d'instruction pour les ci devant districts de Lons le-Saunier et Poligny, certifions avoir examiné les cytoyennes cy devant dénommées et avoir reconnu en elles les qualités énoncées. Fait à Lons le Saunier le 13 pluviöse an 4 de la république française une et indivisible.

DUPREZ. CHEVILLARD.

(1) De la main de Chevillard.

**G. — Notes prises à Poligny par le juri d'instruction
les 22 et 23 nivôse an 4^e.**

AUMONT. — *Girod, Augustin*. Ancien instituteur, âgé de 40 ans, natif de Verse, sait assez lire, bien écrire, connoit bien le calcul.

MONTHOLLIER. — *Gaillard, Jean*. Ancien instituteur, natif d'Enans, sous garde bois, âgé de 56 ans, sait lire, écrire, connoit le calcul simple et l'arpentage.

COMMENAILLES. — *Millet, Antoine*. Ancien instituteur, natif de Commenailles, sait passablement lire, écrire, connoit le calcul simple et l'arpentage fondé sur ce calcul.

S^t LOUTHAIN. — *Chambrette, Charles-Hyacinthe*. Ex oratorien, âgé de 29 ans, réunit les qualités nécessaires pour les fonctions auxquelles il se destine.

MONT-ROND. — *Chaurin, Jean-Joseph*. Instituteur depuis plus de 30 ans, âgé de 52 ans, a une écriture orthographiée et assez lisible ; il lit bien, calcule de même.

POLIGNY. — *Pillot, Jean-Claude*. Ancien instituteur, a satisfait sur tous les objets compris dans la loi.

POLIGNY. — *Tuvaud, Jean-Alexis*. Ancien instituteur, sait bien lire, bien écrire, connoit le calcul et les principes de l'arpentage.

MONNET LA VILLE. — *Pernot, Lupicin*. Agé de 29 ans ; ci devant instituteur à Pannessières et à Briot, réunit les qualités requises pour un instituteur.

COLONNE. — *Card, Pierre*. Ancien instituteur, âgé de 48 ans ; sait écrire, bien lire, connoit bien le calcul et l'arpentage.

FRONTENAI. — *Chauvin, J.-Fr.-Grégoire*. Natif de Bonneveau, instituteur depuis 4 ans, âgé de 27 ans ; écrit assez bien ; il seroit à désirer qu'il eût un peu plus d'orthographe ; il chiffre bien, lit de même.

GROSON, PASSENANS OU AUTRE LIEU. — *Poux, Jean-Charles*. Ancien instituteur, âgé de 61 ans. Sait passablement lire, écrire, connoît bien le calcul simple et les principe de l'arpentage. Il désire aller ailleurs, s'il ne reste pas à Frontenai. Grosou est venu nous demander un instituteur.

SIROD. — *Passard, Jean-Claude*. Ancien instituteur, âgé de 51 ans ; sait bien lire, bien écrire ; il connoît le calcul et l'arpentage.

GILLOIS. — *Jeannin, Germain*. Ancien instituteur, âgé de 51 ans ; sait écrire, calculer et assez bien lire.

PLANE. — *Gui, Ambroise*. Ancien instituteur, sait lire, écrire, connoît le calcul et l'arpentage.

BERSAILLIN. — *Bachelay, Jean-Denis*. Instituteur âgé de 22 ans ; sait lire, écrire, connoît le calcul et les règles de l'arpentage. Congé de réforme.

TOULOUSE. — *Pillot, Jean Baptiste*. Ancien instituteur âgé de 43 ans, sait bien lire, passablement écrire, avec un peu d'orthographe ; il connoît le calcul simple et l'arpentage.

MANTRY. — *Chappuis, François-Xavier*. Ancien instituteur, âgé de 31 ans, sait bien lire, connoît bien le calcul et l'arpentage.

VINCENT. — *Carrez, Cl. Ant.* Agé de 28 ans, sçait bien lire l'écriture à la main, écrit passablement avec orthographe, connoît le calcul et l'arpentage (1).

Nous soussignés, Jean Joseph Chevillard et Jean Duprez, demeurant à Lons-le-Saunier, et Sauriat, demeurant à Poligny, nommés par l'administration de département en vertu de la loi du 3 brumaire an 4 concernant les écoles primaires, membres du jury d'instruction pour les ci devant districts de Poligny et de Lons le Saunier, certifions avoir examiné les citoyens ci devant dénommés et avoir reconnu en eux les qualités ci devant énoncés.

Fait à Lons le Saunier le 9 pluviose an 4 de la république française une et indivisible.

DUPREZ, CHEVILLARD.

(1) Cette dernière note est de la main de Chevillard.

D. Notes prises les 8 et 9 de pluviôse an 4^e.

POLIGNY. — *Boulerot, Pierrette-Agnès*, femme de l'instituteur Tavand. Ancienne institutrice, sçait lire, écrire et connoit le calcul.

POLIGNY. — *Prin. Jeanne-Claudine*, femme Salins. Ancienne institutrice, âgée de 39 ans, sçait lire, passablement écrire, connoit les 3 premières règles de l'arithmétique.

THOULOUSE. — *Bellerille, Jeanne-Etiénette*, femme de l'instituteur Pillot. Ancienne institutrice, sçait lire, un peu écrire, mais elle est secondée par une fille qui sçait lire, écrire et connoit le calcul.

SEILLIÈRES. — *Jacquet. Jeanne-Cha lotte*. Ancienne institutrice, âgé de 21 ans, sçait bien lire, écrire, calculer, coudre et faire des bas.

MONT-ROND. — *Roussillon, Marie-Josephlle*. Agée de 25 ans, institutrice depuis 4, sçait passablement lire, écrire, un peu de calcul.

St-LOUTHAIN. — *Faulque, Jeanne-Françoise*, femme du citoyen Chambrette. Agée de 22 ans, sçait bien lire, connoit les premières règles du calcul.

Les institutrices dénommées ci-dessus ont déclaré savoir manier l'éguille et faire des bas.

Nous soussigné, Jean-Joseph Chevillard, Jean Duprez et Sau-riat, demeurant à Poligny et les deux premiers à Lons le Saunier, nommés par l'administration du département, en vertu de loi du 3 brumaire an 4, concernant les écoles primaires, membres du jury d'instruction pour les ci devant districts de Poligny et de Lons le Saunier, certifions avoir examiné les citoyens ci devant dénommés, et avoir reconnu en eux les qualités énoncées.

Lons-le Saunier, le 26 pluviôse an 4 de la république.

DUPREZ, CHEVILLARD.

Nous avons encore trouvé la note suivante :

Vu le renvoy fait au jury d'instruction, les membres qui le composent avouent que le citoyen Maurice Joseph Pommier, instituteur de la commune d'Augisey, est d'une faiblesse extrême pour cet état, qu'il n'a été reçu que sur la présentation des habitants de cette commune et pars qu'elle se trouvoit dans un dénuement total d'instituteur ; que le citoyen Pommier avoit promis à sa réception d'acquérir par son application et beaucoup de travail les connoissances qui lui manquoient, mais que par un nouvel examen, ils viennent de s'assurer de l'ignorance du citoyen Pommier. En conséquence, ils pensent qu'il sera avantageux à cette commune de le remplacer s'il se présente un instituteur plus instruit.

Lons le Saunier, le troisième jour complémentaire an sept de la République (1).

CHEVILLARD, DUPREZ.

13.

Distribution des écoles dans le département.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU JURA.

Séance du 11 Germinal an V de la République française.

Présents les citoyens Bouvier, président ; Pareau, Petetin, Cluny, Bossu, administrateurs ; Febvre, Commissaire du Directoire exécutif ; et Bailly, secrétaire en chef.

Vu la Loi du 3 brumaire an 4, les renseignements présentés par les Administrations municipales des Cantons ; l'Administration centrale du Jura, considérant que la fixation des Ecoles primaires n'a été que provisoirement déterminée (2), qu'il importe

1) De la main de Duprez

2) Il y avait eu en effet une fixation provisoire des écoles, faite sans suite avant le mois de pluviôse an IV. Les archives ne possèdent que deux exemplaires de la circulaire non datée, adressée par le département

d'en terminer l'organisation définitive, arrête, après avoir ouï le Commissaire du Directoire exécutif :

ARTICLE PREMIER.

Il sera établi au canton d'*Arbois*, trois instituteurs dont la résidence est Arbois.

Au canton d'*Arinthod*, sept instituteurs, dont les résidences sont Arinthod, Vobles, La Boissière, Cernon, Légna, St-Hime-tière et Vescles.

Au canton d'*Arlay*, quatre instituteurs dont les résidences sont Arlay, Ruffey, l'Etoile et Plainoiseau.

Au canton d'*Aromas*, six instituteurs, dont les résidences sont Aromas, Cornod, Charnod, Montfleur, Coisia et Toirette.

Au canton de *Bletterans*, quatre instituteurs, dont les résidences sont Bletterans, Chappelle voland, Coges et Larnaud.

Au canton des *Bouchoux*, quatre instituteurs, dont les résidences sont les Bouchoux, les Moussières, Bellecombe et Choux.

Au canton de *Cernans*, cinq instituteurs, dont les résidences sont Cernans, Arrêches, Ivory, Bracon et Lemuy.

Au canton de *Champagnole*, trois instituteurs, dont les résidences sont Champagnole, Vannoz et Loulle.

Au canton de *Champvans*, quatre instituteurs, dont les résidences sont Champvans, Choisey, L'Abergement de la Ronce et Damparis.

Au canton de *Chateau-Chalon*, trois instituteurs, dont les résidences seront Chateau-Chalon, Frontenay et Plasne.

Au canton de *Chaumergy*, quatre instituteurs, dont les résidences sont Chaumergy, Commenailles, les Deux Faix et Vincent.

Au canton de *Chaussin*, cinq instituteurs, dont les résidences sont Chaussin, Asnans, Vornes, Les Essards et St-Barain.

Au canton de *Chilly*, quatre instituteurs, dont les résidences seront Chilly, Gevingey, Courlaoux et Montmorot.

aux communes qu'il avait désignées comme chefs-lieux d'écoles. Nous avons reproduit cette circulaire au paragraphe II de l'appendice 12. Les registres des arrêtés et délibérations de l'administration centrale ne contiennent pas l'arrêté qu'elle a dû prendre, semble-t-il, pour établir cette distribution des écoles primaires.

Au canton de *Clairvaux*, quatre instituteurs, dont les résidences seront Clairvaux, Poette, Soucia et Barézia.

Au canton de *Colonne*, deux instituteurs, dont les résidences seront Colonne et Bersaillin.

Au canton de *Conliège*, quatre instituteurs, dont les résidences seront Conliège, Pannessières, Publy et Vevy.

Au canton de *Cousance*, quatre instituteurs, dont les résidences seront Cousance, Rosay, Digna et Meynal.

Au canton de *Crottenay*, trois instituteurs, dont les résidences seront Montrond, Monnet-la-ville et Fay-en-montagne.

Au canton de *Dampierre*, deux instituteurs, dont les résidences seront Evans et Rans.

Au canton de *Dole*, cinq instituteurs, dont les résidences sont Dole et les faubourgs des Commards et du Poiset.

Au canton de *Doucier*, six instituteurs, dont les résidences sont Doucier, Frasnois, Marigny, Mirebel, Sasloz et Menétrux-en-Joux.

Au canton de *Gendrey*, quatre instituteurs, dont les résidences sont Gendrey, Serre-les-Moullières, Malange et Vitreux.

Au canton de *Gigny*, six instituteurs, dont les résidences seront Gigny, Loisiat, Vériat, Pimorin, Marigna et Crescia.

Au canton de *Grozon*, trois instituteurs, dont les résidences seront Grozon, Aumont et Montolier.

Au canton de *Longchaumois*, deux instituteurs, dont les résidences seront Longchaumois et la Mouille.

Au canton de *Longwi*, cinq instituteurs, dont les résidences seront Longvy, Chemin, Noire et Sâçois, Annoire et Neublans.

Au canton de *Lons-le-Saunier*, quatre instituteurs dont la résidence sera à Lons-le-Saunier.

Au canton de *Menotey*, cinq instituteurs, dont les résidences seront Menotey, Jouhe, Moisse, Peintre et Sampans.

Au canton de *Mignovillars*, quatre instituteurs, dont les résidences seront Mignovillars, Froidefontaine, Censeau et Cuvier.

Au canton de *Molinges*, cinq instituteurs, dont les résidences seront Molinges, Larivoire, Rhien, Sièges et Viry.

Au canton de *Montigny*, six instituteurs, dont les résidences seront Montigny, Mesnay, Vilette, Pupillin, Vadans et Lafertey.

Au canton de *Montmirey*, cinq instituteurs, dont les rési-

dences seront Montmirey-le-Chateau , Terveÿ , Dammartin, Champagney et Moisseÿ.

Au canton de *Mont-sous-vaudrey*, un instituteur, dont la résidence sera Mont-sous-vaudrey.

Au canton de *Morey*, cinq instituteurs, dont les résidences seront Morey, Bellefontaine, Bois-d'Amont, Les Rousses et Morbier.

Au canton de *Nozeroy*, quatre instituteurs, dont les résidences seront Nozeroy, Mièges, Fraroz et la Latette.

Au canton d'*Orchamps*, trois instituteurs, dont les résidences seront Orchamps, Eclans et Etrepigny.

Au canton d'*Orgelet*, dix instituteurs, dont les résidences seront, savoir : Deux à Orgelet et un dans chacune des communes de Chambéria, Onoz, Sarroгна, Rothonay, Moutonne, Dompierre, St-Cristophe et Chavéria.

Au canton de *Parcey*, deux instituteurs, dont les résidences seront Parcey et Azans.

Au canton des *Petites-Chiettes*, cinq instituteurs, dont les résidences seront Petites Chiettes, La Chaux-du-Dombiez, St-Maurice, Denezières et Charcier.

Au canton des *Planches*, trois instituteurs, dont les résidences seront les Planches, Foncine-le-bas et la Chaux-des-Crotenay.

Au canton de *Poligny*, trois instituteurs, dont les résidences sont Poligny.

Au canton de *Port-Lesney*, trois instituteurs, dont les résidences seront Port-Lesney, Marnoz et Mouchard.

Au canton de *Rahon*, quatre instituteurs, dont les résidences seront Rahon, Pleure, Villers-Robert et Tassenières.

Au canton de *la Rixouse*, quatre instituteurs, dont les résidences seront La Rixouse, Valfin, Chateau-des-Prés et la Chaux-des-Prés.

Au canton de *Rochefort*, deux instituteurs, dont les résidences seront Rochefort et Amange.

Au canton de *St-Amour*, huit instituteurs, dont les résidences seront, savoir : deux à St-Amour, et un dans chacune des communes de St-Jeand'Etreux, Nant, Montagnat-le-Reconduit, Andelot, Epy et Nanthey.

Au canton de *St-Aubin*, trois instituteurs, dont les résidences seront St-Aubin, Tavaux et Champdhivers.

Au canton de *St-Claude*, cinq instituteurs, dont les résidences sont, savoir : quatre à Saint-Claude et un à Villars-Saint-Sauveur.

Au canton de *St-Julien*, cinq instituteurs, dont les résidences seront St-Julien, Deissia, Bourcia, Louvenne et Montagna-le-templier.

Au canton de *St-Laurent*, quatre instituteurs, dont les résidences sont Saint-Laurent, Fort-du-plasne, St-Pierre et la Grande Rivière.

Au canton de *St-Lothin*, un instituteur, dont la résidence sera à St-Louthin.

Au canton de *St-Lupicin*, trois instituteurs, dont les résidences seront St-Lupicin, Lavant et Lescherres.

Au canton de *Salins*, quatre instituteurs à la résidence de Salins.

Au canton de *Santans*, cinq instituteurs, dont les résidences seront Santans, Belmont, la Loye, La Vieille-Loye et Chissey.

Au canton de *Sellières*, trois instituteurs, dont les résidences seront Sellières, Mantry et Toulouse.

Au canton de *Septmoncel*, quatre instituteurs, dont les résidences seront Septmoncel, Mijoux, les Molunes et le Lac.

Au canton de *Sirod*, trois instituteurs, dont les résidences seront Sirod, Gillois et Crans.

Au canton de *Vernantais*, quatre instituteurs, dont les résidences seront Vernantais, St-Maur, Macornay et Nognat.

Au canton de *Vers*, quatre instituteurs, dont les résidences seront Vers, Supt, Valempoulières et les Nans.

Au canton de *Villers-Farlay*, deux instituteurs, dont les résidences seront Villers-Farlay et Chamblay.

Au canton de *Vincelles*, cinq instituteurs, dont les résidences seront Vincelles, Beaufort, Ste-Agnès, Augisey et Saint-Laurent.

Et au canton de *Voiteur*, quatre instituteurs, dont les résidences seront Voiteur, Baume, Domblans et Montain (1).

ART. II.

Il sera nommé dans chaque Commune de résidence des Instituteurs un nombre pareil d'Institutrices.

(1) Le canton de Moirans a été omis. Le département du Jura comprenait alors 63 cantons, et 728 communes. Il n'est plus composé que de 32 cantons et de 581 communes.

ART. III.

Les Instituteurs et Institutrices recevront sans distinction les Elèves qui se présenteront, quoiqu'ils d'une Commune dépendante d'un autre Canton que celui de leur résidence.

ART. IV.

Les Instituteurs et Institutrices auxquels il ne sera pas fourni par la République de logement et jardin, recevront annuellement une somme pour leur entretien, laquelle est ainsi fixée ; il sera payé, savoir, à chaque Instituteur deux cents francs et à chaque Institutrice, cent cinquante francs dans les Communes dont la population excède quatre mille habitants.

Dans celles de mille jusqu'à quatre mille, cent francs à chaque Instituteur, et quatre-vingt francs à chaque Institutrice.

Dans toutes les Communes au-dessous de mille habitants, quatre-vingt francs à chaque Instituteur et soixante francs à chaque Institutrice.

ART. V.

Conformément à l'article VIII de la Loi du 3 brumaire, les Instituteurs et Institutrices recevront de chacun de leurs Elèves une rétribution annuelle qui sera de neuf francs ou soixante-quinze centimes par mois par chaque élève apprenant à lire, à écrire et à calculer, et six francs ou cinquante centimes par mois pour chaque élève apprenant seulement à lire ; sauf à l'Administration municipale à exempter de cette rétribution le quart des Elèves pour cause d'indigence.

ART. VI.

L'Administration centrale rappelle aux Administrations municipales l'obligation que leur impose l'article XI de la Loi citée, de surveiller les Ecoles primaires, d'y maintenir l'exécution des Lois et Arrêtés des Administrations supérieures.

ART. VII.

Les Instituteurs et Institutrices seront tenus de se conformer

au règlement qui sera arrêté par l'Administration centrale et soumis à l'approbation du Directoire exécutif (1).

ART. VIII.

Les Administrations municipales informeront sans délai l'Administration centrale, s'il existe dans les chefs-lieux d'Ecoles primaires de leur Canton des maisons nationales propres à loger les Instituteurs et Institutrices (2).

ART. IX.

L'article précédent sera exécuté quoiqu'il n'y aurait point encore d'Instituteur ou Institutrice dans les Communes désignées pour leur résidence.

ART. X.

Il sera à cet effet adressé aux Administrations municipales extrait, *parte in quâ*, du présent arrêté.

ART. XI.

Toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté sont rapportées.

Signé au registre : Bouvier, président ; Pareau, Petetin, Bossu, Cluny, administrateurs ; Febvre, Commissaire du Directoire exécutif, et Bailly, secrétaire général.

Pour extrait,

BAILLY, Secrétaire en chef.

(1) Il ne paraît pas que l'Administration ait fait le règlement qu'elle annonce dans cet article. Il n'y en a pas trace dans les registres de ses arrêtés et délibérations.

(2) On trouvera à la suite de cet arrêté un « Tableau des écoles primaires du département du Jura fait en conformité de la lettre du Ministre de l'intérieur du 9 messidor an V de la République française », qui répond à cette question et indique la suite donnée aux prescriptions de l'article IV.

ANNEXE DE L'APPENDICE 13.

TABLEAU des écoles primaires du Département du Jura fait en conformité de la lettre du Ministre de l'Intérieur du 9 messidor an 5 de la République Française.

CANTONS	COMMUNES chefs-lieux d'écoles primaires dont les presbitères ont été aliénés.	MONTANT de la vente des dits presbitères.	INDEMNITÉS accordées		COMMUNES où les maisons nationales ou presbitères sont destinés aux écoles primaires	MONTANT	
			à l'instituteur	à l'institutrice		des Répa- rations	de la valeur estivative des dits batiments
Arbois.....					Arbois.....	1800	
					Arlay.....	600	3000
Arlay.....	L'Etoile.....	2160	80	60			
	Plainoiseaux.....	4050	80	60			
	Ruffey.....	5004	100	80			
	Leignat.....	3010	80	60	Arinthod.....		2000
Arinthod....					Vosbles.....		1800
					Laboissières.....		1600
					Cernon.....		1800
					St-Hinitière.....		2000
					Vècles.....		1500
					Aromas.....	300	1500
Aromas.....					Cornod.....		1200
					Coisiat.....	300	1200
					Charnaud.....	1000	800
					Thoirette.....		300
Blettrans....	Chapelle-Voland..	2000			Blettrans.....		
	Larnaud.....	4500			Coges.....		
Bouchoux...					Bouchoux.....	100	2000
					Moussières.....	108 15	1000
					Choux.....	70	1000
Clairveaux...					Clairveaux.....	140	12500
					Sancia.....	1560	2000
	Poette.....	2160			Barezia.....	300	1800
Colonne.....					Colonne.....		
					Bersaillin.....		
Conliège.....	Pannessières.....	2700	80	60	Conliège.....	500	6000
	Publy.....	972	80	60			
	Vevy.....	220	80	60			

CANTONS	COMMUNES chef-lieux d'écoles primaires dont les presbitères ont été aliénés.	MONTANT de la vente desdits presbitères.	INDEMNITÉS accordées		COMMUNES où les maisons nationales ou presbitères sont destinées aux écoles primaires.	MONTANT	
			A l'instituteur	A l'institutrice		des Répa- rations	de la valeur estimative des dits batiments
Cousance....					Cousance..... Rosay..... Dignat..... Maynal.....		1250 2500 3000
Crotenay....					Montrond..... Monnet-la-Ville... Faix-en-Montagne	1000 500 400	6000 10000 4500
Dampierre...	Rans	2064	80	60	Evans.....	300	1500
Dole					Dole..... Les faubourgs des Commards..... Les faubourgs du Poiset.....		
Doucier	Chatillon.....	792	80	60	Doucier..... Francois..... Marigny..... Saffloz..... Mirebel..... Menetru-en-Joux..	500 300 450	1800 3000 4000
Gendrey....					Gendrey..... Malanges..... Vitieux.....	200 1200	400 3000
	Serre-l-Mouillères	3600	80	60			
Gigny.....					Gigny..... Loisiat..... Pimorin..... Cressia..... Marigna.....	281 12 100 500 200	3000 1100 4500 700
	Véria.....	1260	80	60			
Groson....	Aumont	1624	80	60	Groson	2000	5000
					Montholier.....	600	6000
La gchaum ^{ais}					Lonchaumois.... La Mouille.....	785 200	8700 2000
La gvy.....					Longvy..... Neublans..... Chemin..... Annoire..... Noire et Saugois..	491 90 727 200 802	5000 3000 4000 3000 7000

CANTONS	COMMUNES chef-lieux d'écoles primaires dont les presbitères ont été aliénés	MONTANT de la vente desdits presbitères.	INDEMNITÉS accordées		COMMUNES où les maisons nationales ou presbitères sont destinés aux écoles primaires.	MONTANT	
			à l'instituteur	à l'institutrice		des Répa- rations	de la valeur estimative des dits batiments
Lons-le-S....					Lons-le-Saunier ..		
	Jouhe.....	1800	80	60	Menothey		3000
Menottey	Moissey.....	5400	80	60			
	Peintre.....	4500	80	60			
	Sampans.....	5040					
Mignovillard.					Mignovillard	600	3500
					Molinges.....	450	1550
					Sièges.....		
Molinges	La Rivoire.....	1260	80	60	Jeures.....	450	800
					Viry.....	600	1200
					Moncusel	300	500
					Montigny	2000	3000
					Mesnay.....	600	2000
Montigny....					Villette	300	2000
					Pupillin.....	1000	1500
					Vadans.....	1000	2000
					Laffertey.....	400	2000
	Thervay.....	2430	80	60	Montmirey-le-Ch..	1200	5000
Montm.-l-Ch.	Moysey				Donmartin.....		
					Champagney	500	6000
Mont-s-Vaud.	Souvans	2002 10			Mont-s.-Vaudrey .		5000
					Morez.....	800	2000
Morez.....	Bois d'Amont....	1512	80	60	Bellefontaine....		
	Les Rousses.....	1620	80	60	Morbief.....		
	Moyrans	2700			Charchillat.....	1500	6000
					Meussiat.....		
Moyrans....					Martignat.....		5000
					Jeurre.....		
					Montcusel.....		
					Etival.....		5000
	Noseroy.....						
Noseroy					Arsurette	300	80
					Fraroz		315
					Mièges.....	600	180

CANTONS	COMMUNES Chef-lieux d'écoles primaires dont les presbitères ont été aliénés	MONTANT de la vente desdits presbitères.	INTE- NITÉS accordées		COMMUNES où les maisons nationales ou presbitères sont destinées aux écoles primaires	MONTANT	
			à l'instituteur	à l'institutrice		des Répa- rations	de la valeur estimative des dits batiments
Orchamps ...					Orchamps.....	400	3000
					Eclans.....	950	1600
					Etrepigny.....	150	1400
	Lavans.....	2520					
Orgelet.....					Orgelet.....	600	
					Moutonne.....		
					St-Christophe ...	152	3000
					Chavéria.....		
	Chambéria.....	1440	80	60			
	Onoz.....	2060	80	60			
	Sarognat.....	1800	80	60			
	Rothonay.....	2250	80	60			
	Dompierre.....	4320	80	60			
Parcey.....	Azans.....	4140	80	60	Nevy.....	300	8000
Petit.-Chiette*					Petites-Chiettes ..		
					Chaux-d-Dombief		
					St-Maurice.....		
	Charcier.....	2200			Dénézières.....		
Les Planches.					Chaux-d-Crotenay	720	1200
					Foncine-le-Bas...	250	1006
					Les Planches.....	200	800
Poligny.....	Poligny.....	3204					
					Poligny.....	4600	24000
Port-Lesney..	Port Lesney.....	2592	80	60			
	Mouchard.....	1880	80	60	Marnoz.....		
Rahon.....					Rahon.....	2400	6000
	Pleure.....						
	Villers-Robert....	1296	80	60			
	Tassenieres.....	1264	80	60			
La Rixouse ..					La Rixouse.....	300	7000
					Chateau-des-Prés.		
	Valfin.....	1034	80	60	La Chaux-des-Prés	300	700
Rocheftort...					Rocheftort.....	117	
					Amange.....	65	

CANTONS	COMMUNES Chef-lieux d'écoles primaires dont les presbytères ont été aliénés.	MONTANT de la vente desdits presbytères.	INDEMNITÉS accordées		COMMUNES où les maisons nationales ou presbytères sont destinés aux écoles primaires	MONTANT	
			à l'instituteur	à l'institutrice		des Répa- rations	de la valeur estimative des dits batiments
St-Amour....	Montagna-le-Rec..	1563.4.2					
	Andeloz.....	1314					
					St-Amour.....	800	6000
					St-Jean-Détreux..		700
					Nantez.....		1200
St-Aubin....					Epy.....		1400
					Nant.....		
	Tavaux.....	3060			St-Aubin.....	100	2000
St-Claude....					Chamdivers.....		
					St-Claude.....	1500	10000
St-Julien....					St-Claude.....	600	18000
					Villars-St-Sauveur	100	1000
					St-Julien.....	300	1500
					Deissia.....	800	1600
					Bourcia.....	250	1800
St-Laurent...					Louvenne.....	400	2200
					Montagna-le-Tem- plier.....	800	2000
St-Lothin....	Fort-du-Plasne....	900			St-Laurent.....	25	1000
	St-Pierre.....	5600			La Grande-Rivière	72	650
St-Lupicin...							
					St-Lothin.....	4000	3000
Salins.....					St-Lupicin.....		3600
	Salins.....	830			Lavens.....		1400
					Léchères.....		
Santans.....							
					Santans.....	300	2000
					Belmont.....	450	2000
					La Loye.....	250	2500
Seillères....	Chissey.....	1800			La Vieille-Loye...	450	1000
Septmoncel..	Mantry.....	1008	80	60	Seillères.....		
	Septmoncel.....	8100			Toulouse.....	300	1500
	Mijoux.....	1800					
					Les Molunes.....		
					Le Lac.....		

CANTONS	COMMUNES chefs-lieux d'écoles primaires dont les presbytères ont été aliénés.	MONTANT de la vente des dits presbytères.	INDÉMNITÉS accordées		COMMUNES où les maisons nationales ou presbytères sont destinés aux écoles primaires.	MONTANT	
			A l'instituteur	A l'institutrice		des Répa- rations	de la valeur estimative des dits batiments
Sirod.....					Sirod.....	600	2000
					Gillois.....		2400
					Crans.....		1000
Vernantois...	St-Maur.....	2250	80	60	Vernantois.....	380	2500
	Macornay.....	4500	80	60	Nognat.....	50	1200
Vers.....					Vers.....	150	3000
					Les Nans.....	300	500
	Valampouillers...	1080			Supt.....	120	1000
Villers-Farlay	Villers-Farlay....	2260			Villers-Farlay...	190	2400 (1)
					Chamblay.....	150	3000
Vincelles....	Beaufort.....	4032			Vincelles.....	400	7000
	St-Agnès.....	3600			Augisey.....	400	5000
	St-Laurent.....	3600					
Voiteur.....	Voiteur.....						
	Beaume.....						
	Domblans.....	990					
	Montain.....	4680					
Cernans.....					Cernans.....		
					Aresches.....		
					Ivory.....		
					Lemuy.....		
					Bracon.....		
Champagnole					Champagnole....	750	3500
					Loulle.....	650	1870
					Vannoz.....		
Champvans..					Champvans.....	2800	6000
					Choissey.....	120	3000
	Labergement.-l.R.	1080	80	60	Damparis.....	1230	2000
Château-Chal.	Frontenay.....	756	80	60	Château-Chalon..	600	2100
					Fied.....	550	2000
					Plasne.....	320	1800

(1) Pour une partie de la maison nationale provenant de l'émigré Doroz.

CANTONS	COMMUNES chef-lieux d'écoles primaires dont les presbytères ont été aliénés	MONTANT de la vente desdits presbytères.	INDEMNITÉS accordées		COMMUNES où les maisons nationales ou presbytères sont destinés aux écoles primaires.	MONTANT	
			à l'instituteur	à l'institutrice		des Répa- rations	de la valeur estimative des dits batiments
Chaumergy ..	Vincent.....		80	(6)	Chaumergy	2000	3000
					Comnailles.....		
					Les Deux-Faix ...		
Chaussin	Les Essard.....	900	80	60	Chaussin	300	1500
					Asnan	60	900
					St-Baring.....	500	900
					Vornes.....		
Chilly	Gevingey	1800	80	60	Chilly		
					Courlaoux.....		
					Montmorot.....		

14 et 15.

Mesures contre des instituteurs.

I.

Les instituteurs Sebelon et Guillemain.

Les membres du jury d'instruction, consultés sur le cas des instituteurs Sebelon et Guillemain, les deux instituteurs « avoués » dont il s'agit dans la lettre de l'administration cantonale de Lons-le-Saunier à l'administration centrale (p. 124), répondirent le 21 nivôse (10 janvier 1799) aux administrateurs du département : « Les membres du jury d'instruction sentent bien que « l'administration centrale ne peut demeurer indifférente sur « des reproches aussi graves, mais ils croient que, par leurs

« fonctions, ils sont faits seulement pour juger de la capacité
« d'un instituteur et non de sa moralité et de son patriotisme.
« — Ils sont cependant bien convaincus que les fonctions d'un
« instituteur consistent, non seulement à montrer à lire, écrire
« et calculer, mais encore à faire aimer la morale républicaine
« et ses institutions, de célébrer ses fêtes nationales et décadaï-
« res. L'instruction fait tout, c'est par elle que les élèves seront
« républicains ou royalistes ».

Malgré ces observations, ils ont cru, conformément à l'art.4 de la loi du 3 brumaire, devoir entendre les instituteurs, et leur apprendre les motifs qui faisaient demander leur destitution. Voici ce qu'ils disent de Guillemain : « Guillemain père nous a
« répondu que depuis 24 ans, il remplissoit les fonctions d'ins-
« tituteur à la satisfaction de la presque totalité de la commune
« de Perrigny, qu'il en donnait la preuve dans le certificat cy
« annexé, signé de la plus grande partie des habitants. »

Il n'est point question de l'instituteur Sebelon dans la lettre des membres du jury d'instruction, et il ne paraît pas d'ailleurs qu'une suite ait été donnée par l'administration centrale à l'affaire de ces deux instituteurs ; les registres de ses arrêtés et délibérations sont muets à leur égard.

Le 26 vendémiaire (17 octobre 1798), Sebelon avait adressé pour sa justification aux administrateurs du département le mémoire suivant :

**Réponse de l'instituteur Sebelon aux inculpations oalom-
nieuses d'enseigner la doctrine ultramontaine : il
n'avancera jamais rien qu'il n'en offre la preuve la
plus oomplete.**

1.

Par une loi de la Convention nationale du 17 avril quatre vingt onze (*sic*), on exigea des instituteurs un serment solennel. Je le fis le premier novembre à la messe de paroisse de l'église St-Désiré sous la présidence de Dumas cadet.

2.

Avant que les églises ne fussent fermées, j'étois dans l'habitude d'assister aux offices, mais dès que les papiers publics, les affiches et les placards m'ont eu appris qu'une infinité de prêtres constitutionnels avoient abjuré

et avoient déclaré publiquement qu'ils se repentoient d'avoir prêché des impostures et débité des fables, quoique les églises aient été r'ouvertes, j'ai cessé d'assister aux différents offices. Mais de là quelle induction contre moi ? J'ai lu et relu toutes les loix, tous les arrêtés qui concernent l'instruction publique; je n'y ai vu nulle part qu'un instituteur est obligé d'aller à la messe. La Constitution, les droits et les devoirs du citoyen n'en disent pas un mot.

3.

Pendant tout le temps et toutes les fois que les autorités constituées se sont réunies les jours de décade et autres dans le temple de la Raison pour y publier les loix, je me faisois un devoir d'y conduire mes élèves pour y entendre cette publication ainsi que les différents discours qui s'y prononçoient et l'après diner j'y retournois avec mes élèves pour y entendre les instructions sur le catéchisme républicain et déjà à cette époque je tenois classe les jours de fête et de dimanche.

4.

Depuis que les Eglises sont r'ouvertes, j'ai été dans le cas d'assister plusieurs fois à des convois funèbres et je ne marquai jamais de répugnance à rester à l'église pour y entendre les différents offices qui se célébroient à ce sujet. J'ai assisté à des repas d'invitation avec des prêtres constitutionnels et les mêmes ont mangé chez moi.

5.

Tant que le district a subsisté, j'y suis allé successivement demander un certain nombre d'exemplaires imprimés envoyés par le gouvernement, des adresses et des différents discours, et ils servoient de livres à ceux de nos élèves qui étoient assez instruits pour en faire usage. Aujourd'hui que je n'ai plus la même facilité, ils lisent sur les livres que leurs parents leur fournissent. Le citoyen Petetin ne pratique-t-il pas la même chose dans son école ? En quoi suis-je plus répréhensible que lui ? Donnai-je jamais quelque instruction plus opposée à la Révolution ?

6.

Souvent j'ai donné pour modèle d'écriture les droits et les devoirs du citoyen, et journellement je prends moi-même à mes élèves lecture des différents traits héroïques imprimés et qui ont eu lieu depuis la Révolution, ou je leur fais l'explication d'une petite grammaire républicaine et des droits de l'homme.

7.

A toutes les époques où la loi a exigé des certificats de civisme, je les ai obtenus et je les ai encore entre les mains.

8.

Qu'on ouvre les registres du département, on y verra que j'ai fait et signé tous les serments exigés des fonctionnaires publics.

Qu'on ouvre ceux de la municipalité, on y remarquera que j'ai fait et

signé le serment exigé des instituteurs à la célébration de la fête du dix août de l'année dernière sur la place publique, au pied de l'arbre de la Liberté.

9°

Quel instituteur assista jamais plus exactement que moi aux différentes fêtes nationales ?

10°

Une nouvelle loi oblige les instituteurs d'entrer les jours de fête et dimanche et de ne prendre leurs jours de vacances que les *quintidi* et *décadi*. A-t-on quelque reproche à me faire sur l'exécution de cette loi ?

Ici, qu'il me soit permis de demander à ceux qui ont juré ma perte, de vouloir bien, d'après la justice qui les fait agir, m'indiquer les vrais moyens de les satisfaire.

Si je n'obéis pas à la loi, on est prêt à fermer mon école... Si je m'y conforme, c'est, dit-on pour ôter à mes élèves l'occasion et la facilité d'assister aux offices. Que me reste-il à faire ? je les entends, c'est de perdre courage et de renoncer à un état auquel je me consacre depuis plus de 25 ans.

11°

Les trois quarts au moins de mes élèves suivent les prêtres constitutionnels et jamais je ne leur en ai fait le moindre reproche, j'ai plus fait : Les différents jours dans la décade où ils devoient assister au catéchisme à la paroisse pour se disposer à faire leur première communion, j'ai eu l'attention de leur retrancher l'ouvrage ordinaire et jamais je ne leur ai marqué le moindre mécontentement quoiqu'ils dérangent l'ordre établi dans mon école, en y venant beaucoup plus tard que leurs condisciples.

Ici encore, je prierai mes dénonciateurs de vouloir bien me dire et apprendre à tout le monde comment il arrive que, suivant eux, ayant la réputation publique d'être un fanatique et d'enseigner une doctrine ultramontaine, comment il arrive, dis-je, que les trois quarts de mes élèves aillent prendre et recevoir les jours de fête et dimanche, les instructions des prêtres constitutionnels, et viennent les différents jours de la décade prendre et recevoir dans mon école des instructions entièrement opposées.

12°

Je suis en place par deux jurys d'instruction où, je suis forcé de le dire, je n'ai reçu que des éloges et des invitations à continuer mes soins à la jeunesse.

C'est ici, citoyens administrateurs, où vous remarquerez avec la plus grande évidence que mes dénonciateurs, en vous demandant ma suppression comme d'une *urgence absolue sous tous les rapports*, n'ont suivi que les impulsions de quelques intrigants, de quelques jaloux, au mépris des lois mêmes qui devraient diriger leur procédé.

La loi relative aux écoles primaires du 27° Brumaire au 3°, à l'article 4 du chapitre 3° s'exprime ainsi :

Les plaintes contre les instituteurs et les institutrices seront portées directement au jury d'instruction.

A l'art. 5^e. — Lorsque la plainte sera en matière grave et *après que l'accusé aura été entendu*, si le jury juge qu'il y a lieu à destitution, sa décision sera portée au Conseil général de l'administration du district, pour être confirmée.

La loi du 3^e brumaire an 4^e sur l'organisation de l'instruction publique, à l'article 4^e du titre 1^{er}, s'exprime ainsi : Les instituteurs ne pourront être destitués que par le concours des mêmes administrations (centrales et municipales) et de l'avis d'un jury d'instruction, et après avoir été entendus.

Si mes dénonciateurs étoient instruits des lois auxquels ils sont soumis comme les administrés, ils auroient suivi les articles des lois précitées et j'aurois eu la faculté de commencer par faire valoir auprès des membres du jury d'instruction les mêmes observations que je fais valoir aujourd'hui à l'administration centrale du département.

Je laisse à mes dénonciateurs le plaisir *de se féliciter d'avoir répondu avec raison et justice aux sages intentions du gouvernement* en violant toutes les lois qui vont servir de boussole aux administrateurs devant qui ils portent des plaintes dénuées de fondement, du moins quand à moi.

13^e

Mais il y a quelques mois que j'ai fait une démarche qui pourroit m'être contraire, il est intéressant de la justifier et d'en décliner les vrais motifs : c'est à l'occasion du nommé Moureau, prêtre insermenté et aujourd'hui détenu.

Ce prêtre est mon parent, avant la révolution je vivais intimement avec lui et avec sa famille, il est le parrain de mon fils aîné. A l'époque où je fis mon serment à l'église, il me tourna le dos et dès lors je ne l'ai plus revu. Dans le courant de prairial dernier, si je ne me trompe, il fut amené dans les prisons; le second jour de sa détention, je crus devoir lui faire une visite, je m'y trouvai au moment où le citoyen Prat, secrétaire du citoyen Champion commissaire, vint lui demander son certificat de déportation. Moureau répondit qu'il l'avoit laissé en Suisse ; mais qu'on en trouverait la note dans les registres. Je la vins chercher au département et je présentai une pétition d'abord au citoyen Répécaud président, et ensuite au citoyen Camuset, pour avoir la permission d'en demander des extraits. Je n'ai jamais pu croire que cette démarche étoit dans le cas de me devenir funeste, au surplus cependant, j'ai cessé de voir le prêtre Moureau.

Citoyens administrateurs,

Vous venez d'entendre la vérité, toute la vérité et rien que la vérité.

Je ne viens point exciter votre compassion et intéresser votre humanité. Je viens réclamer la justice et je l'attends avec cette confiance qu'inspire naturellement l'impartialité au coin de laquelle sont marquées toutes vos décisions.

SEBELON.

Le 26^e vendém. an 7^e.

Quant à Guillemmin, nous avons trouvé le contrat passé par lui le 11 août 1793 avec le conseil général de la commune de Perrigny, quelques mois avant le décret du 29 frimaire an II ; nous croyons intéressant de le reproduire :

L'an mil sept cent quatre vingt treize, an second de la République française, le onze août, à Perrigny dans la maison commune, le conseil général de la commune deventement convoqué et assemblée à la manière ordinaire, le citoyen maire a annoncé audit conseil que la présente convocation avoit pour objet d'engager un instructeur public pour ladite commune, et instamment s'est présenté le citoyen Claude Guillemmin, lequel a déjà servi en cette qualité l'espace de dix sept ans dans cette commune, et a déclaré audit conseil qu'il consentoit volontier à continuer ses services encore quatre années, mais que vu la cherté des denrées, il ne pouvoit y souscrire le moins d'un gage annuelle de quatre cent livres et une augmentation sur le mois des enfans, sur quoy la proposition a été mise aux voix. D'après les conclusions du procureur de la commune entendu, ledit conseil a délibéré et arrêté à l'unanimité, que vu les bons services que le citoyen Guillemmin a rendu à cette commune par son exactitude à remplir les devoirs de son état, que d'ailleur il est connu pour homme de bonne mœurs, et a donné des preuves de son civisme jusqu'à ce jour, il luy serait accordé un gage annuel de quatre cent livres pendant quatre années qui prendront leurs commencement le premier janvier prochain et finirons après quatre ans révolus, laquelle somme sera payé par le receveur des deniers de la commune, sçavoir : une moytié au vingt quatre juin, et l'autre moytié à la fin de chaque années. — Il luy sera payé en outre dudit gage, par les parens des enfans de tout sexe, ou par ceux qui yront en classe, par chaque mois qu'il les enseignera, sçavoir : dix sols pour ceux qui apprendront à lire, et douze sols pour ceux qui apprendront à lire, écrire, l'arithmétique et le plainchant ; moyennant la susdite rétribution, il ne pourra refuser d'enseigner aucun individu de la commune.

Il tiendra la classe et enseignera tous les jours, matin et soir, excepté les jours de dimanche, festes chomés et jours de congées, qui seront fixé autant que faire se pourra, les jours de marchefs ou foire de Lons le Saunier, et le tems des vendanges.

Ledit Guillemmin sera tenu de chanter les offices de paroisse et mortuaires, d'accompagner le citoyen curé pour l'administration des sacremens aux malades et toutes autres cérémonies publiques concernant le culte divin. — Il sera tenu de faire le catéchisme deux fois la semaine, faire la prière tous les dimanches sur le soir, publiquement à l'église.

Ledit Guillemmin sera tenu en outre de soigner et remonter l'orloge de paroisse toutes les vingt quatre heures, et de sonner le midy tous les jours d'œuvres.

Toutes lesquelles conditions cy dessus ont été acceptés par ledit Guillemmin, qui a promis de s'en acquitter en honneur et conscience, de tout quoy il en sera référé aux administrateurs de district et de département pour

être approuvé, s'il convient, et a ledit Guillemain signé avec tous les membres présent audit conseil et le secrétaire greffier.

Guillemain ; Durand, maire ; Desprel, municipal ; C. Morel, J.-B. Trouillot, Joseph Roy, J.-P. Oudard, J.-B. Dame, J.-Claude Trouillot, L. Ramboz, J.-B^e Delant, J.-F. Coquet, P. Putod ; David, procureur de la commune ; P.-F. Masson, C. Bailly ; Trouillot, greffier.

II.

L'instituteur et l'institutrice de Courlaoux.

Les instituteur et institutrice de Courlaoux étaient Pierre-Simon Baudot et sa fille.

En envoyant le tableau demandé par l'administration centrale, le commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale du canton de Chilly avait adressé le 30 brumaire (20 novembre 1798) au commissaire près l'administration centrale la lettre suivante :

Citoyen commissaire,

J'ai plusieurs fois observé et à vous et à l'administration centrale, que les instituteurs de mon canton ne valaient rien, la République n'a pas plus à gagner avec eux qu'avec les prêtres, à la différence cependant, qu'étant plus ignares, ils sont moins dangereux.

C'est pour vous prier de rappeler ces vérités à l'administration centrale que je vous envoie, pour le lui remettre, le tableau demandé par sa lettre du 17 vendémiaire. Vous y verrez que les quatre instituteurs occupent en tout ou en partie, *et en pure perte*, trois batiments nationaux, que l'on pourrait employer plus heureusement ainsi que les terrains qu'en dépendent.

Mais j'insisterai principalement sur la destitution du maître d'école *Baudot*, à Courlaoux, il est le mieux partagé et le plus dangereux de ses confrères, soit par ses liaisons, soit par ses principes anticiviques, soit enfin par son mépris pour toutes les institutions républicaines. Tous les hommes raisonnables de la commune, la justice de paix et l'administration municipale demandent hautement la destitution de ce prédicateur du fanatisme. Il tient d'ailleurs un pensionnat, où il porte tous ses soins, par des spéculations particulières, et dédaigne ou abandonne à eux-mêmes la foule des élèves qui ne grossissent pas ses profits.

Le juge de paix m'assure que la commune est à la recherche d'un instituteur. Si vous pensés qu'il faille une délibération de l'administration municipale pour engager l'administration centrale à rejeter l'homme dont je vous parle, je vous la transmettrai.

Salut et fraternité.

SAILLARD.

Le 16 frimaire [6 décembre] sur une pétition adressée par plusieurs habitants de Courlaoux, l'administration de Chilly prit la délibération suivante : « Vu pétition, l'Administration municipale, « instruite de la conduite du citoyen et de la citoyenne Baudot, « instituteurs de la commune de Courlaoux, déclare que depuis « qu'ils sont en fonctions, ils n'ont assisté ni aux séances ni aux « fêtes publiques et décadaires avec leurs écoliers et que d'après « les plaintes portées par les habitants de la commune, [elle] « estime qu'il est intéressant pour le bien public et l'éducation « de la jeunesse de prononcer leurs destitution et de pourvoir « à leur remplacement ».

Dans cette pétition, signée de 13 habitants, il était dit que le citoyen Baudot, « sur les talents duquel on se taira, parce qu'on ne lui en connoit aucun », était âgé de plus de 60 ans, traversé d'une maladie chronique depuis plus de six mois, imbu des anciens principes, n'en professant point d'autres. Un tel homme est incapable de former des élèves dans les vues du gouvernement, et de leur enseigner les éléments de la morale républicaine, comme le prescrit l'art. 5 de la loi du trois brumaire sur l'institution des écoles publiques ; il ne fait observer aux pensionnaires qu'il tient, ny décades, ny fêtes nationales, et préférant son intérêt particulier au bien général, les élèves de la commune sont dans la plus grande ignorance. L'administration municipale a pris contre lui des arrêtés pour contravention au bon ordre, mais qui n'ont point été exécutés... ».

L'administration centrale communiqua le 1^{er} nivôse [21 décembre] la pétition et l'avis de la municipalité au jury d'instruction, qui dans sa lettre du 21 nivôse répondit : « Quant aux citoy. Baudot « et sa fille, le père nous a avoué qu'effectivement, il n'avait pas « conduit ses élèves dans le chef lieu de canton, pour leur faire « célébrer les fêtes nationales et décadaires, que cette conduite « n'était pas en haine du nouveau régime, mais plus tot l'effet « de sa vieillesse, d'une maladie dont il avait été incommodé « plus de six mois et enfin de l'éloignement du chef lieu. En « opposition de la pétition de quelques habitants, il nous a présenté un certificat d'autres habitants dont le nombre nous a

« paru plus considérable. L'administration centrale jugera dans « sa sagesse, de la validité des plaintes et des justifications (1) ».

La pétition faite en faveur de Baudot et de sa fille, et recouverte de 18 signatures disait au contraire que l'instituteur et l'institutrice de Courlaoux s'étaient toujours comportés « d'une manière édifiante et louable » ; qu'on ne pouvait que les applaudir de l'instruction qu'ils donnaient à leurs élèves à qui ils n'enseignaient « que la morale et les vertus, ne leur recommandant que l'obéissance aux lois du gouvernement » ; qu'en un mot leur conduite, tant comme instituteur et institutrice que comme citoyens, était « irréprochable à tous égards » (2).

III.

L'instituteur Lacombe, d'Orgelet.

On trouve dans les registres des arrêtés et délibérations de l'administration centrale deux autres arrêtés concernant un instituteur particulier d'Orgelet, Claude-François Lacombe. Par le premier arrêté, du 16 germinal an VI (5 avril 1798), l'administration, instruite que le citoyen Lacombe « s'est permis de « conduire, avec des signes extérieurs du culte et processionnellement, ses élèves à un convoi funèbre », et considérant « qu'une telle conduite de la part de cet instituteur, est une « infraction à la loi du 7 vendémiaire an 4 sur la police des « cultes », ordonne à l'administration municipale d'Orgelet de faire fermer sans délai l'école tenue par ledit Lacombe.

Le 1^{er} germinal, l'administration centrale, informée qu'un instituteur avait été traduit en police correctionnelle pour le fait en question, avait écrit à l'administration d'Orgelet pour avoir des renseignements exacts. Cette dernière répondit en priant l'administration centrale de demander la procédure au greffe du tribunal de police correctionnelle de Lons-le-Saunier ou au commissaire près de ce tribunal ; elle y trouverait des renseignements plus exacts et plus détaillés que ceux qu'elle pourrait

(1) On a vu (p. 126) que, le 58 nivôse, l'administration centrale rendit un arrêté destituant l'instituteur et l'institutrice de Courlaoux.

(2) Cette pétition est du 17 nivôse.

donner elle-même, « puisqu'ils ne seraient basés que sur des oui dire ».

L'administration centrale n'attendit pas la réponse de la municipalité d'Orgelet pour prendre son arrêté (1).

Le second arrêté du département est du 1^{er} brumaire an VIII (23 octobre 1799). Lacombe présente une pétition « tendante à ce qu'il lui soit permis, en se conformant aux lois, de rouvrir son école » ; les jugements des tribunaux criminel et de police correctionnelle l'ont déclaré innocent des faits dont il était accusé, et l'ont renvoyé sans peine, amende, ni dépens ; l'administration centrale, pour cette raison, et « considérant d'autre part qu'il est « de son devoir de débarrasser l'instruction publique de toutes « les entraves qu'on auroit pu lui donner, et de rétablir dans l'exercice de sa profession un instituteur dont les connoissances « peuvent être utiles à la société », rapporte l'arrêté du 16 germinal an VI, et autorise Lacombe à rouvrir son école (2).

16.

L'Ecole normale de l'an III.

1.

Le décret du 9 brumaire an III.

Le 9 brumaire an III (30 octobre 1794), la Convention nationale, « voulant accélérer l'époque où elle pourra faire répandre « d'une manière uniforme, dans toute la République, l'instruction nécessaire à des citoyens français », décrète qu'il « sera

(1) Sa lettre était parvenue à Orgelet le 3 germinal et la municipalité ne paraît avoir répondu que le 6 (Registre de correspondance pour la municipalité d'Orgelet du 11 messidor an V au 11 floréal an VIII, pièce n° 462).

(2) Art. 3 de l'arrêté : « il aura soin de purger ses instructions de tous « principes contraires à la morale républicaine et de se conformer aux « dispositions et arrêtés relatifs aux écoles primaires, particulières et « pensionnats, notamment à l'arrêté du Directoire exécutif du 17 pluviôse « et à la loi du 17 thermidor an 6 ».

« établi à Paris une Ecole normale, où seront appelés, de toutes
« les parties de la République, des citoyens déjà instruits dans
« les sciences utiles, pour apprendre, sous les professeurs les
« plus habiles dans tous les genres, l'art d'enseigner ». Le
recrutement des élèves de la nouvelle école se fait de la manière
suivante :

Les administrations de districts enverront à l'Ecole normale un nombre d'élèves proportionné à la population : la base proportionnelle sera d'un pour vingt mille habitants. A Paris, les élèves seront désignés par l'administration du département. — Les administrateurs ne pourront fixer leur choix que sur des citoyens qui unissent à des mœurs pures un patriotisme éprouvé, et les dispositions nécessaires pour recevoir et répandre l'instruction. — Les élèves de l'Ecole normale ne pourront être âgés de moins de vingt et un an. — Ils se rendront à Paris avant la fin de frimaire prochain ; ils recevront, pour ce voyage, et pendant la durée du cours normal, le traitement accordé aux élèves de l'école centrale des travaux publics.

Le choix des professeurs et leur enseignement est ainsi réglé : — Le Comité d'instruction publique désignera les citoyens qu'il croira les plus propres à remplir les fonctions d'instituteurs dans l'école normale et en soumettra la liste à l'approbation de la Convention ; il fixera leur salaire, de concert avec le comité des finances. — Ces instituteurs donneront des leçons aux élèves sur l'art d'enseigner la morale, et former le cœur des jeunes républicains à la pratique des vertus publiques et privées. — Ils leur apprendront d'abord à appliquer à l'enseignement de la lecture, de l'écriture, des premiers éléments du calcul, de la géométrie pratique, de l'histoire et de la grammaire française, les méthodes tracées dans les livres élémentaires adoptés par la Convention nationale, et publiés par ses ordres.

La durée du cours normal est de quatre mois au moins. Le cours terminé, les élèves rentrent dans leurs districts respectifs ; ils ouvriront, dans les trois chefs-lieux désignés par l'administration du district, une école normale, dont l'objet sera de transmettre aux citoyens et aux citoyennes qui voudront se vouer à l'enseignement public, la méthode d'enseignement qu'ils auront acquise dans l'Ecole normale de Paris. — Le Comité

d'instruction publique est chargé de rédiger le plan de ces écoles nationales et de déterminer le mode d'enseignement qui devra y être suivi. — Chaque décade, le Comité d'instruction publique rendra compte à la Convention de l'état de situation de l'école normale de Paris et des écoles normales secondaires qui seront établies en vertu du présent décret, sur toute la surface de la République (1).

II.

L'application du décret (2).

I. — L'école normale ne tarda pas à dévier du but de son institution ; un mois après l'ouverture des cours, elle était devenue l'école d'enseignement supérieur de la République : « ce n'était plus le personnel des écoles primaires, mais celui « des écoles centrales qu'elle devait servir à recruter » (3). Lakanal constatait le fait à la Convention lors de la discussion du projet des écoles centrales le 7 ventôse et il en donnait la raison : Les livres élémentaires étaient composés et les écoles primaires s'organisaient de toutes parts.

Ici une digression est nécessaire. On a vu (p. 152) que la Convention, par ses décrets du 13 juin 1793 et du 23 janvier 1794, avait mis au concours une série de livres élémentaires destinés les uns aux élèves et les autres aux maîtres. « Beaucoup d'ouvrages furent envoyés assez rapidement, car huit mois après « l'ouverture définitive du concours, et deux mois après la nomination du jury, le 26 fructidor, Lakanal, dans son rapport « sur la nomination de Garat, Ginguené et Clément de Ris à la « commission exécutive de l'instruction de l'instruction publique,

(1) D'après l'article 10 du décret, deux représentants du peuple désignés par la Convention nationale, devaient se tenir près de l'Ecole normale et correspondre avec le Comité d'instruction publique sur tous les objets qui pouvaient intéresser cet établissement, Sur la présence aux cours de l'école de ces deux représentants, qui étaient Lakanal et Deleyre, l'impatience que l'on en eut vite ressentie, et les épigrammes qui leur furent décochées, voir PAUL DUPUY, *l'Ecole normale de l'an III*, p. 137, 138.

(2) Ce paragraphe est tout entier emprunté au livre de M. PAUL DUPUY : *l'Ecole normale de l'an III*; Paris, Hachette, 1895, in-octavo de 252 pages.

(3) Sous l'impulsion de Lakanal et surtout de Garat.

« dit formellement à la Convention que les livres élémentaires
« qui devaient servir aux écoles primaires allaient être publiés.
« Mais, d'une part, la plupart des membres du jury, pris par
« d'autres occupations plus urgentes, ne purent se mettre au
« travail; d'autre part, un premier examen, qui fut fait sans
« doute dans les bureaux de la commission exécutive, montra
« que les ouvrages envoyés au concours ne remplissaient pas les
« vues de la Convention. Revenant sur sa déclaration du 26
« fructidor, Lakanal dut en convenir le 6 brumaire an III, dans
« son rapport sur les écoles primaires.

En général, dit-il, les auteurs ne se sont pas contenus dans les limites du travail qui leur était demandé, de telle sorte que ces divers ouvrages n'empiétassent pas les uns sur les autres, qu'il n'en manquât aucun d'utile, et que tous ensemble pussent offrir un système complet d'enseignement national. Les citoyens qui ont travaillé pour ce concours ont généralement confondu des objets très différents, des *élémentaires* avec des *abrégés*. Resserrer, coarcter un long ouvrage, c'est l'abrégé; présenter les premiers germes et en quelque sorte la matrice d'une science, c'est l'élémenter : il est facile de faire un abrégé de MÉZERAU, tandis qu'il nous faudrait un CONDILLAC pour nous donner les éléments de l'histoire. Ainsi l'abrégé est précisément l'opposé de l'élémentaire; et c'est cette confusion de deux idées très distinctes qui a rendu inutiles pour l'instruction les travaux d'un très grand nombre d'hommes estimables, qui se sont livrés, en exécution de vos décrets, à la composition des livres élémentaires.

• Le concours n'avait donc produit aucun bon résultat, et il
« avait fallu aviser à un autre moyen pour se procurer ces livres
« élémentaires que l'on considérait avec raison, depuis le com-
« mencement de la Révolution, comme la condition indispen-
« sable du renouvellement de l'instruction et de l'esprit public.
« Lakanal en avertit aussitôt la Convention en ces termes :
« Quoiqu'il en soit, la nation ne sera pas encore frustrée du
« grand bienfait des livres élémentaires : le Comité a pris toutes
« les mesures pour en assurer la prompte publication : il a
« interrogé le génie : sa réponse sera prompte et digne de lui. »
« Cela signifiait que, dès le 1^{er} brumaire, aussitôt après avoir
« accepté le projet de décret sur les écoles primaires et le
« rapport sur l'Ecole normale (29 vendémiaire), le Comité, ...
« avait directement confié à un certain nombre de savants et
« d'hommes éminents l'exécution des livres élémentaires.
« Bernardin de Saint-Pierre devait rédiger un livre élémén-

« laire de morale républicaine ; Lagrange et Legendre, des
« éléments de calcul et de géométrie ; Garat, des éléments de
« l'histoire des peuples libres ; Sicard, ceux de lecture et d'écriture ; Pougens, ceux de grammaire ; Daubenton, ceux d'histoire naturelle ; Volney, les développements des principes de
« la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen et de la
« Constitution de la République française ; Monge, les instructions nécessaires pour rendre utile aux élèves la fréquentation
« des ateliers, et les travaux manuels qui doivent occuper une
« partie du temps destiné à l'enseignement ; Haüy, des instructions élémentaires sur les principaux phénomènes de la nature ;
« Dubois, des éléments d'agriculture. Or la plupart de ces
« auteurs étaient précisément ceux-là mêmes qui devaient être
« proposés au Comité, la décade suivante, pour devenir les
« professeurs de l'Ecole normale. Ainsi il est hors de doute
« qu'avant le dépôt et le vote du décret qui institua cette école,
« Garat et Lakanal, et après eux le Comité, en avaient choisi les
« maîtres, et leur avaient implicitement assigné pour tâche de
« composer devant leurs élèves ces livres élémentaires, dont la
« loi sur les écoles primaires allait rendre l'usage obligatoire
« pour tous les instituteurs nationaux » (1).

Pour expliquer la transformation de l'école, Lakanal donnait comme première raison que les livres élémentaires étaient prêts ;
« ce n'était pas vrai : de tous ceux qu'avait produits le concours,
« on n'en avait retenu ni même jugé aucun, et de ceux qui
« avaient été commandés le 1^{er} brumaire, celui de Sicard était
« seul prêt et discuté dans les séances de l'Ecole ; mais il était
« vrai qu'on travaillait de toutes parts à organiser les écoles
« primaires prescrites par la loi du 27 brumaire. Les circonstances n'étaient donc plus les mêmes que vingt jours auparavant. Alors il n'y avait rien ou presque rien de fait. Mais le
« soir même du jour où le décret du 27 brumaire avait été
« rendu, le comité d'instruction publique avait enjoint à la commission exécutive de lui rendre compte, *dans un mois pour
« tout délai*, de son exécution. Hâte absurde et incompréhensible,
« du moment que l'Ecole normale de Paris n'était pas encore
« ouverte. A supposer qu'elle le fût au 1^{er} nivôse, comme elle

(1) *Ibid.* p. 57 à 59.

« devait durer quatre mois, et autant à leur tour les écoles
« normales secondes, c'était neuf mois au moins qu'il fallait
« attendre, avant de voir sortir de terre les vingt-quatre mille
« écoles prévues par le décret du 27 brumaire. Le délai pouvait
« paraître long ; mais on avait reconnu, en discutant la loi sur
« l'Ecole normale, qu'il était impossible de l'abrégé ; on avait
« refusé à Sergent de le prolonger(1) ; il résultait d'un plan com-
« plet, qui semblait avoir été combiné d'avance avec réflexion, et
« Collot d'Herbois le rappela dans la discussion de la loi sur les
« écoles primaires : « Je pense, dit-il, que c'est dans les écoles
« normales qu'on donnera à l'instruction primaire la direction
« qu'elle doit avoir. » Duhem en fit autant, lorsqu'en essayant
« de faire interdire l'enseignement libre, il rappela à la Con-
« vention que, par les décrets sur les livres élémentaires et sur
« les écoles normales, elle avait pris des précautions pour que
« la jeunesse française reçût partout une éducation uniforme.

« A quoi bon ce plan, si l'on hâtait avec cette impatience
« l'ouverture des écoles primaires ? Que les districts et les com-
« munes fussent zélés, et, le jour où seraient données les
« premières leçons de l'Ecole normale, l'énorme machine à

(1) Dans la discussion qui eut lieu le 9 brumaire à la Convention, « un
« seul orateur, Sergent, sans se rendre un compte précis des hautes visées
« de Garat, sentit de simple bon sens qu'on entreprenait une œuvre à la-
« quelle la méthode révolutionnaire était difficilement applicable, et il le
« dit, il le dit même avec beaucoup de clarté et de force ». (PAUL DUPUY
ibid. p. 68.) Voici les paroles qu'il prononça :

Si les hommes que le Comité a désignés *in pello* pour professer dans ces
écoles ne sont pas des charlatans ou des insensés, ils ne pourront jamais
en quatre mois atteindre le but de cet établissement. Comment voulez-
vous que des jeunes gens qui, d'abord, auront à se défaire de vieux pré-
jugés, de vieilles habitudes, soient en si peu de temps capables d'aller en-
suite former de nouveaux instituteurs ? Il ne s'agit pas de faire naître des
fruits en serres chaudes, mais il faut former des hommes instruits et dignes
d'instruire leurs concitoyens. Je vois dans le projet du comité le dessin
d'un beau tableau, mais ce n'est qu'une ébauche. Craignons, en ne faisant
que du croquis sur l'instruction publique, que la génération suivante ne
soit en droit de nous faire des reproches. Point de petits calculs sur cet
important objet. Le terme de quatre mois est trop court et absolument in-
suffisant. Il ne s'agit point ici, comme pour le salpêtre, de travailler en
mécanique ; il s'agit de former le cœur, il faut le temps ; l'intention ne
suffit pas : on ne fait pas en quatre mois des moralistes, des physiiciens,
des géomètres. Je demande que le délai soit fixé à un an (*Moniteur* du 12
brumaire)

« laquelle elle était censée devoir donner l'impulsion serait déjà
« en mouvement. Au procédé révolutionnaire qui demandait
« neuf mois, on en substituait un autre plus révolutionnaire
« encore, qui n'en demandait qu'un seul. Sans doute le procédé
« nouveau devait perdre en efficacité ce que l'on prétendait
« imprudemment gagner en rapidité ; mais il suffisait que l'exé-
« cution de la loi du 27 brumaire fût engagée avec cette pré-
« cipitation irréfléchie, pour que, du même coup, l'objet et le
« plan de l'Ecole normale de Paris fussent, par la force même
« des choses, dénaturés avant son ouverture, pour qu'elle devint
» non pas la source de l'enseignement primaire qui s'organisait
« sans elle et avant elle, mais celle de l'enseignement secon-
« daire et supérieur qui s'organiserait après elle » (1).

Une note officielle parue dans le *Journal de Paris* le jour même où les cours commencèrent montre les hautes visées que l'on avait : « Le mot *normal*, qui a été appliqué aux Ecoles
« nouvellement décrétées, est tiré du dictionnaire de la géomé-
« trie. Il exprime proprement l'équerre ou le niveau. Au
« figuré il annonce que toutes les connaissances relatives aux
« sciences, aux arts de toute nature, aux belles-lettres, etc., y
« seront enseignées et enseignées à tous également dans les
« parties que chacun voudra adopter. » Là est la vérité,
« là est l'expression sincère des idées qui avaient présidé
« à l'organisation de l'Ecole. Le pluriel d'Ecoles normales
« n'y est conservé que par une habitude de langage, qui per-
« sistera encore en l'an IX, lorsqu'on rééditera les leçons pro-
« fessées à l'Ecole normale de Paris ; mais celle-ci seule est
« l'objet du commentaire du *Journal de Paris*, et il ressort de
« cette note que, si le mot de normal continue à exprimer
« l'égalité, ce n'est plus l'égalité de milliers d'écoles élémen-
« taires répandues sur toute la surface du pays, mais l'égalité
« des sciences, des lettres et des arts dans une école centrale et
« supérieure, destinée à former le sommet de tout le système
« d'instruction nouveau qu'attend la République victorieuse. » (2)

(1) *Ibid.* p. 80 à 82.

(2) *Ibid.* p. 105. « Il est sûr, lorsqu'on lit les programmes des cours.....
« qu'aucun des professeurs de l'Ecole normale, dans les réunions où fut
« préparé le règlement, n'eût pour idée dominante qu'il fallait en huit
« mois donner des instituteurs primaires à toute la France. » *Ibid.* p. 106.
Voir l'analyse de ces programmes, p. 101 à 113, et le chapitre IX : l'exé-
cution des programmes, p. 162 à 179.

II. — Pour exécuter le décret du 9 brumaire, il fallait des ressources, et elles étaient médiocres dans un temps de détresse financière.

Régulièrement, en vertu de la loi du 30 germinal an II, la dépense de l'Ecole normale, du moment que le décret du 9 brumaire ne prévoyait aucun crédit spécial, devait être payée sur les fonds que la Convention mettait, à des dates plus ou moins éloignées, à la disposition de la commission exécutive de l'instruction publique. Pratiquement, cela était impossible.

Depuis la réorganisation de cette commission en fructidor an II, jusqu'à la fin du régime conventionnel, voici les sommes qui furent mises à sa disposition : le 9 frimaire an III, 2 millions ; le 10 germinal, 1 million ; le 9 floréal, 2 millions ; le 17 prairial, 1.200.000 francs ; le 26 fructidor, 3 millions ; le 28 vendémiaire an IV, 2 millions : en tout 13.200.000 francs. Ces sommes, surtout si l'on se rappelle qu'elles étaient payées en papier, en un temps de baisse fabuleuse, suffisaient à peine aux dépenses courantes ou extraordinaires de toute sorte, qui étaient imputées sur elles régulièrement ou par décision spéciale de la Convention : secours aux gens de lettres, commission temporaire des arts, bibliographie, fêtes nationales, travail des poids et mesures, etc. Les appointements des professeurs et des élèves de l'Ecole auraient pu à la rigueur être payés sur le budget ordinaire de la commission, mais le concours du comité des finances était indispensable pour les dépenses d'installation matérielle.

On n'avait pas voulu le solliciter avant le décret, parce qu'on connaissait son hostilité contre tous les projets du comité d'instruction publique, où il voyait depuis longtemps une source de dépenses terrifiantes. Entre avril et juillet 1793, Charge écrivait à Lakanal chargé du rapport sur le télégraphe : « Vous lèverez les obstacles qu'on fait tant redouter de la part « du comité des finances si peu favorable à tout ce qui intéresse les « sciences et les lettres. . . . Quels hommes que ce Cambon et ce Monnot ! « j'admire le courage et le calme que vous opposez à leurs mauvaises « raisons, à leurs sorties injurieuses contre votre comité. » Lakanal savait donc depuis longtemps à quoi s'en tenir sur l'accueil qu'il recevrait au comité des finances quand il y viendrait apporter de nouvelles propositions de dépenses.

Cambon en particulier était d'autant plus intraitable que, depuis le 9 thermidor, il se sentait plus menacé. Le 6 frimaire, à propos de divers projets de décrets proposés à la Convention par le comité des secours publics, il se plaignit des attaques dont il était l'objet de la part de certains collègues royalistes : « Il faut faire tomber ma tête si elle est coupable, « mais il ne faut pas laisser planer injustement le soupçon sur ceux qui « ont bien servi la patrie. » Et pour la bien servir, il résistait énergiquement toutes les fois qu'il s'agissait d'une dépense nouvelle, fût-elle même votée par la Convention. Le 14 brumaire, dans la discussion sur le retrait des assignats, il s'était vanté de la force d'inertie à laquelle le comité des finances avait eu recours pour enrayer les dépenses : « Lorsque « la Convention rend des décrets, le comité est obligé d'obéir ; mais il

« s'estime heureux d'avoir, par une force d'inertie, sauvé au trésor 591 millions. » Le 8 frimaire, à propos des ouvertures de crédit aux commissions exécutives, il disait encore : « Le comité des finances n'a jamais proposé aucune dépense ; il s'y est au contraire toujours opposé, et il a mérité le reproche de ténacité, parce qu'il n'a pas consenti à toutes celles que l'on proposait. »

Cette ténacité devenait invincible en un moment où non seulement Cambon voulait faire face aux attaques, mais aussi où il se trouvait en présence d'un déficit mensuel dont les proportions dépassaient tout ce qu'on avait vu jusqu'alors. En nivôse an III, les dépenses de la trésorerie l'emportèrent sur les recettes de 371.205.676 livres 10 sols 3 deniers ; en ventôse, les recettes furent de 175.552.903 livres 16 sols 9 deniers, tandis que les dépenses montèrent à 575.334.152 livres 14 sols 8 deniers, ce qui faisait un déficit de plus de 400 millions pour ce seul mois.

Ce n'était pas seulement la lutte contre l'étranger qui creusait un déficit pareil, et interdisait toute dépense qui pouvait paraître une dépense de luxe ; c'était aussi la nécessité d'assurer les approvisionnements de Paris et du pays. Le 8 frimaire, sur les 170 millions de crédits ouverts aux commissions exécutives, il y en avait 100 pour celle du commerce et des approvisionnements, 36 pour celle des transports, 20 pour celle des secours publics, et 2 seulement pour l'instruction publique, et cela ne fit qu'empirer : le 10 germinal, sur 675 millions de crédits, il y en eut 4 pour l'instruction publique et 600 pour les approvisionnements. Si jamais l'axiome *primum vivere deinde philosophari* avait été vrai, c'était dans de pareilles circonstances. La résistance acharnée du comité des finances contre les projets relatifs à l'instruction publique était donc facile à comprendre, et il est également aisé de voir pourquoi l'on ne s'adressa pas à lui avant de faire voter le décret sur l'Ecole normale.

Mais la résistance qu'on prévoyait avant, il fallait bien s'attendre à la rencontrer après : il était impossible de rien engager sans que le comité des finances fût averti. Depuis le 22 fructidor an II, les feuilles de dépenses quotidiennes que le comité de salut public avait demandées aux commissions exécutives, par ses arrêtés du 12 prairial et du 4 floréal précédents, avaient été réclamées par le comité des finances et lui étaient adressées. Son contrôle était incessant et de la dernière rigueur ; nulle dépense ordinaire ne pouvait lui échapper, nulle dépense extraordinaire ne pouvait être engagée sans lui.

A coté de lui, et d'accord avec lui, se trouvaient le comité et la commission exécutive des travaux publics, sans le concours desquels on ne pouvait rien faire pour l'installation matérielle de l'Ecole. Le décret du 14 germinal an II qui avait institué les douze commissions exécutives, celui du 7 fructidor an II qui avait réorganisé les comités, chargeaient la commission exécutive des travaux publics de diriger, sous le contrôle du comité, « tous les travaux dont les fonds seraient faits par le trésor public, de construire, entretenir et surveiller les ouvrages et établissements nationaux ». On ne pouvait donc pas plus se passer d'eux que du comité des finances (1).

(1) *ibid.* p. 84 à 87.

Or il fallait une salle qui pût contenir les 1400 élèves de l'Ecole (1), puisqu'ils n'étaient pas appelés par séries successives, comme à l'Ecole des armes ou par séries simultanées, comme on en avait d'abord eu le projet — une salle, disposée de façon que tous pussent entendre également bien les cours, prendre des notes, participer aux discussions (2).

Il n'y avait alors à Paris aucune salle qui fût propre à cela. La Convention n'avait que 780 membres : il fallait donc un amphithéâtre double de celui qu'on avait aménagé aux Tuileries pour la représentation nationale, et il fallait le préparer rapidement, puisque les élèves devaient être rendus à Paris à la fin de frimaire. De ce chef il y avait une dépense considérable à prévoir, d'autant plus considérable qu'on était plus pressé et que le renchérissement de tous les objets ne cessait de suivre une marche ascendante, exactement symétrique à la dépréciation progressive des assignats. Tous les efforts de Lakanal et de Garat, s'ils avaient été sensés, devaient avoir pour objet de réduire cette dépense au minimum : le caractère temporaire de l'Ecole leur en faisait un devoir, et, en supposant qu'ils eussent consulté en temps utile toutes les autorités compétentes, c'était le seul moyen de faire tomber ou de diminuer l'opposition qu'ils avaient prévue et redoutée. Tout au contraire, d'une part, ils prétendirent agir d'abord sans les comités des finances et des travaux publics, et ensuite malgré eux ; d'autre part, ils prescrivirent l'édification, non pas d'une salle provisoire et peu coûteuse, mais d'un monument durable et solide, d'un monument qui fût approprié au caractère grandiose que Garat prétendait donner à l'Ecole, d'un monument digne de représenter aux yeux l'institution qui devait couronner tout le système nouveau de l'instruction publique. Ainsi les conflits inévitables devinrent des conflits aigus ; l'exécution de la loi fut un instant compromise et finalement au moins retardée (3).

Chargée par le Comité de chercher et d'aménager un local, la commission exécutive de l'instruction publique, sur la proposition de l'architecte auquel elle s'était adressée, avait jeté ses vues sur la Sorbonne et elle fit commencer les travaux malgré

(1) *Ibid.* Ch. VII. Le choix des élèves dans les districts, p. 114 à 135.

(2) D'après le règlement des *Ecoles normales*, arrêté par Lakanal et Deleyre (art. VI), les séances devaient être alternativement employées au développement des principes de l'art d'enseigner exposés par les professeurs, et à des conférences sur ces principes entre les professeurs et les élèves : « L'enseignement ne sera point le résultat du travail d'un seul esprit, mais du travail et des efforts simultanés de l'esprit de douze à quinze cents hommes » (*Préambule du règlement*). Sur la manière dont ces conférences se passaient, voir P. DUPUY, *ibid.* p. 150 à 153.

(3) *Ibid.* p. 88.

la communication qu'avait faite à l'architecte l'agence des domaines nationaux, d'un arrêté du comité des finances en date du 11 brumaire, arrêté qui défendait à cette agence de déléguer sans son autorisation « à aucune réquisition d'autorités constituées, relativement à l'emploi de quelque édifice national que ce fût ».

Nous ne pouvons entrer dans le détail du conflit qui eut lieu à ce sujet entre le comité des travaux publics et la commission exécutive (1). Le 27 nivôse l'architecte demandait à la commission des travaux publics 164.850 livres d'acomptes sur les travaux exécutés ; celle-ci refusa net, et le 8 pluviôse, le comité des travaux publics rendit un arrêté par lequel il interdisait de continuer les travaux, qui étaient alors très avancés (2).

On se rejeta sur l'amphithéâtre du Muséum d'histoire naturelle, qui venait d'être agrandi et remis à neuf. Il était beaucoup trop petit, et ne contenait pas plus de six à sept cents places, mais le temps pressait : « Depuis un mois les élèves arrivés à Paris y dépensaient leurs maigres ressources, en souffrant du froid et de la disette : quelques-uns annonçaient l'intention de partir ; tarder davantage, c'eût été le commencement de la banqueroute » (3).

III. — Cependant le retard apporté à l'ouverture de l'Ecole avait mis dans la détresse les élèves arrivés à Paris dans les derniers jours de frimaire. La Convention décréta le 19 nivôse que, sur les fonds mis à la disposition de la commission exécutive d'instruction publique, il serait payé sans retard à chaque élève de l'Ecole normale une somme de 300 livres ; qu'il leur en serait payé 200 au 1^{er} ventôse prochain, autant au 1^{er} germinal, puis au 1^{er} floréal, et 300 livres à la fin du cours normal, « les dites sommes formant celle de 1200 livres attribuée à chacun des élèves susnommés par la loi d'organisation des Ecoles normales » (4). Mais cette mesure même était devenue insuffisante, dès la fin de nivôse.

(1) On les trouvera dans le livre de M. PAUL DUPUY p. 88 à 92.

(2) *Ibid.* p. 92.

(3) *Ibid.* p. 97. D'après le décret du 9 brumaire, les élèves devaient se trouver à Paris avant la fin de frimaire.

(4) *Ibid.* p. 96-99. « Cambon et le comité des finances en étaient arrivés à leurs fins ; en limitant la dépense et en la répartissant avec cette pré-

En ne touchant compte que des quatre mois de cours, les élèves devaient toucher une moyenne de 10 livres par jour. Or, d'après le tableau de la dépréciation des assignats donné par le *Moniteur* du 2 vendémiaire an IV, 10 livres en assignats représentaient, dans la dernière décade de nivôse, 2 livres monnaie, et le prix de toutes choses était réglé en conséquence. Cette dépréciation ne cessa de s'aggraver chaque jour, si bien que, dans la dernière décade de floréal, 10 livres en papier n'équivalaient plus qu'à 0 fr. 80 en monnaie. C'est là un des faits qu'il ne faut pas perdre un seul instant de vue si l'on veut juger équitablement l'histoire de l'Ecole normale. D'ailleurs la meilleure preuve que, dès le commencement des cours, les appointements des élèves ne leur suffisaient pas, est dans le décret que la Convention rendit le 4 pluviôse, pour augmenter le traitement de tous les fonctionnaires qui touchaient moins de mille livres par mois. Ce qui paraissait juste alors pour tous les employés de l'Etat devait le paraître pour les élèves de l'Ecole ; eux-mêmes sans doute le firent observer à Lakanal, car celui-ci, le 6 pluviôse, parut tout à coup à la tribune de la Convention, et par une motion d'ordre, proposa que le décret du 4 fut expressément appliqué aux élèves de l'Ecole. « Il me semble, dit-il, que vous ne pouvez pas favoriser des commis la plupart non lettrés et abandonner des citoyens qui sont appelés à fonder la République par leurs lumières. » Il demanda en conséquence que les élèves reçussent 320 liv. par mois au lieu de 200. Si cette proposition avait été adoptée, ils auraient en réalité, d'après le cours du change jusqu'au 1^{er} prairial, reçu la valeur de 58 livres seulement le 1^{er} ventôse, de 51 le 1^{er} germinal, de 38 le 1^{er} floréal et de 26 le 1^{er} prairial, plus un supplément de 8 livres pour le voyage de retour. Ces chiffres montrent combien étaient justes la demande des élèves et la proposition de Lakanal. Elles furent renvoyées au comité des finances, d'où elles ne revinrent plus. L'urgence était telle, que les élèves avant de toucher le mois de pluviôse, adressèrent une pétition à la Convention pour lui exposer leur misère et essayer de vaincre la résistance du comité des finances (1).

La détresse des élèves ne croissait pas seulement par la dépréciation du papier, mais aussi par l'aggravation de la disette (2) Pressés par la misère, certains élèves souhaitaient qu'on calculât la durée de l'Ecole, non d'après la date du 1^{er} pluviôse, à la-

« cision, ils limitaient aussi la durée de l'Ecole. Le rappel du décret du 9 brumaire, que renfermait le dernier paragraphe du dernier décret, ne semblait mis là que pour en masquer ironiquement une altération capitale. Telle qu'elle avait été votée, elle n'assurait pas une dépense totale de 1200 livres par élève, mais elle n'assurait pas non plus à l'Ecole une durée limitée de quatre mois : elle avait dit quatre mois « au moins », et tout ce qu'avaient fait depuis Lakanal et Garat annonçait que non seulement ce minimum serait dépassé, mais qu'on préparait un établissement permanent, et par conséquent une dépense permanente. »

(1) Voir le texte de cette pétition, *ibid.*, p. 181.

(2) *ibid.* p. 182, 183.

quelle elle avait été ouverte, mais d'après celle du 1^{er} nivôse, à laquelle elle aurait dû être ouverte. « L'Ecole se partagea en « deux camps : ceux qui désiraient que les cours finissent « le plus tôt possible, et ceux qui, au contraire et malgré tout, « souhaitent qu'ils fussent continués au moins jusqu'à la fin de « prairial. Une chose était sûre : c'était que les Ecoles normales « de district annoncées par la loi du 9 brumaire ne seraient « jamais établies ; le bruit courait déjà parmi les élèves que la « commission d'instruction publique avait préparé un arrêté sur « ce sujet. L'anxiété en augmentait chez ceux qui avaient quitté « une place ou une position officielle pour venir à l'Ecole de « Paris, et qui se voyaient déjà abandonnés à eux-mêmes aus- « sitôt qu'elle aurait fermé ses portes » (1).

A ce moment même, on projetait de rendre permanente l'Ecole en la transformant : le 21 germinal les professeurs exposèrent au comité d'instruction publique :

« 1^o Qu'ils pensaient qu'un établissement d'un degré supérieur « d'enseignement, à Paris, au milieu des écoles centrales, serait « utile et même nécessaire ;

« 2^o Que cet établissement serait utile pour former les profes- « seurs des Ecoles centrales ;

« 3^o Que des changements dans l'organisation des Ecoles nor- « males leur paraissaient nécessaires. »

Le comité invita les professeurs de l'Ecole normale, dans le cas où ils penseraient que cet établissement dût être *permanent*, à lui présenter les moyens de le perfectionner. « Or, ce jour « même, Lakanal lut au comité le rapport financier où la ques- « tion de savoir si l'Ecole normale devait être permanente était « déjà résolue par l'affirmative. Sur un budget total de 25.856.000 « livres, 830.400 livres étaient prévues pour l'Ecole normale, « que l'on appelait encore, par un reste d'habitude, les *Ecoles* « *normales*, mais que l'on concevait d'une manière tout à fait « conforme à la proposition des professeurs » (2). Cette prévi-

(1) Voir à ce sujet, *ibid.* p. 183, une lettre écrite le 30 germinal par deux élèves de Fontenay-le-Peuple à l'agent national du district.

(2) *Ibid.* p. 185. Cette somme de 830.400 livres se décomposait ainsi :

Total pour les 184 élèves de la patrie (2 par école centrale)	662.400 liv.
---	--------------

Pour les 14 professeurs	168.000 liv.
-------------------------	--------------

« Avec son imprévoyance ordinaire, Lakanal ne comptait ni les frais « d'installation, ni les frais d'entretien, ni les frais de cours. » *Ibid.* p. 186.

sion de dépense désormais annuelle était nettement un retour offensif du Comité de l'instruction publique, et la proposition de suppression immédiate apportée quelques jours après par Thibault à la Convention, semble être la réponse du comité des finances. L'Ecole normale ne trouva pas de défenseurs, et elle fut violemment attaquée par Romme dans ces termes :

Je crois, dit-il, que le but de l'Ecole normale est absolument manqué; les élèves sont composés de deux sortes d'hommes : les premiers sont éclairés sur certaines parties, et le sont très peu dans d'autres ; les seconds ne le sont dans aucune. Ceux-ci surtout s'attendaient à trouver dans les leçons de leurs professeurs des notions élémentaires ; ils n'y ont trouvé que des notions académiques. L'un des plus grands vices de cet enseignement, c'est que les professeurs supposent à tous des connaissances déjà avancées ; d'un autre côté on a cru que l'attention de ces jeunes gens pourrait être assez soutenue pour suivre dans une même séance plusieurs objets très différents et qui passent très rapidement sous leurs yeux : les professeurs eux-mêmes ne seraient pas capables de cette attention (1). Cette Ecole peut être très utile pour ceux qui ont déjà des connaissances ; elle est nulle pour ceux qui n'en ont pas. Si l'on eût occupé les hommes distingués qui la dirigent à composer des livres élémentaires, on eût répandu dans la République plus d'instruction qu'on ne l'a fait en établissant l'Ecole. Comment veut-on former de bons instituteurs, mettre de l'uniformité dans l'enseignement, donner à l'instruction publique un caractère bien prononcé de républicanisme, si l'on n'y met pas d'ensemble ? Il fallait d'abord faire composer les livres qui auraient dû servir à l'enseignement, les soumettre à l'examen du Comité d'instruction publique, et songer ensuite à former des instituteurs. Comme je ne vois dans l'institution nouvelle que le charlatanisme organisé, j'en demande la suppression (2).

Le décret du 7 floréal décida la suppression de l'école pour le

(1) « La distribution des cours trois par trois, à la suite les uns des autres et sans aucun répit, aggravait tous les défauts d'une assemblée nombreuse et naturellement bruyante. Il avait été sans doute impossible de disposer les choses autrement : il fallait, en ce sombre hiver, mettre les leçons aux heures les plus claires de la journée, et en même temps permettre à Lakanal et à Deleyre d'y assister sans trop sacrifier leurs autres occupations. Mais la combinaison était évidemment déplorable ; elle fatiguait et énervait les élèves : « J'ai entendu, écrivait Bailly à Bernardin, des jeunes gens dire qu'on avait tort de faire parler trois professeurs dans la même séance, que le second faisait oublier ce qu'on avait retenu de la leçon du premier, etc. ». *Ibid.* p. 153 à 155.

(2) « Le mot de la fin, qui retombait sur Lakanal absent, ne résumait pas bien les griefs énumérés. Sans doute la vanité, le goût de parade de Lakanal étaient pour beaucoup dans le mal : mais la source principale en était dans la déviation que Garat avait imprimée aux idées premières d'où était sortie l'Ecole ». *Ibid.* p. 187.

30 du même mois, et le 27 la Convention rendit un décret qui allouait à chacun des élèves 5 livres pour les frais de voyage à Paris, et 5 autres livres pour les frais de retour. Ceux qui avaient reçu des avances de leurs districts étaient tenus de les rembourser. Les élèves envoyés aux écoles normales rentraient dans les fonctions d'enseignement public qu'ils remplissaient au moment de leur départ, s'ils n'avaient pas été destitués. Le décret se taisait sur les autres fonctionnaires.

- « Ce fut le dernier acte de la Convention relatif à l'Ecole. Les
« cours finirent le 30. Ce jour-là on distribua deux onces de
« pain, tandis que la veille la ration n'avait été que d'une once,
« et que beaucoup de familles n'avaient rien reçu du tout ; le
« lendemain le tocsin sonnait, la générale battait dans le faux-
« bourg Marceau, et l'insurrection du 1^{er} prairial éclatait au cri
« de ralliement : « Du pain et la constitution de 1893 ! » Si
« l'Ecole normale n'était pas morte des vices de son organisa-
« tion et de la détresse financière de l'Etat, elle serait morte de
« faim. Elle est morte de ces trois causes réunies ».



ADDITIONS

1°

La circulaire du 20 fructidor an V.

On a vu (page 115), que le 20 fructidor an V le Ministre de l'intérieur (François de Neufchâteau) avait adressé aux administrations centrales des départements une circulaire dans laquelle il leur demandait de lui envoyer « sans nul délai, avant le renouvellement de l'année scolastique, un compte détaillé et un « état précis » de tout ce qui concernait les établissemens d'instruction publique qui avaient été ouverts ou qui auraient dû l'être dans leur département. Cet état devait comprendre les écoles primaires, les écoles centrales, les musées et bibliothèques, et les pensionnats.

Nous donnons la partie de la circulaire relative aux écoles primaires.

1° Tableau des Ecoles primaires.

Combien devrait-il y avoir d'Ecoles de cette nature dans le département?
Combien en a-t-il existé dans le cours de l'an V?

Combien prévoyez-vous qu'il doive en exister dans le cours de l'an VI?

Combien d'Elèves des deux sexes ont fréquenté, pendant l'an V, celles qui ont été ouvertes?

L'ordre qui devait y régner y a-t-il été maintenu, et par quels réglemens?

Quel en a été le succès?

Quelle a été la composition des Jurys chargés de la nomination des Instituteurs? quel a été leur zèle à s'acquitter de cette fonction sacrée?

Quelles précautions a-t-on prises, en général, pour le choix des Instituteurs et des Institutrices, relativement aux talents, à la moralité, à leur attachement aux lois républicaines?

Si c'est le fanatisme dont les suggestions ont nui au succès des Ecoles, comment l'avez-vous combattu? et par quelles instructions avez-vous éclairé, surtout, les habitans de la campagne?

Quels sont ceux des Instituteurs qui ont le mieux rempli vos vues? quel

est celui de tous qui peut être cité pour modèle dans son état, et qui, à ce titre, mérite un coup d'œil favorable de la part du Gouvernement ?

En est-il qui aient des méthodes d'enseignement plus simples, plus abrégées que la routine ? quelles sont ces méthodes ?

A-t-on remarqué des progrès, a-t-on distingué des talents dans les enfants qui ont paru à la Fête de la Jeunesse célébrée le 10 germinal, ou dans les examens qui ont dû terminer les cours des Ecoles primaires ?

Les Elèves ont-ils récité ou écrit la Déclaration des droits et des devoirs, l'Acte constitutionnel ?

La Constitution et les livres républicains sont-ils connus dans ces Ecoles ?

Quelles causes ont empêché d'ouvrir les Ecoles primaires qui devaient avoir lieu et n'ont pas été établies ?

Qu'avez-vous fait pour vaincre la négligence des parents ou leur insouciance sur l'éducation dont leur titre leur fait une dette envers leurs enfants ?

Par quels moyens peut-on porter les Ecoles primaires au degré de perfection ?

Ne peut-on améliorer le sort de chaque Instituteur, en liant son état à la rédaction des actes de l'état civil, ou bien de quelque autre manière ?

Je me propose, au reste, de venir au secours des Ecoles primaires, par l'exécution d'un plan que je me suis formé ; ce plan sera neuf et facile.

Je médite depuis long-temps ce plan vraiment élémentaire, qui doit faire un amusement, une sorte de jeu des premières études, si sèches et si rebutantes suivant la routine actuelle ; mais ce sera l'objet d'un travail particulier.

La circulaire se terminait ainsi :

Aujourd'hui, Citoyens, je vous engage à réunir dans un même tableau ce qui a été fait dans le département pour toutes les parties de l'éducation publique dont je viens de vous occuper ; ce que vous présumez qui aura lieu l'année prochaine, les succès ou les fautes que vous aurez pu remarquer, les causes des uns et des autres, les circonstances importantes qui méritent d'être observées, les moyens que vous avez pris ou que vous projetez de prendre pour remplir sur tous ces articles le désir du Gouvernement. J'ai besoin de connaître et d'approfondir ces détails, tant pour secondar vos efforts que pour déterminer les mesures ultérieures qui peuvent assurer et accélérer les progrès des jeunes Elèves dans les diverses connaissances qu'il importe de cultiver. Vous êtes, Citoyens, trop dévoués à l'intérêt de vos Administrés et au bien de votre patrie, pour ne pas vous hâter de me donner à ce sujet les renseignements les plus prompts et les détails les plus exacts. Ce sera la matière d'un bien beau compte à rendre sur l'état de l'instruction, et ce compte devra se renouveler tous les ans. Chaque département doit se montrer jaloux d'y fournir son chapitre, et j'aurai grand plaisir à y faire valoir le zèle des Administrateurs qui auront mérité cette distinction.

Salut et Fraternité.

Note relative à l'état des écoles primaires en l'an VII.

C'est au mois de Brumaire que les administrations cantonales adressèrent à l'administration centrale l'état des écoles établies conformément à la loi du 3 brumaire an IV, état d'après lequel j'ai formé le tableau général qu'on trouve aux pages 128 à 131. Le 17 vendémiaire l'administration centrale avait envoyé aux assemblées municipales de canton la lettre suivante :

Les justes réclamations d'un grand nombre d'instituteurs d'écoles primaires ont déterminé le Ministre à demander à ce sujet les renseignements détaillés au tableau dont nous vous adressons un exemplaire que nous vous invitons à remplir convenablement. Vous voudrez bien aussi nous faire connoître dans la colonne des observations les causes qui ont pu retarder l'organisation complète des écoles primaires dans votre canton, et nous indiquer si votre administration occupe le presbytère destiné au logement de l'instituteur.

Nous vous recommandons la plus grande célérité dans ce travail, que le Ministre sollicite pressamment ; faites en sorte que nous le recevions dans la décade au plus tard.

Salut fraternel,

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
<i>Chapitre premier.</i> — Le décret du 29 frimaire an II.....	73
<i>Chapitre II.</i> — Le décret du 27 brumaire an III.....	89
<i>Chapitre III.</i> — Le décret du 3 brumaire an IV.....	109

APPENDICES.

1. — Les décrets antérieurs à celui du 29 frimaire an II..	139
2. — Le décret du 29 frimaire an II.....	141
3. — Les livres élémentaires.....	152
4. — Le décret du 27 brumaire an III.....	159
5. — Projet de distribution des écoles primaires dans le district de Lons-le-Saunier.....	175
6. — Distribution des écoles primaires dans le district d'Arbois.....	183
7. — Distribution des écoles dans le district de Poligny...	184
8. — Sur la distribution des écoles dans le district de Saint-Claude.....	194
9. — Distribution et placement des écoles primaires dans les communes du district de Dole, en exécution de la loi du 27 brumaire, 3 ^e année républicaine	195
10. — Tableau des arrêtés du district d'Arbois qui accordent des mandements aux instituteurs et institutrices en suite des lois des 29 frimaire an II et 27 brumaire an III	204
11. — Le décret du 3 brumaire an IV.....	210
12. — Les jurys d'instruction	223
13. — Distribution des écoles dans le département.....	237
14 et 15. — Mesures contre des instituteurs.....	250
16. — L'école normale de l'an III.....	259

ADDITIONS.

1. — Etrait de la circulaire adressée le 30 fructidor an V, par le Ministre de l'intérieur aux administrations centrales des départements.....	275
2. — Note relative à l'état des écoles primaires en l'an VII (p. 127 à 138.).....	277



LE
COUVENT DES AUGUSTINS
ET LE COLLÈGE
DE SAINT-AMOUR

PAR
MAURICE PERROD

LE COUVENT DES GRANDS AUGUSTINS

ET LE COLLÈGE

DE SAINT-AMOUR



Quand on entre à Saint-Amour par la rue de Bresse, la première maison qu'on trouve à sa droite est un grand et vaste bâtiment dont une partie est en retour d'équerre, qu'à son architecture et à ses dimensions on reconnaît facilement pour un ancien couvent. C'est celui des Grands Augustins.

Différents propriétaires se le sont partagé depuis la Révolution et s'y sont aménagé des logements divers, les uns dans le cloître dont ils ont muré les arcades, les autres dans les grandes salles du rez-de-chaussée et de l'étage divisées à ne plus les reconnaître, d'autres enfin dans la vieille église conventuelle dont ils ont aveuglé des fenêtres qui montrent encore en d'obscurs recoins, leurs ogives aiguës et leurs meneaux découpés comme une dentelle.

Les Grands Augustins, chacun le sait, ou Ermites de Saint Augustins, étaient l'un des quatre Ordres religieux mis au nombre des Mendians par Pie V. Ils faisaient remonter leur origine à l'évêque d'Hippone dont ils avaient pris le nom et devaient leur organisation régulière au pape Alexandre IV. Primitivement chacun de leur couvent procédait de l'initiative privée ; quelques hommes se réunis-

sant pour prier et vivre en commun sous la règle dite de St-Augustin et demeurait sans liens avec les établissements similaires ; ce pape les réunit tous en un seul ordre et sous un même costume uniformément noir « avec de
« grandes manches larges et longues, en forme de coules,
« ceint d'une ceinture de cuir par dessus, assez longue
« pour être vue. et enfin d'une robe de telle longueur qu'on put voir leurs souliers afin de les distinguer
« des Frères Mineurs qui étaient déchaussés ». (1)

A quelle époque remonte l'établissement de ces religieux à Saint-Amour ?

Corneille Saint-Marc, qui s'est également posé cette question, n'hésite pas à raconter que le roi Gontran, ayant déposé dans une église qu'il contruisit à Vincennes, depuis devenue *Saint-Amour*, les reliques de Saint-Amator et de Saint Viateur, « donna le patronage de la nouvelle église
« au chapitre de Saint Vincent de Maçon. L'évêque
« de Mâcon pour accomplir entièrement le vœu du roi
« établit à Vincennes un couvent de religieux ermites de
« Saint-Augustin, tirés des ermites de Saint-Pierre de
« Mâcon et les préposa au culte des Saints Martyrs. » (2)

Rousset est moins affirmatif : « Le monastère, dit-il,
« fondé sous le roi Gontran, ayant été détruit au xiv^e siècle, Claude, co-seigneur de Saint Amour le rétablit en
« 1425 pour des ermites de Saint-Augustin. » (3)

Nous avons étudié ailleurs et montré jusqu'à l'évidence le caractère fabuleux et purement légendaire du voyage du roi Gontran à l'abbaye d'Agaune, ainsi que de son retour par Saint-Amour (4). Nous ne savons rien du temps où

(1) Décret de Grégoire IX au sujet des disciples de Jean Boni.

(2) Saint-Marc : *Tablettes historiques, biographiques et statistiques de Saint-Amour*, page 39.

(3) Dictionnaire de Rousset : *article Saint-Amour*.

(4) M. Perrod. *Etude critique sur l'authenticité des reliques de Saint Amator et de Saint Viator*.

Saint Amateur qui devait donner son nom au pays a commencé d'y être honoré. Nous ne savons pas davantage à quelle époque remonte le couvent qu'on dit y avoir jadis existé et avoir été habité par des Ermites de Saint-Augustin. Nous supposons même que ni couvent ni ermites n'y ont jamais été établis et voici pourquoi. Les plus anciens documents qu'on connaisse sur Saint-Amour ne disent pas un mot ni des uns ni des autres. « Ce sont deux chartes datées du même jour des calendes de janvier, « huitième année du règne de Rodolphe, roi de Bourgogne, « en l'an 930 par conséquent. Ces deux chartes sont citées « au long dans Guillaume : *Histoire de Salins*, et il en « existe une copie fort ancienne aux archives de Saint-« Amour. Par elles Bernon, comte-évêque de Mâcon, cède « à Albéric de Narbonne et à ses deux fils, en échange « d'autres terres, et à condition que ce territoire ne pourrait être aliéné, qu'il ferait retour, après leur mort à « tous trois, au Chapitre Saint Vincent de Mâcon et qu'il « en conserverait les dîmes même de leur vivant : *In pago « Lugdunensi, BURGUM ET ECCLESIAM SANCTORUM AMORIS ET « VIATORIS, cum villè vincius prepositura ; capellis adjacentibus cetera que appendiciis*. Il n'est fait mention « d'aucun couvent. En 1096, nous avons une bulle du 15 « des calendes de novembre donnée par le pape Urbain II, « pour obliger Gancher de Salins, sire de Saint-Amour, à « restituer à Lendéric, alors évêque de Mâcon, les dîmes « de Saint-Amour dont ce seigneur ou son père s'étaient « emparés, et les détournait de leur emploi régulier, *qui « était l'entretien d'un VICAIRE AMOVIBLE à la nomination « du Chapitre de Saint Vincent de Mâcon, chargé de DES-« SERVIR L'ÉGLISE DE SAINT-AMOUR*, et cet état de choses « durera jusqu'en 1450. Il n'est pas fait mention d'un « couvent auquel incombe le soin de desservir l'église de « Saint-Amour et de garder les reliques de St-Amour (1). »

(1) M. Perrod. *Op. cit.* page 11.

Il y a mieux encore. En 1272, mourait à Saint-Amour l'irréconciliable adversaire des Ordres religieux mendiants. Dans son testament où se montre visible et à plein découvert la préoccupation d'empêcher qu'aucun de ses legs pieux n'aille à ceux qui se sont fait pauvres par vocation, à ces moines mendiants qu'il aurait tant voulu pouvoir détruire, le Maître ne fait pas la plus légère allusion à un couvent de cette sorte qui aurait existé dans son propre pays (1).

Bien plus enfin, l'opinion de Corneille Saint Marc est contraire à la tradition elle-même, représentée par les Augustins et les habitants de Saint-Amour eux mêmes. Nous lisons en effet dans la *Reconnaissance générale des droits seigneuriaux de Saint Amour faite le 12 juillet 1728* : « Reconnoissent que les prédécesseurs dudit Seigneur comte de Saint-Amour sont originairement fondateurs du couvent des Révérends pères Augustins. . . . » (2)

Nous croyons aussi, sauf interprétation meilleure, avoir retrouvé une copie authentique de l'acte de fondation du couvent en question, ce qui dirimerait tout litige. Voici, dans sa partie intéressante, cet acte :

« Copie donnée judiciairement à la réquisition de dame
« Claudine de Saint-Amour dame dudit lieu, de Digoine et
« de Clessy, le 23 novembre 1488, du titre de la fondation
« du couvent des Augustins de Saint-Amour, par Messire
« Claude de Saint-Amour, chevalier, seigneur dudit lieu et
« de Châteauneuf, du 4 août 1433 et de la lettre de N. S.
« Père le Pape du 12 octobre 1438 portant confirmation
« et ratification dē la dite fondation.

(1) M. Perrod. *Maître Guillaume de Saint-Amour et les Ordres religieux mendiants* (Paris, Didot 1895), pages 123 et suivantes.

(2) Dans l'inventaire de 1789, le Père Jobert parle ainsi :

« Les religieux possèdent au dit Saint-Amour leur maison d'habitation dont les principaux fondateurs sont les seigneurs de Damas et les comtes de Saint-Amour. . . . »

« Pierre Morrod, licencié ès loys et bailly de Saint-Amour
« pour noble et puissante Dame, dame Claude de St-Amour,
« dame dudit lieu, de Digoine et de Clessy, sçavoir faisons à
« tous qu'aujourd'huy judicialement se sont présentés et
« comparu par devant nous Claude de Cuysel, procureur et
« par nom de procureur de maditte dame d'une part et vé-
« nérable religieuse personne frère Jean Couffinet docteur
« en Sainte Théologie comme procureur des religieux et
« frères hérémitant de l'ordre de Saint-Augustin fondé audit
« Saint-Amour lequel Claude de Cuysel procureur que des-
« sus nous a dit et exposé que jà piécà feu de noble mé-
« moire Monseigneur Messire Claude de Saint-Amour, che-
« vallier, seigneur dudit lieu et de Chatelneuf mehu de
« grande dévotion et pour valloir augmenter et faire célé-
« brer un divin service a donné et octroyé à feuent véné-
« rables et dévottes personnes frère Jean Dolet [Docteur] en
« sainte théologie une maison assise ès fauxbourg
« dudit Saint Amour ensemble du curtil derrier laditte
« maison et a pour la fondation et édifice du couvent desd.
« religieux augustins fondé en la ditte ville dud. Saint-
« Amour pourquoy iceux religieux estant aud. couvent et
« leurs successeurs seront tenus et astraits de dire et cé-
« lébrer tous les jours perpétuellement certaines oraisons
« et autres suffrages déclarés plus amplement ès lettres sur
« ce en faittes recueus de Claude de Cuysel notaire public
« de la datte du pénultième jour du mois d'aoust mil quatre
« cent trente huit et depuis les dits feueunt provincial et
« autres religieux dessus nommez ayant obtenu de notre
« Saint Père le Pape et de son saint Siège Apostolique de
« Rome lettres de confirmation, consentement et ratifica-
« tion plomb attaché pendant de la date du douzième jour
« d'octobre l'an mil quatre cent trente huit des dittes fon-
« dations et confirmations nous ont faict exhibition et
« prompte foy saines et entières sans vice ny macule de
« suspicion et desquelles deux lettres la teneur s'en suit de
« mot à autre.

« Id circo zelo devotionis gratiis cumpuncti Dei
 « cum pulsat nec resistere nec contradicere debemus : grat-
 « tificantes glorioso laudabili et devoto proposito devoto-
 « rum vivorum fratrum Joannis de Curia, baccalaurei for-
 « mati ultimate presentati in sacra Pagina, Petri Nicolai
 « in eadem sacra pagina lectoris et Nicolai Branche ordinis
 « fratrum heremitarum Sancti Augustini que de licentia
 « reverendi magistri Jourdain sacræ theologiæ professoris
 « provincialis Narbonnæ et Burgundiæ dicti ordinis, an-
 « nuente domino, *mittuntur et proponunt in villa et oppido*
 « *nostro predicto Sancti Amoris constituere et edificare sibi*
 « *domum et conventum ad p.ocurandum sibi et eorum fra-*
 « *trum cum eis vivendorum habitationem perpetuam ad*
 « *laudem Dei.....* ».

Suit la qualité de la donation : une maison et un jardin
 ès fauxbourg de la ville, du côté de Bresse, *ad partes Bres-*
siaë, et ses conditions : prières à Prime, oraison à la T. S.
 Vierge, suffrages des Morts pour les prédécesseurs et les
 successeurs des donateurs ainsi que pour lui plus tard ; et
 sous la restriction de tenir leurs murs à une stade ou au
 moins sept pieds de ceux de la ville, de façon qu'on puisse
 circuler entre les deux, de n'acquérir point d'héritages de
 la mouvance du Seigneur de Saint-Amour sans l'autorisa-
 tion dudit Seigneur..... et sous la promesse formelle enfin
per fide et juramento, par la quelle les religieux s'obligent
 pour eux et leurs successeurs : « per eos in votum religio-
 « nis prestito seu prestitis dictam religionem seu conven-
 « tum in eodem loco *inchoandum* manu tenere, augmentare
 et firmam tenere totis viribus in eodemque conventi viros
 religiosos aptos, discretos et peritos tam ad praedicationis
 verbum quam ad divini cultus augmentum manu tenere
 firmamque residentiam saltem duo ex prenominatis.... »(1)

Cette fondation fut faite en août 1438, et le pape Eugène
 IV l'approuva par un bref du 12 des calendes d'octobre de

(1) Arch. comm. Série G. G. N° 90.

la même année, également rapporté à la suite du document dont nous venons de donner les passages essentiels et qu'il ne fait que reproduire sinon dans les termes, du moins pour l'esprit.

De plus, tous les documents que nous trouvons sont originaux, soit copies plus récentes, soit citations dans d'autres actes, et qui ont trait à ce couvent, sont tous postérieurs à l'année 1438 ; tels, pour ne citer que les principaux : la *concession de privilèges* spirituels faite en 1477 aux Hermites de Saint-Augustin de Saint-Amour par l'archevêque de Lyon et délivrée par son vicaire général ; (concession qui tendrait à démontrer qu'il s'agit d'un établissement nouveau à qui on accorde les privilèges d'usage pour les maisons de cet ordre, ce qu'on n'aurait pas fait en cette forme s'il s'était agi seulement de les renouveler à un établissement déjà ancien) ; la donation faite le 29 juillet 1481, par dame Claude, dame dudit lieu de Digoine et de Clessy, de 40 livres, monnaie de Bourgogne, pour la construction du réfectoire ; l'échange fait le 15 avril 1501, d'une maison pour une autre, entre les frères hermites de Saint-Augustin de Saint-Amour et messire Guiétan, prêtre, aussi de Saint-Amour. (1)

Il serait bien étrange que, si le couvent était plus ancien, il ne soit pas resté trace de son existence dans les chartes antérieures ou dans la tradition des religieux, sinon dans

(1) Ces trois documents sont aux archives départementales : fonds des Augustins de Saint-Amour. Carton n° 1. (*Ce fonds n'est pas encore classé*).

Nous trouvons du reste sur la couverture de l'*Inventaire* de 1787, la note suivante : « Les R. P. Augustins en donnant l'état de leurs biens « et revenus ont déclaré que la mortalité qui régna en l'an 1632, en- « leva tous les religieux du couvent et que par suite des désordres qui « s'en suivirent par la guerre et le siège de la ville, tous les titres de « leur établissement furent perdus ou brûlés. Le titre le plus ancien « qui se trouve parmi les parchemins de la liasse ci-incluse date de « l'an 1477 ; c'est une déclaration de l'archevêque de Lyon.

celle du pays ; bien plus étrange encore que dans les discussions séculaires qui eurent lieu entre le clergé de la collégiale de Saint-Amour et le Chapitre de Mâcon, curé primitif, les Augustins ne fussent jamais nommés, n'intervinssent jamais, s'ils avaient été jadis chargés du service de cette même église collégiale.

Nous sommes donc convaincus que le couvent des Augustins de Saint-Amour ne date que de 1438, encore que nous ne sachions pas par quel concours de circonstances il doit son existence au seigneur du lieu et nous tenons toute autre opinion pour absolument fantaisiste.

A quelle époque maintenant remonte le Collège, ou pour parler plus exactement l'école, dont parle Corneille Saint-Marc : « Dans les temps les plus reculés, les Augustins de Saint-Amour eurent dans leur couvent, une école monastique qui, après la fondation de l'Université de Dole en 1422, ne tarda pas à devenir le collège de la ville. » (1) Le collège où d'après lui, Guillaume de Saint-Amour aurait fait ses premières études.....

Comment l'aurais-je fait si je n'étais pas né !

Nous ne disons pas qu'il n'y avait pas à Saint-Amour une école avant le quinzième siècle, mais nous disons que nous n'en savons rien, parce que nous n'avons rien trouvé qui nous en instruisse, si peu que ce soit. Nous allons montrer de plus que les Augustins n'ont jamais eu chez eux d'école monastique, qu'ils n'ont jamais été chargés que passagèrement de tenir une école pour la jeunesse de Saint-Amour, que la fondation d'un Collège proprement dit, à Saint-Amour, ne remonte qu'à 1787, et incidemment, que ledit collège enfin n'a jamais rien eu à faire avec l'Université de Dole ; l'évidence de ces quatre propositions ressortant du simple exposé des faits.

Si nous ne rencontrons pas dans cette étude ce que nous nous attendions d'y trouver, induits en erreur, comme

(1) C. Saint-Marc. *Op. Cit.* page 131.

nous l'avions été par ceux qui se sont occupés avant nous de la même question, nous y aurons cependant encore de quoi nous intéresser. Nous pénétrerons la vie intime d'un petit couvent de notre vieille province, nous verrons, prise sur le vif, la sollicitude de nos pères pour l'éducation et l'instruction de leurs enfants en même temps que la trop fréquente impuissance de leurs efforts : nous apprendrons ainsi à apprécier plus justement quelques-unes des choses d'autrefois et quelques-unes aussi des choses d'aujourd'hui.

Nous avons peu de renseignements sur le couvent des Augustins de Saint-Amour, antérieurement à la seconde moitié du 17^e siècle. Les archives de leur maison, comme celles de la ville, ont dû disparaître en partie ou être la proie des flammes, lors du siège de 1636 ou de leur confiscation en 1790. Les seuls documents qui subsistent, sont ceux que nous avons déjà mentionnés : une copie de l'acte de fondation faite en 1488 ; une concession de privilèges ecclésiastiques et spirituels en 1477 ; une donation d'argent en 1481 et un échange fait en 1501. Nous en avons parlé suffisamment pour ne pas y revenir.

De 1438, nous allons donc, sans presque de transition, à 1636. Les récits du siège et de la prise de la ville à cette époque nous apprennent que le couvent des Augustins, comme les autres couvents de la ville fut respecté, c'est-à-dire qu'il ne fut pas détruit ou brûlé, mais il dut être pillé, puisque sur la demande des religieux « Jean-Claude de Ville, docteur en théologie, custode de l'église Sainte-Croix de Lyon, vicaire-général, lança en 1646 un *Monitoire* pour obliger les voleurs du couvent à restituer, et ce à peine d'excommunication » (1). Les religieux énumèrent les vols dont ils ont souffert et souffrent encore : l'argent du père procureur, le blé, le sel, les provisions de

(1) Archives communales, Série G. G. n° 91.

tout genre, les meubles, la vaisselle d'étain, etc., etc. Il n'y a rien dans ce long inventaire qui concerne une école quelconque et en racontant leurs malheurs, les Augustins ne font point mention de la suppression des cours, ce qu'ils n'eussent pas manqué de faire, le cas échéant.

Qu'était leur couvent à cette époque? Nous ne saurions le dire au juste. Il devait se composer encore de la seule maison à eux donnée par Claude, seigneur de St-Amour, agrandie peut-être, aménagée sûrement au moyen de l'argent donnée par sa veuve, notamment pour la reconstruction d'un réfectoire. Leur église était déjà bâtie; église dont on a malheureusement démoli la façade et l'abside, pour la traverser d'une rue étroite et inutile; dont les murs latéraux subsistent encore, percés de leurs grandes fenêtres ogivales meublées de leurs menaux de pierre. Elle datait, ainsi que le prouve son architecture et comme le rappellent les religieux, dans plusieurs de leurs inventaires, du milieu du XV^e siècle; elle avait cent dix-huit pas de longueur sur quarante-deux de largeur, dans œuvre, avec un collatéral de chaque côté de la nef. La principale porte d'entrée, ouvrant sur la rue de Bresse, était ornée de cinq statues de pierre; le chœur, d'une seule voûte à bonnets, était garnie de stales sur chacun de ses côtés; et une vieille gravure du 18^e siècle représentant la ville entière, nous montre cette église, surmontée d'un clocher carré coiffé d'une flèche aigüe et s'élevant entre la nef et le chœur.

Les religieux devaient être peu nombreux, puisqu'au temps de leur prospérité on en compte jamais plus de sept ou huit ainsi que nous le verrons plus loin (1). Les dimensions et la beauté relative de leur église ne doivent pas non plus faire préjuger de leurs ressources: de 1652 à 1787, ils se plaignent constamment de leur pauvreté.

Le 3 avril 1652, ils font un traité avec les échevins de Saint-Amour; traité par lequel ils s'engagent à tenir une

(1) Archives communales, Série G. G. n° 114.

école dans la ville et à y enseigner les belles-lettres, moyennant la somme de cent cinquante livres par an et une rétribution mensuelle de six sols, payée par chaque écolier ; les enfants pauvres, y est-il stipulé, seront élevés gratuitement (1). Ce traité est conçu dans des termes que reproduiront tous les autres intervenus plus tard, à très peu de chose près ; il est cependant moins complet que celui de 1670, que nous reproduisons en entier à sa date, ne pouvant les reproduire tous et celui-là donnant une idée complète de tous les autres.

Le confortable n'était pas le caractéristique de cet établissement scolaire ; nous en pouvons juger par la très intéressante supplique adressée au corps des magistrats par les élèves qui le fréquentaient cette même année 1652, et avoir par là, une idée de ce qu'était le couvent lui même :

« A Messieurs les Consuls, échevins et recteur de ville et
« hospital de Saint-Amour :

« Supplient très humblement les escholiers enfans de
« lad. ville qu'ayant égard au zèle qu'ils ont de profiter à
« la vertu et aux sciences pour un jour servir lad. ville,
« imitant les bons exemples que vous leur laissez par votre
« sage conduite ;

« Il vous plaise leur aider pour seconder leurs bonnes
« intentions, par des voyes petites qui sont en votre pouvoir, qui les obligeront à vous rendre toutes sortes de
« services tant en commun qu'en particulier.

« Pour ce sujet ils vous prient qu'ayant égard à la pauvreté et indécence de leur classe où il n'y a pas même
« de bans pour s'asseoir, non plus qu'au jubé, où ils vont
« entendre les vespres, en l'église des RR. PP. Augustins,
« comme leur maitre les y oblige, étant contraints de de-

(1) Une note écrite sur l'ouverture d'un inventaire de 1787, dit qu'en 1832, la mortalité qui régna enleva tous les religieux.

« meurer debout en l'un et l'autre lieu ou de s'asseoir à
« terre ou bien sur de méchantes branches de bois plus
« propres à leur casser les jambes qu'à leur servir de
« bans.

« Vous leur prêtiez ou donniez une pistole pour la susd.
« réparation ; la plupart d'iceux étant pauvres et qui ont
« peine d'apporter leurs mois ; quoique leurs compagnons
« de familles plus honorables eussent bonne volonté de
« fournir lad. somme s'ils eussent autant de part à la
« bourse de leurs parents qu'à leur affection.

« C'est pourquoy ayant égard à l'impuissance des uns et
« à la pauvreté des autres, ils vous prient de ne pas leur
« refuser l'effet de leur demande, s'obligeant au remplace-
« ment de lad. somme quand ils seront aussi riches en biens
« qu'ils sont dans une volonté très parfaite de vous servir.

« Claude François de la Charmée ; Georges de Branges ;
« François de Branges ; Jean Philibert Bouchard ; Joachim
« Colombet ; C. Gohier ; Benoit Favier ; Humbert Merle ;
« Clément Paget ; Claude Lusi » (1).

Il est fait mention de cette supplique dans le registre des délibérations du Conseil de Ville, à la date du 26 avril 1652 et le secrétaire d'alors a pris soin de témoigner en marge qu'il y avait été fait droit.

Les pauvres Augustins ne purent du reste continuer longtemps à tenir cette école. Le petit nombre de leurs religieux dont les uns étaient employés de côté et d'autre, soit au ministère proprement dit, soit à la prédication, ne leur permettait pas de le faire avec assez de régularité. Le Magistrat du reste s'en plaignit bientôt et invita « les religieux
« à mieux s'acquitter de leurs devoirs » (2). Ceux-ci ne tardèrent pas non plus à résilier un contrat qui finissait par leur être, sinon onéreux, du moins, par les discréditer dans l'opinion publique parce qu'ils ne pouvaient exacte-

(1) Archives communales. Série G. G. n° 145.

(2) Délibération du 3 avril 1634.

ment en remplir les charges. Ils prévinrent donc le 11 juillet qu'ils ne pouvaient continuer à tenir le collège, « vu le « petit nombre de religieux qui sont dans leur couvent. »

Fut-il fait droit à leur demande à cette époque ? Nous ne savons. Mais en 1664, le sieur Ravoux prit le collège pour trois ans, aux conditions imposées aux Augustins; puis, en 1667, il fut remplacé pour un laps de temps de trois ans aussi, par « le sieur Pierre Janot, de Mouërant » (Moirans).

En 1670, le 3 novembre, les Augustins consentent à reprendre la direction de l'école par un traité dont nous avons parlé plus haut et que nous rapportons intégralement, pour la raison que nous avons donnée.

« Personnellement constitués R. P. Nicolas de Montal
« pbre prieur au Dévot Conuent des R. P. Augustins de
« la ville de Saint-Amour, Claude Bourgeat pbre docteur
« en théologie, Pierre Masson pbre religieux aud. conuent
« Alipe Tabet pbre sacristain et Camille Ferrier pbre pr.
« aud conuent lesquels capitulairement assembléz pour
« eulx et leurs R. P. prieurs et religieux aud. conuent
« s'obligent par cestes à lad. ville, sieurs Pierre Bernard
« Dom, Benoit Collod et Pierre Merle a pnt. eschevins de
« lad. ville pntz stipulants et acceptants suyvant la délibé-
« ration d'icelle du dix-septième de nouembre du courant
« mil six cents septante de pendant le temps et terme de
« six ans prochains ce jour d'huy commencés et à tel jour
« finissants, lesdits six ans finis passés et révolus enseigner
« bien et deheument par deux de leurs religieux la jeunesse
« dud. lieu l'escripture grandmaire et latin jusques à une
« troisième et humanité et faire le catéchisme chaque sa-
« medy de chaque semaine pendant une demye heure le
« soir et procurer que les escoliers entendent la messe
« tous les jours et cest moyent. le prix et somme de
« deux cent vingt cinq francs monn. de ce pays et comté
« de Bourgogne par chn. des six ans payables de quart d'an

« en quart d'an aud. conuent par advance scauoir les deux
« tiers de lad. somme par le sieur Recteur de l'Hospital
« de lad. ville et du receueur dud. hospital ainsy qu'ils s'est
« pratiqué de tout tems, et l'autre tiert par lad. ville,
« pour le premier desd. quarts et par aduance leurs a esté
« payé et délivré par led. sieur Collod le soc. de soixante
« francs monn. de ce peys et comté de Bourgogne content
« réellement et de faict tant en escus, demy escus bien
« comptez et nombrez et par lesd. R. P. prieur et religieux
« retirez et emboursez veant les not. et témoins ensuyte
« nommez dont ils se sont tenus pour contents tant pour
« pour le premier quart d'an qu'en déduction du second,
« serat payé par chaque mois et à la fin d'iceux, scauoir
« pour chaque escholier latiniste douze solz et pour cha-
« que abécédaire neuf solz dicte monn., estant convenu
« entre lesd. parties que au cas que l'une ou l'autre d'icelle
« veuille rompre le pnt. bail elle le pourrat faire sans fi-
« gure de procèz etc donnant aduis par celle qui en vou-
« dret s'en départir à l'autre deans six mois auant led.
« département ; car le tout a esté ainsy conuenue stipulé et
« accordé entre lesd. parties lesquelles ont promis auoir
« ce que dessus pour agréable sans y contreuenir a payne
« de tous dépens dommages et interetz sous l'obligation
« des biens temporels dud. conuent et de ceux de lad. ville
« quelles ont soumis sous le scel de Sa Maiesté renonc.
« à toutes exceptions contraires faict et passé au Réfectoir
« dud. conuent par deuant Nicolas Mercier dud. lieu not.
« et secret. ordinaire tant dud. conuent que de lad. ville
« le quart jour du mois de décembre mil six cents septante
« après midy pntz le sieur Le Vieux docteur es droitz et
« lieutenant au baillage de la comté dud. Saint-Amour,
« le sieur Julien Masson et Jean-Claude Rémond bourgeois
« dud. lieu témoins à ce appelés et requis en pnce. des-
« quels lesd. R. P. retenants s'obligent par cestes et pen-
« dant lesd. six ans enseigner quatre escholiers et tels

« qu'ils seront recogneux et choisis par les sieurs esche-
« vins et conseil de lad. ville sans d'iceulx exiger aucune
« chose sauf qu'ils seront tenus de balier les classes et pour
« plus grande validité du pnt contrat lesd. R. P. retenants
« s'obligent par cestes de faire approuver et rectifier inco-
« luy par le R. P. leur provincial deans deux mois pro-
« chains et quant aux bancs desquels les précédents Régents
« se sont servis lesd. sieurs échevins s'obligent les remettre
« incessamment auxd. Pères retenants lesquels sont tenus
« d'en remettre telle et semblable quantité à la fin du pnt
« contrat, a cet effet dresseront mémoire de ceux qui leurs
« seront remis pntement signé des deux parties lesquelles
« en prendront chn. d'elles une copies ; signé sur le pro-
« tocole f. Nicolas de Montal, prieur ; Bourgeat ; fr. P.
« Masson ; f. Babet, sacristain, f. Camille Ferrier procu-
« reur B. Dom ; B. Collod ; le Vieux ; Masson ; Remond et
« Mercier not. »

Nous avons cherché avec soin dans les comptes de l'Hos-
pice. Nous n'avons rien trouvé qui nous mette sur la trace
de l'origine de cette obligation pour l'Hopital de payer
les deux tiers de la subvention annuelle fournie au Collège.

Cependant, les religieux n'étaient point encore satisfaits.
Il s'était levé je ne sais quelle concurrence, qui leur enlevait
tout profit. Aussi le 13 novembre suivant écrivent-ils :

« A Messieurs les Eschevins et conseillers de la ville de
« St-Amour représentant le corps de la ville.

« Supplient très humblement les R. P. Augustins de St-
« Amour que ne pouvant plus tenir le collège de la façon
« qu'ils le tiennent, sans une grande lésion et préjudice du
« couvent, veu que le nombre des escoliers n'est pas suf-
« fisant pour qu'il en viennent des émoluments capables
« d'entretenir le nombre des maistres nécessaires pour led.
« collège ; qu'il vous plaise de leur accorder qu'eux seuls
« tiennent ledit collège sans qu'il soit permis à aucun

« autre d'enseigner en sorte que la jeunesse vienne à leur
« collège ou bien de tenir les révérents pères quitte de
« l'obligation à laquelle ils se sont engagés par le contrat
« fait avec la ville le quatrième jour de décembre 1670
« qu'ils remontrent au surplus ne peuvent tenir la
« condition qu'on leur a offert, que les escoliers paye-
« ront quoyqu'ils ne viennent pas audit collège, vous re-
« présentent de plus que si vous êtes dans le dessein que
« led. couvent tienne encore led. collège que l'on promet
« de faire venir un très bon escrivain et arithméticien
« outre que leurs accordant les conditions requises ils vous
« en seront obligés et tâcheront de vous satisfaire. » (1).

Le Conseil les prit au mot et leur donna pour successeur le sieur Galion, prêtre. Celui-ci fit un bail de quatre ans, moyennant 150 livres par an, un local pour y établir sa classe, 12 sols par mois et par latiniste, 9 sols par autre élève « moindre ».

Il est remplacé en 1677, par un nommé Lucas qui rétrocède son droit à Dumont pour trois ans.

Vient ensuite le sieur Martin, qui exige, en 1686, qu'on interdise « sous peine de bannissement, de s'ingérer d'enseigner la jeunesse ».

Puis, le 22 février 1688 « s'est présenté pour le collège, le sieur Darzac, s'offrant de tenir un régent pour le latin, pourvu qu'on lui veuille faire un gage préfixe et assuré ; la fille dud. sieur Darzac pourra enseigner les filles. »

C'est pour la première fois qu'à Saint-Amour nous voyons mise en question l'enseignement des filles, et cela est à noter.

La chose resta en suspens quelque temps, et le Conseil se décida, le 25 avril de la même année, à traiter avec un autre, le sieur Dufaux « pour pendant six années enseigner la jeunesse » au gage annuel de 150 livres « qu'ils conviennent de payer en quatre quarts de quart d'an en

(1) Arch. comm. Série G. G., n° 118.

« quart d'an », puis, « il faut trouver une maison logeable pour led. maistre d'école et faire la classe avec un jardin pendant six années ainsy que de faire des bancs et tables pour les escoliers, ne sachant lesd. eschevins aucune maison convenable que celle de messieurs du chapitre en la rue du Coin des Grangers ou celle du sieur Philibert Don qu'il a nouvellement fait construire ; à la première convient y faire de grandes réparations et à la seconde on n'y pourra commodément loger attendu qu'elle est nouvellement bâtie ; la prenant faudra trouver une chambre d'ailleurs pour le logement dud. m. d'eschole et faut faire tables et bancs.

Outre il faut fournir des chariots pour amener les meubles dud. Defaux de Cuiseaux en ce lieu (1) ».

Enfin de compte, ce fut la maison du sieu Don qui fut louée « et on chercha « une chambre convenable, la plus « proche possible » pour le logement du maître.

Cet état de chose ne dura pas bien longtemps. Le 8 décembre 1690 « fut proposé que le maître d'eschole du « lieu est fort vieux et caduc et n'a aucun régent qu'un « jeune homme qui n'est pas capable et que par son bail « il est chargé d'avoir un régent et qu'il n'en a de long- « temps au moyen de quoy la jeunesse perd son temps ». On décide enfin qu'on le sommera « de s'en procurer un « autre d'icy la fin de l'année, autrement on se pourvoyra « ailleurs ».

Defaux se fâcha, et fit une réponse assez malhonnête ». Les échevins firent alors, le 23 du même mois, « défense « aux pères et mères d'envoyer leurs enfants à l'eschole, « pour que le maître d'eschole n'y puisse agir ». De plus, ils dénoncèrent le bail de location pour le logement du maître, ce qui donna entre eux et le propriétaire à un très long procès qui se termina dix ans plus tard, par une transaction à l'amiable.

En 1692, le 15 janvier, « la ville estant sans maître

« d'eschole », les échevins écrivent à M. de Manès, vicaire général de Lyon, de leur en procurer un. Celui-ci le fait-il, nous ne savons. Dans tous les cas, le 4 mars 1693, « à la « considération du sieur Laurent qu'il a pris et qu'il « gardera comme régent » on prend le sieur Jean Picard, comme maître d'école et on élève de 50 livres son traitement annuel.

Des difficultés dont nous n'avons pas le détail s'élèvent et Picard donne son congé le 17 mai de la même année 1693. — Le Conseil alors décide qu'« on verra à s'en procurer un autre ».

Puis, Picard s'explique : « le sieur Laurent, régent aud. « collègue, n'est pas en bonne union avec luy, ce qui est « cause que les écolliers ne profitent point et que ceux « qui avoient de bons principes sont maintenant corrompus « et que led. régent exige des écolliers de l'argent pour les « répétition qu'il leur fait. »

Finalement ils sont remplacés tous deux par Julien Paget, Louis Cancalon, et Jean-François Fleury, de Nanc, qui s'engagent à tenir pendant trois années consécutives qui commenceront le 26 octobre 1693, le collège de la ville « et à y « enseigner aux garçons dud. lieu à lire, à écrire, l'arith- « métique, le grec et le latin, moyennant la somme de 200 « livres par an. Il leur sera payé en outre par mois 6 sols « par ceux qui apprennent seulement à lire, à écrire et « l'arithmétique ; et par ceux qui apprennent à lire, à « écrire, le grec, le latin et l'arithmétique et qui compo- « seront dix sols. — *ils enseigneront quatre pauvres « du lieu au gré des échevins sans que pour lesd. pauvres, « ils puissent prétendre autre chose que leur faire balier « les classes pour lesquelles ils les pourvoyront à leurs « frais ».*

La ville de plus prend à sa charge l'établissement des bancs et tables nécessaires, mais elle ne fournit pas de local « ils enseigneront dans la maison qu'ils trouveront « propre et dont ils se fourniront à leurs frais ».

Après eux vient le sieur Dechamps, puis, le 26 octobre, « a été proposé par les sieurs échevins qu'il y a plusieurs « particuliers qui se plaignent que le maître d'école n'en- « seigne comme il doit la jeunesse et sont contraint de les « retirer ce qui est au grand préjudice du bien public pour- « quoy ils requièrent le Conseil de pourvoir attendu qu'il « se présente une personne qui est capable de tenir le « collège Le Conseil par la dite proposition a accepté « le sieur Paget, prêtre et familier de l'église collégiale « dud. lieu qui s'est présenté pour régent des écoles dud. « lieu et promis de tenir un régent ».

En 1699, c'est le sieur Hugues qui succède à l'abbé Paget. « Son fils enseignera les garçons et sa fille les filles », moyennant « 150 livres par an à prendre sur les impôts ». Deux ans après, il est déjà parti.

Il est bientôt remplacé par Feuillet « qui ayant été « examiné a été trouvé capable » par le sieur Collod (2 avril 1700). Mais Feuillet quitte l'enseignement pour une autre vocation ; le 23 novembre 1702, les échevins « ont appris que le maître d'école s'est engagé au Seigneur « de Civria, pour être sergent dans sa compagnie » ; on décide donc de lui retirer sans délai tous les meubles de la ville et de chercher un autre régent. On se souvient alors de l'abbé Paget, qui remplissait précédemment cette fonction et qui est maintenant à Besançon et on lui écrit, le 6 novembre 1701, pour qu'il en procure un autre à la ville.

Un sieur Perroux est pris à tout hasard, « car depuis « plusieurs mois il n'y a pas de régent au collège » puis, on lui donne pour successeur : « Rivaud, de Roanne-en- « Forest, demeurant à Cuisiat, qui enseignera tous les « jeunes garçons du lieu et autres qui y viendront, leur « apprendra à lire, à écrire, l'arithmétique, le grec et le « latin à la maison qu'il jugerat propre aud. lieu, avec « l'assiduité et devoir en tel cas requis et nécessaire, les

« conduirat chaque jour à la sainte messe comme aussi aux
« processions, grandes messes, vêpres et offices solennels
« et ne leur permettrat aucune indécence. . . . et serat
« tenu [le dit sieur Rivaud] de prendre un régent qui
« serat au gré des sieurs échevins et conseil et qui serat
« par eux examiné avant que d'être accepté ».

Il recevra aussi quatre pauvres qui balayeront les classes,
« et nul autre ne pourra s'ingérer à enseigner la dite
« jeunesse aud. Saint-Amour », et ce, moyennant 150 livres
« par an et la rétribution accoutumée des élèves ».

Cela dura cette fois plus longtemps que de coutume et
c'est seulement en 1709 que l'école changea de directeur.
« Plusieurs personnes se plaignent, dit le registre des déli-
« bérations à la date du 16 février 1709, que le maître
« d'école se relâche beaucoup et qu'il convient d'installer
« des ecclésiastiques pour le collège et rétablir la maison
« dudit collège légué par fut maître George de Branges,
« curé de Saint-Amour (1) ».

« En conséquence, on affichera les réparations à faire à
« fort faix » et on écrira à Monsieur Monard, prêtre, de-
« meurant à Lons-le-Saunier », pour le prier, sans doute,
de se charger du collège.

Quinze jours plus tard, le 1^{er} mars, on n'avait pas encore
de réponse de M. Monard, et le collège était toujours en
vacances par suite de la maladie de Rivaud. On décide
alors de chercher autre part ; puis au mois de mai, on
accepte provisoirement le maître d'école de Cuiseaux qui
se proposait, sous la réserve expresse de pouvoir le ren-
voyer quand bon semblerait, en le prévenant seulement un
mois d'avance.

Mais revenons aux Augustins que nous avons complète-
ment perdu de vue depuis 1671, qu'étaient-ils devenus
pendant tout ce temps ? Ils avaient, suivant un mot connu,
ils avaient vécu. Nous avons eu beau chercher dans ce qui

(1) Arch. communales, série GG, n° 119, acte du 31 décembre 1702.

nous reste de leurs archives, nous n'avons pu trouver la trace du Père Jean de Saint-Amour, religieux Augustin, qui suivant Rousset et Corneille Saint-Marc, « fréquentait « le château de Philibert de la Baume et qui fut célèbre « peintre et géomètre, qui même, disent quelques-uns, « travailla à l'Eglise de Brou ; » pas plus que de Benoit de Montagna, qui y aurait travaillé également (2). Leurs comptes, minutieusement contrôlés, auraient pu nous mettre sur la voie d'acquisitions de terrains ou de fondations, le tout sans intérêt, étant donné le peu d'importance du couvent. Les deux seules indications qui en valent la peine nous sont fournies, la première, par un document de 1687 (3) qui donne comme dénombrement des habitants de la maison : six pères, deux pères laïcs et un valet ; la seconde, par les pièces d'un procès que les Augustins soutinrent contre les chanoines et les familiers de l'Eglise collégiale, en 1688. Le 8 mai, on enterrait à Saint-Amour « demoiselle Philiberte Tribillet, femme du sieur Philibert Guyolot, procureur fiscal en la justice du dit lieu laquelle avait par son testament du 1^{er} mai choisi sa sépulture « en l'église desd. Révé- « rends pères Augustins auprès de la place où est enterrée « Charlotte Guyolot, sa fille. ensuite de quoy. . . . » les Révérends Pères furent stupéfaits de voir le corps de la défunte porté « en l'église paroissiale environ les huit heures du matin » ils eurent beau réclamer, le vicaire de l'Eglise paroissiale tint bon et les Révérends pères « furent « contraints de se retirer sans led. corps en leur église où « ils célébrèrent un service funèbre ». Ils protestèrent contre ce procédé « tout à fait extraordinaire, scandaleux, « contre le bien public et les canons, et les dernières dis-

(2) M. Bernard Prost, que nous avons consulté à ce sujet, nous a dit que des artistes originaires de Saint-Amour avaient travaillé à Brou, mais qu'il ne voit rien qui puisse faire supposer qu'il s'agisse de religieux Augustins, au contraire.

(3) Archives communales, série JJ, n° 17.

« positions qui doivent être immuables ce qui est une
« maxime recueue et approuvée par toute la chrestienté...
« le tout s'estant passé au veu et au sceu et au circonspect
« un chacun. . . . » Mais ce fut en vain.

Ils n'avaient pas non plus commencé les grandes réparations qui devaient aboutir à la transformation du couvent et qui amenèrent en 1716 un long procès avec la ville, procès qui dura des années et où rien n'est à retenir : il s'agissait de la propriété d'une petite rue joignant leur église et qu'ils finirent par obtenir. Dans la procédure, la ville ayant établi un mémoire pour exposer son droit, on y rappelle l'acte de 1438 et les conditions aux quelles le couvent a été *fondé*.

La richesse ne leur était pas venue pourtant. Nous avons de cette époque plusieurs inventaires ; celui de 1716 par exemple. En parlant de leurs ressources provenant de l'exercice du ministère sacerdotal, le religieux qui écrit ajoute :

« Le couvent dessert le prioré de Domsure pour une messe tous les dimanches, grandes festes, tant du Seigneur que de la Vierge ; nous avons annuellement pour le dit service quatre vingt dix livres comprises dans les rentes cy dessus énumérées. . . . » puis quelques paragraphes plus loin « *questes* : les questes sont à présent peu de « chose ».

L'inventaire de 1725 dit : « Nous avons quitté le service
« du prioré de Domsure à cause du peu de religieux que
« nous étions. » « *Questes* : les questes sont un peu meilleures que par le passé ; elles estoient trop peu de chose
« autrefois ».

Ils étaient donc dans cette situation plutôt gênée quand, en 1710, ils songèrent à reprendre la direction du collège de la ville.

« . . . le Révérend Père Provincial des Augustins ayant
« entendu parler que lors dirigeoit un maître d'escole et que

« anciennement les Augustins enseignaient les enfants de ce
« lieu, il a dit qu'il donnerait la main à ce que les Révé-
« rends Pères Augustins et le Magistrat puissent convenir à
« prendre le collège de cette ville à la rentrée après les ven-
« danges (1) ». Ce qui fut fait au mois de décembre, par un
engagement ferme, les conditions ayant été assez longues
à établir, les Révérends Pères exigeant trois cent livres par
an (2).

Ce ne devait pas être pour bien longtemps, l'adminis-
tration des religieux soulevant presque aussitôt des plaintes
nombreuses et justifiées, qu'on leur fit connaître par exploit
d'huissier, le seize juin 1711.

« Ils se sont obligés, dit l'acte, à tenir deux pères de
« leur ordre pour Régents qui soient capables au gré du
« magistrat dud. lieu pour enseigner la jeunesse à lire,
« écrire, l'arithmétique, le grec, le latin et jusques en Phi-
« losophie ; conduire les écoliers chaque jour à la messe,
« leur faire le catéchisme chaque samedi dans les classes,
« etc..... Cependant lesd. sieurs du magistrat ont appris et
« reconnu que contre les clauses dud. traité les régents dud.
« collège ont donné congé plusieurs fois aux écoliers des
« jours d'œuvre quoy qu'il y eut une ou plusieurs fêtes pen-
« dant la semaine, qu'ils ne conduisent point les écoliers à
« la messe chaque jours, ny aux offices solennels, ce qui
« fait qu'ils commettent journellement des indécences et
« qu'ils n'assistent point aux offices solennels, ce qui cause
« du scandale et qui loin d'apprendre le devoir spirituel
« auxd. écoliers, ils se servent de ce temps là pour se rendre
« libertins ; d'ailleurs il est venu à la connaissance auxd
« sieurs du magistrat que lesd. écoliers ne peuvent appren-
« dre à lire dans les contrats parce que les régents n'y savent
« lire eux-mêmes et qu'ils ne savent l'arithmétique, ce qui
« est entièrement préjudicielle auxd. écoliers et que les ré-

(1) Délibération du 17 août 1710.

(2) Archives communales. Série G. G., n° 120.

« gents s'absentent souvent et se reposent l'un sur l'autre,
« lesd. Révérends Augustins n'ont pas sujet d'agir de la
« sorte *d'autant plus qu'ils sont payé d'avance*..... (1) ».

Les mêmes plaintes se renouvelèrent encore deux ans plus tard, mais les choses s'envenimèrent et une rupture s'ensuivit.

« Il a été proposé par les sieurs échevins que les
« Révérends Augustins de ce lieu ont répondu à la som-
« mation que le magistrat leur a fait donner à raison de
« la négligence des régents du collège, laquelle réponse
« lesd. sieurs échevins présentent au conseil pour y faire
« telle attention qu'on jugera à propos. . . . Le conseil a
« jugé à propos de ne point payer ce que l'on doit auxd.
« religieux jusqu'à ce qu'ils ayent tenu compte eux-mêmes
« de la perte que les écoliers ont souffert par leurs négli-
« gences pour n'avoir pas d'ailleurs rempli les clauses du
« bail. . . . (2) ».

En 1714 enfin, ce bail étant rompu, le conseil charge le sieur Morel « de s'informer à Mâcon d'un principal qui
« sache du moins bien écrire et du latin (3) ».

On en trouve un enfin, Petit « qui s'étoit chargé d'avoir
« un très bon écrivain pour avec luy tenir le collège de
« cette ville ». Non pas qu'il soit absolument à la connais-
sance des échevins « mais parce qu'il n'y a personne
« d'autre à présent pour elle ». Cela dura un an, pendant
lequel on loua, pour y faire la classe, la salle précédem-
ment affectée à cet usage par les Révérends pères Augus-
tins. Mais en 1715 « le sieur Petit, principal du collège de
« cette ville est prest à partir pour Lyon pour aller prendre
« la prêtrise. . . . Son bail du collège estant, il convient
« luy parler s'il veut continuer ou bien se pourvoir inces-
« samment ».

(1) Archives communales. Série G. G., n° 113.

(2) Délibération du 21 mai 1713.

(3) Délibération du 14 avril 1714.

Petit renouvelle le bail, en prenant Pierre Denoyer pour assesseur. « Ils enseigneront aux filles et aux garçons à lire, « à écrire et l'arithmétique » (7 avril 1716). Puis, le 6 mars 1717, étant nommé curé de Cousance, Petit quitte le collège en remerciant le conseil. Le collège chôme quelques mois et se rouvre avec Julien, « qui enseignera écoliers « et écolières » (5 juin 1717).

Il s'engageait à « enseigner de son mieux la jeunesse « dud. Saint-Amour, soit garçons ou filles, scavoir aux « garçons leur apprendra à lire, écrire. l'arithmétique et « le latin jusqu'en rhétorique et aux filles à lire, écrire et « l'arithmétique et pour ce tiendra tous les jours de l'an- « née sa classe. Il conduira ses classes aux offices de la « Paroisse ; il serat obligé d'enseigner gratis les deux en- « fants de cœur et deux que le magistrat nommerat. Il « devrat ne point faire mélange des écolliers et écollières « dans la classe et ailleurs pourquoi il devrat auoir deux « chambres séparées et leur apprendrat à tous la civilité, « les tiendra en grande retenue et sera deffendu à toutes « autres personnes d'enseigner aud. Saint-Amour (1).

Julien ne s'accorda pas longtemps avec les Augustins, dont il était le locataire ; il les quitta, le 19 septembre 1717, pour s'installer ailleurs puis, au mois d'avril 1719, il résigna complètement ces fonctions. Il fut remplacé successivement par le sieur Souchotte en 1719, puis en 1722, le 31 mai, par le sieur Maillet, précepteur des enfants Vuillemenot ; puis par Daloz, le 3 novembre 1723 qui quitte le collège pour aller recevoir la prêtrise à Besançon en 1724 et qui ne consentit à reprendre ses fonctions, le 10 septembre de la même année, que moyennant une légère augmentation de traitement : 240 livres par an au lieu de 150. En 1728, il renouvelle son traité avec la ville avec la promesse d'avoir avec lui un régent « propre à enseigner les bons écoliers. »

(1) Archives communales. Série G. G. n° 121.

Il quitta enfin en 1741 et Jean-Paul Roux, de Montbéliard, passa un traité avec la ville le 10 février.

Joseph Terrel, en 1744 (16 novembre). Mermel, prêtre « qui ayant subi en l'hôtel de ville l'examen préalable et « ayant été trouvé capable » ; Reydellet qui meurt le 4 juin 1748 ; Thaurin Tabez, clerc de cette ville actuellement y résidant (6 juin 1748), se succèdent sans que leur enseignement donne lieu à des incidents dignes d'être remarqués.

Joseph Henri Fargues vient ensuite (27 août 1755), « de-
« meurant à Lons le Saunier, qui s'est présenté pour ap-
« prendre à écrire aux jeunes gens de Saint-Amour et
« même la musique sy quelqu'un veut l'apprendre ; il a
« en effet fait veoir de son écriture qui est fort belle et prie
« messieurs du Magistrat de luy accorder un gage suffisant
« pour pouvoir subsister. »

« Il a été délibéré que l'on arrêterait cet écrivain et l'on
« est convenu avec luy pour son gage à douze livres dix
« sols par mois ce qu'il a accepté. Le mois des écolliers
« sera de dix sols pour ceux qui apprendront à lire et à
« écrire et de cinq sols pour ceux qui n'apprendront qu'à
« lire s'il s'en présente ; l'endroit où ledit maître écri-
« vain donnera ses leçons sera la chambre haute de la
« maison de ville ; il s'arrangera de telle manière que les
« écolliers puissent assister à ses leçons autant que possi-
« ble et il sera défendu à toute autre personnes d'appren-
« dre à écrire à peine d'amende arbitraire. Ledit maître
« écrivain commencera sa première leçon lundy prochain
« premier de septembre. »

Cela dure peu, puisque le 1^{er} novembre 1755, nous trouvons comme régent du collège le sieur Adam, prêtre. Celui-ci demeure jusqu'en 1764 ; époque à laquelle il passa la main au sous diacre Lorge, le conseil ne voulant pas augmenter son traitement. « Le conseil ne trouvant pas les
« revenus de la ville suffisants pour faire une augmenta-

« tion de dépense pour l'entretien du dit collège et l'utilité
« qu'il y aurait de voir plusieurs enfants qui ne pou-
« voient pas continuer leur classe de latinité soit par leur
« peu de disposition, soit par leur peu de fortune et qui
« au contraire feroient des progrès réels dans l'écriture et
« le chiffre, il a été délibéré que l'on fixera le collège à un
« régent pour la latinité et un maître écrivain et de chif-
« fre ». (1).

Le sieur Lorge prend donc le collège avec pour second le sieur Berthollier qui « enseignera à lire, à écrire et le
« chiffre, en observant pour l'écriture tous les règles néces-
« saires. »

Le sieur Gerboz le remplace bientôt, puis fut obligé de céder aussi la fonction à un autre : « le sieur Gerboz cy-
« devant seul régent en cette ville qui enseignait la latinité
« a déclaré au mayre qu'il ne pouvait plus remplir cette
« fonction par rapport à sa mauvaise santé et qu'en con-
« séquence led. sieur mayre aurait prié monseigneur l'évê-
« que de Saint-Claude de vouloir bien octroyer un autre
« régent pour remplacer led. sieur Gerboz et à cette de-
« mande il a été répondu qu'on ne pouvoit faire un meil-
« leur choix que celui du sieur Rey, neveu de M. le curé
« de Condal qui est un très bon sujet en tout genre..... et
« par la même lettre led. seigneur évesque fait les invi-
« tations les plus pressantes pour que l'on travaille à la
« construction d'un collège d'autant plus que l'éducation
« de la jeunesse intéresse bien du monde et que l'advan-
« tage sera important pour la ville et que l'on ne scauroit
« donner trop d'attention à cette partie. » (2).

En conséquence la ville traite avec Jacques Daume, de St-Etienne-du-Bois, qui devait être le dernier recteur du collège, sauf la reprise définitive de celui-ci par les Augustins, ce qui arriva en 1788.

(1) Délibération du 1^{er} novembre 1784.

(2) Délibération du 19 septembre 1777.

Mais reprenons l'histoire des Révérends Pères Augustins où nous l'avons laissée. Rien du reste de bien important ne s'est passé chez eux. De petites améliorations de détails ont été effectuées. Ils ont acheté une horloge en 1728, qu'ils ont placée sur le degré en montant à l'étage ; ils ont fait construire le cloître qui conduit de leur couvent à l'église. en longeant le bâtiment des classes élevées en bordure de la rue de Bresse ; puis réparer les façades de la vieille église et du collège ainsi qu'une partie de l'intérieur du couvent, comme le prouvent les deux documents qui suivent :

« Pris fait avec Messieur maître Jacque Novarina italien
« et Michel Verno entrepreneur demeurant dans la ville
« de St-Amour en compte avec les prieurs et ronds pères
« Augustins de la dite ville somme convenu de ce qui suit,
« savoir,

« Que nous maitre Jacque Novarina et Michel Verno
« entrepreneurs nous nous obligeons solidairement à poser
« tous les piliers de l'aile du cloître qui conduit à la sa-
« cristie, faire les arcades, poser les autres arcades, faire
« la voute de la dite aile du cloître, des deux cabinets et
« vouter l'entrée de la sacristie, faire un éperon au bas du
« double pilier du coté du vent le tout sujet à visite moi-
« nant la somme de deux cent trante livres bien entendu
« que la communauté lui fournira tous matériaux néces-
« saires, savoir sable, chaux, pierres, cintrages, planches,
« échafaudages, les dits sieurs entrepreneurs promettent
« de fournir les cintrages et autres choses nécessaires qu'ils
« auront. Fait double à Saint-Amour le treize may mil
« sept cent soixante quatre et nous nous somme signés.

« f. Mathieu, prieur des Augustins, f. Hollaire sacris-
« tain ; f. Revoux ; Jacque Novarina ; Michel Verno » (1).

(1) Archives départementales.

« Reçu du Révérend père Mathieu prieur des Augustins
« de Saint-Amour la somme de quatorze livres huit sols
« pour 18 journées que j'ai employé pour mettre trois
« couches à toute la facade de l'église et des maison de la
« porte de Bresse j'ai été nourri et couché pendant les dits
« tems.

« Plus reçu du susdit père prieur huit livres huit sols
« pour avoir plafonné et gissé le grand réfectoire ; il est à
« remarquer que les grands froids m'ont empêché de tra-
« vaillier pendant deux mois et que le Révérend Père
« prieur m'a toujours nourri et couché pendant les dits
« tems que j'ay blanchi les dortoirs, l'infirmierie et broyé
« des couleurs pour quelques labeurs dans le petit réfec-
« toire dont tient quitte le Rd père prieur pour tous les
« ouvrages que j'ai fait dans leurs maisons jusqu'à ce jour-
« d'huy quinze mars mil sept cent soixante-six, en foy de
« quoy je me suis signé.

« Gouan piceva, metre gisseur. » (1).

Ils se plaignent du reste continuellement, témoin la lettre du prieur, écrite en 1750 à l'intendant de la province et dont le brouillon est resté dans les archives départementales. Ils y font une longue énumération de leurs revenus où ne figure pas encore le collège qu'ils ne reprendront que trente-huit ans plus tard.

« Monsieur,

« Le prieur du Couvent des religieux mandians de l'ordre
« des hermites de St-Augustin établi à St-Amour au conté
« de bourgogne vous expose qu'il ne parait par aucun titre

(1) Archives départementales.

« que leur dit couvent aye jammais eu aucun autre bien
« que d'ancienne dotation qu'il a été simplement établi de-
« puis trois ou quatre siècle sur le pied d'une petite maison
« proportionné à la ville pour le nombre de sept à huit reli-
« gieux, où à peine quatre peuvent subsister dans ce tems
« qu'il n'a esté fondé que sur les aumones et charité des
« fidelles ce commun patrimoine que l'église a assigné aux
« religieux mandians, cependant comme cette qualité ne
« nous exclut pas du droit de pouvoir posséder pour satis-
« faire et obéir aux ordres et déclarations du roy je vous
« donne cy après la juste déclaration de nos revenus, dans
« la vérité de ma conscience avec tout le serment que vous
« pouvés souhaiter nous possédons donc dans cette pro-
« vince 1^o Un domaine situé à Saint-Amour de 150 livres
« de rente amodié à Claude Nalet par acte de notaire passé
« en 1743 contrôlé le 23 juillet pour 6 années.

« Le dit bien auparavant passé et travaillé selon l'usage
« du pays par un grangé sans aucun bail.

« 2^o Une pièce de terre et une colaisse de 6 mesures ex-
« traite du domaine cy dessus amodié au sieur Ruffier pour
« neuf ans sous la cense de 30 livres acte receu en 1739,
« contrôlé le 4 aoust de la ditte année.

« 3^o un sixième de portion de dîme passé par le Couvent.

« 4^o Une vigne de 5 ouvrées, 5 mesures de terre et un
« petit bois d'environ 3 mesures territoire de Nant amodié
« pour 29 ans au sieur Bernard en 1720 contrôlé le 4
« mars.

« 5^o Un sixième de portion de dixme territoire d'Andelot
« amodié en 1728 à J. B. Boisson pour 9 ans acte receu le
« 20 janvier 1728 contrôlé à Saint-Amour le même jour,
« amodié au même en 1745 pour six années sous les mêmes
« conditions de 33 mesures de froment, 12 d'avoine, 10 de
« voisses et dix poulet acte receu le 25 may 1745 contrôlé
« à Saint-Amour le 30 du même mois.

« 6^o Un domaine situé à Nantet amodié en 1725 pour 6

« années acte reçu et contrôlé le 11 juin, en 1730 amodié
« au même acte reçue et contrôlé le 23 août et cest pour
« 6 années, en 1742 le même domaine fut amodié au même
« pour 6 années sous les mêmes conditions de 8 mesures
« de froment acte reçu le 14 août et cest pour 6 années.

« 7^o Environ 5 ouvrées de vignes travaillé selon l'usage
« du pays par des domestiques.

« 9^o Une vieille écurie proche notre église, jadis louée,
« mais si délabrée et dans un si mauvais emplacement que
« la maison se trouvant hors d'état de faire les réparations
« nécessaires elle est comme inutile ; quatre boutiques et
« autant de chambres au-dessus autrefois louées à la ville
« pour des classes et depuis habitées par des ouvriers néces-
« saires à la maison comme tailleurs, massons et charpen-
« tiers ; il est à remarquer que depuis que l'on a réparé la
« muraille faisant seulement la façade desd. boutiques et
« chambres, les deux boutiques et chambres au-dessus, l'on
« a passé des baux par devant notaire. . . . Il est encore
« à remarquer que si l'on ne produit pas une continuité
« d'actes par devant notaire dans la plus rigoureuse exac-
« titude c'est qu'il n'est pas surprenant qu'il s'en soient
« égarés quelques-uns, vu le changement du supérieur qui
« se fait presque tous les trois ans selon l'usage de leur
« ordre. . . . »

Plusieurs autres inventaires, en particulier celui de 1758
portent l'empreinte de ces soucis continuels, résultats d'une
vie toujours précaire et incertaine du lendemain (1).

Une seule chose pouvait leur assurer l'avenir ; c'était la
possession définitive du Collège, organisé de telle sorte que

(1) Voir aussi celui de 1788. Les religieux se plaignent de quantité
de choses ; ils ont cependant un sujet de contentement : « Sur une des
« extrémités de l'enclos nous avons un très joli colombier que le frère
« Gelaze avoit entièrement dépeuplé par les vols continuels qu'il fai-
« soit des pigeons. On a eu soin de se munir de la clef et aujourd'hui
« il est en bon état et en très bon rapport » .

les élèves du dehors puissent y venir et grossir le nombre de ceux que pouvait fournir la ville ; il fallait donc un pensionnat. Ce fut l'œuvre du plus remarquable des prieurs de ce couvent : le P. Jobert.

L'époque du reste était favorable. Comme tout le reste de la Province, paisible depuis la réunion à la France, Saint-Amour avait relevé ses ruines, rétabli son commerce, développé son agriculture et son industrie. Elle était alors dans un état de prospérité que, pour bien des causes dont l'exposé n'appartient pas à ce récit, elle n'a pas retrouvé depuis.

Le couvent des Capucins venait d'être fondé : celui des Annonciades terminait à peine ses vastes bâtiments ; le monastère de la Visitation était en pleine période de prospérité et couvrait de ses constructions presque le cinquième de la superficie totale de la ville ; l'Hôpital ; la Maison de Charité ; le corps de la Familiarité et du Chapitre ; les Magistrats royaux et seigneuriaux ; une nombreuse noblesse, aujourd'hui presque disparue, mais alors dans tout l'éclat de la jeunesse, tout cela donnait à Saint-Amour une physionomie intéressante et bien vivante ; et jamais on n'y a compté plus d'hommes distingués, et jamais elle n'a mieux mérité l'éloge ancien et un peu emphatique de Cousin de Nozeroy :

« Hoc oppidum ornant viri aliquot omni virtute pres-
tantes, et clari latiâque lingua, linguâque pelasgâ. » (2).

Il était tout naturel que les échevins, lassés du reste de leurs vains efforts pour trouver des maîtres capables et surtout stables, fort heureux de consentir à ce que désiraient les Augustins, la ville passât avec ceux-ci un traité qui devait dans leur esprit à tous être définitif.

Ils comptaient sans les événements !

Quoiqu'il en soit, ils conclurent ensemble un accord dont

(2) Gilbert Cousin de Nozeroy : *Description de la Franche-Comté* (1550).

nous trouvons le texte au 7^e registre des délibérations de la commune de Saint-Amour (verso du folio 165 et folios suivants). Nous allons en donner une rapide analyse (1).

« Grosse d'un traité sur l'établissement d'un collège en
« la ville de Saint-Amour entre Messieurs les notables et
« officiers municipaux de Saint-Amour d'une part,
« Et les Révérends Pères prieurs et religieux du monas-
« tères des Grands Augustins établis dans la même ville
« d'autre part. »

Vu « qu'un des principaux devoirs de l'administration
« confiés à leurs soins [aux soins des notables et officiers
« municipaux], est de pourvoir à l'instruction et à l'édu-
« cation de la jeunesse, que jusqu'à présent ils ont fait
« leur possible pour lui procurer des Régents et des Mai-
« tres séculiers, sans pouvoir former de collège d'exerci-
« ces suivis et capable de fournir des talents nécessaires à
« l'accroissement des bonnes mœurs et des beaux-arts, ce
« qui les a engagé à proposer aux Supérieurs de la maison
« des Grands Augustins de cette ville où ils sont établis
« depuis le 30 aoust quatorze cent trente huit, qu'ils ont
« tenu dès lors en différents tems un collège où l'on ensei-
« gnoit les éléments de la grammaire, le latin, le grec et
« la philosophie ensuite de conditions particulières et no-
« tarlées, de vouloir bien établir un collège et pensionnat
« en cette ville pour l'avantage des citoyens et de la reli-
« gion. . . . » aux conditions suivantes, sauf ratification
ultérieure des Supérieurs ecclésiastiques et de l'Intendant
de la Province : « . . . les Révérends Pères promettent et
« se chargent d'établir dans leur maison en ladite ville,
« pendant qu'elle y subsistera un collège d'exercices suivis
« où ils nourriront, logeront et payeront exactement à
« leurs frais quatre professeurs ou régens habiles et de
« bonnes mœurs de l'avis et agrément desd. supérieurs

(1) Ce traité est du 9 août 1787. L'acte en a été reçu par Martin Renaud, notaire à Saint Amour.

« ecclésiastiques, lesquels régens seront prêtres, religieux,
« escoliers, réguliers ou à défaut des laïques après exa-
« men suffisant pour enseigner et instruire la jeunesse à
« qui ils apprendront à lire, écrire, les basses classes jus-
« qu'à la rhétorique inclusivement... l'entrée des classes
« du matin sera sonnée à sept heures et demie et à la
« sortie les écoliers assisteront à la messe qui sera célé-
« brée journellement dans l'église du monastère. L'entrée
« des classes du soir sera sonnée à une heure et demie
« après midy et leur sortie sera à quatre heures et demie.
« Les écoliers auront un jour par semaine de vacance ;
« le samedi on les instruira plus particulièrement du ca-
« téchisme et des principales vérités du salut de manière
« qu'ils aient tous de bonnes mœurs et fréquentent sou-
« vent les sacrements Il sera fait chaque année dans une
« des salles du collège deux examens publics des écoliers
« sur différentes matières auxquelles messieurs les prévôt-
« curé de la paroisse et le doyen du chapitre de la collé-
« giale ainsy que Messieurs les officiers municipaux seront
« invités ; les devoirs de composition seront donné par les
« dits sieurs du Magistrat, qui pour entretenir l'émulation
« fourniront à leurs frais différents prix que M. le Mayre
« en exercice distribuera publiquement à ceux des écoliers
« qui à leur suffrage les auront mieux mérités par leurs
« capacités et leurs conduites, et les classes s'élèveront à la
« fin de chaque année dans le tems et aux époques des
« collèges des villes voisines ; on en fera de même pour
« leurs rentrées. Lesd. sieurs du Magistrat se réservent
« expressément la police extérieure sur les écoliers, ils
« pourront néanmoins entrer librement dans les classes
« pour y faire aux sieurs professeurs ou régens telles re-
« présentations qu'ils jugeront convenir et ces derniers ne
« pourront exclure des classes aucun écolier avant d'en
« avoir préalablement prévenu M. le Mayre ou premier
« échevin en exercice qui sur le rapport des motifs déci-

« dera s'ils sont suffisants ou non afin qu'en conséquence
« l'écolier puisse continuer ou discontinuer ses études..
« »

La ville donnait aux religieux, par le même contrat, six mille livres de France qu'ils s'engageaient à restituer si leur couvent venait à être supprimé par leurs supérieurs ; on leur cédait le trop plein de la fontaine publique qui est « devant les Halles », la Ville faisait même les frais du canal destiné à leur conduire cette eau et prenait l'engagement de réparer le « pavé de la rue de Bresse » devant le couvent. De plus elle leur donnait pendant quatre années la somme de mille livres et pendant les années suivantes et à perpétuité, la somme de huit cent livres.

Ces dispositions furent ratifiées quelques mois après par l'intendant de la Province, par l'évêque de Saint-Claude et par le Provincial des Augustins ; ainsi, fut fondé en 1787, quoi qu'on en ait dit ou écrit, le collège de Saint-Amour, établissement autonome, ne relevant en rien de l'Université de Dole, et ne continuant pas une école monastique antérieure d'un couvent qui n'en eut jamais et ne renferma au plus que quelques religieux pour la prédication et le service d'une église conventuelle.

Les Augustins se mirent immédiatement à l'œuvre pour organiser matériellement le nouvel établissement scolaire.

A côté de la grande porte de leur église, ils en ouvrirent une autre plus petite, qui existe encore, et qui conduisait directement au cloître ; par elle entraient les élèves ; sous ce cloître qui allait de l'Eglise au monastère proprement dit, s'ouvraient quatre classes, prenant jour sur la rue de Bresse ; au-dessus d'elles quatre chambres pour le logement des professeurs. Devant le cloître, dans l'enceinte du monastère, on détruisit le jardin potager qui y existait, pour en faire une cour de récréation plantée d'arbres. Au premier étage du bâtiment principal, ils installèrent le *grand pensionnat* où se trouvait « tout le long une boise-

rie formant quinze alcôves sur la même ligne, toutes fermées par des rideaux en cotonne flambée et dans chaque alcôve est un bois de lit, une paillasse ou matelas, un traversin, deux couvertures et une chaise. Puis le *petit pensionnat*, où se trouvaient « six lits pareils aux autres, mais sans alcôves » qu'on n'avait pu faire encore en 1789 « vu les autres réparations dont on n'a pu se dispenser. »

Les quatre salles de classe étaient meublées chacune d'une chaire pour le professeur, de tables et de bancs pour les élèves. Il y avait de plus « dans celle qui sert de salle d'étude un fourneau de fonte avec ses cornets. »

L'enseignement était donné par quatre professeurs dont le premier était chargé de montrer « à écrire et le chiffre » le deuxième faisait les classes de 5^e et de 6^e ; le troisième celles de 4^e et 3^e, le dernier faisait celle de seconde et la rhétorique.

Chaque écolier payait dans la première catégorie quinze sols par mois, dans la deuxième vingt et dans les autres vingt-cinq, ce qui produisait annuellement trois cent soixante-douze livres, ce qui faisait, par un calcul tout à fait approximatif, une moyenne d'environ trente à quarante élèves fréquentant le collège.

Tous ces détails nous sont fournis par un inventaire de 1790 (1), où nous trouvons encore bien d'autres renseignements intéressants sur le couvent lui-même.

« Les religieux possèdent audit Saint-Amour leur maison
« d'habitation dont les principaux fondateurs sont les
« seigneurs de Damas et les comtes de Saint-Amour, ...
« une grande et belle église qu'ils ont achevé de faire
« construire en 1438. l'Eglise renferme trois autels
« et au-dessus de chaque, un grand tableau, une chaire à
« prescher, deux confessionnaux, quelques bancs, et une
« tribune ; deux pavillons d'étoffe en couleur pour couvrir
« le maître-autel de même qu'un noir et pour le parer

(1) Archives communales. Série G. G., n° 99.

« six grands chandeliers d'Ilarquemie argentés, six sou-
« ches au bout desquelles on met des cierges, deux reliques
« en bois dorés, deux grands chandeliers de cuivre et deux
« petits, un *Te igitur* et un crucifix devant le tabernacle
« dans lequel il y a un ostensor et un calice d'argent ».

La sacristie renferme à peine les ornements suffisants :
les chambres sont garnies des meubles strictement néces-
saires, sauf celle du P. Jobert, le prieur « qui s'étant fixé
« à Saint-Amour pour sa vie » l'a meublée à son gré
d'objets à lui. A la cuisine, comme au réfectoire, il n'y a
que des ustensiles d'étain, « il n'y a aucune argenterie si
« ce n'est deux petits couverts laissés pour héritage par
« les religieux qui y sont morts anciennement ». « Dans
« une des extrémités du collidor est placée au-dessus de
« l'escalier une horloge qui sonne les heures et répète » ;
elle était là depuis 1728. Enfin « il y a dans l'écurie un
« cheval noir ». De plus le pressoir et les caves sont garnis
des ustensiles vinaires indispensables. On lit ensuite :

« *Nota.* — Que les religieux Augustins en se chargeant
« du collège ont fait le sacrifice de près de deux cent livres
« de rente qu'ils tiroient de la location des boutiques et
« appartements où on a fait les classes et les chambres des
« régents sans autre dédommagement que le plaisir
« d'obliger, s'estimant heureux d'avoir trouvé ce moyen
« de prouver leur patriotisme (2) ».

« Il est vrai qu'à cette époque ils ont reçu de la ville six
« mille livres pour mettre leur maison en état de collège
« et élever un pensionnat, mais cette somme à peine a
« suffit pour ces deux objets ; il ont voulu de plus faire de
« suite le petit pensionnat, ce qui les a un peu arriérés et
« obligés d'emprunter.

« Il n'y a dans ledit couvent aucune espèce de bibliothé-
« que ni manuscrit si ce n'est une vingtaine de vieux livres

(2) On voit qu'on approche de la Révolution.

« plupart reliés en parchemin ; ce sont différents traités de
« théologie qui ne sont pas même complets, mais on a
« acheté dernièrement quelques auteurs latins et quelques
« traductions pour l'usage du collège. »

Le P. Jobert, enfin, résumait cet inventaire fait le
17 février 1790, ainsi qu'il suit :

Le domaine de <i>Carlet</i> leur rapportait an-	
nuellement.	500 livres.
Celui de <i>Nantey</i>	312 —
Des Vignes à <i>Saint-Amour</i>	216 —
Id. à <i>Cessiat, St-Jean et Chazelles</i> .	344 —
Des terres particulières disséminées ca et là.	54 —
Leur chenevière, proche la porte de Bresse.	3 —

Ils avaient, de différentes rentes en argent constituées
par des particuliers pour des messes, offices, anniversaires
ou prières diverses, 318 livres 11 sols 4 deniers, ce qui
avec la rente de la ville pour le collège et le produit de ce
même collège leur faisait annuellement 3.144 livres 11 sols
4 deniers « à l'exception du casuel de la sacristie qu'il
« seroit impossible d'évaluer, vu que depuis quelque temps
« on ne reçoit plus de messes ».

Leurs charges étaient de 1.862 livres 13 sols 2 deniers,
y compris les impôts et surtout le *don gratuit*, qu'ils
trouvèrent si souvent bien lourd et dont ils tentèrent, mais
en vain, de s'exonérer. Ce qui fait qu'il leur restait au
compte du Prieur « 1.281 livres 18 sols 2 deniers pour
« nourrir, blanchir, éclairer et chauffer six religieux ou
« régents et cinq domestiques ».

C'est dans cette situation plus que précaire, que la Révo-
lution trouva les religieux et le collège de Saint-Amour.
Elle ferma celui-ci et dispersa les autres.

Les biens du couvent, mis à l'encan les 19 janvier, 17 et
21 février, et le 18 mars, furent vendus pour une somme
totale de 31.520 livres. François Baudoin, *artiste*, demeu-

rant à Saint-Amour, eut le domaine de Cessiat ; Jean-Baptiste Pan, de Nantey, celui de Nantey ; Pierre Faure, d'Allonal, une vigne aux Fredailles ; Jean Terrier également ; Benoît Bouillet, la vigne de la Michaude ; Fraichot, celle de Chantemerle ; Gabriel Bolomier, de Saint-Amour, eut le domaine de Carlet, *rière* Saint-Amour ; Olivier Maubey, un journal de vigne et Gergondey, des Granges de Nons, une vigne encore à Peroset (1).

Le même Gergondey acheta à part le couvent et ses dépendances et les revendit en détail à divers particuliers.

Enfin, le 21 janvier 1793, on vendit les biens meubles, confisqués au profit de la commune. Cette vente comprenait à peu près soixante-douze lots ; elle produisit deux cent quatorze livres 4 sols ; le détail n'en présente rien de bien curieux, si ce n'est que le nom qui revient le plus souvent parmi ceux des acquéreurs est celui du « citoyen Barbier, curé » constitutionnel (2).

Une partie des objets ayant appartenu à l'Eglise et à la sacristie du couvent ont fait retour à l'Eglise paroissiale, notamment une relique insigne : le chef de saint Fortunat, martyr. Cette relique avait été extraite du cimetière de Lucine, à Rome, et donnée en 1699 au R. P. Colombet, originaire de Saint-Amour, assistant général de l'Ordre de Saint-Augustin pour la province de France qui la rapporta et la donna au couvent de sa ville natale. L'authentique qui est daté du 10 mai 1699, existe dans les archives de la Préfecture, fond des Augustins de Saint-Amour, carton n° 3. C'est le seul objet, dont par les actes de vente et les archives, nous ayons retrouvé indubitablement l'origine parmi ceux que, dans le pays, on dit avoir appartenu au couvent.

Les religieux se dispersèrent de côté et d'autres sans que

(1) Voir le *registre de vente des Biens nationaux de première origine, aux dates indiquées* (Archives départementales).

(2) Archives communales. Série G. G., n° 101.

nous ayons retrouvé d'autres traces que celles du P. Jobert, le dernier prieur, qui, sécularisé, resta à Saint-Amour après le Concordat, à l'hôpital de Saint-Amour en qualité d'aumônier et y mourut vers 1810. On conservait autrefois à la cure de Saint-Amour, dans les papiers de la fabrique, le reçu suivant :

« J'ay reçu de Monsieur Guelle, administrateur et caissier
« de la fabrique de la cure de Saint-Amour la somme de
« soixante et douze livres tournois pour une robe en soye
« que j'ai vendu à messieurs les fabriciens de la dite cure
« pour faire des ornements.

A Saint-Amour, le 15 décembre 1804.

C. JOBERT, prêtre,
aumônier de l'hôpital ».

Pour être sinon complet, du moins pour éviter le reproche d'avoir passé sous silence des détails qui peuvent à quelques-uns paraître utiles, il nous reste à dire un mot du collège de Saint-Amour rétabli dès le commencement du siècle, puis enfin de sa disparition définitive.

En plus des avantages matériels que son existence apportait au commerce et à l'industrie locale, la population avait toujours été fière de son établissement d'instruction secondaire qui la faisait tenir dans les pays environnants, pour un centre intellectuel. Elle désirait donc de le voir revivre.

La classe moyenne aussi songeait aux avantages qu'elle en pourrait tirer : loin d'avoir, comme on le croit trop communément, été atteinte par la transformation sociale accomplie, elle n'avait fait qu'y gagner : elle s'était partagé à peu de frais, en famille, pour me servir d'une expression qui rende à peu près ma pensée, les biens considérables relativement au reste de la propriété particulière d'autrefois, de la Seigneurie, des quatre couvents, de la cure,

du chapitre et des autres établissements religieux de la ville. L'aisance créait dans les âmes des aspirations plus hautes, des ambitions nouvelles que l'initiation aux sciences pouvait seule satisfaire, initiation que l'établissement du collège mettait à la portée de tous.

Qu'il y ait là l'influence de l'époque autant que la volonté particulière du pays, je le croirais volontiers : Saint-Amour vivait dans la même atmosphère que le reste de la France. Plus ou moins consciemment donc, les membres du conseil municipal obéirent à la tendance générale qui, après l'égalité conquise des droits civils et politiques, voulait créer l'égalité des esprits par l'instruction.

Dès la fin de l'an X et dans les premiers mois de l'an XI, ils se préoccupèrent d'organiser le nouveau collège et y consacrèrent vingt-deux séances. Pour subvenir à cette dépense nouvelle, on rétablit l'octroi jadis concédé à la ville et depuis supprimé (1). On racheta au prix de 8.000 francs une partie de l'ancien monastère de la Visitation, et la ville y fit pour 2.600 francs de réparations afin d'y établir un pensionnat. Le premier directeur en fut M. Cabuchet, originaire de Domsure, prêtre, bachelier en Sorbonne et ancien curé de Sagy.

Le 3 messidor an XIII (1804), le maire de Saint-Amour écrivant au Préfet du Jura, dit qu'il y a au collège 29 pensionnaires et 80 externes.

Quatre années plus tard, lors de la fondation de l'Université impériale, le collège de Saint-Amour fut rattaché à l'Université de Besançon et eut une existence légale. Le premier principal fut M. l'abbé Tenaud, qui avait remplacé M. Cabuchet. Après lui nous trouvons M. Clairin, qui devint inspecteur d'Académie ; M. Courbet, depuis proviseur du lycée de Besançon ; M. Faivre, principal au collège de Gray ; M. Pelletier, inspecteur de l'instruction primaire ; M. Corneille

(1) Voir surtout les délibérations du conseil des 25 messidor et 20 thermidor an X, celles des 5 et 6 vendémiaire, des 4 et 17 pluviôse an XI.

Saint-Marc, auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de Saint-Amour, jadis estimés, et ce qui vaut mieux du classement des Archives communales ; d'autres encore.

Le collège fut longtemps florissant et contribua à former des générations d'hommes instruits dont plusieurs ont eu ou ont encore quelque renom. Beaucoup d'autres aussi, fixés à Saint-Amour, lui ont rendu pendant un temps la réputation de ville amie des lettres et des arts dont elle jouissait à l'époque où écrivait Cousin de Nozeroy.

Puis, peu à peu, les moyens de communication multipliés et plus commodes, le collège vit ses élèves émigrer un à un vers des centres d'étude plus importants et mieux outillés ; la loi du progrès, qui avait été la cause de sa résurrection, fut celle aussi de sa mort ; progressivement, il perdit de son importance et de son utilité. Il se mourait de vieillesse, quand lassées de faire des frais relativement considérables et sans profit réel, les deux administrations universitaire et de la ville, d'un commun accord, le supprimèrent en 1887.

Nous, cependant, qui avons été au nombre de ses élèves de la presque dernière heure, nous donnons volontiers un dernier regret à notre collège. On a parfois surfait ses mérites et tenté de le vieillir sous le vain prétexte de le respecter davantage : tel qu'il a été, il a rendu des services ; il a contribué peut-être, tout imparfait qu'on l'a vu souvent, à déposer dans les esprits qu'il cultivait, de ces semences intellectuelles qui mettent des générations à lever et à fructifier ; il a eu sa large part dans les soucis de ceux qui, à Saint-Amour, nous ont précédé dans la vie ; il était un héritage et un souvenir ! héritage aujourd'hui dissipé ; souvenir qui s'en va avec celui du vieux couvent des Augustins, si souvent son abri — choses comme tant d'autres qui ne sont plus et désormais ne sauraient revivre.

Maurice PERROD.

LISTE INCOMPLÈTE DES PRIEURS DU COUVENT DES GRANDS
AUGUSTINS

D'après les documents originaux subsistant.

RR. PP.	RR. PP.
1501 Henry Prot.	1716 Jean Corneille.
1558 Aymard de la Plume.	1718 Denaint.
1630 Houdart.	1719 Couvieille-Bourgey.
1634 Jean Curnillon.	1720 Jean-Baptiste Bourgey.
1635 Jean Arnold.	1727 Bourgey.
1639 Claude Bourgeois.	1737 Rude.
1644 Etienne Jair.	1743 Falque.
1658 Id. Id.	1747 Fournier.
1662 Sébastien Vauthier.	1748 Petitjean.
1666 Victor Bernard.	1749 Mauverney.
1667 Claude Bourgeois.	1755 Falque.
1673 Nicolas de Montal.	1755 Glatignat.
1681 Victor Bernard.	1761 Mercier.
1683 Prima Bacque.	1764 Mathieu.
1688 Lebon.	1766 Mathieu-Denaint.
1693 Victor Bernard.	1767 Denaint.
1697 Renaud.	1768 Mauverney.
1702 Célestin Aubery.	1771 Souchon.
1705 Jean-Baptiste Blanc	1778 Jacques Cayrel.
1713 François Cuet.	1782 Belfin.
1715 Célestin Aubery.	1787 Jobert.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

DE LA

Société d'Émulation du Jura.



Séance du 1^{er} décembre 1896.

Présents : MM. Camille Prost, Mias, Bruchon, Cléménçot, Declume, Charles Gauthier, Girardot, Gruet, Paillot, Maurice Prost, Libois.

Le procès-verbal de la séance du 28 juillet est lu et adopté. Monsieur le Président prononce en quelques paroles l'éloge de M. Guillermet, mort le 23 novembre dernier, après une longue et douloureuse maladie. M. Guillermet, qui allait accomplir dans quelques jours sa 82^e année, appartenait à la Société depuis le 31 mai 1852, et lors de la réorganisation de celle-ci en 1863, il avait été élu secrétaire dans la séance du 28 janvier. Depuis cette époque, il avait été maintenu dans ces fonctions, à chaque renouvellement du bureau, par la confiance de ses collègues.

Il est ensuite procédé au remplacement de M. Guillermet comme secrétaire-archiviste et trésorier de la Société. Monsieur le Président propose de lui donner comme successeur M. Libois, qui a déjà été de fait secrétaire pendant cette année, M. Guillermet n'ayant pu assister aux séances à cause de sa maladie. Cette proposition est acceptée. M.

Libois remercie ses collègues de la confiance qu'ils lui témoignent, confiance qu'il s'efforcera de justifier.

La Société passe à l'élection de plusieurs membres : MM. Armand Viré, de Paris, et Jules Hétier, de Mesnay, présentés à la dernière séance, sont reçus à l'unanimité : le premier, en qualité de membre correspondant ; le second, comme membre résidant dans le Département.

MM. Maurice Prost et Monot présentent M. Augustin Bidot et M. Maurice Breucq, de Lons-le-Saunier.

Enfin, M. Cléménçot, professeur de sciences physiques et naturelles au Lycée, lit un mémoire sur un « procédé simple et rapide pour doser l'acidité des vins ». L'impossibilité d'analyser ce mémoire nous oblige à une simple mention.

Séance du 9 février 1897.

Présents : MM. Camille Prost, Mias, Girardot, Monot, Maurice Prost, Henri Bruchon et Libois.

Messieurs Augustin Bidot et Maurice Breucq, présentés à la dernière séance, sont reçus membres de la Société. MM. Girardot et Monot présentent M. l'abbé Maurice Perrod, curé de Gevingey. M. Libois et M. Monot présentent Messieurs Bertrand, bibliothécaire de la ville, André Sire, architecte du Département, et Emile Longin, de Dole.

Séance du 23 mars 1897.

Présents : MM. Mias, Buguet, Girardot, Monot, de Beau-séjour et Libois.

MM. Bertrand, André Sire, Emile Longin et Maurice Perrod, présentés à la dernière séance, sont élus membres de la Société, les deux premiers comme membres résidant au chef-lieu, et MM. Longin et Perrod, en qualité de membres résidant dans le Département. MM. Libois et Mias présentent M. Henry Gauthier, substitut du Procureur de la République à Lons-le-Saunier, et M. l'abbé Fromont, vicaire à Morez.

Monsieur le Vice-président donne lecture de la correspondance et énumère les volumes et fascicules envoyés par les sociétés correspondantes. Monsieur de Beauséjour fait hommage à la Société de son travail sur le bailliage-présidial de Vesoul, de 1696 à 1790.

Séance du 18 mai 1897.

Présents : MM. Mias, Henri Bruchon, Maurice Prost, Clémengot, Girardot, Maurice Perrod, Bertrand et Libois.

Messieurs Henry Gauthier et l'abbé Fromont, présentés à la dernière séance, sont admis, le premier comme membres résidant au chef-lieu et le second comme membre résidant dans le Département.

M. Louis Lautrey fait hommage à la Société de son poème sur Saint François d'Assise.

Sur la proposition de Messieurs Girardot et Maurice Prost, la Société vote une somme de 50 francs pour faire des fouilles dans la station gallo-romaine de Marsonnay, près de Pannessières.

Séance du 27 juillet 1897.

Présents : MM. Mias, Bertrand, Henri Bruchon, Declume, Girardot, Labordère, Maurice Perrod, Maurice Prost et Libois.

M. Girardot fait une communication sur les dépôts glaciaires dans les environs de Lons-le-Saunier.

Messieurs Maurice Perrod et Libois présentent M. Vaucher, avocat, comme membre résidant au chef-lieu. La séance est terminée par l'énumération que fait M. le Vice-Président des livres et fascicules offerts à la Société ou envoyés par les Sociétés correspondantes.

LISTE

DES

Membres de la Société d'Émulation du Jura.

POUR 1897

Membres du Bureau.

M. le PRÉFET du département, *Président d'honneur.*

Président : M. Camille PROST, ✱, maire de Lons-le-Saunier.

Vice-Président : M. MIAS, professeur.

Secrétaire-archiviste et Trésorier : M. H. LIBOIS, archiviste du département.

Membres résidant au chef-lieu.

MM.

BARRAND, ingénieur en chef.

BEAUSÉJOUR (DE), ancien juge.

BAILLE, Pierre.

BERTRAND, bibliothécaire de la ville.

BIDOT, Auguste, architecte.

BILLET, docteur en médecine.

BILLOT, Achille, artiste peintre.

BONNOTTE, Edmond, banquier.

BREUCQ, Maurice, avocat.

BRUCHON, Henri, avocat.

BUGUET, employé aux Mines de Blanzey.

MM.

CHAPUIS, ancien pharmacien.

CHAPUIS, Edmond, docteur en médecine.

CHEVASSUS, Edmond, avoué.

CLER, Léon, ✱, inspecteur des contributions directes, en retraite.

CLÉMENÇOT, professeur au Lycée.

CORAS, docteur en médecine.

DECLUME, Lucien, imprimeur.

DOSMANN, propriétaire.

GAUTHIER, Charles, avoué.

GAUTHIER, Henri, substitut du procureur de la Républiq.

GIRARDOT, professeur au Lycée.

GRUET, professeur au Lycée de Lons-le-Saunier en retraite.

GUICHARD, Charles, homme de lettres.

L'ABBÉ JACQUES.

LABORDÈRE, ✱, conseiller général du Jura.

MONOT, professeur au Lycée.

PAILLOT, architecte.

PÉGUILLET, directeur d'école primaire.

PELLETIER, architecte.

PROST, Maurice, banquier.

SIRE, André, architecte du département.

THUREL.

TOUBIN, ancien professeur.

VERNIER, directeur d'école primaire.

VUILLERMOZ, pharmacien.

Membres résidant dans le département.

MM.

BERLIER, naturaliste, à Chatillon-sur-l'Ain.

L'Abbé BRANGES, aumônier, à Dole.

BROISSIA (v^{te} DE), à Blandans.

L'Abbé BRUNE, curé à Baume-les-Messieurs.

BUCHIN, Marcel, docteur en médecine.

MM.

CARRON, géologue, à Saint-Amour.
CHEVAUX, conducteur des Ponts-et-Chaussées.
CHEVROT, docteur en médecine, à Bletterans.
CLOZ, Louis, peintre, à Salins.
DUPARCHY, publiciste, à St-Claude.
EPAILLY, instituteur à Miéry.
FEUVRIER, professeur au collège de Dole.
FOURNIER, notaire à Conliège.
L'Abbé FROMONT, vicaire à Morez.
GIRARD, ancien professeur, à Arbois.
GIROD, ancien instituteur, à Moirans.
HÉTIER, Jules, à Mesnay.
JACQUET, à la Mouille.
LE MIRE, Paul-Noël, avocat, à Pont-de-Poitte.
LONGIN, Emile, ancien magistrat, à Dole.
MAGNIN, Paul, ✱, ancien capitaine, à l'Étoile.
PARANDIER, C. ✱, inspecteur général des Ponts et Chaussées, en retraite, à Arbois.
L'Abbé PERROD, curé de Gevingey.
REYDELET, avocat à St-Claude.
ROBERT, ancien magistrat, à Domblans.
THEVENIN, ancien professeur, à Champagnole.
RODET, avoué, à St-Claude.
VANDELLE, propriétaire à l'Etoile.

Membres correspondants.

MM.

ALBERT, peintre, à Paris.
ARÈNE, rédacteur en chef de l'*Abeille du Bugey*, à Nantua.
ARNOUX, juge, à Lure.
Le capitaine BAILLE, Alfred, à Lyon.
BAUDOT, Ernest, officier d'artillerie, en retraite.
BÉRARD, Victor, ancien membre de l'école d'Athènes.
BERTRAND, conseiller à Lyon.

MM.

BERTRAND, professeur à l'école des mines, à Paris.

BESANÇON, instituteur et compositeur de musique, à Bois-de-Colombes (Seine).

BOISSONNET, sous-intendant militaire en retraite.

BOURGEAT, professeur à l'Université catholique de Lille.

BRUN, professeur à Sieldce (Pologne russe).

CHEREAU, docteur en médecine, à Paris.

CHOFFAT, géologue, à Zurich.

CLÉMENT, professeur au collège de Gerson.

CORTET, Eugène, homme de lettres, rue Royer-Collard, 12, à Paris.

COUR, conseiller à la Cour d'appel, à Besançon.

CUINET, à Besançon.

DAILLE, pharmacien à Auxerre.

DAVID, curé.

DAVID-SAUVAGLOT, professeur agrégé au lycée de Laval.

DELACROIX, Norbert, professeur à Varsovie.

DELATOUR, Léon, homme de lettres, à Lorris.

DEQUAIRE, professeur de philosophie.

DUPÉRET, officier de marine en retraite, à Cuiseaux (Saône-et-Loire).

DURAND, secrétaire de la Société d'agriculture, à Louhans.

FINOT, archiviste du Nord, à Lille.

FONDET, Eugène, professeur à Moscou.

GAUTHIER, Jules, archiviste du Doubs, à Besançon.

GAUTHIER-VILLARS, O ✱, Albert, imprimeur, à Paris.

GUIGAUT, Hippolyte, docteur en droit, juge au tribun. civil, à Louhans.

GUYARD, Auguste, homme de lettres, à Paris.

HANS SCHARDT, professeur au collège de Montreux (Suisse).

LAUTREY, capitaine au 159^e.

LEPAGE, archiviste, à Nancy.

LOBRICHON, Timoléon, peintre, à Paris.

Le Dr MAGNIN, Antoine, professeur de botanique, à la faculté des Sciences, à Besançon.

MM.

MARCOU, Jules, géologue.

MAZAROTZ, Paul, sculpteur-ornemaniste, à Paris.

MAZAROTZ, Désiré, peintre, à Paris.

MONNIER, Eugène, architecte à Paris.

MONNIER, Marcel, publiciste.

MOUCHOT, artiste peintre, à Paris.

PARROD, Armand, secrétaire de la Société académique de
Maine-et-Loire, à Angers.

PAUL, Constantin, médecin des hôpitaux, à Paris.

PERCEVAL DE LORIOL, paléontologiste.

PIOLTI, professeur de minéralogie à Turin.

PLANTET, E., attaché au Ministère des Affaires étrangères.

PROST, Bernard, Inspecteur général des Archives et des
Bibliothèques.

PROST, Aimé, ingénieur des mines.

RATTIER DE SUSVALLON, Ernest, homme de lettres, à
Bordeaux.

ROBERT, Ulysse, inspecteur général des Archives et des
Bibliothèques.

ROSSIGNOL, naturaliste, à Pierre (Saône-et Loire).

TRIBOLET (DE), professeur à Neufchâtel.

TUETÉY, archiviste aux archives nationales, à Paris.

VALLOT, secrétaire de l'Académie de Dijon.

VINGTRINIER, avocat.

VIRÉ, Jules, à Paris.

WAILLE, professeur de rhétorique au lycée d'Alger.

YSSEL, Arthur, professeur à l'Université de Gênes.

ZUCCARELLI, juge au tribunal civil de Lure.



LISTE

DES

Sociétés Savantes Correspondantes.

1. Comité des Sociétés savantes au ministère de l'Instruction publique.
2. Académie d'Arras.
3. Société académique de Saint-Quentin (Aisne).
4. Société d'agriculture, sciences et arts de l'Aube.
5. Académie des sciences, belles-lettres et arts de Besançon.
6. Société d'Émulation du Doubs.
7. Société d'Émulation de Cambrai.
8. Société d'Émulation des Vosges.
9. Société d'Émulation d'Abbeville.
10. Société académique de Cherbourg.
11. Société académique des sciences, belles-lettres et arts de Caen.
12. Société des sciences et arts de Lille.
13. Académie de Dijon.
14. Société d'agriculture de la Marne.
15. Académie de Metz.
16. Société scientifique, agricole et littéraire des Pyrénées-Orientales.
17. Société havraise d'études diverses.

18. Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen.
19. Société d'histoire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône.
20. Académie de Mâcon.
21. Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux.
22. Académie d'Aix, en Provence.
23. Académie du Gard.
24. Société archéologique de l'Orléanais.
25. Commission d'archéologie de la Haute-Saône.
26. Société d'agriculture, sciences et arts de la Haute-Saône (Vesoul).
27. Société académique d'agriculture, sciences et arts de Poitiers.
28. Société d'agriculture et de commerce de Caen.
39. Société académique de Maine-et-Loire (Angers).
30. Société d'histoire naturelle de Colmar (Haut-Rhin).
31. Société d'histoire naturelle de Toulouse.
32. Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie.
33. Académie de la Val d'Isère.
34. Société d'Émulation de Montbéliard.
35. Société archéologique de Soissons.
36. Société littéraire et archéologique de Lyon.
37. Société philotechnique de Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle).
38. Société belfortaise.
39. Académie de Stanislas (Nancy).
40. Société d'agriculture, sciences et arts de Rochefort.
41. Société de sciences naturelles de la Creuse.
42. Société d'agriculture et d'archéologie de la Manche.
43. Société d'histoire et d'archéologie de Genève.
44. Société archéologique et historique du Limousin.
45. Annales de la Société d'agriculture d'Indre-et-Loire.
46. Bulletin de la Société d'agriculture de la Sarthe.
47. Société philomatique vosgienne.
48. Bulletin de la Société belfortaise d'Émulation.

49. Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis.
50. Société archéologique du Maine.
51. Musée Guimet, boulevard du Nord, Lyon.
52. Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne (Auxerre).
53. Annales de la Société d'Émulation de l'Ain.
54. Bulletin de la Société académique franco-hispano-portugaise de Toulouse.
55. Bulletin de la Société d'étude des Hautes-Alpes.
56. Mémoires de l'Académie de Nîmes.
57. Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Digne, etc.
58. Société des sciences, agriculture et arts de la Basse-Alsace.
59. Recueil de la Société des sciences, belles-lettres et arts de Tarn-et-Garonne
60. Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes.
61. Société nationale des antiquaires de France.
62. Société philomatique de Paris
63. Société archéologique de Nantes, et de la Loire-Inférieure.
64. Société Florimontane (Annecy, Savoie).



TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Les Chevaliers du noble et hardy jeu de l'Arquebuse de la ville de Dole, par M. Julien Feuvrier.....	1
L'Instruction primaire dans le Jura, pendant la Révolution, par M. Libois	71
Le couvent des Augustins et le collège de Saint-Amour, par M. Maurice Perrod.....	281
Procès-verbaux des séances de la Société d'émulation du Jura..	327
Liste des membres de la Société.....	331
Liste des sociétés savantes correspondantes.....	337

1871



3 9015 00585 9502

